

# POUR UNE NOUVELLE COMPRÉHENSION POUR UNE NOUVELLE COMPRÉHENSION DES FAITS ET DES HOMMES DU SECTEUR NON STRUCTURÉ DU SECTEUR NON STRUCTURÉ

Etudes Etudes des Etude

ude5 Eu

FIL

Etudes

CREICM Editions

# Gérard HEUZÉ

# POUR UNE NOUVELLE COMPRÉHENSION DES FAITS ET DES HOMMES DU SECTEUR NON STRUCTURÉ

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (alinéa1er de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

ISSN: 0767-2888 ISBN: 2-7099-1081-0

# INFORMEL, DISIEZ VOUS?

Eléments d'analyse
des activités économiques
à petite échelle dans le cadre urbain,
suivis d'une discussion
à propos des catégories de main-d'oeuvre
à partir de l'exemple indien.

# CETTE INDE LÀ : POURQUOI ET COMMENT ?

Nous ne sommes pas du tout certain, à priori, qu'il existe, en Inde ou ailleurs, de réalité économique et sociale, homogène et bien cernable que l'on puisse appeler de manière juste, et utile d'un point de vue scientifique, "secteur informel", ou 'secteur non structuré". Raison de plus pour parler des univers de la production à petite échelle dans un cadre moderne, ou tout au moins récent, qui prennent sans cesse de l'importance dans le Monde. Il s'agit de réalités essentielles, parce que leur participation à la production de biens et de services est primordiale et parcequ'elles assurent la survie de masses considérables d'hommes. La majorité absolue des producteurs du secteur secondaire travaille sans doute aujourd'hui dans ce cadre. Ce sont ces producteurs qui nous intéresseront au premier chef, avec les milieux sociaux qui les entourent. Ce n'est pas que nous affichions une quelconque indifférence vis-à-vis des faits et des choses. Ils nous passionnent aussi, mais relativement aux êtres, sujets, c'est-à-dire souvent assujettis, mais aussi acteurs et capables de bouleverser le cours des choses. Un tel parti pris semble fatal lorsqu'un sociologue tente de comprendre les réalités qui conditionnent le marché du travail, ce qui est fait dans la première partie de l'ouvrage. Notre volonté de discuter du problème des catégories d'analyse de main-d'oeuvre dans le cadre des "activités à petite échelle", ce qui est plus ou moins fait dans la seconde partie, ne pouvait aussi que nous pousser dans cette voie.

#### Pourquoi l'Inde?

Notre terrain a été l'Inde depuis 1981. Sa société est sans doute la plus complexe et la plus variée qui soit au monde. Son développement économique de type industriel, qui associe le capital privé et une énergique intervention étatique, est le résultat d'une histoire plus que centenaire. L'Inde contemporaine est à bien des égards un gigantesque laboratoire social, lieu d'expérimentation livré aux planificateurs les plus sages comme aux énergies individuelles les plus farouches. Ce pays aux dimensions d'un continent assume parfois les dimensions d'un vaste

musée socio-historique où les modes de vie tribaux s'épanouissent encore aux côtés d'une gamme étendue de formes d'organisation humaines solidarisées par le marché et les institutions étatiques. Les phénomènes que nous y observons dans le cadre des petites activités économiques nouvelles ne sont pas irréductiblement originaux. Le développement économique s'accompagne, dans ce cas encore, d'une certaine banalisation. L'agencement des multiples aspects de la réalité économique de ce pays authentiquement indépendant, associée à la présence d'une démocratie parlementaire très vivante et au revivalisme de formes archaïques et souvent spécifiques d'organisation sociale, donne cependant à la scène un intérêt exceptionnel. La liberté d'enquêter qui règne et l'importance de la recherche menée localement fournissent d'autres stimulants importants. En tant qu'Européens et en tant que chercheurs scientifiques, nous devons et nous devrons nous tenir au courant de l'évolution de ce géant, élément comparatif fondamental et indispensable, à l'égal de la Chine, du Brésil ou du Nigeria. N'hésitons pas à parler de l'Inde!

#### Des problèmes de classement irritants

C'est en fonction de ce contexte socio-économique particulier, et relativement à nos besoins de chercheur que nous est venue l'insatisfaction à propos des catégories d'analyse d'usage courant au niveau de la main-d'oeuvre. Les catégories utilisées en Inde sont le plus souvent celles qui ont été standardisées par le Bureau international du travail ou des typologies qui en sont directement dérivées. Nous avons déjà parlé, dans la borchure n° 52 d'AMIRA (Heuzé, 1986). des problèmes généraux de la collecte statistique et nous n'y referons plus allusion. L'ensemble de catégories actuellement en usage se caractériserait, à notre avis, par une inadaptation au milieu concret, tout de nuances, de transitions et de mélanges, dont il ne rend compte que de façon imparfaite. Par ailleurs la polarisation sur certains critères d'ordre économique ou juridique éluderait l'approche et la compréhension des phénomènes sous-jacents, structuraux, auxquels nous

accordons une importance fondamentale. Est-il possible de définir des catégories plus satisfaisantes? Peut-on essayer d'associer les déterminants sociologiques et les faits économiques au sein des catégories d'analyse de main-d'oeuvre en s'inspirant de ce qui se passe dans la réalité? Nous ne serions pas les premiers à échouer dans une tentative de ce genre mais il nous apparaît essentiel d'en discuter et d'y réfléchir. Nous vous invitons à nous suivre au long des deux parties de ce travail. Le premier volet est occupé par une mise en scène du secteur des activités économiques urbaines effectuées dans de petits ou minuscules établissements, au niveau de ses manifestations concrètes les plus significatives. L'approche de lieux précis, représentés ou non par des plans détaillés, sert à introduire de nombreux thèmes avant que le commentaire ne tente de répondre aux questions qui peuvent assaillir le lecteur à leur sujet. Cette approche par le biais de représentations spatiales permet de montrer rapidement et explicitement les rapports entre les différents types de réalités et les interférences internes à chaque dimension du secteur. C'est pour nous un raccourci qui permet d'aller à l'essentiel : la mise en scène du plus grand nombre de situations significatives qui permette de s'interroger sur ce qu'est ce secteur et donc sur les manières judicieuses de l'analyser. Nous avons aussi cherché à fournir au lecteur un contact concret avec la réalité, une préoccupation qui nous semble souvent trop négligée, même s'il est entendu qu'il existe un certain degré de construction, d'arrangement conventionnel, dans la présentation des plans commentés. Ils cèdent ensuite le pas à la mise en scène de réalités plus larges avant que cette partie ne se termine sur l'analyse de problèmes particuliers comme le chômage. Nous avons choisi parmi l'abondant matériau dont nous disposons, éliminant les thèmes qui ne permettaient pas, à notre avis, de faire avancer le débat.

#### L'importance des approches de terrain

L'enquête de terrain est la base essentielle d'un tel travail. Nous avons mené pendant six ans une étude approfondie du bassin charbonnier de Dhanbad, au Bihar, et une approche soutenue du marché du travail dans la métropole de Bombay. Notre expérience a facilité et, dans une certaine mesure, préparé cette recherche mais la plupart des démarches qui lui sont spécifiques sont de courtes enquêtes menées en des lieux repérés à l'avance et choisis après avoir effectué des bilans d'ensemble parce qu'ils semblaient

représentatifs de tel ou tel aspect important de la réalité. Nous avons ainsi répertorié et représenté la main-d'oeuvre localisée dans les maisons, les ateliers de production et la rue, dans des guartiers situés dans des faubourgs urbains, certains centres-ville et dans des zones de production spécialisées. Il n'était pas toujours facile d'établir le climat favorable à la collecte de l'information. la méfiance commune aux milieux "populaires" se renforçant parfois vis-à-vis d'un étranger, d'accusations d'espionnage. Employé dans ce texte, le mot "peuple" désignera un milieu pluriclassiste d'urbains pauvres : ouvriers, vendeurs de rue, conducteurs de cyclo-pousse etc... La démarche concrète a souvent débuté par le relevé des activités. Cet épisode, qui peut prendre beaucoup de temps, intéressait toujours des petits notables ou des caïds de quartier, omniprésents dans les concentrations d'habitats populaires. Ce sont des gens disponibles et ils nous servaient généralement de relais jusqu'à ce que l'avancement de l'enquête nous permette de nous passer de leurs services. Il fallait donc souvent passer par une médiation "politique", au sens le plus large, avant de pouvoir s'approcher des producteurs. D'autres membres de l'élite locale, des gens plus directement intéressés aux activités productives tels que les ouvriers qualifiés et les petits entrepreneurs, étaient ensuite nos interlocuteurs privilégiés, quoiqu'il nous soit arrivé de nous adresser directement aux producteurs du type le plus ordinaire. Ces relevés duraient plusieurs jours et nous étions bientôt familier des lieux, introduit dans les clubs de quartiers et dans quelques familles de producteurs, ce qui nous permettait d'échapper aux réseaux verticaux mis en place par les notables locaux. À la maison de thé, nous établissions quelques liens avec les groupes jugés essentiels parmi les producteurs et les sans-travail. Des entretiens constituaient la dernière partie de l'approche. Nous avons établi des questionnaires qui concernaient les établissements productifs. les producteurs productifs salariés (ouvriers), les vendeurs de rue, les maisonnées et les chômeurs. Notre façon de procéder était donc à peu près classique. Ces questionnaires ont été souvent remaniés mais ils procuraient rarement des résultats satisfaisants. Il y avait ces problèmes de fond dont nous parlerons en détail par la suite mais aussi de nombreuses difficultés d'ordre circonstanciel. Il est difficile d'obtenir des résultats intéressants lors d'enquêtes effectuées dans les milieux populaires indiens si les enquêtés considèrent le chercheur comme un "travailleur social", espèce proliférante et maintenant bien

connue d'enquêteurs que ces gens prennent pour l'incarnation de l'Etat tout en déplorant avec acrimonie leur apparente inutilité. Ces intervenants n'ont jamais évité d'utiliser les questionnaires, qui sont restés leur caractère le plus frappant. Les interviews non directifs donnaient de meilleurs résultats, quoiqu'il soit quasi impossible de faire parler un ouvrier ou un vendeur de rue indien devant un magnétophone sans une longue préparation. C'est une méthode au rendement limité. Nous sommes souvent revenus sur le lieu de nos enquêtes après plusieurs mois ou quelques années. Cette démarche permet de saisir rapidement le sens des évolutions en cours. Nous avons enfin cherché à suivre les itinéraires de quelques sujets choisis afin d'approfondir leur cas. Nous avons transité avec eux des villes vers les campagnes et des campagnes vers les villes, au Maharashtra, au Bengale et au Bihar, afin de tenter de reconstituer les éléments de la transition, si transition il y a, et de mieux connaître les chemins qui mènent les hommes vers les "activités à petite échelle". Il a fallu beaucoup de temps pour traiter correctement quelques cas et seule une petite partie des données recueillies se trouve utilisable dans le cadre de ce rapport. Le reste du travail a consisté à consulter les documents produits localement sur le sujet et à tenter de développer un point de vue comparatif en lisant les rapports consacrés à d'autres parties du monde et des textes d'histoire économique et sociale décrivant la scène des XIXº et XXº siècles européens. L'avancement de la connaissance sur le sujet qui nous occupe nécessite le développement d'un important savoir comparatif.

#### La démarche de l'ouvrage

Cette première partie vise peut-être autant à questionner le concept de secteur "non structuré", ou "informel", et à le relativiser comme objet d'étude qu'à expliciter et concrétiser la réalité qu'il recouvre. Nous utiliserons les termes "d'activités à petite échelle", "petites activités", "activités marchandes de type récent" et même "petites entreprises" (dans un sens plus restrictif) pour désigner l'objet de notre recherche. Ces formules ne sont ni heureuses ni précises, et cela pourrait être dû au caractère composite du sujet, mais elles ont pour avantage de ne poser aucun a priori. Le parti pris, car nous en avons tout de même un, est de mettre en scène les phénomènes et les situations les plus nombreuses et les plus représentatives possibles afin de les analyser et de les comparer pour finalement tenter de les comprendre. Cela explique pourquoi la première partie est déjà une discussion concrète sur les catégories d'analyse de la main-d'oeuvre. Chaque nouvelle présentation est le prétexte à l'utilisation de catégories, communes et moins communes. Une discussion générale clôt ce premier débat.

La seconde partie part des conclusions de cette discussion, qui tendent à suspecter l'idée d'un 'secteur non structuré" bien séparé et opposable au reste de l'économie et de la société, pour tenter de tracer des catégories et définir des types qui tiennent compte de notre expérience et des conclusions que nous en avons tiré. Ce n'est pas seulement la définition de nouveaux types de producteurs qui est en cause mais aussi la refonte et la réinterprétation des logiques qui fondent les systèmes de catégories. Afin d'appuyer notre propos, de nouveaux exemples concrets seront invoqués, parmi lesquels les itinéraires personnels et familiaux occupent une place accrue. Des cas présentés au cours de la première partie se voient aussi repris et analysés en fonction des nouveaux critères qui sont ainsi mis à l'épreuve.

Avant de discuter du secteur socio-économique que nous voulons étudier, il convient de lui assigner des limites, valables dans le cadre de cette étude et non en tous temps et en tous lieux. La société toute entière est notre arrière-plan global, c'est entendu, mais quelle partie peut et doit en être privilégiée pour l'approche, en fonction des objectifs et des besoins de recherche ? Nous avons pris bonne note des définitions usuelles en matière d'activités à petite échelle, qui ne brillent cependant pas par leur uniformité et ajouté quelques considérations personnelles afin de débuter de manière simple.

La limite de dix travailleurs par établissement de production ou de services est le critère quantitatif le plus fréquemment avancé afin de cerner un "secteur non structuré" dans les pays en voie de développement. Il n'en va pas autrement en Inde. Nous en tiendrons compte tout en nous permettant de la franchir ou de rester en deçà dans certaines circonstances, signalées à propos. "Non structuré" s'oppose à "structuré", c'est-àdire à ce qui est reconnu par la loi, taxé et organisé selon des lignes familières aux observateurs des économies du monde développé. Nous avons déjà relevé la faiblesse de cette définition dans le cas indien (AMIRA n° 52) et fait remarquer qu'elle ne fournissait qu'une représentation en creux de notre objet d'étude. Nous nous bornerons à tenter de mieux définir ce qui est petit, récent, apparemment marginal, et donc mal étudié. Plusieurs chercheurs ont défini un secteur intermédiaire composé de petites firmes employant de dix à vingt-cinq travailleurs ou de six à vingt travailleurs. Ces établissements possèdent une structure très visible et ils sont plus ou moins taxés. C'est une distinction qui nous paraît utile pour l'analyse économique et nous l'utiliserons parfois. Il nous semble cependant qu'elle ne possède pas la même portée lorsqu'il s'agit d'analyser la main-d'oeuvre. Plus généralement, la limite de dix travailleurs par établissement sera utilisée comme un repère et non comme une frontière.

Nous considérerons le secteur de notre étude comme une réalité contemporaine en pleine expansion et non comme une relique du passé. Il peut être aussi bien associé au développement des forces productives dans un contexte particulier que relié à leur plus ou moins grande stagnation mais il est toujours, à notre avis, un produit de tendances contemporaines. Un souci de cohérence nous pousse à éliminer de notre propos les cultivateurs, les artisans de village et les petits producteurs œuvrant depuis des générations dans le cadre des anciens quartiers artisanaux et commerciaux (bazar). Cela n'implique pas que ces groupes ne soient pas capables de constituer la base locale, ou l'un des éléments du secteur des petites activités marchandes. Nous en parlerons d'ailleurs quelquefois. Leur absence de lien direct avec le processus de développement enclenché à l'indépendance est sans doute ce qui nous pousse d'abord à les placer au second plan. Le secteur que nous voulons

prendre en compte est en effet lié, de facon directe, indirecte ou perverse, à l'irruption des productions industrielles et à l'extension d'une économie de marché. Les réalités multiples que l'on caractérise utilement par le terme "d'économie domestique" (voir : Meillassoux, 1982.) seront enfin l'objet d'un traitement spécifique. Elles sont exclues par notre définition du secteur de l'étude. Elles jouent cependant un rôle tellement important en ce qui regarde la main-d'oeuvre, et ses procédés de survie, que nous ne pourrons nous contenter d'y faire des allusions. La logique sociale n'est pas la même que celle des réalités économiques et chacune de ces logiques changent selon leur plus ou moins grand degré d'autonomisation.

Le cas des établissements commerciaux et de services est particulier. Nous avons, avec un certain sentiment d'arbitraire, marginalisé ou éludé le cas des boutiques en dur, dont les propriétaires payent usuellement des impôts locaux. Il n'existe pas de grande distribution en Inde et la majorité des boutiquiers nous paraît bénéficier d'un prestige et d'une sécurité qui suffisent à les placer au-delà des travailleurs du secteur que nous voulons analyser. Il n'en va cependant pas de même en ce qui regarde les employés de commerce dont il nous arrivera d'évoquer le cas. Nous devrons parler aussi parfois des boutiquiers. La limite d'un champ d'étude est faite pour être franchie... en connaissance de cause.

# PARTIE I

# RÉFLEXIONS CONCRÈTES SUR LES ACTIVITÉS À PETITE ÉCHELLE EN INDE CONTEMPORAINE

# QUELQUES DONNÉES DE BASE ET PERSPECTIVES GLOBALES

Cette partie veut fournir les repères nécessaires à une discussion sur les catégories d'analyse de la main-d'oeuvre. C'est à partir d'un matériau concret, donc limité mais que nous avons voulu rendre le plus varié et le plus éclairant possible, que pourra s'ouvrir le débat. Une telle approche ne saurait toutefois être entamée sans que le cadre général de l'étude soit situé aux plans de la structure sociale et de l'économie.

#### Une société particulière

Six cent quatre-vingt millions d'habitants au recensement de 1981, au moins huit cents actuellement. Ce pays de masses humaines, seulement comparable à la Chine, se caractérise aussi par la densité et l'originalité de son organisation sociale. Bien qu'il existe une minorité-beaucoup moindre au'en Amérique Latine sans doute-d'individus isolés de la plupart des collectifs organisés et des réseaux de relations et de parentés, c'est la minutieuse et complexe organisation du corps social qui caractérise de prime abord cette énorme population. Il s'agit sans doute d'un fait ancien quoiqu'il nous semble que le caractère immuable de l'organisation sociale ancienne se soit trouvé fortement surestimé par certains observateurs. Les "tribus", les "castes", les "communautés" et les autres éléments de la structure sociale qui englobent les multiples variétés de familles indiennes se sont en effet plutôt renforcées ou affirmées avec les dominations coloniales, musulmane puis anglaise, les nouveaux maîtres tendant à asseoir leur pouvoir sur les rivalités entre les multiples groupes alors que l'aggravation de la situation économique de la plupart des collectifs locaux poussait leurs membres à donner une importance renouvelée à tout ce qui pouvait les solidariser avec d'autres hommes.

# Les ensembles de castes : une spécificité absolue

Les castes sont les plus singulières de ces structures sociales. Ni réductible à un élément de société lignagère, ni assimilable à une variété figée ou ancienne de la classe mais intégrant

pourtant des éléments notables de ces deux réalités. la caste indienne (iati) est un aroupe de statut endogame, inclus originellement dans une hiérarchie alobale dont la clé explicite est l'opposition du pur et de l'impur, notions qu'il n'est pas absurde de considérer comme des versions sacralisées du propre et du sale. Les castes sont organisées en systèmes locaux et régionaux qui sont les seuls qui comptent pour la majorité des gens. Ils concernent essentiellement les hindous dont les textes sacrés justifient et expliquent l'existence des castes mais l'esprit et les structures de iati débordent les frontières de cette communauté majoritaire (82 % selon le recensement de 1981). L'ordre social, considéré comme partie de l'ordre cosmique, se trouve alors paré de valeur religieuse. Les textes sacrés mettent en scène un système de quatre "varna", un terme qui signifie "couleur". Ce sont de vastes regroupements intégrant des caractéristiques de classe (clercs, princes, marchands, travailleurs-serviteurs) qu'il ne paraît pas déplacé - toute chose différente par ailleurs de rapprocher des "ordres" de notre Moyen-Âge européen. Ils ne correspondent nullement aux actuels systèmes de castes, qui organisent des milliers d'éléments. Les systèmes de castes locaux étudiés au XIXº siècle, et qui perdurent plus ou moins partiellement actuellement, comportaient presque tous plusieurs dizaines d'unités endogames, divisées en sous-ensembles de plusieurs niveaux établissant une chaîne continue de structures allant de la famille ( de divers genres) à d'assez vastes regroupements de castes de statuts proches, les varna venant enalober les ensembles de manière assez formelle. Les systèmes de castes n'étaient que des éléments importants, sans doute fondamentaux sur le plan politique, d'une culture, qui admettait l'expression d'idéologies somme toute assez diverses, mais où l'on s'est longtemps entendu pour attribuer à chaque constituant de l'univers (matériau, moment, couleur, aliment, attitude) un statut, une valeur hiérarchisée. C'est en multipliant les règles de comportement relatives à ces constituants que chaque collectif devait, et doit encore dans une certaine mesure, signifier et, si possible, renforcer son statut collectif.

#### Le statut et le labeur : le cas des basses castes

Nous ne nous serions jamais lancé ici dans des explications de ce genre si ces faits n'avaient une influence profonde sur les réalités du monde du travail et de l'activité économique en général, tout particulièrement dans le secteur des activités à petite échelle où les réalités communautaires (au sens le plus large, la caste étant alors considérée comme une forme de communauté) occupent une place accrue suite à l'absence d'efficacité ou à l'inexistence du droit. Les castes qualifiées d'intouchables, un ensemble de groupes de bas et très bas statut qui sont intégrés à la société malgré la viqueur de certains rites d'exclusion, exécutaient et exécutent encore une part importante des tâches manuelles non qualifiées (travaux agricoles, portage, terrassement) et les travaux qualifiés jugés dégradants par la majorité (corroyage, tannage...). Des tâches pénibles où les "intouchables" entrent en compétition avec des pauvres appartenant à des castes de statuts très divers, sont donc associées à des tâches **méprisées** aui suffiraient rarement à faire survivre les communautés de bas statut. Il n'est pas possible de relier mécaniquement la place d'un groupe dans les hiérarchies et son niveau de richesse, même dans les sociétés étudiées au XIXº siècle, mais la tendance générale va vers une plus ou moins grande corrélation. De nombreuses tâches, et particulièrement le travail de la terre et la plupart des emplois dans l'industrie ne sont pas marquées en termes de "pur" et "d'impur" et elles ne sont donc pas associables aux différents statuts des jati mais les traditions d'éducation sont d'abord et avant tout le fait des castes élevées alors que le patrimoine foncier, base essentielle d'un futur développement, appartient essentiellement aux castes élevées et moyennes. C'est à ce niveau "statistique", au point où l'organisation politique hiérarchique se traduit en inégalité économique, que la caste rappelle évidemment la classe. Le faible niveau technique et le niveau rudimentaire de l'outillage utilisé par les "intouchables" qui semblent partiellement le résultat d'une antique et minutieuse dépossession, ont marqué et marquent encore l'univers du travail manuel où ces groupes minoritaires, très largement illettrés, gardent une importance primordiale. Rappelons que, s'il n'a jamais été question d'abolir les castes, l'intouchabilité l'est depuis 1951. Les gouvernements de l'Inde indépendante ont accordé des facilités scolaires et des priorités d'embauche, sur bases communautaires, aux membres de ces groupes

défavorisés, ainsi qu'à ceux des "tribus" aborigènes (les "intouchables" totalisent 13 % de la population et les "tribus" 7 %) mais ils ont seulement réussi à faire émerger de maigres élites de petits fonctionnaires au sein de castes qu'il ne serait pas toujours hors de propos d'appeler "prolétaires". La culture de l'humilité reste dominante. Nous trouverons nombre d'intouchables dans les secteurs qui nous intéressent. Ils constituent au moins trente pour cent des portefaix et des tireurs de vélos-taxis (cyclo-pousses) dans la plupart des régions et sans doute pas moins de vingt pour cent des ouvriers de la petite industrie. Ils constituent la majorité de la main-d'oeuvre dans plusieurs spécialités, dont le travail du cuir.

## Les artisans, ensemble très particuliers

Placés encore bas, sauf exception, dans les hiérarchies locales, mais le plus souvent nettement dissociés des "intouchables", les multiples aroupes d'artisans sont les plus spécialisés des castes hindoues. Elles constituent moins de 10 % de la population, répartis en castes aux effectifs ordinairement étroits si l'on met à part le cas des tisserands, nombreux à s'être reconvertis dans l'acriculture ou d'autres tâches manuelles depuis le XIXº siècle. C'est à ce niveau, et seulement à celui-là que les systèmes de castes exhibent des traits "corporatistes", quoique la plupart des artisans se livrent aussi au travail de la terre et qu'ils abandonnent fréquemment leurs activités ancestrales pour l'industrie ou le petit commerce. Plusieurs castes de métiers qui tiennent leur position, médiocre mais enviable dans le contexte général du monde du travail, de la préservation de secrets de métiers, s'apparentent sur certains plans aux corps de compagnons médiévaux, y compris par la justification religieuse de leur rôle et de leur rang. Les différences tiennent à la présence de l'endogamie, qui fait de la caste de métier, comme de toutes les autres, une communauté de sang partagé, et à la faible et épisodique reconnaissance sociale de ces cultures de métiers. L'influence des considérations touchant au rang collectif pourrait par ailleurs avoir eu un effet négatif sur l'évolution des techniques employées, quoiqu'il ne soit pas hors de propos de soutenir, avec plusieurs analystes d'origine locale, que la colonisation britannique a eu un effet plus dévastateur. Malgré de notables exceptions, l'artisan hindou se distingue par la médiocrité de ses productions et par le caractère fossilisé de ses savoirs de métiers. Ces traits ne manquent pas d'influencer l'évolution des petites activités marchandes nouvelles où se retrouve une partie importante des anciens artisans.

Les paysans propriétaires, qui forment aujourd'hui encore une majorité relative de la population, appartiennent à des castes de bas ou moyen statut, généralement de grande taille. Leur relation avec les activités à petite échelle se fait au travers de migrations sur lesquelles nous reviendrons.

# Caste et classe:

L'apparition et le développement de castes dominantes montre bien comment la domination rituelle de type ancien, qui correspondait à des sociétés où tous étaient dépendants les uns des autres et explicitement liés en conséquence par une hiérarchie rigoureuse, peut se muer partiellement en domination de classe. Dans presque toutes les régions se sont imposées une ou quelques communautés qui possèdent l'essentiel du patrimoine foncier et, depuis l'indépendance, disposent plus ou moins du pouvoir politique au niveau local et régional. Les groupes haut placés dans les hiérarchies disposent depuis longtemps de facilités pour accumuler la richesse mais certaines éthiques collectives semblent beaucoup moins bien appropriées pour ce faire. Les castes de brahmanes, placées tout en haut des échelons de la hiérarchie rituelle, se montrent ainsi fréquemment moins pugnaces que les castes moyennes et supérieures qui se reconnaissent encore aujourd'hui dans les antiques et partiellement mythiques varna des kchatrya (princes et guerriers de haut rang) et des vaichya (marchands et hommes d'affaires) qui ont pris depuis longtemps une part particulièrement active dans le contrôle de la richesse foncière. Il s'ensuit que la caste supérieure n'est pas, en général, la caste dominante d'autant plus que l'étendue des effectifs du groupe (ils sont plutôt réduits chez les castes de brahmanes) a son importance pour l'affirmation de cette sorte de prééminence. Les castes dominantes peuvent être multiples comme c'est le cas dans la province gangétique du Bihar et la conséquence en est souvent l'apparition de conflits de castes. Les brahmanes, castes supérieures, peuvent cependant être aussi caste dominante. C'est peut-être le cas à l'échelon fédéral où des brahmanes, cependant extrêmement divisés et fort coupés, à ce niveau, de la conscience communautaire, occupent la majorité des postes de hauts responsables de l'État. C'est au sein des castes dominantes qu'émergent les élites locales actuelles de notables et de paysans enrichis. La démocratie semble fournir un nouveau et très favorable champ d'expression à la politique de "caste-classe". Elle est devenue une médiation omniprésente, par le biais de laquelle les fortunes s'édifient mais aussi se dilapident dans les onéreuses campagnes électorales. Les castes dominantes sont enfin des pépinières de petits entrepreneurs, de marchands de main-d'oeuvre et de négociants d'envergure locale que nous verrons à l'œuvre dans le cadre de notre approche.

#### L'hindouisme et le capitalisme

Les diverses tendances d'hindouisme qui légitiment ou acceptent les systèmes de castes, ne mettent généralement pas en cause l'accumulation du profit ou l'usure et elles reconnaissent toutes une place au marchand. Certaines formes de pensée relativisent le poids de l'homme d'argent, en lui donnant une valeur bien inférieure à celle de l'ascète, mais l'opinion a longtemps prévalu que chacun devait accomplir ce à quoi son rang le prédispose (karma), élément de l'équilibre social et cosmique, tout en suivant la "voie droite" (dharma) à propos de laquelle les philosophes moralisaient, avant de songer à se retirer dans la forêt. Les castes marchandes sont de dimensions assez réduites mais certaines d'entre elles ont pour caractéristique ancienne d'être dispersées sur de vastes territoires et même sur l'entièreté de la fédération. Ces castes sont connues pour leur esprit de groupe, qui les pousse à conserver leur langue et leurs coutumes originelles, et pour leur âpreté au gain qui en fait des variétés particulièrement spéculatives, mais compétentes, de capitalistes potentiels. Il ne faudrait cependant pas croire que tous les membres de castes marchandes connaissent la prospérité. Comme dans toutes les communautés, les niveaux de richesse sont très variables de famille à famille. Ces groupes voués au commerce ont connu des fortunes diverses, subissant de façon plutôt négative la colonisation britannique jusqu'à ce qu'ils s'adaptent et réussissent, pour certains d'entre eux, à devenir des intermédiaires indispensables entre les nouveaux maîtres et des populations rurales qu'ils ont pu dominer de mieux en mieux par le biais de l'usure et du clientèlisme au cours du XIXº siècle. À l'âge de fer de la colonisation, qui a cependant vu les castes marchandes donner naissance à plusieurs communautés éminentes d'industriels de type moderne, a succédé l'âge d'or de l'indépendance au cours duquel les anciens marchands ont bâti des empires industriels à l'ombre de la protection douanière et avec l'aide de l'État. Depuis 1970, le développement impétueux des petites industries est largement le fait de négociants membres de ces castes qui participent d'une nouvelle façon à l'économie de marché. Nous retrouverons nombre d'entre eux à l'œuvre dans le cadre qui nous concerne.

Ces caractérisations communautaires peuvent paraître étroites et figées au lecteur d'origine européenne. Il faut pourtant souligner qu'elles conservent leur pertinence, non seulement parce qu'elles sont d'un emploi généralisé et permanent dans le pays même, mais aussi et surtout parce que le maintien de la norme du mariage arrangé au sein de la caste par les aînés leur confère une persistante homogénéité. Chez les gens riches et les membres des groupes dirigeants, la notion d'endogamie s'étend de plus en plus à des groupes de rang proche autrefois exclus du champ des alliances et il existe un peu partout une frange minuscule de gens qui refusent l'ancienne pratique. Cela ne suffit pas à mettre en cause l'attitude dominante.

## Les minorités non hindoues, ou marginales à l'hindouisme

À côté de l'ensemble des hindous organisés en castes endogames, les minorités pratiquent presque toutes, plus ou moins volontairement, des formes de régulation des alliances matrimoniales au niveau de la communauté ou de subdivisions internes à celle-ci. Le terme de minorité porte à confusion dans un univers social où la "confession" majoritaire comporte elle-même ses minorités et où chaque caste tend de plus en plus à s'affirmer comme une minorité dans la nation. Il faut pourtant bien opérer la distinction entre les aborigènes, fortement influencés par les multiples courants d'un hindouisme qu'ils ont contribué à créer, les musulmans, les chrétiens, les parsis, les sikhs et quelques autres et ceux qui se reconnaissent d'abord dans les structures collectives et les représentations de l'hindouisme.

Les aborigènes (Adivasi, tribaux) sont plutôt localisés dans certaines régions montagneuses du centre et du nord-est de la fédération. Le qualificatif de tribal, utilisé de façon officielle, cache mal l'extrême diversité de l'organisation sociale de ces groupes qui ont pour seul dénominateur commun une installation ancienne dans le sub-continent. Ces ruraux, paysans, chasseurs mais aussi et parfois surtout ouvriers agricoles et ouvriers de l'industrie et des plantations, sont à placer parmi les plus appauvris des indiens malgré quelques exceptions. Nous les retrouverons nombreux dans le cadre de certaines activités étudiées, particulièrement celles qui sont basées sur la surex-

ploitation des travailleurs manuels sans qualification.

La minorité la plus vaste, qui est peut-être aussi la plus homogène, est constituée par les 11 % de musulmans que compte la fédération. Il est vrai que ces musulmans sont organisés en groupes hiérarchisés qui rappellent un peu les castes hindoues et qu'il existe au sein de la communauté musulmane indienne une grande variété de sousgroupes dont d'étroites communautés marchandes qui ne sont pas sans rappeler les castes commerçantes de la communauté dominante. La spécificité du message religieux de l'Islam, le plus éloigné qui soit de l'idéologie de caste, et les circonstances historiques renforcent pourtant les contours d'une minorité qui a vu fuir une partie de ses élites au Pakistan en 1947. La majorité des musulmans sont plus pauvres, plus urbanisés et moins instruits que la moyenne de la population, castes intouchables et tribaux exclus. Leur investissement ancien dans l'artisanat et leur relative exclusion des emplois de la fonction publique et des grandes usines les poussent à s'intéresser aux emplois manuels dans la petite industrie et au travail à domicile. Leur place dans les nouveaux métiers de la mécanique et de la métallurgie est considérable mais ils sont presque toujours cantonnés dans le secteur des activités à petite échelle. Ils jouent aussi un rôle très important dans le cadre d'activités moins qualifiées comme la manutention et ils sont nombreux à faire rouler des cyclopousses. Les musulmanes de l'Inde travaillent rarement à l'extérieur mais elles sont couramment productrices à domicile.

Arrêtons ce très bref aperçu de la complexité sociale de l'Inde, qui ne vise qu'à fournir des repères pour comprendre comment la dimension communautaire s'articule avec le marché du travail. Nous aurions encore pu parler des Sikhs (2 % de la population) qui comptent de nombreux travailleurs manuels qualifiés et constituent l'un des groupes les plus actifs de petits entrepreneurs, ou des minorités d'immigrés telles que les Népalais et les travailleurs venus du Bangladesh, qui forment des fractions particulièrement vulnérables du prolétariat. Il nous apparaît plus intéressant de terminer en essayant de montrer comment cet univers communautaire évolue actuellement en conservant mais aussi en renouvelant son rôle fondamental de structure de la société.

## La famille, élément stable du système ?

Il existe toujours aujourd'hui, des ensembles de castes proches à la famille, des séries continues de niveaux collectifs d'appartenance qui déterminent la socialisation de chacun et tendent à définir la personne par la position qu'elle occupe dans des réseaux de relations avant qu'elle ne puisse affirmer sa personnalité propre, son individualité. La jati, groupe du rang et du sang partagés, demeure fondamentale - son rôle est occupé chez les non hindous par la communauté mais elle se subdivise en unités diverses (clans exogames) et tend par ailleurs à se fondre dans des collectifs plus vastes. Il faut souligner l'importance primordiale de la base familiale de la caste et donc de tous les autres collectifs qui lui sont liés. Il n'existe pas plus en Inde qu'en Europe (voir F. Braudel, 1986 ou P. Aries, 1973 et 1975) de norme universelle et intangible de la famille. Nous pouvons cependant déaager certaines tendances qui font de la structure familiale du sous-continent un élément typique et fondamental de sa culture.

Les multiples genres de famille indienne sont d'abord remarquables par leur ressemblance avec des sociétés en miniature. Elles sont, elles aussi, subtilement hiérarchisées et c'est en leur sein que les jeunes Indiens font l'apprentissage des comportements valorisés par l'idéologie de caste. Les familles sont dominées par les aînés et les hommes, les liens de parenté servant à concrétiser de manière complexe ces principes généraux. Ce sont aussi des univers productifs, basés sur le travail et le sacrifice des inférieurs au sein des hiérarchies internes. Les familles ne semblent quère ébranlées par l'évolution actuelle du souscontinent. Lors de l'urbanisation de certaines familles de milieux populaires, on remarque à quel point les ruraux appartenant à ces familles demeurent longtemps et profondément liés aux miarants. Les conflits de aénération restent rares et contrôlés dans ces collectifs hiérarchisés diriaées par les aînés et axés, verticalement, autour de stratégies de reproduction intégrant les préoccupations de rang. Les disputes entre frères sont par contre courantes et d'ancienne origine. La culture hiérarchique admet mal le concept de fraternité, avancé par certaines minorités et elle pousse en général les égaux ou ceux qui se prétendent tels à l'affrontement d'intérêts.

Cette stabilité relative de la structure familiale n'empêche aucunement que des changements et des transformations affectent les autres structures sociales. Le rang des castes est loin d'être aussi figé que le suggère le discours hiérarchique. Les castes se préoccupent depuis longtemps d'interdire leur accès à des inférieurs mais elles sont ouvertes aux gens de rang supérieur, sous certaines conditions. D'assez nombreux groupes de statut se sont par ailleurs engagés dans des stratégies de revalorisation de leur rang, principalement en imitant les coutumes distinctives des

castes supérieures. C'est une pratique qui n'a fait que s'accentuer depuis le XIXº siècle et qui nécessite de très longs délais d'exécution.

#### Vers une dissolution des hiérarchies?

Ce qui nous paraît plus contemporain, ou en tous cas plus en relation avec les phénomènes que nous observons dans les milieux populaires péri-urbains où s'épanouit le secteur des petites activités marchandes, c'est la tendance, ambiguë et incomplète mais probablement fondamentale, vers une dissociation des hiérarchies. Ce qui était lié se sépare, lentement, dans le trouble et la violence. Ce qui était ordonné en fonction de la hiérarchie tend à se fractionner en groupes de plus en plus petits qui revendiquent une égalité formelle. Ces aroupes désolidarisés tentent de se forger des limites et une identité nouvelles, plus affirmées. Le chauvinisme de communauté, qui ressemble sur certains points à notre nationalisme. et le sentiment solidariste deviennent les thèmes centraux d'une idéologie de caste qui les marginalisait jusqu'alors. Doit-on cependant encore parler de "castes" puisque la définition que nous avons donné de cette structure sociale mentionnait expressément l'inclusion dans des systèmes hiérarchiques globaux? Les castes désolidarisées tendent à se distinguer de moins en moins des autres types de communauté basés sur l'appartenance régionale, ou la langue, qui sont en train d'assumer par ailleurs une importance croissante. L'idéologie hiérarchique demeure pourtant rémanente et elle connaît des retours de popularité périodiques. La dissociation des castes a enfin rendu encore plus évidentes et cruelles les différences de niveaux de richesse et de culture des différents groupes. Une nouvelle hiérarchie, plus clairement basée sur le nombre et la richesse des groupes, prend très souvent la place de l'ancienne sans que l'ordre ancien soit mis en cause.

Les mentalités collectives qui accompagnent ces structures et leur évolution possèdent leur dynamique propre, largement déterminée par les modes de socialisation infantiles qui sont peutêtre l'élément qui change le moins à l'heure actuelle dans le sub-continent. Il importe cependant à notre niveau de mettre tout de suite en valeur les relations qui existent entre les poussées actuelles de chauvinisme de communauté, la relative stabilité des structures familiales et le marché du travail. La famille reste le seul espace social où il est possible d'espérer une certaine loyauté et une effective solidarité. Il n'en va pas de même au niveau de la caste mais ce type d'appartenance collective permet de serrer les coudes avec "les siens"

sur un marché du travail surencombré où tout semble fait pour opposer les hommes. La caste ne se distingue pas tellement, à ce niveau, des "fraternités de pays" qui ont si profondément caractérisé le monde ouvrier français au XIXº siècle. Des fraternités de pays, des terroirs de dimensions limités, jouent d'ailleurs aussi un rôle important en Inde. Lorsque la caste apporte aussi le métier, les choses prennent une autre importance mais nous avons déjà remarqué qu'il s'agissait de situations minoritaires.

## Une situation économique bien plus classique

Notre présentation des arands faits économiques sera encore plus sommaire que notre approche de la structure sociale du sub-continent. C'est que nous allons beaucoup reparler d'économie, expliquant au fur et à mesure ce que nous avons besoin de connaître pour aborder notre sujet. Il faut dire aussi que la scène économique ne présente pas les mêmes spécificités que la structure sociale.

L'importance maintenue de la pénurie dans une économie peu productive où l'agriculture continue d'occuper une place considérable est sans doute la caractéristique la mieux connue de la situation indienne. Avec un revenu moyen annuel par tête de 2000 roupies (1400 F en 1980), le pays demeure l'un des plus pauvres du monde, bien qu'il existe des raisons de penser que cette estimation monétaire du revenu est assez fortement sous-estimée. Par ailleurs, sur une population active estimée à 300 millions de personnes en 1985, 194 millions étaient encore mobilisés directement dans l'agriculture. Il existe aujourd'hui de notables poches de cultures irriquées pratiquées selon des méthodes intensives et partiellement mécanisées mais les trois-quarts du pays restent peu concernés par cette évolution. C'est pourquoi la productivité moyenne globale demeure plutôt faible : neuf quintaux par hectare pour le riz par exemple en 1985.

#### La plus ancienne industrie d'Asie continentale

L'Inde a pourtant connu le plus précoce développement industriel de l'Asie continentale. L'industrialisation y fut essentiellement un fait localisé dans des zones portuaires et subordonné aux intérêts du colonisateur entre 1850 et 1920, les firmes indigènes, dominées et britanniques, dominantes, se développant lentement sur les maigres marchés que voulaient bien leur laisser les firmes implantées dans la métropole. Le résultat de cette industrialisation ne fut pas le développement aénéral mais une aggravation des problèmes des masses rurales. Les paysans indiens supportaient déjà la plus grande part de l'impôt, du tribut payé par la colonie à ses maîtres européens (500 millions de livres par an au début du XXº siècle). Ils subissaient aussi le poids de nombreux intermédiaires, avants-droit sur le sol, ou la rapacité des grands propriétaires que les exigences de l'État ne pouvaient qu'aggraver. Le prêt à taux usuraire, promu par les Marvari (groupe de castes marchandes originaires de l'ouest du pays qui ont essaimé dans toute la péninsule) et les membres de multiples castes dominantes, s'était répandu au XIXº siècle à la suite de la désolidarisation des communautés locales, de l'introduction de normes de propriété privée et de l'alourdissement des impôts. C'était devenu un système généralisé qui drainait la richesse foncière vers les riches marchands et les membres des couches rentières. L'industrialisation provoqua la ruine des artisans qu'avait laissé survivre la concurrence britannique sans que les salaires proposés par l'industrie aux nouveaux ouvriers fussent à même de compenser les pertes de revenu. De nouvelles couches de la population se dirigèrent vers le travail de la terre. Le pourcentage de la population active employée directement dans l'agriculture a stagné autour de 80 % entre 1850 et 1950. Une partie importante de cette population est sousemployée ou au chômage depuis le XIXº siècle. Le poids des impôts et les exigences des usuriers semblent avoir fait beaucoup pour renforcer la stagnation des pratiques culturales.

#### Des problèmes agraires persistants

L'indépendance a vu se poser le problème de la répartition des terres avant que l'on puisse commencer à mettre en cause leur caractère improductif. La réforme agraire promulguée en 1954 n'avait rien de radical mais elle permit quand même une redistribution notable des grands domaines mal exploités par des propriétaires "absentéistes". Son application fut confiée aux gouvernements provinciaux et c'est pourquoi la réforme agraire a été plus ou moins effective selon les régions. Dans le nord de la province de Bihar, elle reste par exemple entièrement à faire. Des plafonds de propriété furent institués dans la plupart des cas. Ces plafonds se sont vus plusieurs fois revisés à la baisse depuis l'indépendance par les gouvernements locaux. Ils sont actuellement de dix hectares au Bengale et de vingt hectares au Bihar mais les autorités se montrent souvent

incapables d'empêcher la fraude. Rien n'a pu s'opposer à l'accroissement de couches de travailleurs agricoles et de paysans marginaux, pratiquement dépossédés, pas même la quasi-abolition de l'impôt foncier lors de l'indépendance. Les travailleurs agricoles sont passés de 17 à 35 % de la population active entre 1961 et 1981 (il existe cependant à ce sujet des problèmes d'estimations) et quarante pour cent des trente millions de fermes que compte le pays seraient du type marginal (moins de deux hectares). Les très petits paysans survivent souvent en recourant au travail salarié agricole ou au travail saisonnier dans l'industrie, mais la très relative stabilisation de leur condition matérielle constitue une des bases du fragile équilibre socio-économique du pays. Les paysans moins mal dotés et les minces couches d'agriculteurs aisés, engagés dans des luttes frénétiques pour la préservation et l'agrandissement de leurs patrimoines, sont devenus les bases de groupes de pression qui comptent parmi les plus puissants et les mieux organisés de la péninsule. Alors que les travailleurs agricoles surnuméraires, les très petits propriétaires ruinés par les calamités climatiques et les usuriers et les rejetons les moins bien lotis de familles aux avoirs fonciers restreints se dirigent vers les villes sans formation particulière et remplissent les bidonvilles et les trottoirs avant de se livrer aux activités à petite échelle, nous voyons aujourd'hui un nombre non négligeable de paysans enrichis lancer des petites entreprises dans le même cadre.

#### Une puissance industrielle

C'est au'il y a eu un réel développement depuis 1947. L'industrie de la dixième puissance du monde est devenue une réalité maieure. L'État et les grandes firmes privées indiennes se sont longtemps entendu sur une sorte d'accord tacite, un consensus, qui présidait à une répartition des tâches et des avantages du développement. Lors d'une première phase de substitution des importations, le protectionnisme fut institué alors que l'Etat se préoccupait de rationnaliser la production de biens demeurés fort rares en mettant en place une planification. Le développement d'importantes infrastructures revint aussi à la puissance publique, fédérale ou locale et un travail considérable fut réalisé dans un pays qui ne comportait quasiment pas de routes en 1947 mais possédait l'atout d'un important réseau ferroviaire. À la fin des années 1950, l'État entreprit d'investir lourdement dans les secteurs délaissés par l'initiative privée et d'autres branches d'activité lui furent réservées.

Pour financer cet effort, la taxation du secteur

privé fut alourdie alors que le système de contrôle (licences et auotas de production) se voyait considérablement renforcé. Depuis la fin des années soixante, l'investissement public l'emporte et il n'est pas très productif. Les grandes firmes privées ont limité l'investissement lourd, la saturation régulière des marchés, les impôts et la lourdeur du controle de l'État se situant parmi les principales causes de ce phénomène. Le consensus associant l'État et les grands entrepreneurs privés est aujourd'hui en voie de renégociation. Il semble que les grandes firmes aient accumulé beaucoup de puissance et d'argent à l'ombre de la protection étatique, qui leur a durant quarante années garanti des marchés en or quoique d'étroites dimensions. Elles désirent maintenant s'émanciper. La bureaucratie gestionnaire du secteur public est par ailleurs devenue une force sociale avec laquelle il faut compter. Les tentatives de socialisation, mais aussi de planification de l'économie se sont enfin heurtées depuis vingt ans au développement impétueux de "l'économie parallèle", qui associe les plus grandes entreprises à l'homme de la rue et peut aussi bien concerner la fraude fiscale et la contrebande que des productions ou des commercialisations illicites. Le développement vient de se traduire en chiffres dans le domaine du marché du travail puisque le pourcentage de population employée dans le secteur secondaire connaît un accroissement notable pour la première fois de l'histoire séculaire des recensements, mais il ne s'inscrit pas du tout dans les normes du socialisme rêvées par Javaharlal Nehru. Depuis 1980, et surtout 1984, le gouvernement lâche la bride aux entrepreneurs privés tout en favorisant plus que jamais leurs activités.

#### Les grandes firmes privées

Le secteur privé, c'est aujourd'hui cinq mille grandes et assez grandes entreprises, un million trois cent mille petites entreprises, dotées d'un capital fixe ne dépassant pas trois millions de roupies, et quelques millions d'artisanats et de très petites entreprises, caractérisés par un capital de trois cent mille roupies et moins, selon les définitions légales. Cet ensemble composite est dominé sans ambiguïté par quelques grandes firmes autochtones, parties de groupes financiers qui ne le cèdent en rien à leurs équivalents japonais et américains, certains possédant aujourd'hui une dimension multinationale. Tata, Birla, Goenka, Walchand. Mafatlal. ou Ambani. sont les noms aui émergent de ce groupe étroit qui ne s'est pas opposé à l'émergence de grandes entreprises de

taille régionale comme Kirloskar, Bajaj ou Godrej. Les filiales des firmes multinationales étrangères, américaines, puis japonaises, allemandes et britanniques, occupent une place importante parmi les grandes entreprises puisque le tiers des grandes unités de production sont sous leur contrôle. Leur expansion est cependant contenue et leur poids politique reste relativement sous contrôle malgré la multiplication récente des accords de collaboration entre des entreprises indiennes et des firmes ou des gouvernements étrangers. Le secteur privé souffre encore de sousinvestissement au niveau des grandes entreprises bien que la situation change sur ce point dans certaines branches, depuis 1984. Le protectionnisme a longtemps permis de vendre à des prix élevés des produits médiocres et peu compétitifs sur des marchés étroits. Cela a induit de sérieuses habitudes. Le bas niveau persistant des salaires. dans tous les secteurs et les branches à quelques exceptions près, a bloqué l'élargissement des marchés de consommation. La domination de quelques grands groupes à tendances monopolistes a enfin rendu aléatoires les effets de la concurrence. En mettant en œuvre des politiques de secteur, qui prétendent réserver certaines productions à des entreprises de petite taille au capital réduit, les gouvernements des trois décennies passées n'ont sans doute fait qu'aggraver le phénomène. Les entreprises de taille moyenne ne sont pas absentes du tableau mais elles manquent fréquemment de dynamisme tout en restant profondément dépendantes des grandes firmes et, à un autre niveau, d'un appareil administratif lourd et pénétré par la cor ruption, puisque l'Etat détient le quasi-monopole de la production et de la commercialisation de plusieurs produits de base, dont le charbon et l'acier (monopole de commercialisation aboli en 1989 pour ce dernier produit).

# Développement des petites entreprises

Alors que le nombre, des entreprises de grande taille du secteur privé connaît une relative stagnation depuis quinze ans - la stagnation est encore beaucoup plus nette en ce qui concerne l'emploi - nous avons assisté durant cette même période à une très forte inflation du nombre des petites et très petites entreprises.

La "petite et moyenne entreprise" (small-scale industry) est définie par une limite de capital, d'ailleurs assez élevée (trois millions de roupies depuis 1988). Pour appartenir au "secteur organisé", concept qui concerne tous les types d'activi-

tés, il suffit d'employer en permanence plus de dix travailleurs, s'il y a utilisation d'énergie, plus de vingt dans le cas contraire. Les neuf-dixièmes des unités de production du "secteur organisé", sont enregistrées comme "petites entreprises". C'est une situation qui présente de réels avantages au plan de la taxation et cela pousse les entrepreneurs à déclarer dans ce cadre tout ce qui peut l'être, quitte à fractionner les unités de plus grande ampleur. Il existe d'autre part un manque persistant de matières premières, chaque entreprise déclarée ayant droit à une certaine quantité de ces produits contingentés. Cela pousse des petits entrepreneurs mais aussi des marchands en gros à déclarer de fausses petites entreprises afin de disposer de produits rares, revendus ensuite au marché noir. Les trois-auarts des 1 100 000 petites entreprises déclarées en 1987 étaient cependant bien réelles et la part de leurs productions dans la valeur ajoutée issue du travail industriel ne fait que s'accroître depuis 1970. On parlait déja de 48 % en 1981. Sept petites entreprises sur huit se développent dans le champ du 'secteur inorganisé". Le développement des petites entreprises tient à de multiples raisons, parfois contradictoires, qui permettent en partie d'expliquer le caractère instable de nombre d'entre elles.

Il semble tout d'abord que le succès, même partiel, du développement agricole ait permis de dégager des surplus qui s'investissent maintenant dans cette direction. De nouvelles couches locales de petits entrepreneurs et d'investisseurs sont apparues dans les régions les plus développées de la péninsule. D'un autre côté, tous les gouvernements de la période post-indépendante ont prétendu être désireux de favoriser l'essor de la petite entreprise. Ils ont cependant attendu la fin des années soixante pour aider sérieusement les petits entrepreneurs par des facilités bancaires (les grandes banques sont nationalisées depuis 1969), des réservations de marché et des agences de services. Ces avantages resteraient médiocres, dans la plupart des cas, si les conditions concrètes de la petite entreprise indienne ne permettaient pas d'éviter certains impôts. Avantage encore plus important, et tout à fait légal celui-là, le droit du travail est de moins en moins contraignant lorsque la taille des entreprises se réduit. Il existe aujourd'hui des barèmes salariaux, d'importants éléments de protection sociale et des avantages extra-salariaux dans la plupart des grandes entreprises employant plus de cinq cents salariés. Des pratiques contractuelles se sont développées dans les unités les plus modernes et les syndicats possèdent une puissance

appréciable dans toute la frange supérieure du "secteur organisé". Dès que l'on passe au-dessous de cent travailleurs par entreprise et dès que l'on quitte la grande cité, les choses changent. La loi commence à ne s'appliquer que partiellement lorsqu'il y a moins de cinquante, puis de vingtcinq travailleurs dans l'entreprise. A ce niveau, les contrôles sont très relâchés, les inspecteurs du travail étant peu nombreux et corruptibles. Ils n'approchent quasiment jamais les entreprises employant moins de dix travailleurs, ou se déclarant telles. À ce niveau, la loi ne garantit plus que des salaires minimum, variables selon les provinces, qui ne concernent d'ailleurs pas toutes les branches d'activité. Contrairement à ce qui s'est passé dans la France du XIXº siècle, il n'y a pratiquement pas de syndicats dans les petites entreprises indiennes. Tout cela fait que les coûts salariaux stagnent, voire régressent, dans les petites et très petites entreprises alors qu'ils croissent, assez lentement mais régulièrement, dans les grandes unités de production des secteurs publics et privés. Cette disparité croissante des coûts de production est à la base du développement de nombre de petites entreprises. Alors que des entrepreneurs évitent d'agrandir leurs installations afin de ne pas être sujets aux contrôles et soumis aux impôts, de grandes firmes pratiquent la soustraitance dans des petites unités, quitte à les équiper et à les surveiller étroitement. Les gouvernements se sont montrés soucieux de favoriser la sous-traitance depuis les années cinquante. Les unités sous traitantes sont autorisées à posséder un capital s'élevant à 3,5 millions de roupies. L'État est par ailleurs le premier commanditaire de produits du secteur privé et de productions venant des petites entreprises en particulier. La variété de sous-traitance qui se développe le plus souvent ne correspond cependant pas aux vœux des planificateurs. Les sous-traitants sont fragiles et dominés et leur niveau technologique demeure médiocre.

## Le secteur public

Le secteur public est devenu l'un des plus énormes ensembles productifs du "Tiers Monde" avec 218 entreprises et quatre mille unités de production en 1981. Un million huit cent quatre-vingt mille personnes travaillent dans les usines d'État en 1987, (il y en a deux et demi fois plus dans les entreprises privées du "secteur organisé"), quatre millions étant mobilisés dans le même cadre par les transports et la construction (1986). En fait, il n'y a pas un mais trois secteurs publics, aux performances très contrastées. Le premier est celui des

grandes infrastructures et des productions de base comme le charbon, l'acier, les engrais et l'éneraie. L'État s'est souvent investi à contre-cœur dans ces champs d'activités, après avoir constaté le peu d'enthousiasme des entrepreneurs privés pour des opérations avides de capital et d'un faible rapport. Il ne faut cependant pas sous-estimer le poids des tendances politiques qui exigent la nationalisation de la grande industrie. Elles s'expriment aussi au sein du grand parti du Congrès. Le second est celui de l'innovation et des investissements risqués dont le secteur privé profite généralement quelques années plus tard. C'est à lui que la fédération doit de posséder une industrie de la machine-outil, des centres atomiques et spatiaux et des unités de fabrication d'ordinateurs. Le dernier, c'est la clinique des canards boîteux, des usines privées reprises par l'État afin de sauver l'emploi des salariés à la suite des pressions de la rue, des syndicats et des notables. 228 usines textiles se sont vues ainsi nationalisées et plus ou moins rééquipées par la Corporation nationale du textile. Ce très bref tableau de la situation du secteur public indien permet de comprendre pourquoi il immobilise 70 % de l'investissement industriel (en 1981) et de percevoir les raisons de sa faible rentabilité. La plupart des entreprises publiques ne s'auto-financent pas et celles des second et troisième groupes sont fortement déficitaires. Cette tendance négative est aggravée par la propension qu'ont les hommes politiques à caser dans le secteur public les éléments populaires de leurs clientèles. Le suremploi est massif dans les unités des premier et troisième groupe. Les produits de base sont enfin vendus au-dessous de leur prix de revient dans le but de faciliter le développement économique (du secteur privé) et de limiter l'inflation. Cette série de handicaps n'a pas empêché certaines entreprises publiques, telles que BHEL (électricité) et ONGC (pétroles) de connaître un très gros développement et de soutenir la comparaison avec les mieux gérées et les plus profitables des firmes privées.

L'Inde de 1988 produisait dix millions de tonnes d'acier et cent quarante millions de tonnes de charbon, cent quatre vingts millions de KW/H d'énergie électrique et vingt-deux millions de tonnes de pétrole. Un million d'automobiles, cinq cent mille camions et trois cent mille bus roulaient sur les six cent mille kilomètres de routes de la péninsule. C'est un bilan médiocre, si on le met en rapport avec la population. Quinze kilogrammes d'acier sont produits par tête, lorsque la France en produit 450. Le bilan prend un autre sens si on le compare à la situation de 1947, époque à laquelle le pays ne comptait pas une seule centrale élec-

trique de grande taille. Pour mieux mettre en valeur les atouts de l'Inde, il aurait fallu parler du remarquable système universitaire, des institutions de recherche et de la qualité de ses ingénieurs, exportés aujourd'hui dans le monde entier. La fédération reste loin de voir se développer en son sein une société de consommation, malgré les nouveaux comportements de la petite et movenne bourgeoisie (entre 8 et 10 % de la population). La seule industrie ancienne qui bénéficie d'un marché national est le textile et l'Inde demeure le premier producteur de tissés de coton du monde. D'autres produits semblent se diffuser largement. Si les marchés de consommation restent étroits et peu solvables, l'Inde contemporaine n'en a pas moins ajouté une dimension industrielle authentique au tableau de son antique société agraire qui commence à subir de plus en plus sérieusement le choc en retour.

## Quelques détails sur le "secteur inorganisé"

C'est au sein de ce contexte que s'inscrit le secteur d'activités que nous désirons mettre en scène. Il appartient entièrement au secteur privé bien que l'influence ou l'intervention du secteur public en son sein ne soit absolument pas à exclure. En Inde, le terme de "secteur non structuré" n'a pas cours. Si quelques économistes parlent de secteur "informel", la plupart des commentateurs et des analystes utilisent le terme de "secteur inorganisé", qui s'appuie sur des notions statistiques et juridiques. C'est uniquement en référence à ces notions concrètes et limitées que nous utiliserons l'expression. Ce secteur n'est pas concerné par les grandes lois qui fondent le droit du travail. Comme la plus importante d'entre elles, la "loi sur les usines" (Factory Act de 1948) sert aussi de cadre aux contrôles statistiques, on manque d'information d'ensemble à son sujet. Il est cependant l'objet d'enquêtes statistiques partielles depuis 1973. Le traitement des établissements de production employant entre six et dix travailleurs salariés, qui sont en principe l'objet de déclarations obligatoires, est un peu meilleur que celui des très petites unités mais il reste très médiocre. Les autres notions employées sont celles de "secteur non recensé" (ou "non enregistré") et de "secteur traditionnel". La première peut aussi bien concerner les entreprises employant moins de cinquante (ou cent) salariés qui ne sont pas couvertes par le Recensement annuel de l'industrie manufacturière, que les établissements de moins de six employés qui ne sont pas pris en compte par le Directoire de la statistique des entreprises. L'expression "secteur traditionnel" comporte une nuance idéologique, puisqu'elle sous-entend que les petits établissements mis en cause sont archaïques au niveau de leurs méthodes ou de leurs productions et que ce secteur n'est qu'un reliquat du passé. Il demeure encore d'usage courant.

#### Études sur le "secteur inorganisé"

Nous avons lu et utilisé de nombreuses publications locales traitant de notre sujet. Un coup d'œil sur la bibliographie permet de se rendre compte que le "secteur inorganisé" ("informel", "traditionnel"...) commence à susciter sérieusement l'intérêt. La réduction du "secteur inorganisé" aux dimensions étriquées que lui assignent de mauvaises statistiques et une vision étroitement juridique des choses, réduit cependant l'intérêt des publications. L'idée de dualisme domine aujourd'hui l'immense majorité des contributions. Chacun développe son opinion sur le phénomène qui peut aussi bien être compris comme la conséquence de la colonisation que comme le fâcheux résultat du développement le plus récent. Il est très rare que les auteurs qui s'intéressent au "secteur inorganisé" s'interrogent sur le "secteur organisé" et vice-versa.

## Quelques repères

Voici pour finir quelques données générales sur l'évolution globale de la basse frange du "secteur organisé" et de l'ensemble du "secteur inorganisé" amputés, comme nous l'avons déjà dit, des fermes et des artisanats villageois.

Nous avons déjà signalé que les petites entreprises (déclarées telles) étaient définies par une limite de capital fixe à ne pas dépasser. Au sein des petites entreprises (Small-Scale Industries) existe une subdivision de très petites entreprises (Tiny Industries). Ces très petits établissements constituent plus des trois-quarts des petites entreprises. Si une notable proportion des petites entreprises possédant entre trois cent mille et trois millions de capital fixe sont intégrées dans le "secteur organisé" (20 à 30 %), il paraît raisonnable de penser que la très grande majorité des très petites entreprises se trouve dans le "secteur inorganisé".

Il y avait au total six millions d'entreprises (vaudrait-il mieux dire de "foyers d'activité économique") recensées en Inde en 1984. 88 000 d'entre elles, possédant 140 000 "établissements de production" (terme qui met en scène les usines ou ensembles de bureaux), constituaient le "secteur organisé". 370 000 établissements de production comprenant les précédents, étaient inscrits auprès du Directoire des entreprises parce qu'elles employaient en permanence plus de six salariés. Peut-on voir la base d'un "secteur intermédiaire" dans les petites entreprises appartenant au "secteur organisé" et dans les 282 000 entreprises déclarées dans le cadre du Directoire des établissements productifs et placées dans le "secteur inorganisé"? La réalité supporterait sans doute mal une telle simplification qui repose d'ailleurs sur une information défectueuse. Il apparaît que dix-neuf établissements productifs sur vingt emploient moins de six personnes de façon régulière. C'est à ceux-là qu'il conviendra d'abord de donner un visage concret.

Le nombre des travailleurs non agricoles du "secteur inorganisé" est en progression irrégulière depuis le milieu des années soixante. Dans les grandes villes, la majorité des travailleurs employés, salariés ou non, est désormais engagée dans des activités exercées dans ce cadre. On a pu estimer que 48 % de la main-d'oeuvre de Bombay travaillait dans le "secteur inorganisé" en 1960. La proportion frise les soixante pour cent aujourd'hui. Elle dépasse largement les cinquante pour cent à Calcutta, dont le retard en la matière ne paraît pas dû à une quelconque répulsion envers le "traditionnel" mais bien au manque de dynamisme économique. La main-d'œvre employée directement dans l'agriculture aurait régressé entre 1971 et 1981, passant de 69,7 % à 66,5 % et la majorité de cette perte relative - le nombre absolu de personnes employées dans l'agriculture s'est encore accru - s'est trouvée compensée par la croissance des services et des activités manufacturières du "secteur inorganisé".

La statistique globale du recensement décennal renseigne plutôt mal sur les caractéristiques de la main-d'œuvre qui a vu ainsi son importance numérique s'accroître. Nous savons cependant que les salariés y occupent une place de plus en plus considérable. En 1971, on recensait 11 % de travailleurs du secteur secondaire dans la population active. Ils se répartissaient entre 3,5 % de salariés du "secteur organisé" et 7,5 % de travailleurs du "secteur inorganisé". Parmi ces derniers, 5 % étaient déclarés producteurs à domicile travaillant plus ou moins à leur compte alors que 2,5 % (du total général) étaient reconnus salariés. Le tableau change en 1981, quoique le pourcentage de travailleurs du "secteur organisé" soit resté presque le même, leur nombre augmentant plus fortement. Treize pour cent des actifs étaient alors recensés dans le secteur secondaire. Le pourcentage des travailleurs du "secteur inorganisé" engagés dans ce type d'activités était passé à 9,5 %. Il

ne restait que 3,5 % de producteurs à domicile "indépendants" contre 6 % de salariés. Ces chiffres ne permettent pas évidemment de rendre compte des transformations profondes. Il n'est par exemple pas possible de savoir si les travailleurs "indépendants", qui étaient plutôt de type artisanal en 1961, sont restés proches de cette définition. Le terme "salariat" peut aussi recouvrir toutes sortes de réalités divergentes. La tendance statistique brute n'en paraît pas moins édifiante.

## La main-d'œuvre des secteurs "de production à petite échelle"

Nous ne voudrions pas nous étendre sur les caractéristiques générales de la main-d'œuvre du "secteur inorganisé" indien. C'est à propos d'exemples précis et en relation au champ d'étude concret, infiniment plus restrictif, que nous avons défini, que nous donnerons d'autres indications à caractère général. Nous reparlerons peu de la situation des femmes et des enfants dans la main-d'œuvre, non en raison du manque d'intérêt de ces questions, mais parce qu'il a fallu faire des choix.. Voici quelques renseignements sur les tendances contemporaines en la matière. Toutes sortes de gens des deux sexes, d'âges, communautés et statuts de caste les plus variés, rejoignent actuellement le "secteur inorganisé" au niveau de ses manifestations nouvelles. La place de certains groupes, qui forment depuis longtemps les segments vulnérables de la maind'oeuvre, est toutefois particulièrement importante. Les femmes et les enfants sont parmi eux. La diversité la plus grande caractérise les productions et les manières de produire du "secteur inorganisé", même si l'on en exclut tout ce qui ne concerne pas la production manufacturière comme dans la statistique évoquée ci-dessus. Les femmes et les enfants, et aussi les membres de basses castes, de tribus aborigènes ou de la minorité musulmane, ou encore les migrants d'origine rurale dépourvus de relations et de diplômes, ne s'investissent pas n'importe où, là où ils le dési-

Quatorze pour cent des femmes indiennes sont reconnues comme travailleuses, un pourcentage probablement sous-estimé. Quatre-vingt-dix-huit pour cent d'entre elles sont à l'œuvre dans le "secteur inorganisé" ou leur emploi (déclaré) stagne plutôt dans les zones rurales alors qu'il progresse en ville, particulièrement dans les métropoles. Il y avait vingt pour cent de femmes dans les usines du "secteur organisé" en 1940. Leur pourcentage actuel ne dépasse pas cinq pour cent malgré les

nouvelles embauches féminines effectuées dans l'électronique et, surtout, dans la fonction publique. La féminisation des tâches semble accompagner la tendance à la salarisation et un certain appauvrissement des producteurs dans certaines parties du "secteur inorganisé". La femme indienne sert sans doute d'inspiratrice à la religion dominante et le pouvoir des belles-mères sur les bellesfilles est bien connu. Il n'existe pourtant probablement pas de grande civilisation où les femmes soient aussi peu autonomes, aussi mal protégées par le droit coutumier et aussi facilement exploitables lorsqu'elles sont isolées. Elles n'ont rien à voir sur ce point avec les femmes africaines. Elles sont recherchées comme main-d'œuvre déqualifiée, ou plutôt incapable de faire valoir sa qualification, dans les nouveaux ateliers péri-urbains ou comme productrices à domicile. À Calcutta. où l'importance de la main-d'œuvre féminine est restée longtemps singulièrement faible, elles sont passées de six à onze pour cent de la main-d'œuvre entre 1961 et 1981. La moitié d'entre elles travaillent plus de quarante-deux heures par semaine et le travail à temps partiel, autrefois important, est devenu résiduel. Toujours dans l'exemple de Calcutta, quatre-vingts pour cent des femmes salariées et non salariées du "secteur inorganisé" ne touchaient pas le salaire minimal de branche en 1981, alors que ce salaire ne permet pas d'assurer décemment la vie d'une seule personne. Pour soixante-cing pour cent des femmes employées à Calcutta, la rémunération réelle a baissé depuis 1971. Cet exemple nous semble illustrer les tendances générales que nous avons pu observer.

Le nombre des enfants au travail dans le cadre du "secteur inorganisé" connaît une semblable inflation. On a cité les chiffres de 10,5 millions en 1971, 18 millions en 1980 et plus de 25 millions aujourd'hui. Le nombre d'enfants au travail dans l'agriculture évolue de façon incertaine et d'ail-

leurs excessivement mal connue, mais ils sont de plus en plus sollicités dans les services et dans certaines franges de l'industrie. Il n'est pas possible d'évaluer quelle est la proportion d'enfants mis au travail par leurs aînés afin de compenser la baisse des revenus dans certaines activités du "secteur inorganisé" et quelle est l'importance des enfants errants, agissant de manière plus ou moins autonome. Il ne paraît pas douteux, en revanche, que les employeurs et les négociants n'utilisent leurs services qu'afin d'accroître leurs marges de profit. L'article 24 de la Constitution interdit l'emploi des enfants avant l'âge de quatorze ans mais le droit du travail est beaucoup moins clair. Une loi récente permet l'embauche à partir de douze ans dans le cadre du "secteur inorganisé", où sont concentrés pratiquement tous les enfants au travail. Dix à quinze pour cent de la population active des bidonvilles et des quartiers populaires où dominent les activités à petite échelle seraient de la catégorie infantile. Les petites filles constituent un groupe particulièrement important, qui cumule les handicaps du sexe et de l'âge et reçoit les plus faibles rémunérations.

Nous avons glissé du propos le plus général vers le sujet qui nous intéresse, la main-d'œuvre engagée dans les petites activités. Que décrit ce premier coup d'œil? Nous voyons un secteur "inorganisé" massif, en voie d'expansion plutôt rapide. Le salariat y occupe une place importante et croissante en ce qui regarde la production manufacturière, qui occupe déjà un nombre considérable de personnes. Le rôle d'un prolétariat déqualifié semble s'affirmer. Nous voilà sans doute bien loin de la plupart des situations de l'Afrique contemporaine, mais n'existe-t-il pas quelques relations troublantes avec ce qui se passait en France à la fin du XIXº siècle?

D'autres chiffres à caractère général sont donnés dans les annexes qui suivent ce premier chapitre.

# ANNEXES DU PREMIER CHAPITRE

# Chiffres généraux concernant la population active en 1986

Il s'agit d'estimations faites par l'auteur à partir de résultats d'enquêtes partielles.

AUTRES	45 millions
CHOMEURS (déclarés)	29 millions
EMPLOYÉS DU SECTEUR ORGANISÉ	26 millions
SALARIÉS AGRICOLES	70 millions
PAYSANS	130 millions
POPULATION ACTIVE	310 millions dont
POPULATION ACTIVE	310 millions dont

Parmi les "autres" qui constituent le groupe qui nous intéresse, nous ôterons environ dix millions d'artisans de village pour obtenir le sujet privilégié de cette étude.

Répartition de la main d'œuvre totale selon les secteurs (organisé et inorganisé), la localisation (ruraux et urbains) et le sexe. Chiffres tirés de la prévision du Ve plan et valables pour 1983, en millions de personnes :

	SECTEUR ORGANISÉ		SECTEUR	INORGANISÉ	TOTAL	
	URBAIN	RURAL	URBAIN	RURAL	URBAIN	RURAL
HOMMES	15,41	1,273	15,87	125,89	31,2	127,17
FEMMES	1,53	0,605	5,6	70,002	7,17	70,63
TOTAUX	16,94	1,87	21,5	195,92	38,46	197,8

## Grands chiffres de main-d'œuvre selon le recensement de 1981

Paysans	77,12 millions de travailleurs hommes et 15,301 millions de femmes sont déclarés "travailleurs principaux"
Salariés agricoles	34,484 millions d'hommes et 20,952 millions de femmes sont "travailleurs principaux"
Producteurs à domicile	6, 419 millions d'hommes et 2,390 millions de femmes sont "travailleurs principaux"
Autres travailleurs principaux (I)	57,610 millions d'hommes et 46,149 millions de femmes
Total	221 millions de personnes auxquelles il convient d'ajouter 27,864 millions de "travailleurs marginaux" (6,813 millions d'hommes et 21,051 millions de femmes) et 17,8 millions de chômeurs répertoriés pour obtenir la population active

<sup>(</sup>I) Cette appellation est réservée aux personnes ayant exercé une activité productive durant "la majeure partie" de l'année précédant le recensement.

253,86 millions de femmes et 160,493 millions d'hommes sont déclarés comme n'exerçant aucune activité productive.

Les différentes formes d'emploi selon la trente-deuxième enquête par sondage.

National Sample Survey Organization, 1979, publié en 1985 par le gouvernement de l'Inde.

	RURAL		URBAIN			TOTAL			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
(I) Ne travaillent pas et n'appartiennent pas à la population active	70	117,9	187,9	22,1	38,6	60,7	92,1	146,5	248,6
(2.1) Travaillent, employés à plein temps sur leur ferme ou entreprise personnelle	48,3	9,6	57,9	8,9	1,6	10,5	57,2	11,2	68,4
(2.2) Aides, agricoles ou non	23,5	34,1	57,6	2,2	1,8	4	25,7	35,9	61,6
(2.3) Salariés réguliers	16,3	3,5	19,8	16,2	2,1	18,3	32,5	5,6	38,1
(2) Total partiel	88,1	47,2	135,3	27,3	5,5	32,8	115,4	52,7	168,1
(3.1) Travaillant sur sa ferme ou chez lui de façon occasionnelle	12,3	1,7	14	0,9	0,1	1	13,2	1,8	15
(3.2) Travaillant comme salarié précaire, irrégulier	10,6	10,3	20,9	1,1	0,7	1,8	11,7	11	22,7
(3.3) Ne travaillant pas mais cherchant du travail	16,6	10,7	27,3	1,8	0,8	2,6	18,4	11,6	29,9
(3.4) Total partiel	1,6	0,4	2	1,6	0,5	2,1	3,2	0,9	4,1
(3) Total population active de plus de 5 ans	41,1	23,1	64,2	5,4	2,1	7,5	46,5	25,2	71,7
	199,2	188,2	387,4	54,8	46,2	101	254	234,4	488,4

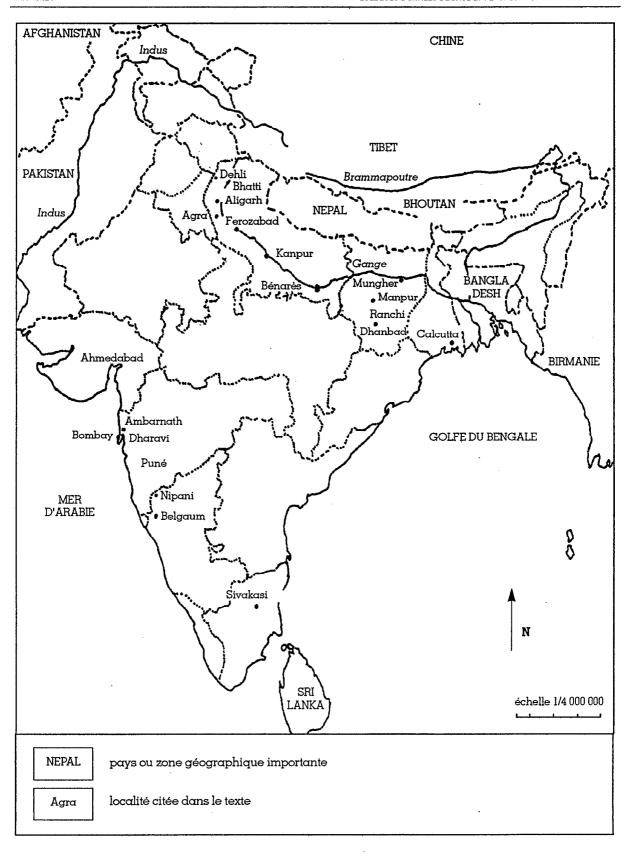
Chiffres donnés en millions de personnes.

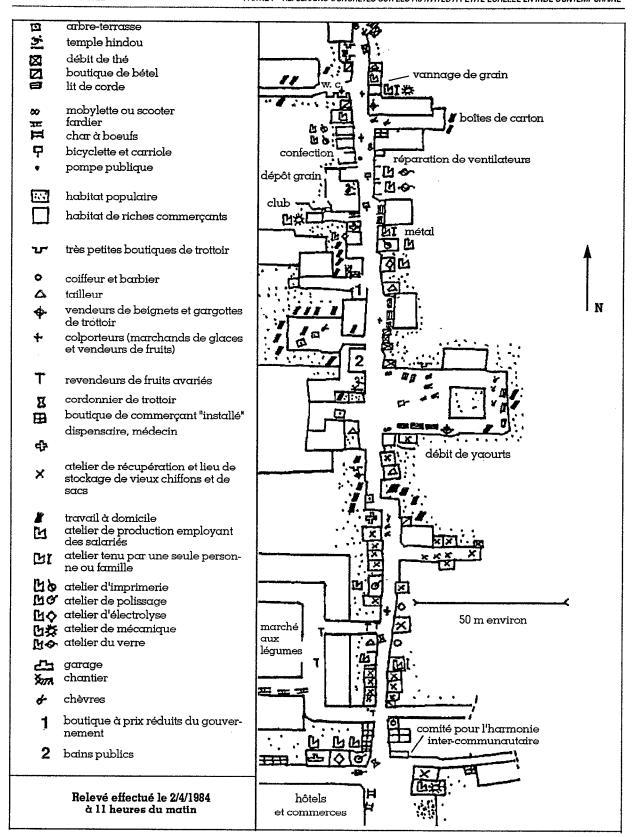
La participation des femmes aux activités non agricoles selon le ministère du Travail, 1975. Ces chiffres ont été compilés pour l'année internationale de la femme et ils ne font partie d'aucune série régulière. Ils sont malheureusement trop anciens. Leur base est le recensement de 1971.

	EN MILLIONS DE PERSONNES				
	Hon	nmes	Femmes		
Cultivateurs	46.	-	30	<b>*</b>	
Salariés agricoles	21	~	50	~~	
Mines et plantations	2,35	-	2,55		
Production à domicile	3,5	1	4,5	*	
Production en usine et petits ateliers	6,7	~	2,5		
Construction	1,35	-	0,6	~	
Commerce	6,5	~	1,6	->	
Transports	3	~	0,3	~	
Services	10	*	7,3		

Les flèches placées près des résultats indiquent la tendance à l'expansion, la contraction ou la stagnation, par rapport au recensement de 1961.

Ces chiffres nous paraissent mal concorder avec les autres données que nous possédons.





Plan n° 1

# LES PETITES ACTIVITÉS URBAINES CONTEMPORAINES ET LE BAZAR

#### Les relevés de terrain

Voici arrivé le moment de présenter les exemples concrets articulés autour de grands thèmes que le lecteur rencontrera à partir de maintenant

Nous présenterons à partir de maintenant des grauments et des explications étayés par des plans de rues, de quartiers ou de zones. Ces relevés ont été effectués avec soin. Il ne faut cependant pas les prendre pour une représentation fidèle des lieux choisis pour illustrer les différents aspects des réalités approchées. Pour rendre plus facile la lecture de ces documents, nous en avons ôté certains éléments. Nous avons en revanche mis en scène de manière systématique les divers aspects visibles, et signifiants pour notre propos, de ce que nous appellerons "la vie populaire", ensemble d'éléments de la vie des artisans, vendeurs de rue et salariés de divers genres qui prennent place dans la rue. Il s'agit d'un parti pris qui permet, entre autres, de montrer la variété, au plan local, mais aussi l'uniformité, au plan national, et en tous cas la densité de ces réalités aui vivent au contact de. ou en symbiose avec le secteur de la production de biens et de services sur une petite échelle. Dans les cas, assez fréquents, où des activités se déroulent aux étages de bâtiments, il est impossible de tout mettre en scène de manière simple. L'on voudra bien admettre la bonne foi de l'auteur qui représente les données essentielles du relevé sur un plan unique en maltraitant quelque peu les proportions de la réalité. De tels relevés nécessitent des heures de travail. Le colporteur représenté au bas d'une artère aura bien sûr bougé lorsque l'enquêteur en aura atteint l'autre extrémité. La représentation a donc quelque chose de conventionnel. Afin d'éviter que les personnes évoquées pendant les études de cas puissent être mises en cause d'une manière ou d'une autre, les noms propres et les noms de lieux ont été altérés afin de les rendre inreconnaissables.

Nous emploierons le terme "productif" pour qualifier des personnes ou des établissements qui produisent des biens ou des services quels qu'ils soient. "Producteur" sera réservé à la production de marchandises. "Producteur manuel" (productif, lui aussi, de plus-value) équivaut à ouvrier.

Nous allons maintenant aborder l'univers que nous voulons cerner au travers d'une dizaine de thèmes. Ils ont été choisis en fonction des débats qui mobilisent actuellement la recherche sur le sujet, et relativement aux points particuliers qui permettent, à notre avis, de comprendre la situation indienne et de poser le problème des catégories d'analyse de la main-d'œuvre.

D'abord, les activités à petite échelle sont-elles liées, en tant qu'émanation directe, renouvellement ou perversion, à l'économie de bazar, cet ensemble de commerces et d'artisanats qui caractérisait et caractérise encore nombre de cités asiatiques et africaines ?

# Mélange de boutiques et d'ateliers récents à Delhi

La rue industrieuse de Kesari Gali sera notre introduction au problème. Cet exemple est situé en bordure d'un important quartier commerçant, Pahar Ganj, placé entre la vieille ville de Delhi, où s'alignent des rangées jointives de boutiques ancienne formule et les zones résidentielles de la nouvelle cité conçue par Lutyens pour servir de capitale au pays (voir plan n° 1).

Nous v observons d'abord une présence extrêmement dense de vendeurs de rue, de colporteurs et d'artisans de trottoirs, de ces gens qu'il est d'usage de rassembler sous le terme de "petits métiers". Dans la ruelle étroite se pressent, outre les passants, 53 personnages de ce type dont d'assez nombreux pourvoyeurs de services tels que les astrologues, les nettoyeurs d'oreilles, les masseurs et les cordonniers accroupis dans les encoignures. Nous trouvons aussi 18 tireurs de véhicules, presque tous désœuvrés au moment du relevé et nous n'avons pas tenu compte du transit régulier de charrettes à bras alimentant le marché aux légumes. C'est un ensemble typique des anciens quartiers commercants. Dans la ruelle, la bourgeoisie commerçante, composée de banya (castes commerçantes de la plaine du Gange), de marvari et de quelques sikhs venus du Penjab a dressé ses maisons à deux ou trois étages auprès des temples et de quelques petits entrepôts commerciaux, et au milieu d'habitations populaires surpeuplées.

Riches et pauvres ne sont pas séparés, comme cela se passait dans la France avant le XVIIIº siècle et comme cela arrive encore généralement dans les bazar indiens

La grande importance et les formes particulières du travail à domicile inscrivent la zone dans une norme commune aux bazar. Des femmes et des enfants s'occupent à broyer des noix d'arenc, un des constituants des chiques de bétel, et à préparer des légumes utilisés par les restaurants qui se serrent en face de la gare ferroviaire. Il s'agit d'anciennes formes de mise au travail, salarié et payé à la tâche, qui se déroulent dans le cadre familial et voient les commanditaires, des marchands de gros ou d'autres intermédiaires commerciaux, utiliser la hiérarchie et l'organisation matérielle de la famille pour mener à bien les opérations de production. 90 personnes au travail, forment le plus important des groupes de producteurs.

Le dernier trait propre aux anciens quartiers commerçants et artisanaux que nous voyons se manifester ici est le caractère visible des communautés dans l'espace et les métiers. La ruelle est seulement habitée par des hindous et des sikhs mais il existe des espaces réservés, ou plutôt dominés par certains sous-aroupes, castes et sections de castes qui s'investissent dans des activités plus ou moins rigoureusement spécialisées. Les magasins et les activités du même type s'agglomèrent et ils sont tenus par des gens appartenant à des communautés homogènes, ou tout au moins proches. Les récupérateurs de chiffons appartiennent par exemple en majorité à une très basse jati hindoue, enregistrée comme "tribale" par l'administration. Avec 80 travailleurs, qui traitent la récolte d'une centaine de récupérateurs, ils constituent le second groupe de main d'œuvre. Ils sont au service de petits propriétaires de boutiques qui appartiennent à une section de caste aui contrôle localement le commerce du chiffon mais dépend de gros négociants marvari pour la revente de son produit aux usines de pâte à papier. Les travailleurs, salariés journaliers, sont aussi quelque peu les serviteurs des boutiquiers. Les travailleurs à domicile. qui sont surtout des femmes, appartiennent à une section de caste de rang moyen qui vient du Rajasthan. Les employés des petits ateliers d'imprimerie sont fréquemment des membres de castes élevées, brahmanes ou kayachtha. Ce sont plutôt des activités spécialisées, apanage de travailleurs plus ou moins qualifiés. Ces groupes pratiquent la transmission héréditaire de l'emploi, ce que font aussi les barbiers, les cordonniers, les fabricants de yaourts et dans une moindre mesure les tailleurs. Il s'agit certes de préserver son rang

mais aussi et d'abord d'éviter l'insécurité dans un contexte bien établi de pénurie d'emploi et de surabondance de main-d'œuvre. Dans les petits ateliers de polissage et de placage par électrolyse apparaît l'autre spécificité de la main-d'œuvre de la rue. Les plus vulnérables, les moins instruits, les plus pauvres, les plus jeunes et les plus méprisés se retrouvent ici, enfants et adolescents illettrés membres des multiples basses castes hindoues et de la minorité musulmane. Prolétarisation et dépréciation se conjuguent. Les métiers de portefaix et de tireurs de charrette, point trop mal pavés et faits pour les hommes forts, échappent partiellement à ces deux types de détermination. Toutes les activités productives de Kesari Gali ont pour cadre le "secteur inorganisé" tel qu'il est défini par la loi. Les seules travailleuses qui appartiennent au "secteur organisé" sont des balayeuses municipales, presque toutes membres de basses castes hindoues. Cela ne veut point dire qu'il ne s'exerce ici que des activités anciennes et d'une manière que l'Inde connaît depuis des siècles.

Notons d'abord l'extension, encore médiocre mais en progression certaine, du salariat. En laissant à part le cas des productrices à domicile, on dénombre 73 salariés dans le secteur secondaire et une douzaine dans les services. La plupart des salaires en question sont bas ou très bas. Les aides (adolescents) dans les petits ateliers et les imprimeries touchent 150 à 200 roupies mensuelles, soit 10 à 15 jours de salaire minimum agricole. Les enfants sont payés une à cina roupies par jour. La main-d'œuvre adulte masculine, qui ne constitue pas la moitié de l'ensemble, gagne au maximum 15 roupies par jour, la moyenne tournant autour de 10 roupies. Les revenus journaliers dans la france moyenne du "secteur organisé" et dans les grades inférieurs de la fonction publique tournaient aux alentours de quarante roupies par jour de production effective au moment de l'enquête. La faible mobilité d'une main-d'œuvre locale, assez qualifiée mais surabondante, qui bénéficie de logements proches et à faibles coûts, explique en partie le phénomène. Le salariat s'étend aux dépens d'activités indépendantes anciennes comme celles de montreurs d'animaux, ou réparateurs d'objets de cuivre dont les promoteurs connaissent un appauvrissement rapide. Ce mouvement est lié à la diffusion de nouvelles activités autant qu'à la transformation des rapports sociaux organisant des activités déjà anciennes. Ces activités nouvelles ou anciennes sont des artisanats évoluant vers l'industrie dans le cadre de très petits établissements de production. Les petits ateliers d'imprimerie, qui modernisent rapidement leurs installations, et les entreprises de mécanique font appel à un personnel qualifié. Dans les petits ateliers qui produisent des vêtements de confection, des pièces pour la grande industrie métallurgique et des boîtes de carton pour le commerce, c'est une main-d'œuvre déqualifiée de femmes et d'enfants qui s'entasse. Alors que le premier groupe progresse lentement mais se trouve constitué d'installations relativement fixes, le second est en plein développement mais instable. Ce sont d'abord des commerçants qui investissent. Leurs exigences de profit élevées semblent généralement satisfaites. Le capital fixe, médiocre en quantité et en qualité, compte moins que les caractéristiques de la main-d'œuvre. L'argent tiré du fonctionnement de ces établissements est réinvesti dans le commerce ou dans d'autres petits ateliers de production situés à Pahar Ganj ou dans des quartiers proches. Il semble aussi que le profit soit injecté dans des industries de taille plus importante localisées autour de la capitale fédérale. Seuls cinq établissements de production, les plus petits, peuvent être considérés comme artisanaux.

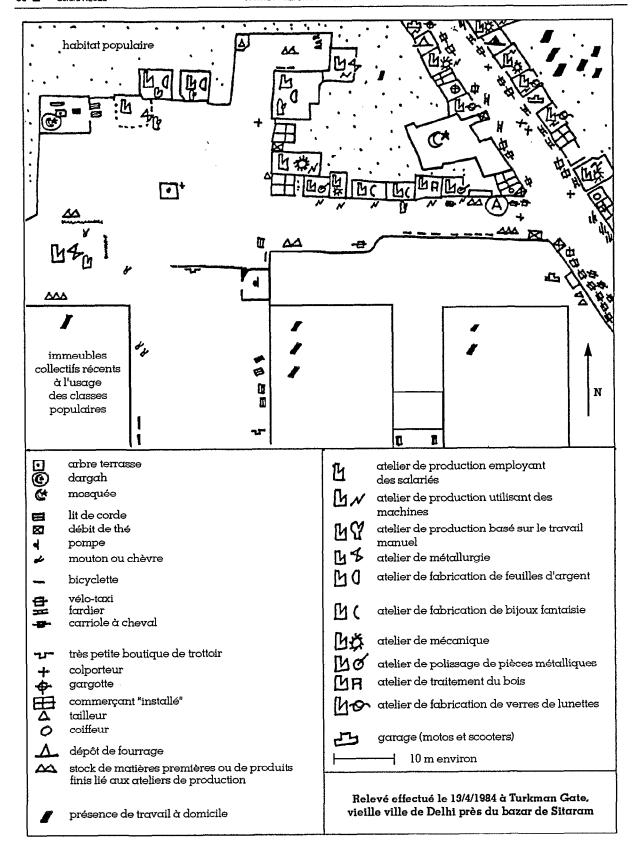
L'évolution que nous venons de décrire a commencé dans les années soixante. Le recrutement de main-d'œuvre extérieure au auartier, auparavant extrêment faible, est devenu primordial. Les musulmans de familles pauvres habitant la vieille cité de Delhi sont les moins couteux et les moins exigeants des ouvriers qualifiés. Les enfants de basses castes hindoues, venus des bidonvilles de la vieille Delhi mais aussi de très lointains campements situés au-delà de la Yamuna (un affluent du Gange), sont prioritairement promis au "système de la sueur", ensemble de pratiques visant à maximiser le profit en économisant sur l'investissement et en intensifiant la mise au travail. Les nouvelles activités productives relient la ruelle à l'ensemble du quartier, les deux tiers des établissements de production (imprimeries exceptées) travaillant en sous-traitance ou en coordination directe avec d'autres lieux de production instal**lés dans un rayon de deux kilomètres.** Le lieu est en relation avec l'ensemble de l'économie urbaine et régionale, plus du quart des ateliers évoqués fabriquant des pièces ou sous-traitant des opérations de fabrication à l'intention de petites et de moyennes entreprises situées à Faridabad, (Harvana) ou Ghaziabad, (Uttar Pradesh), dans les ultimes faubourgs de la capitale. La plupart des produits sont des pièces à usage industriel ou des objets de consommation destinés aux marchés populaires. Ce fragment de bazar est devenu, au moins partiellement, un pion sur un ensemble productif beaucoup plus vaste et centré ailleurs.

Il faut relier à ces changements progressifs, mais essentiels, le lent développement de syndicats et d'associations professionnelles parmi les employés des hôtels et des restaurants, les portefaix et les ouvriers qualifiés des ateliers de production de biens. De facon concomitante, parfois parallèle et parfois contradictoire, on voit s'accentuer, chez les employés et les travailleurs indépendants mais encore beaucoup plus chez les employeurs, l'expression des chauvinismes communautaires. Il sont à la fois les réponses de groupes de jeunes. désorientés face au chômage ou à la frustration de leurs espoirs, et le résultat de manipulations conscientes de gens pour lesquels la dimension communautaire est un atout, une protection ou un rempart contre le développement d'antagonismes de classe. On s'est étripé à plusieurs reprises dans Pahar Gani depuis auelaues années, les plus grands conflits opposant, par le biais de personnes interposées, des petits entrepreneurs sikhs et hindous. Deux organisations de la majorité hindoue couvrent les murs de slogans vengeurs et de tridents, l'emblème des nouveaux fondamentalistes. Les ouvriers sont discrets à ce propos. Leur souci principal est que les ateliers ne soient pas pillés lors des émeutes. Ils n'aiment pas tellement les entrepreneurs sikhs, mais ils les préfèrent aux hindous, qui sont plus âpres au gain. Ces derniers ont constitué une milice qui est aussi prête à s'opposer aux musulmans, dont font partie la majorité des ouvriers de la zone. Les conflits intercommunautaires sont très anciens dans le pays. et tout particulièrement à New Delhi, dans les bazar comme dans les autres types de quartiers populaires. Ils arborent cependant ici des caractéristiques nouvelles.

#### L'évolution d'un quartier d'artisans

Un regard sur l'évolution d'un bazar situé à la frange de l'ancienne cité de Delhi nous permettra d'en apprendre davantage (voir plan n° 2, page suivante).

Moghol Pathak est situé à l'extrémité sud du long bazar de Sitaram, l'un des plus importants bastions des communautés commerçantes hindoues, banya et marvari, à l'intérieur de l'ancienne ville. Il n'est pas hors de propos de parler en termes militaires de l'occupation de ce territoire. Les élites conservatrices des deux grandes "confessions" (on ne se confesse cepandant ni chez les uns ni chez les autres...) gardent assez d'influence pour que la majorité pense et s'organise en fonction de la rivalité collective pour l'espace. Ils sont aujourd'hui doublés par des meneurs plus radicaux qui n'arrêtent pas de parler



Plan n° 2 L'évolution à la frange d'un ancien "bazar" de la ville close de Delhi.

d'affrontement en s'appuyant sur la disponibilité des jeunes chômeurs. Le territoire reste intensément marqué de symboles d'appropriation communautaire, sacrés parce qu'ils sont religieux. La tension est latente depuis quarante ans à proximité de Moghol Pathak où se trouve "retranché" un quartier musulman très homogène, beaucoup plus pauvre que le bazar de Sitaram. Depuis l'époque de l'État d'urgence, quand la police, aidée par les milices de Sanjay Gandhi, fit un massacre d'habitants du quartier qui refusaient les stérilisations forcées, toute la zone est demeurée un point chaud, régulièrement saisi d'accès de fièvre. La population réside dans de vieux immeubles dégradés et, ce qui est plutôt exceptionnel, dans des blocs récents à quatre étages que le gouvernement Janata a fait construire en 1978 pour réparer le crime d'État commis trois années auparavant. Il y a surtout des ouvriers, des artisans, des vendeurs de rue et des portefaix à vivre là et l'on relève une forte proportion de migrants, tous musulmans, venus de l'Est gangétique. Les seuls constituants de l'élite sociale sont quelques fonctionnaires et professeurs, quelques marchands de gros et des petits entrepreneurs. Tout ce qui ressemblait à un bourgeois a fui, d'abord au Pakistan en 1947 puis vers des guartiers plus calmes au rythme des affrontements sociaux. Les personnalités les plus notables sont des religieux.

L'économie du quartier n'a pourtant jamais cessé d'être vigoureuse. Il est situé en bordure de la grande avenue J. Nehru et bénéficie d'un accès facile. Les petits établissements possédés par des hindous, commerçants et petits industriels, sont concentrés du côté de la rue Sitaram, en haut et à gauche du plan n° 2 et ils utilisent une maind'œuvre mixte à tous les niveaux, composée d'ouvriers et de manœuvres, hommes et femmes, hindous ou musulmans, mais toujours pauvres et de bas statuts. Les établissements productifs contrôlés par des musulmans se pressent autour de la mosquée, "château" du bastion musulman et ils n'emploient que des hommes, adultes et enfants, musulmans. Alors que les premiers sont en majorité des entreprises financièrement indépendantes ayant accès au marché local, les seconds sont en général de plus petite taille, moins bien équipés et ils sont intégrés, dans deux cas sur trois, à des réseaux de sous-traitance dont ils occupent invariablement un échelon inférieur. Cela concerne par exemple les ateliers de fabrication de bijoux fantaisie, de polissage de pièces métalliques, du bois et de la mécanique. Les établissements productifs spécialisés dans la fabrication de valises et de malles métalliques sont, dans tout le nord de l'Inde, une spécialité non exclusive des artisans et des ouvriers salariés musulmans. Ces ateliers sont organisés sur un mode quasi familial, contrairement aux unités de mécanique, de polissage et de bijoux. Nous y remarquons la place éminente des ouvriers qualifiés, noyaux de compagnons presque toujours minoritaires, qui organisent les tâches, assez complexes, contrôlent les cadences, soutenues mais pas inhumaines, et prennent en charge l'embauche et la formation de nombreux apprentis qu'ils essayent de faire choisir dans leur progéniture. Appartenant à de petits entrepreneurs locaux, souvent d'anciens compagnons, ces ateliers vendent leur production à de gros négociants, musulmans mais aussi hindous, qui résident dans d'autres quartiers de la capitale et diffusent le produit au loin.

Il y a aussi trois ateliers de production de feuilles d'argent. C'est une tâche uniquement manuelle aui nécessite un certain savoir-faire et de la force physique. Une petite boule d'argent est introduite entre les pages d'une sorte de livre et martelée jusqu'à en faire une feuille très mince et régulière et utilisée en alimentation. Ce travail, typique des anciens bazar, est resté l'apanage de musulmans adultes, des compagnons qui serrent les coudes. Ils travaillent dans des pièces nues qu'ils louent à des propriétaires locaux pour le compte de négociants qui les payent à la journée. De vieux ouvriers parlent avec nostalgie du temps où les tapeurs de feuilles d'argent étaient "libres", c'est-àdire qu'ils travaillaient à la tâche et gagnaient beaucoup plus cher. La matière première est onéreuse et hors de portée des bourses ouvrières. Le salaire à la journée place ces aristocrates du travail manuel, qui ont un langage et des traditions spécifiques, dans la norme commune. Ils ne sont pas opposés aux syndicats mais leur vision des rapports de travail est entièrement polarisée par le problème de l'emploi, plutôt déclinant, et elle prend corps dans le cadre communautaire. Leur principal souci est de réserver les possibilités d'embauche à des musulmans de leur famille et ils exercent une pression efficace sur les marchands musulmans pour que les choses n'évoluent pas sur ce point. Tous les autres employés musulmans essayent d'agir de même, sacrifiant en échange l'espoir d'avoir de meilleures rémunérations. Elles sont basses partout : dix à quinze roupies journalières chez les tapeurs de feuilles d'argent, cinq à quatorze roupies chez les autres adultes, les enfants et les apprentis touchant des sommes symboliques. Aucun salarié n'ignore que ces payes sont basses mais la situation est comprise comme une conséquence globale de la pauvreté des musulmans de la vieille ville (et de l'Inde toute entière), entrepreneurs compris.

Faut-il nettement différencier les ateliers de production manufacturiers sub-artisanaux comme ceux qui produisent des feuilles d'argent et des malles métalliques et les petites entreprises mécanisées ? Nombre de petites entreprises mécanisées sont pourtant financées par des négociants qui se sont enrichis avec la feuille d'araent. La nouvelle génération de commercants des deux communautés envoie ses enfants dans des collèges de gestion d'où ils ressortent avec de nouveaux projets en tête. La plupart des familles qui réussissent, les négociants musulmans étant bien moins pauvres qu'ils ne le prétendent, gardent plusieurs cordes à leur arc. Le contrôle des deux types d'établissements productifs est assuré presque toujours par le biais de gérants, plus ou moins comptables et contremaîtres, qui passent le plus clair de leur temps dans les boutiques de thé et trafiquent lorsqu'ils le peuvent avec les matières premières. La main-d'œuvre des ateliers de production de feuilles d'argent est typée, mais pas au point de se différencier absolument des autres genres de producteurs salariés, le travail indépendant étant une réalité résiduelle en ce qui concerne la production de biens. La transmission héréditaire des métiers anciens n'est qu'une tendance, mise à mal par la disparition progressive de ces tâches. La plupart des familles comprenant plusieurs hommes adultes les voient se répartir entre diverses professions manuelles. Enfin, l'apparition de machines ne bouleverse pas de façon radicale l'organisation du travail dans les petits établissements de production. Elle donne une plus grande place à la main-d'œuvre déqualifiée mais sans que cela soit ressenti comme une rupture, ni relié spécifiquement à l'essor du machinisme.

Les travailleurs à domicile sont complètement invisibles de l'extérieur. Il s'agit de femmes enfermées chez elles conformément à l'éthique musulmane qui prévaut localement dans les milieux populaires. Elles font de la broderie (zardozi). Cette tâche qualifiée est fort mal rémunérée. Selon la surface et le point mis en œuvre, les ouvrières aqgnent de une à trois roupies par jour. Des commissionnaires apportent le matériau brut chez les brodeuses avant d'en ramener le produit fini pour le compte de négociants en vêtements ou de tailleurs. On ne voit pas de femmes musulmanes dans les établissements de production mais la force de l'interdit religieux n'empêche en aucune manière la participation de ces femmes à la création de valeur ajoutée. La broderie est sans doute une des activités les plus profitables pour les négociants.

La grande abondance de tireurs de cyclo-pousse (vélos-taxis ou rikcha), portefaix et colporteurs

est mise en évidence sur le plan. Elle est encore plus frappante dans la réalité. Tout près de l'ancienne porte, dont il ne reste qu'un vestige, se concentrent près de trois cents tireurs de vélostaxis (rikchavala). Les deux tiers d'entre eux sont des musulmans venus du Bihar, des migrants partiellement saisonniers qui logent dans de lointains bidonvilles ou sur des coins de trottoirs avant de repartir vers la plaine du Gange à l'époque des travaux agricoles. D'autres tireurs de véhicules sont des hindous ou des musulmans pauvres et de bas statuts habitant la vieille cité. L'activité est considérée comme un travail indépendant par les autorités et la plupart des intéressés. Soixante pour cent des rikchavala louent pourtant leur véhicule à des propriétaires qui en possèdent plusieurs dizaines ou centaines malgré les dispositions légales qui interdisent maintenant le lougge. Le coût de la location est de sept à dix roupies par jour. L'activité rapporte de dix à vinat roupies auotidiennes. Elle est menacée à cause de la concurrence des engins motorisés et de l'extension croissante des zones où les cyclo-pousses sont interdits. Ils doivent être enregistrés et leur nombre est limité. La seule facon de tourner la loi, qui est excessivement employée, consiste à se placer sous la protection de policiers véreux qui exigent des commissions en échange de leur influence. Cette situation fait que les tireurs de vélos-taxis n'ont jamais été aussi nombreux et aussi pauvres. Ils forment des collectivités assez soudées, cimentées par les fraternités de terroirs et de communauté, sur les fragments de trottoirs qu'ils se sont appropriés. Ils discutent, manaent et réparent leurs instruments de travail sur la chaussée. Ils arrivent à se faire relativement respecter mais ils n'ont jamais pu se mettre d'accord sur des exigences de rémunération et il n'est pas rare que des rikchavala acceptent de prendre des passagers au-dessous du tarif, pourtant bas, édicté par la municipalité de la capitale. Comme l'activité n'exige pas une grande qualification, de nombreux jeunes migrants tentent encore de s'y investir. Le temps de désœuvrement croît régulièrement chez ces "travailleurs indépendants". Il en va de même parmi les portefaix, aux caractéristiques sociologiques très proches. Les habitants ordinaires de ce quartier populaire ont pour seuls atouts une position assez favorable dans la métropole et des habitats médiocres mais bon marché. Ils cherchent à s'enraciner. Le désir d'être indépendant s'est encore renforcé avec l'extension des emplois salariés en ateliers, généralement détestés par la main-d'œuvre non qualifiée, mais il n'a aucune chance de déboucher sur des vocations populaires d'entrepreneurs. Le marché est solidement tenu.

L'importance de l'enracinement dans les stratégies de vie, familiales et personnelles, se combine bien au rôle, maintenu ou croissant, joué par les dimensions communautaires. La communauté, qui prend ici la forme des diverses sectes et voies de la religion du Prophète mais se trouve aussi organisée selon des bases régionales, demeure le cadre le plus légitime et le plus protecteur, le seul qui garantisse une certaine stabilité. C'est du moins ainsi que l'entendent ces nombreux habitants du lieu, qui arborent des signes particulièrement voyants et archaïques de l'"islamicité". Il faut cependant différencier à ce sujet l'attitude des ouvriers d'ateliers, qui se fondent dans la foule populaire urbaine, et celle des tireurs de véhicules et portefaix qui exhibent plus souvent les symboles de particularisme communautaire. C'est parmi les jeunes chômeurs urbains et quelque peu scolarisés que se recrutent cependant les troupes, encore maiares, des fondamentalistes musulmans.

Bien aue de nombreux bazar demeurent les sièges d'une économie peu évolutive, les deux exemples que nous venons d'aborder démontrent qu'il ne s'agit pas du tout, en Inde, d'une tendance fatale. Immeraé dans le bain d'une économie urbaine en voie de transformation rapide, le bazar peut servir de cadre efficace à la mise en place de nombreuses activités nouvelles. Son rôle se voit renforcé par la place qu'occupent les petites et les très petites entreprises dans la stratégie économique et dans les faits. Il ne semble pas judicieux d'exclure de notre approche certaines catégories de tâches obsolètes quant à leur mode d'exécution. Leur actualité peut se situer ailleurs, par exemple dans leur compétitivité salariale ou leur capacité à toucher des segments spécifiques de la main-d'œuvre (femmes musulmanes). Le bazar apparaît d'une souplesse étonnante. Il accueille toutes sortes d'activités grâce à son infrastructure bon marché et à sa main-d'œuvre formée et logée et il subit par ailleurs sans gros problème l'influence de ces nouvelles réalités qui l'habitent, s'adaptant de façon peu onéreuse au nouveau contexte.

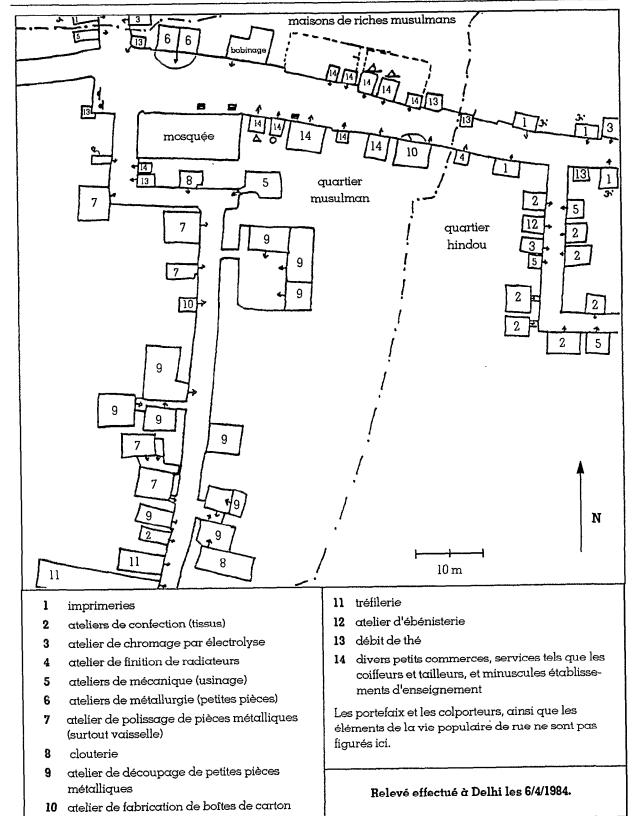
# Āu cœur des anciens quartiers marchands

Transportons-nous maintenant à Bahari Mohalla, une zone vieille d'un siècle et demi située au nord de la gare ferroviaire de New Delhi afin d'observer un nouvel exemple des transformations que subissent actuellement les bazar indiens, en relation avec le développement des activités à petite échelle (voir plan n° 3, page suivante). Le lieu est

notable depuis des décennies pour ses entrepôts de bois, de pierre, de corde et d'autres matières premières. C'est une zone d'activité marchande à grande et moyenne échelle, ce qui se fait de plus concentré, et rationnalisé comme activité commerciale ancienne dans la capitale. Des membres des grandes communautés commerçantes, hindoues d'abord, musulmanes ensuite et bien après, dominent ces quartiers où des zones denses d'habitations populaires et bourgeoises de type ancien côtoient les concentrations de locaux commerciaux et de petits ateliers manufacturiers.

Le auartier est devenu depuis auinze ans le siège de petites unités de production de plus en plus nombreuses. Limitons-nous maintenant à ce que le plan permet d'observer. Les riches musulmans qui habitent des maisons peintes en vert en face de la grande mosquée sont des sortes de banya (castes commercantes) de l'Islam indien. Ils n'en sont pas moins reconnus localement comme les chefs d'une communauté largement plébéienne au'ils font bénéficier avec ostentation de leurs largesses à l'occasion des fêtes religieuses. Ils vivent d'activités marchandes, comme la commercialisation sur une large échelle des malles métalliques, mais ils ont aussi investi dans des ateliers de production, des clouteries, des ateliers de polissage de vaisselle métallique, dont ils vendent le produit fini aux grossistes et aux détaillants, et des établissements fabriquant de petites pièces pour l'industrie métallurgique. Ces établissements sont de taille médiocre et leur équipement va du sommaire outillage manuel à des ensembles de machines assez sophistiqués. Plusieurs marchands, musulmans ou hindous, en possèdent des dizaines, éparpillés non seulement dans Pahari Dhiraj mais encore dans tous les quartiers industrieux du nord de la ville. Beaucoup d'unités sous-traitent avec les petites et moyennes entreprises de la grande banlieue de Delhi mais il ne s'agit plus de sous-traitance dominée, nombre de grands marchands possédant des intérêts dans ces industries. Les petits ateliers de ce quartier populaire ancien apparaissent comme des éléments d'entreprises plus vastes qui font effectuer à la frange du "bazar" tout ce que la petite taille des établissements que l'on peut y implanter rend possible. La même tendance s'observe dans les petits ateliers de confection, qui appartiennent plutôt à des hindous.

À côté de ces établissements, hautement rentabilisés grâce à l'utilisation d'une main-d'œuvre infantile mal payée et gérée par le biais d'intermédiaires, on trouve un groupe assez important de petits ou très petits ateliers, possédés par des entrepreneurs isolés n'étant pas issus des rangs



Plan nº 3

Un ancien quartier commercial et ses nouveaux ateliers de production, à la frontière de deux espaces communautaires. Bahari Mohalla à Dehli.

de la bourgeoisie marchande. Des anciens ouvriers qualifiés et chefs d'ateliers (dans trois cas). des anciens artisans (dans un cas) et des recruteurs de main-d'œuvre ou gérants d'établissements pour le compte des marchands tiennent ces entreprises, plutôt localisées dans le quartier musulman. Ils sont souvent présents dans leurs petits ateliers, travaillant manuellement pour la moitié d'entre eux pendant que les autres s'occupent de la gestion ou de la surveillance du personnel. Ces ateliers pratiquent un certain suremploi, car les employeurs d'origine modeste ont rarement l'énergie suffisante pour empêcher leurs amis et parents de profiter de leur réussite, même lorsque cela peut mettre en danger leur entreprise. Ils ont souvent gardé des relations amicales avec leurs ouvriers et les cadences, très irrégulières, sont infiniment moins soutenues que dans les petits bagnes productifs appartenant aux marchands, qui sont aussi plus récents. Les établissements sont plus ouverts sur le quartier et perméables à la vie de la rue.

Les établissements de production possédés par des musulmans emploient presque tous une majorité de musulmans. Les petits entrepreneurs issus du monde du travail agissent toujours ainsi. Les marchands ne dédaignent pas les femmes hindoues de basse caste ou les ex-intouchables, très peu qualifiés et qu'il est possible de payer moins cher tout en les faisant travailler plus vite, mais l'opposition de la main-d'œuvre, qui arrive à se faire entendre par le biais des hommes religieux, semble encore relativement efficace. Les ateliers ne recrutent pas seulement sur le quartier et la préférence communautaire se paye en baisse régulière de pouvoir d'achat depuis dix ans. La sécurité a un prix élevé. La main-d'œuvre musulmane est très compétitive dans la mécanique, la métallurgie et le travail du bois, même s'il faut la payer un petit peu plus cher (mais à peine) que les segments les plus vulnérables de la main-d'œuvre. Les ouvriers qualifiés forment des apprentis en nombre plus élevé que les disponibilités d'emploi permanent. Cette main-d'œuvre formée, que l'éthique communautaire locale pousse à être experte et dure à la tâche, trouve rarement à s'employer selon sa qualification. Les petits entrepreneurs et les marchands hindous emploient des musulmans, aux postes exigeant un certain savoirfaire. Ils utilisent aussi des manœuvres et des apprentis musulmans à côté de travailleurs venus de multiples castes hindoues. Ils sont assez sûrs d'eux-mêmes pour utiliser une division communautaire soigneusement organisée comme méthode de gestion de main-d'œuvre, très efficace pour s'opposer aux exigences des employés. Cela se passe dans des établissements de production qui emploient tous moins de vingt travailleurs. Dans la confection et les ateliers de fabrication de boîtes en carton, aucune qualification n'est prise en compte et les salaires journaliers sont uniformes.

Les salaires sont partout très bas, légèrement ou franchement en-dessous des barèmes de salaires minimaux de branche chez tous les types de salariés. Nous observons 387 personnes au travail dans l'espace contenu par le plan, domesticité et travail à domicile exclus. 247 sont à l'œuvre dans les établissements productifs, 201 étant des ouvriers, des apprentis ou des contremaîtres et 46 des gérants ou des petits entrepreneurs. 25 travaillent dans les imprimeries (quatre employés par unité en moyenne, des hindous de castes moyenne ou supérieure), 56 dans la confection (sept travailleurs par unité), 10 à produire des jouets de matière plastique (cinq travailleurs par unité), 12 dans des ateliers de chromage (quatre travailleurs par unité), 20 dans des ateliers de mécanique (cina travailleurs par unité), 6 dans l'unité de moyenne métallurgie, 36 dans les ateliers de polissage (six travailleurs par unité), 18 dans les clouteries (trois travailleurs par unité), 45 dans les ateliers qui débitent des pièces métalliques (cinq travailleurs par unité), 12 dans les tréfileries (six travailleurs par unité), et quatre dans l'unique atelier d'ébénisterie. Un quart de la main-d'œuvre se considère comme qualifiée et se pare en conséquence du terme de karigar (artisan), mais la paye moyenne des qualifiés (320 roupies mensuelles) n'est guère plus élevée que celle de l'ouvrier sans qualification (240 roupies). Les apprentis travaillent pour une à quatre roupies journalières. C'est dans la confection, où travaillent des femmes hindoues de divers statuts et dans le polissage de vaisselle que les rémunérations sont les plus basses : cent à cent cinquante roupies mensuelles dans le premier cas (payes "quinzainières"), six à huit roupies quotidiennes dans le second cas pour un travail épuisant et dangereux. Le salariat domine de façon écrasante le monde des ateliers et aucun employé ordinaire n'est associé par des primes, des cadeaux ou des commissions à la marche des entreprises. Quelques petits entrepreneurs, hindous ou musulmans, utilisent cependant les services de membres de leur famille, utilisés comme comptables ou chefs d'équipe, et ils éprouvent quelque peine à les pousser au travail. Trois petits patrons sont associés à des oncles ou à des frères, présents sur le lieu de production. C'est le cas dans l'atelier de production de mandrins de perceuses situé en face de la mosquée. Les deux frères et leur oncle qui dirigent cette entreprise composite ont tous

débuté comme mistri (chef d'atelier, ouvrier qualifié) dans des établissements employant moins de dix travailleurs. Ils ont décidé de se lancer après avoir fait quelques économies, et à la faveur d'un héritage. Chacun a repris l'activité qu'il connaissait antérieurement et. à côté des mandrins se sont montés un atelier de soudure et un autre de bobinage. Ces hommes sont expérimentés mais totalement illettrés et ils ont dû recruter un comptable qui gère les livres de l'association. L'homme des mandrins et son oncle du bobinage ont des attitudes très divergentes en ce qui concerne leur main-d'œuvre. Chacun a repris ce qui se faisait à ce sujet dans sa branche, en allant jusqu'au bout des logiques dominantes. L'ancien mistri des métiers du métal est un compagnon dans l'âme. Il n'a recruté que des hommes, des ouvriers qualifiés adultes avec lesquels il puisse parler. Il regrette de ne pouvoir les payer que 300 à 360 roupies mensuelles, les meilleurs salaires de la petite place. Il ne garde que 1 000 roupies pour lui-même. La production de son établissement est appréciée mais il ne sait pas en assurer la promotion. Son oncle sous-paye outrageusement les femmes hindoues employées à la surveillance de ses antiques machines de bobinage. Il rejoint en cela la norme générale.

Le secteur des services, fort chargé, est constitué d'une poussière de petites ou minuscules affaires qui occupent soixante personnes dont seulement dix salariés. Nous avons compté les débits de thé, le personnel des temples et des mosquées, les comptables et les professeurs de ces officines étroites où de jeunes chômeurs dissipent leurs économies pour apprendre à taper à la machine ou tenter de préparer des brevets commerciaux. À côté de quelques commerçants tenant boutique et de tenanciers de dépôts de paille ou de charbon, nous trouvons trente vendeurs de rue et colporteurs, un nombre important si l'on songe aux salaires pratiqués dans ce quartier prolétarien. Ce sont des humbles, peu exigeants quant à leur rémunération et très appréciés des ouvriers dont ils humanisent les journées. Le portage et la manutention occupent des milliers de personnes dans le auartier et notre représentation de ce phénomène sur le plan n'est que symbolique. C'était le quasi-monopole d'hommes adultes et en bonne santé, des musulmans plutôt solidaires, jusqu'aux années soixante-dix. Depuis, la concurrence des véhicules à moteur et la pression accrue du chômage ont fait apparaître des enfants et des vieillards qui peinent sous des charges trop lourdes. Des bagarres éclatent régulièrement à ce sujet mais il est plus facile aux portefaix de s'unir en tant que musulmans, et d'exiger l'exclusion des membres d'autres communautés qui sont prêts à demander moins cher pour le travail, payé à la commission, que de mettre en avant tout autre type de revendication. Il y a eu des syndicats communistes mais ils ont disparu.

## Un ensemble à plusieurs niveaux d'organisation, de logiques productiveset de rapports sociaux

La scène économique de ces bazar de Delhi rappelle énormément ce que nous allons observer par la suite à Bénarès: l'intense vitalité d'une production manufacturière liée au capital commercial. La petite taille générale des établissements dérive autant de contraintes économiques que de stratégies délibérées d'investisseurs décidés à éviter les impôts et le droit du travail, contraintes que personne n'ignore. Ce secteur économique en expansion n'a donc rien de spontané, même si les pratiques sauvages (de traitement de la maind'œuvre) et illégales ne sont pas ignorées. Elle cohabite avec une économie "populaire", un ensemble de très petites activités que leurs promoteurs mettent en œuvre afin d'assurer leur survie quotidienne où les pratiques de l'économie domestique interfèrent avec les métiers de la rue. d'origine plus ou moins ancienne. La cohabitation prend souvent les formes d'une interrelation, les petites activités jouant un rôle éminent dans le maintien des équilibres sociaux qui permettent le maintien du bas coût du travail humain, base essentielle de la prospérité actuelle des entreprises des bazar. Assistons-nous à l'élaraissement du domaine du salariat et l'accentuation des différenciations de classe? La tendance générale à la salarisation n'est pas absolue, le travail indépendant et surtout le travail à domicile connaissant des regains de faveur importants, variables selon les activités, le poids de l'action de l'État et la nature des investisseurs potentiels. Les travailleurs à domicile touchent des rémunérations en argent mais ils arborent rarement, nous le verrons, des éléments de conscience salariale. La présence de véritables capitalistes, anciens, nombreux et organisés, est à relier à cet ensemble de faits, à côté des tentations offertes aux investisseurs venus d'ailleurs par la main-d'œuvre de ces zones populeuses et bien placées. Les antagonismes de classe ne sont pas du tout absents mais ils restent souvent latents, non parce que les entrepreneurs et les salariés restent proches, mais relativement à la situation de plus en plus catastrophique de l'emploi. Les petites entreprises font vivre sans doute deux fois plus de monde qu'il y a vingt ans mais de nombreux petits métiers ont disparu alors que le taux de natalité des bazar reste généralement très élevé, particulièrement chez les musulmans. Le faible pouvoir de négociation des salariés fait que les revendications s'expriment, de plus en plus souvent, par les voies détournées de la défense des intérêts communautaires, ou relativement au pouvoir des grands notables que chaque catégorie cherche à mettre de son côté. Disons tout de suite que tout cela n'a rien de fondamentalement différent de ce qui se passe dans le "secteur organisé", y compris dans ses segments les plus modernes.

# Un quartier de boutiques ordinaire

Nous voudrions terminer cette approche en montrant quelques aspects d'une zone moins évolutive (voir plan n° 4, page suivante). Voici une rue d'un bazar, actif mais resté partiellement à l'écart des tendances au développement de la petite industrie manufacturière. Il s'agit de Sangi Basti à Pahar Ganj. Ce contre-exemple n'est pas sans comporter suffisamment d'ambiguïtés pour suggérer que l'extension d'un secteur de petites et minuscules activités productives de type moderne touche maintenant la plupart des quartiers commerciaux des grandes cités. En excluant les concentrations de boutiques, nous n'avons rien trouvé de plus "traditionnel" dans ce grand quartier du nord de Delhi. Il en irait tout à fait différemment dans la plupart des petites villes.

Les "entreprises" de la rue sont d'abord de plus petite taille que ce que nous avons pu observer jusqu'à présent. Toutes emploient moins de dix personnes, ce qui s'inscrit dans la tendance générale, mais deux seulement, celle de confection et celle de meubles métalliques, dépassent les cinq employés. Près de la moitié des ateliers de production manufacturière ou de réparation sont tenus en famille, par des gens qui ont pratiqué le métier durant des décennies, et dans plusieurs cas, durant des générations (les orfèvres). Cela donne une touche artisane au tableau. Plus de la moitié de ces établissements sont aussi tenus par des hommes seuls et la mentalité de "gagne-petit", terme populaire français qui résume très bien les mentalités de nombreux indiens, est dominante, aussi bien chez les artisans qui travaillent à leur compte que chez les petits entrepreneurs qui font exploiter leur minuscule affaire par quelqu'un d'autre. Le caractère des prestations ou des productions est aussi différent de ce que nous avons observé jusqu'à présent, les activités étant beaucoup plus orientées vers le quartier, voire la rue elle-même. Aucun atelier manufacturier n'a de liens avec des ateliers situés ailleurs, des fir-

## mes plus importantes ou des marchands d'enveraure.

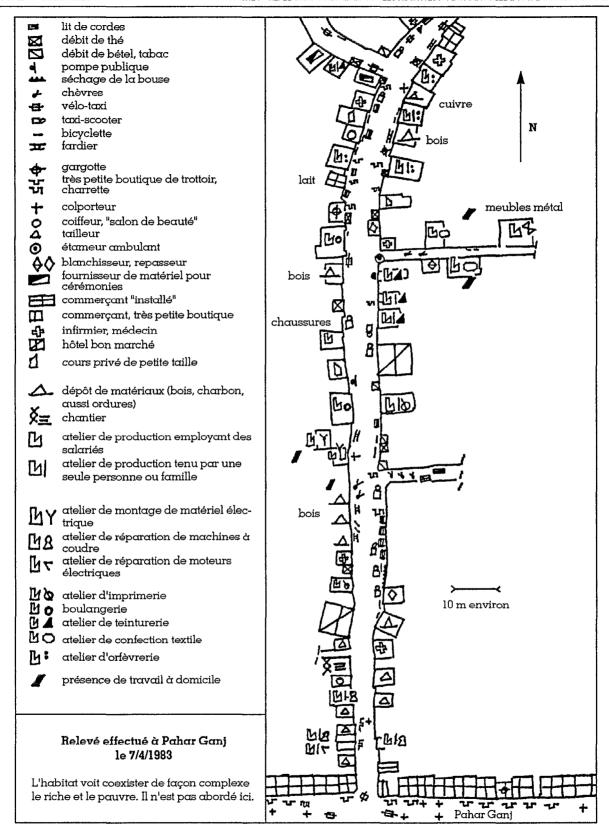
Le recrutement de la main d'œuvre s'inscrit dans la même tendance quoiqu'il soit possible de trouver des jeunes migrants et des travailleurs musulmans qualifiés dans certains ateliers. La majorité des employés viennent du quartier ou de la rue quand ils ne vivent pas dans la maison même où est située l'installation.

Il n'est cependant pas possible de décrire le petit monde de cette rue comme un univers immuable, illustrant une quelconque "réalité traditionnelle". Les activités évoluent rapidement, y compris au plan des techniques (introduction de machines nouvelles dans l'atelier d'imprimerie). L'allure des boutiques, maintenant surchargées de formica dans la moitié des cas, et la nature des produits mis en vente sont aussi des réalités changeantes mais l'essentiel se passe au plan des rémunérations, de plus en plus différenciées et des statuts de la main-d'œuvre. L'apprentissage, familial ou non, devient attaché à l'absence d'éducation formelle. Les fils de petits boutiquiers et d'artisans suivant presque tous une formation générale, les petites activités qui paraissent si traditionnelles, comme la fabrication de bijoux d'argent, ne seront plus gérées de la même manière. On commence déja à recruter des ouvriers orfèvres venus de régions rurales.

#### Vitalité des bazars

L'univers que nous venons décrire n'est ni moribond ni traditionnel. C'est une partie contemporaine, et certainement socialement utile, de l'appareil productif d'une nation en développement. Il est pourtant très rare de le voir apprécié de cette façon dans le pays lui-même.

Ce bazar moderne, capable d'abriter et de promouvoir des réalités économiques importantes, reste un univers dominé par les marchands. Les grands commerçants en sont les élites, les notables et les représentants. L'esprit commercial règne, la boutique reste l'idéal des petits alors que les plus grands ne pensent souvent qu'à les multiplier. Les activités nouvelles, industrieuses ou paraindustrielles sont pourtant des preuves de la capacité de cet univers à se transformer, mais aussi peut-être à moduler, selon ses propres intérêts et représentations, une partie au moins du fait industriel. Est-ce là un indice de retard ou l'illustration d'un retour aux sources? Nous n'en savons pas assez pour le dire mais il est certain que c'est un des mouvements les plus cruciaux du développement et qu'il faudra suivre avec attention ce qui se passe à ce niveau.

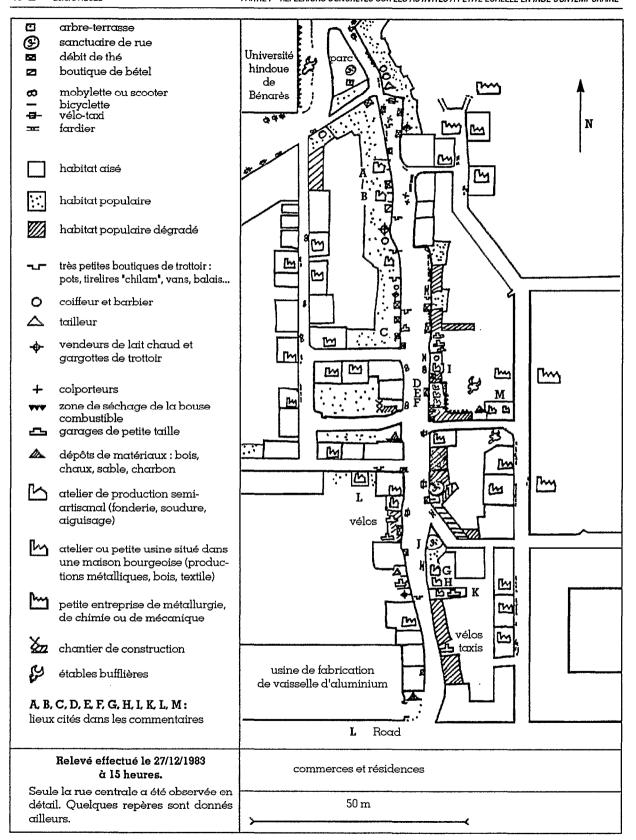


Plan nº 4 Sangi Basti à Pahar Ganj, coup d'œil vers le "bazar" comtemporain typique.

Le bazar n'est pas marqué par la séparation, entre employeurs et employés ou maîtres et dépendants, qui s'impose, même en Inde et peut être surtout en Inde, dans l'univers de la production à grande échelle. Le riche côtoie le pauvre et la boutique jouxte l'atelier. Les normes de comportements sociaux, car le riche et le pauvre, le faible et le fort, savent très bien qui ils sont et ils le montrent, en sont certainement influencées mais cette promiscuité et cet enchevêtrement, loin d'être toujours irrationnels, peuvent se montrer profitables à l'expansion de certains types d'activités. Les normes bureaucratiques de gestion, particulièrement lourdes en Inde, et la planification des activités économiques, sont très loin d'avoir démontré leur supériorité sur tous les plans.

Le bazar se caractérise par la mise en relation ou la juxtapositions de logiques, de produire, de planifier sa vie ou de gérer son entreprise, très multiples mais que la densité des médiations sociales permises par sa société empêchent fréquemment de devenir contradictoires. Du "gagnepetit" à l'affairiste, de l'ancien contremaître amoureux des machines au petit patron absentéiste, les types d'entrepreneurs sont nombreux et contrastés. Du coté des employés, qui peuvent d'ailleurs faire partie ou se sentir comme faisant partie des familles, toutes les situations sont possibles, du cadet venu chaque hiver faire de l'argent pour la ferme aux prolétaires absolus, de l'ouvrier qualifié bien organisé au dépendant, domestique autant que producteur. On voit d'un côté se mettre en place des espèces de niches écologiques, des espaces délimités où chaque type d'activité spécialisée et chaque ensemble de rapports sociaux trouvent ce qui lui faut pour s'épanouir ou vivoter, et nous ne sommes pas si loin des univers anciens. On observe par ailleurs la multiplication des relations entre les niveaux, groupements et tendances, avec l'apparition de hiérarchies instables d'entreprises et de groupes de travailleurs, et nous pourrions entrer dans une ère nouvelle, au moins en ce qui concerne la période coloniale et post-coloniale.

Ce qui frappe enfin au sein de cet univers du bazar contemporain, prétexte si fréquent à l'expression des visions dualistes opposant le développement et la tradition, mais aussi les secteurs "organisés" et "formels", au grouillement indécis qu'il serait censé représenter, c'est la minutieuse et complexe organisation de l'univers économique, social et politique. La multiplication des niveaux et des genres de production et leur articulation de plus en plus importante avec le monde extérieur ne font que renforcer des tendances anciennes. Les entreprises ne sont pas toutes déclarées de la manière et où elles devraient l'être mais leurs comptabilités sont minutieuses et leurs connaissances du marché (et surtout de son étroitesse) sont réelles alors que les entrepreneurs sont associés et syndiqués. Les travailleurs ne le sont pas, par manque de moyens ou d'intérêt, mais ils n'ignorent rien des réseaux, verticaux, qui permettent de se trouver des protecteurs et de l'embauche, et des solidarités de tous ordres qui permettent de garder l'emploi et même dans une certaine mesure de le gérer. Si la proportion de travailleurs prolétarisés, dépourvus de stratégies autonomes, femmes, migrants et enfants, tend à s'accroître, c'est en vertu de pratiques délibérées des employeurs et de leurs agents, ce qui montre bien qu'ils savent ce qu'est un marché du travail et une marge bénéficiaire. Leurs réactions, associant souvent de manière intime les niveaux politiques et communautaires à leurs intérêts économiques, ne peuvent être comprises qu'en pratiquant des analyses spécifiques, aussi poussées que celles qui tentent de comprendre le comportement du grand patronat. Exit, donc, à ce niveau, le "secteur informel".



Plan n°5

### LES ACTIVITÉS À PETITE ÉCHELLE ET L'INDUSTRIALISATION DE QUARTIERS RÉSIDENTIELS

### Les nouvelles activités d'une ancienne bourgeoisie commerçante

Une approche rapide du quartier résidentiel de Dapadi Katra à Bénarès permet très bien de montrer comment ces endroits subissent parfois un certain type d'industrialisation et de mettre en évidence la place, presqu'écrasante attribuée dans ce cas aux activités menées sur une petite ou une minuscule échelle dans le cadre légal et statistique du "secteur inorganisé" (voir le plan n° 5).

La zone est un ensemble de riches maisons brahmanes et marvari qui ont eu depuis le XIXº siècle l'occasion de s'enrichir notablement dans ce lieu de pélerinage qui se trouve aussi être l'un des plus arands centres de commerce de la région médiane de la populeuse plaine du Gange. Entre les résidences luxueuses, ou simplement aisées, édifiées depuis une cinquantaine d'années se tassent les habitations médiocres, plus ou moins insalubres, qui ont servi à loger la nombreuse domesticité, constituée surtout de membres de basses castes, et les pourvoyeurs de services qui appartiennent à de multiples castes de rang moyen ou inférieur. Il n'y a pas de musulmans bien que cette ville sainte de l'hindouisme en abrite une très forte proportion (47 %).

Le quartier subit depuis quinze ans d'importantes transformations. Les fonctionnaires de rang moyen ou supérieur, de plus en plus souvent investis dans les pratiques de corruption qui accompagnent l'essor du secteur marchand, et les grands commerçants qui résident dans les belles demeures à terrasses ont accumulé un capital important après l'indépendance. Ils ont commencé à l'investir dans la production manufacturière après 1970 en profitant des facilités bancaires accordées par l'État, aui venait de nationaliser les établissements de crédit, aux possesseurs de capitaux désireux de lancer des petites industries. Ces facilités semblent d'abord faites pour des investisseurs de leur genre. Les familles aisées ont commencé par abriter des unités de production réparties dans des activités aussi différentes que le travail du bois et de la pierre, le textile, la mécanique, la métallurgie et la chimie, à l'intérieur même de leurs habitations. Dans certains cas, les pièces du rez-dechaussée sont transformées en lieu de travail et la famille réside toujours au-dessus mais la tendance d'avenir semble la migration des nouveaux capitalistes vers des quartiers périphériques huppés qui champignonent autour de la cité. La maind'œuvre est facile à recruter parmi les enfants des serviteurs et les habitants des quartiers populaires proches où le chômage fait rage depuis longtemps. Des entrepreneurs font maintenant construire des bâtiments spécialisés à l'intention de leurs petites entreprises sur les terrains vagues qui servaient jusqu'ici de lieux de pâture aux animaux du quartier.

Cette poussée de petites et moins petites entreprises, toutes situées dans le champ du "secteur inorganisé" en ce qui concerne la main-d'œuvre mais très nettement de type capitaliste, s'accompagne de la multiplication de garages et de petites et minuscules unités de production, généralement partiellement mécanisées, qui se consacrent avant tout au travail du métal. Nous verrons qu'il ne s'agit pas du même genre d'entreprises.

L'augmentation importante de la densité de la population du quartier et là multiplication des activités industrielles et semi-artisanales semblent faciliter le gonflement des activités de services quoique certaines professions, telles que la conduite de vélos-taxis, commencent à pâtir de l'introduction de moyens de locomotion et de transport mécanisés. Les boutiques de thé et les salons de coiffure connaissent une multiplication sans précédent. À côté d'activités suffisamment prospères pour faire moyennement, mal ou très mal, vivre une famille, nous trouvons les nombreuses petites activités de la survie personnelle au jour le jour, telles que la revente de fruits abîmés, la préparation de lait chaud et de riz aux légumes pour quelques personnes chaque jour ou le colportage de sucreries, de cerfs-volants et de ballons pour les enfants.

Les couches non possédantes qui vivent là dans des maisons de briques rouges lépreuses sont à la fois très proches, au niveau de l'espace, et extrêmement éloignées, par le style de vie, le rang et le revenu, des entrepreneurs et des autres types de dominants dont les immeubles surplombent la rue basse. Ils ont gardé en cela quelque chose

des serviteurs. Les activités de l'économie domestique, comme la confection de galettes combustibles à l'aide de bouse de vache séchée, la récupération de déchets de bois et l'élevage de chèvres ou de poules, constituent des conditions essentielles de la survie de gens engagés, pour 95 % d'entre eux, dans la production de biens ou la fourniture de services dans des établissements employant moins de dix salariés.

Le cas des entrepreneurs de très petits ateliers de production ou de réparation mérite d'être détaillé à côté de celui de leur main-d'œuvre. Y a-t-il là seulement des patrons et des compagnons d'oriaine populaire? Quelle est la place et auelles sont les conditions du salariat?

Voici, au nord de la rue, les ateliers A et B, des pièces étroites et sombres où s'entassent un banc de tournage, une perceuse fixe, des outils manuels et des stocks de ferraille et de pièces neuves ou usagées. Un patron et deux ou trois apprentis y produisent des pièces de véhicules et de moteurs à l'intention des garages et des petites entreprises de la zone. Les apprentis touchent cinq roupies par jour après quatre années de présence, c'est-à-dire lorsqu'ils ont l'efficacité d'un adulte qualifié. Ils sont licenciés quand ils dépassent vingt ans d'âge. Avant d'avoir achevé leur période de formation, ils sont seulement nourris le midi, souvent satisfaits de bénéficier de l'accès à un savoir encore recherché. Les entrepreneurs de ces deux établissements de production sont parents. Ce sont d'anciens contremaîtres qui ont quitté les ateliers du rail après vingt-cinq ans de service. Ils ont utilisé leur "fonds de prévoyance", 18 000 et 20 000 roupies que la loi les a obligés à mettre de côté tout au long de leur carrière, pour lancer ces petites affaires qui relèvent de leur spécialité. Ils entretiennent des rapports de familiarité avec les gens de la rue et des relations presque familiales, dures mais protectrices, avec leur jeune main-d'œuvre. Chez eux, les cadets servent les aînés, comme dans les familles ordinaires. Comme ils éprouvent quelques difficultés à se procurer des commandes régulières, ils passent de longues journées devant les ateliers, allonaés sur des lits de cordes. La main-d'œuvre est mise en congé non payé et elle va tenter sa chance ailleurs. Un des apprentis va tirer le cyclo-pousse de son frère, un autre fait du colportage.

Nous observons la même mobilité de la maind'œuvre dans le garage (C) où le nombre de travailleurs présents varie du simple au double selon les jours. Les rythmes sont médiocres, l'outillage rudimentaire et dangereusement bricolé, et l'organisation du travail irrationnelle: les travailleurs se gênent les uns les autres et butent cons-

tamment sur des tas de débris. D, E et F sont de beaucoup plus petites entreprises où travaillent un homme seul et son aide, réparant ou soudant des pièces de métal ou aiguisant des outils. Ces échoppes sont tenues par un ancien ouvrier du secteur public et par deux chefs d'ateliers de petites entreprises qui ont réussi à économiser quelques milliers de roupies afin de se mettre à leur compte dans les locaux productifs délabrés qui leur servent aussi de lieu de résidence. Ils sont originaires de ce quartier, comme les promoteurs des ateliers (A) et (B), ce qui les a poussés à s'installer dans la zone. Ce genre d'entreprise ne tourne que cina ou six heures par jour et son chiffre d'affaires est faible. Le revenu global n'excède pas la paye d'un ouvrier du textile ou d'un fonctionnaire de rang subalterne mais la tâche est beaucoup moins prenante. En faisant travailler l'aide (non payé) à sa place, l'entrepreneur jouit d'une situation assez enviable. C'est à ce genre de situation que rêvent la plupart des salariés qui parlent de se mettre à leur compte. (G). (H) et (I) sont des petits établissements où l'on fabrique des objets de fer forgé. Ils sont financés par des commerçants qui possèdent par ailleurs des boutiques de taille moyenne dans le quartier et plusieurs autres entreprises de cet ordre. Ils ont effectué ici un placement qui doit, rapporter autant que l'activité commerciale, plutôt profitable à Bénarès. C'est sans doute pourquoi les cadences de production sont élevées alors qu'une certaine attention est accordée à l'organisation des tâches. Les commandes ne manquent pas, car les gens aisés font beaucoup construire. La main-d'œuvre est composée de quelques ouvriers adultes payés mensuellement trois à cinq cents roupies, d'autant d'apprentis recevant une rémunération symbolique et d'un *mistri* qui supervise l'exécution du travail et travaille lui-même pour six cent roupies mensuelles. Le patron vient au début de l'après-midi s'asseoir sur une chaise près de l'atelier pour somnoler, surveiller ou faire de la comptabilité. Les employés demeurent dépourvus de statut légal et de possibilités de s'organiser mais ils bénéficient de la plus arande profitabilité de ces petites entreprises. Les emplois de ce type s'obtiennent par relations et ils sont excessivement demandés. (J) est une entreprise de récupération de matériaux appartenant à un commerçant et tenue par un employé salarié. Il achète les matériaux à des ramasseurs membres des groupes prolétarisés de l'endroit qui sont rémunérés au poids. Il utilise en outre les services de salariés, des femmes de très basses castes et des veuves de hautes castes, qui sont payées cinq roupies par jour pour trier les ordures qui constituent la matière première.

Ce type d'emploi est tout à fait méprisé. (K) est un garage de type courant dans la zone, avec deux ouvriers qualifiés et trois apprentis travaillant pour le compte d'un petit patron qui met lui aussi la main à la pâte. Il renferme un banc de tournage et une perceuse, fortement sous-utilisés. Ce n'est pas seulement dans les grandes entreprises que les équipements se montrent supérieurs aux capacités d'absorption du marché. Plusieurs garages et ateliers ont adjoint une partie de la chaussée à leurs locaux trop étroits. (L) et (M) sont une tréfilerie et un atelier d'usinage de pièces qui appartiennent aussi à des entrepreneurs d'origine populaire mais qui assurent presqu'uniquement des opérations de sous-traitance au service de petites et moyennes entreprises appartenant à des bourgeois brahmanes ou marvari.

Il faut s'approcher de ces dernières pour y repérer les installations de production que signalent seulement les bicyclettes des ouvriers entassées auprès de l'entrée. Nous en distinguerons deux genres : dans des ateliers d'un type assez proche des unités promues par des commerçants de Dapadi Katra, travaillent un contremaître et dix à vingt ouvriers. Quelques-uns sont protégés par des contrats de travail et par la loi puisque les deux tiers des ateliers sont situés dans le "secteur organisé". L'on ignore pourtant ce que peut bien être un inspecteur du travail dans le quartier. La sous-déclaration des effectifs semble systématique lorsqu'elle est obligatoire. Les payes sont plutôt inférieures à celles qui ont cours dans les petits ateliers dont nous avons déjà parlé. Il y a ensuite des "ateliers de la sueur", moins mécanisés où des femmes, des enfants et des membres de groupes migrants ou de bas statuts sont occupés à des tâches déaualifiées, exécutées à la cadence maximale permise par l'état et la qualité du matériel et de la main-d'œuvre. L'organisation des tâches, une sorte de petit système manufacturier, est minutieuse. Un aérant surveille l'ensemble et son rôle est avant tout disciplinaire. Le salaire mensuel est remplacé par diverses variétés de rémunérations aux pièces ou à la tâche, à des tarifs tels qu'une pleine journée de travail d'un adulte en pleine santé ne puisse pas rapporter plus des quatre-cinquièmes du salaire minimal. Si plusieurs de ces entreprises appartiennent en droit au "secteur organisé", moins du tiers de celles qui devraient être déclarées dans ce cadre le sont effectivement. Toutes sont des petites entreprises possédant moins de deux millions de capital fixe (c'était la limite à l'époque du relevé) et les entrepreneurs, qui pos sèdent nombre d'appuis et de parents dans la fonction publique se montrent habiles pour profiter des avantages consentis par l'État (fédéral et local) à ce type de producteurs. Pratiquement aucune entreprise de ce genre ne sous-traite pour de grandes unités.

Pour conclure cette brève approche d'un quartier, à notre avis extrêmement représentatif des nombreuses situations qui voient un capital d'oriaine locale s'investir dans la direction des petites et des moins petites entreprises, nous voudrions rappeler les traits aui nous ont paru remarauables. Il s'agit tout d'abord de l'imbrication avancée des établissements de diverses tailles, alors que le salariat et les multiples formes de travail indépendant se complètent plus qu'ils ne s'excluent. Il n'existe aucun clivage, sociologique ou économique, autour de la limite du "secteur organisé" qui concerne un nombre réduit d'entreprises mais un nombre bien plus important de salariés. L'ouvrier des petites entreprises du "secteur organisé" ne se distingue pratiquement pas de celui des plus petits ateliers et il peut très bien être moins payé. Il semble bien, par ailleurs que ce point ne soit pas déterminant quant à la profitabilité et à l'organisation des entreprises. Il serait enfin peutêtre souhaitable pour l'analyse économique de limiter le secteur des activités à petite échelle au domaine des ateliers de la rue, à l'exclusion de ce qui existe dans les "grandes maisons", définissant par ailleurs un "secteur intermédiaire". Rien n'autorise cependant à opérer cette distinction au niveau de la main-d'œuvre et il semble bien qu'une coupure ainsi posée puisse finalement se révéler une entrave à la compréhension de la structure économique.

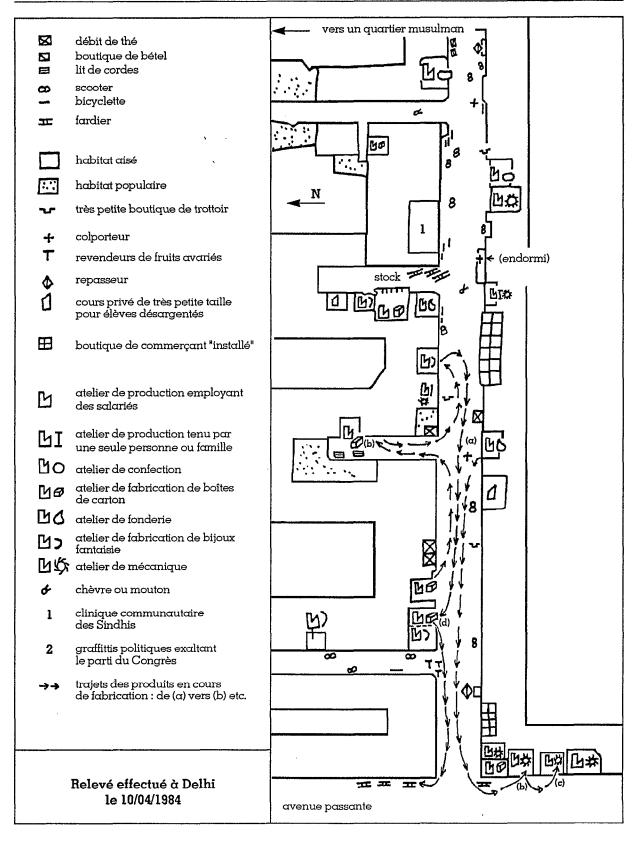
Nous avons classé la population active en catégories simples, dérivées de l'observation, pour obtenir les résultats suivants : il y avait 303 personnes au travail dans la rue, un tiers n'étant pas originaires de la zone. 37 constituaient une sorte de secteur primaire, 32 personnes engagées dans les étables bufflières et 5 récupérateurs de bouses. Le fait peut paraître remarquable dans une métropole de plus de un million d'habitants mais il est très commun en Inde. Dans le "secteur secondaire", comprenant la construction, nous dénombrons 160 personnes et c'est le groupe le plus important quoiqu'une proportion notable de ces producteurs, peut-être trente pour cent, s'emploie aussi dans les services et les transports à titre indépendant ou au service de quelqu'un d'autre. Le petit atelier employant moins de six personnes domine dans la rue, avec 65 personnes employées, mais il ne le fait pas sur toute l'étendue de la zone où près de 200 personnes, non comptabilisées, sont au travail dans les entreprises de plus grande taille nichées au sein des grandes maisons. Les services et les transports occupent 101 "travailleurs principaux" comme dirait le recensement indien, incluant la auinzaine de gens qui gravitent autour de l'entreprise de récupération de matériaux. Les débits de thé, les dépôts de matériaux et le service des véhicules tractés par la force humaine sont les principales activités, exercées de manière indépendante. Il faudrait ajouter les domestiques, fort nombreux dans les grandes maisons, et une poignée d'employés de l'État pour obtenir un tableau complet de la population au travail. Nous avons éludé l'analyse des familles possédantes dont certains éléments travaillent. eux aussi. Puis viennent ceux qui ne travaillent pas ou seulement épisodiquement ("travailleurs marginaux"), afin d'aider les producteurs : quelques vieillards, des enfants en bas âge plutôt nombreux, un groupe moins important de scolarisés et des groupes notables de jeunes chômeurs, produits d'une scolarisation ratée, aui passent leurs journées auprès des maisons de thé. Il existe cependant d'autres manières d'analyser ce petit monde au travail. Nous en reparlerons.

#### La bonne réinsertion d'un groupe de riches migrants

Sindhi Gali, une rue étroite mais relativement récente, bordée de hautes maisons presqu'uniquement habitées par des familles de moyens et grands commercants, raconte un peu la même histoire (voir le plan n° 6). Cette ruelle rectiligne appartient à un ensemble bâti auprès des usines textiles "Delhi Cloth Mills", au nord de Delhi, pour des membres plutôt aisés de communautés marchandes venus du Sind, actuellement province la plus méridionale du Pakistan, après la partition de 1947. Quelques Marvaris et des familles aisées de Sikhs venus du Pendiab sont aussi présents dans le quartier qui comprend une demi-douzaine de voies du même type débouchant sur une avenue animée. Le travailleur manuel vient aussi effectuer sa tâche dans la maison de l'entrepreneur mais il ne s'agit plus de domestiques et de dépendants appartenant à des groupes sociaux inféodés aux castes-classes dominantes mais de musulmans qui s'entassent dans les quartiers populaires proches. Ils ont compté nombre d'artisans dans leurs rangs et continuent à se transmettre des savoirs manuels qui en font des ouvriers de premier ordre. Leur très bas niveau de scolarisation et leur fragilité politique, en font par ailleurs des employés peu exigeants, rendus encore plus soumis par la vague de chômage qui frappe depuis quinze ans leurs quartiers où toutes les activités anciennes sont en repli. Quatre-vingt-dix pour cent des ouvriers de la rue représentée sur le plan nº 6 sont de ce type, cohabitant dans la séparation avec auelaues femmes hindoues, membres de très basses castes, et des petits groupes de migrants venus de loin, hindous et musulmans. aui font les travaux dont personne ne veut. La répartition des emplois se trouve donc liée une fois de plus au contexte communautaire et c'est le résultat de tactiques délibérées et semble-t-il profitables, des employeurs, ou tout au moins d'une partie significative d'entre eux. L'intérêt d'industrialiser les auartiers résidentiels aisés semble bien d'ailleurs résider dans cette force dont les entrepreneurs disposent vis-à-vis de leur maind'œuvre. C'est sûrement l'une des sources de leur popularité auprès des investisseurs.

C'est une zone d'ateliers et de résidences. Les petites activités de rue sont présentes mais leur importance est faible. Les 21 établissements répertoriés abritent alobalement entre 80 et 100 employés la main-d'œuvre étant excessivement instable dans un tiers des installations, les plus petites. Les transports donnent du travail à une trentaine de personnes, dont plus de vingt enfants, et ils existent uniquement au service de la production manufacturière. Vendeurs de rue, colporteurs et pourvoyeurs de services sont peu nombreux comparativement aux exemples précédents: une quinzaine. La domesticité, plutôt constituée d'Hindous de basses castes, n'est pas prise en compte. Elle joue un grand rôle dans la survie des masses urbaines mais il ne nous semble pas qu'elle doive être intégrée à notre analyse.

Le patronat est discret. Les marchands Sindhi, qui constituent le groupe le plus important par le nombre et surtout par le capital engagé, sont accaparés la plupart du temps par d'autres activités. Ils emploient des gérants pour surveiller les ateliers et passent parfois sur leurs scooters ou leurs motos. Un petit tiers des unités de production appartient à des musulmans, anciens chefs d'ateliers dans de petites entreprises, quelquefois anciens artisans, qui sous-traitent presque tous des opérations de travail ou des produits pour les plus grandes entreprises tenues par les Sindhi. Ces derniers sont les seuls à bénéficier d'un accès direct au marché. Ils bénéficient de contacts à Bombay où réside une importante communauté sindhi. Deux ateliers seulement sont tenus par des producteurs bénéficiant d'une certaine autonomie, un Sikh du Pendiab et un Musulman. Le quartier contient deux ou trois ensembles manufacturiers, des petites usines éclatées en établissements multiples et reliés par un trafic continu de produits à différents stades du procès de fabrication. Il ne faut pas en conclure que l'activité manufacturière dépend du même nombre de familles.



Plan n° 6 Sindhi Gali, une rue industrieuse dans un quartier aisé récent de Delhi.

Six maisons sindhi ont des intérêts dans les petits ateliers de la rue. La domination qui existe est collective, au niveau de la petite communauté de marchands sindhi.

Les petits entrepreneurs musulmans stationnent près de leurs établissements, assis sur un lit de cordes aux alentours de l'entrée ou au travail sur une machine. L'un d'entre eux dirige une entreprise de finition de bijoux fantaisie, en cuivre et matière plastique, qui sont ensuite conditionnés et expédiés à Bombay par un Sindhi de la rue qui les diffuse sous le nom de sa firme commerciale. Le marchand concède d'étroites marges de profits à l'entrepreneur auquel il vend en outre, avec bénéfice, la matière première. Cet homme de quarante ans, au visage aussi fatiqué que ses huit jeunes ouvriers qui se serrent dans le local étroit, une ancienne épicerie de quartier, se considère encore comme un membre du "peuple", "un pauvre", "un travailleur". Il n'ignore pas que les salaires qu'il verse, 200 à 300 roupies mensuelles, sont très bas mais il affirme ne pas gagner lui-même tellement plus. L'intensification de la concurrence entre sous-traitants et les exigences accrues des marchands-fournisseurs qui dominent cet ensemble industrieux sont les causes de l'évolution négative des revenus. En sous-traitant à des petits entrepreneurs "indépendants", les marchands qui contrôlent des ateliers évitent tout problème de main-d'œuvre. Cette tendance fondamentale. nous la retrouverons dans bien d'autres lieux et situations témoignant de l'extension des activités à petite échelle. Les cadences de travail sont très élevées. Six ateliers s'acheminent vers des formes de "système de la sueur": emploi systématique d'enfants, surveillance accrue, économies sordides sur l'éclairage et l'investissement en général et enfin baisse des (déjà très bas) salaires réels, sont quelques-uns des traits qui les caractérisent. Les salaires nominaux sont stagnants depuis 1978.

Les activités de transports connaissent le même genre d'évolution. Les porteurs professionnels munis de paniers, qui sont des adultes souvent syndiqués dans la zone, ont été éliminés depuis quelques années au "bénéfice" de gosses qui courent dans les ruelles avec des charges de carton ou de métal. Ils ne sont pas salariés, mais payés à la course. Leur effort s'harmonise bien, avec les charrettes à bras, les camionnettes ou même les scooters des fils de bonne maison qui participent aussi au transport de marchandises. Chaque mode de transport a son utilité, liée au poids à déplacer et à la distance à effectuer.

Le lieu est marqué par la dimension et les tensions communautaires. En témoigneront le jour du

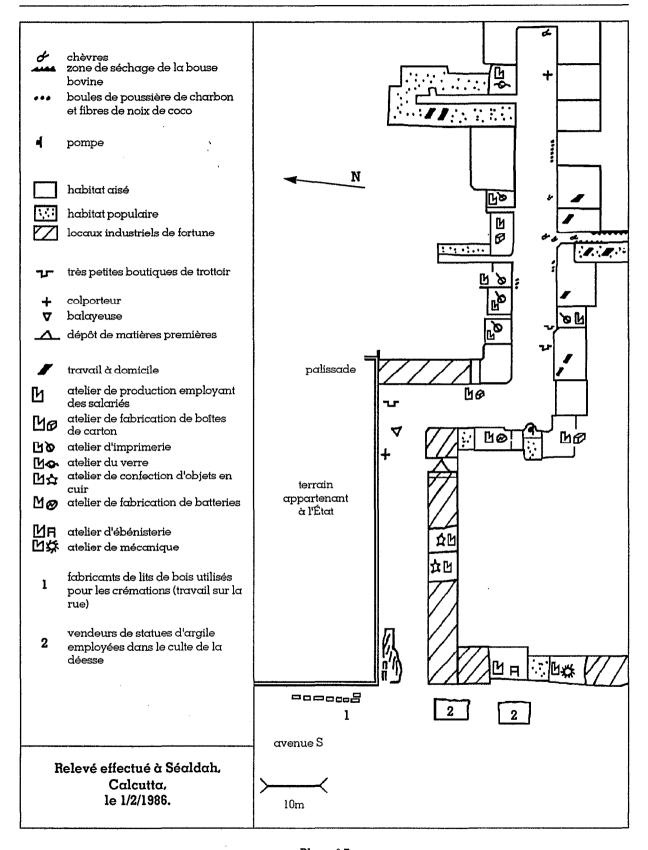
relevé de terrain, ce mouton fraîchement tondu envoyé par des adolescents depuis un "bastion" musulman, qui portait, écrit sur son dos, l'inscription fraîche "Allah est le plus grand", mais aussi cette longue algarade entre un jeune Sikh et des passants à propos des événements sanglants du Pendjab. Les ouvriers musulmans, qui paraissent plus inspirés par le chauvinisme confessionnel lorsqu'ils sont sur leur territoire, abordent le problème avec une vision plutôt "laïque". Ils nous ont répété que "tous sont égaux, unis par le travail et la pauvreté et qu'il n'y a pas de musulmans ni d'hindous qui tiennent". La communauté de chacun se lit pourtant sur le visage et les tenues ou au travers des attitudes. L'énorme chômage qui sévit dans les quartiers du nord de Delhi incite les salariés à la modération mais il n'est pas interdit de penser que des consciences dérivant de la condition d'ouvrier s'opposent aussi, à leur manière, à l'exacerbation du chauvinisme de groupe. Aucun des phénomènes que nous venons d'évoquer n'est inconnu dans le "secteur organisé", où les situations sont très variables.

Placées avant, ou par-delà le stade de la prolétarisation absolue de la main-d'œuvre, avant, ou en-delà de l'âge du travailleur qualifié, avant et au-delà du néo-corporatisme des travailleurs les mieux protégés, ces rues étroites renferment sans doute l'un des tissus les plus vivants et les plus actifs de la structure industrielle du pays.

#### Des migrants bien moins dynamiques

Voici un dernier cas de figure illustrant ces situations où un petit et moyen capital, plutôt commercial, fonde des petites entreprises sur son territoire de résidence. Transportons-nous au nord de la grande gare ferroviaire de Séaldah, située au centre de la métropole de Calcutta (voir le plan n° 7).

Deux ruelles se glissent entre un grand bâtiment administratif et les terrains occupés par le chemin de fer. Les habitations qui s'élèvent ici appartiennent à des Banya, membres de castes commerçantes bengalies qui sont arrivés dans la ville au début des années cinquante, en tant que réfugiés venus de la partie du Pakistan devenue depuis le Bangladesh. Il y a aussi plusieurs familles de Kayachtha, castes lettrées d'un rang supérieur. Un lieu d'origine commun, près de Dacca, et l'affinité communautaire ont réuni ce groupe de familles aisées et moins aisées qui pratiquaient le commerce ou la fonction publique dans la partie orientale du Bengale, aux jours que l'on voit heureux, où une minorité d'hindous dominait cette région populeuse à majorité musulmane. Certains



 $\begin{array}{c} \textbf{Plan n° 7} \\ \textbf{Une rue industrieuse près de la gare de Séaldah: riches migrants et pauvres locaux.} \end{array}$ 

sont arrivés à Calcutta avec des avoirs notables et la plupart ont bénéficié d'indemnisations, médiocres mais appréciables, pour la perte de leurs biens. Une forte minorité a su utiliser les réseaux de relations communautaires, pour faire des emprunts ou pour trouver du travail. La solidarité de groupe reste effective pour ceux qui cherchent à réunir un capital mais les taux d'intérêts sont plutôt élevés. Il n'a pas été question de recourir aux banques publiques, bien moins onéreuses, avant le milieu des années soixante-dix. Les familles ont fait bâtir de belles maisons avec l'argent des indemnisations et des emprunts et les affaires ont commencé à fleurir.

Un tiers des familles a réussi dans le commerce et trois d'entre elles ont investi une partie de leurs gains dans des petits établissements de production après 1975. Il s'agit d'une entreprise de fabrication de batteries d'automobiles, de deux unités de conditionnement et d'emballage travaillant pour le compte de laboratoires pharmaceutiques et de deux ateliers produisant des objets de cuir. Ces petites unités emploient officiellement moins de dix salariés mais cela n'est vrai que dans un cas sur deux. D'autres familles ont investi une partie de leur avoir dans des ateliers d'imprimerie et une entreprise de polissage de miroirs ; des établissements déjà archaïques qui vivotent à cause de l'étroitesse du marché et du faible dynamisme des entrepreneurs. Ce sont des Kayachtha qui voient l'entreprise comme une forme particulière de la petite rente et n'envisagent pas d'investir, de se former ou de prospecter le marché. Ils bénéficient de médiocres emplois de fonctionnaires ou d'employés de bureau dans des compagnies privées. Trois de ces familles, qui ne contrôlent plus qu'un emploi de salarié dans le secteur public ou privé, sont cependant devenues presque pauvres, ce qui n'est pas le cas des promoteurs d'imprimeries. L'entreprise vivotante peut garder un rapport élevé dans les conditions spécifiques d'un marché étroit et irrégulier, pourvu qu'elle se situe dans le champ légal du "secteur inorganisé" et que les entrepreneurs gardent toute latitude pour mettre la main-d'œuvre en chômage technique. Des jeunes femmes des maisons les plus appauvries travaillent à domicile pour le compte des prospères ateliers de conditionnement. La différenciation de classe traverse aujourd'hui le groupe, autrefois homogène, des habitants de la rue mais elle ne l'a pas fait éclater. Cela est sans doute dû à la nature particulière des salariées à domicile, des jeunes femmes, mises au travail par leur belle-mère avant que d'être au service d'un patron, qui s'imaginent souvent vivre là une situation transitoire.

La main-d'œuvre salariée des petits ateliers comprend quelques membres des plus pauvres familles de Kayachtha et de Banya qui travaillent dans les imprimeries. Les entrepreneurs passent seulement de temps à autre, à l'exception d'un retraité de l'administration qui occupe son temps dans son atelier. Les ouvriers adultes gèrent euxmêmes les tâches et touchent dix roupies par jour. Ils ont l'habitude de travailler à leur rythme. Trois imprimeries sont organisées en une chaîne de fabrication qui produit des livres pour le gouvernement. Elles ont des patrons séparés mais il y en a un seul à profiter de l'affaire, un Kayachtha qui obtient les commandes grâce à ses relations dans l'administration. Les imprimeries emploient des femmes, qui constituent le quart de la maind'œuvre, pour les tâches déqualifiées ou méprisées que nous avons vu accomplir ailleurs par des apprentis. Presque tous les salariés des ateliers de polissage du verre et de montage de boîtes de carton sont des musulmans venus de quartiers populeux situés au-delà de la grande avenue Subash Chandra Bose. Ils s'avèrent être encore une fois la source de main-d'œuvre la plus qualifiée et la moins exigeante. Les salaires sont très bas dans l'atelier du verre : cent cinquante à deux cents roupies mensuelles, le chef d'atelier, hyper qualifié, touchant seulement trois cent cinquante roupies pour vingt-six jours de présence. Dans l'entreprise de production de batteries, qui est la seule à posséder un bureau séparé de l'atelier, les ouvriers, des hommes adultes, sont membres de diverses communautés et ils sont payés deux cent cinquante à quatre cents roupies par mois. Cette unité de production a deux sœurs, appartenant à la même famille d'entrepreneurs et localisées dans d'autres auartiers industrieux de Calcutta, et elle est connectée à près d'une vingtaine de plus petits ateliers du nord de la ville qui produisent pour elle des éléments de batteries en plomb. Le produit est mis sur le marché de façon autonome, mais en piratant le nom de marques connues et l'affaire semble profitable. Les travailleuses à domicile ne sont pas seulement des ieunes filles et des mariées récentes de bonne famille. Elles se mêlent aux rejetons des domestiques et des ouvriers qui habitent les quartiers populaires proches. Elles gagnent quatre roupies pour cent boîtes traitées alors qu'il est possible de produire cent vingt boîtes en douze heures de travail acharné. Elles doivent en outre repayer deux roupies de fournitures à l'atelier. Travaillant dans la rue ou chez elles, ces productrices non déclarées sont probablement les plus avantageuses de la rue quoique les ateliers fixes qui travaillent le carton, où s'échinent neuf musulmans adultes,

soient aussi fort rentabilisés. Les cadences sont élevées, car c'est le bas niveau du salaire à la tâche qui les impose, la spécialisation de travail est très avancée et un garde au passé de voyou surveille l'installation pour le compte d'un entrepreneur le plus souvent absent.

#### Le bazar sans le bazar

Dans ce que nous venons d'observer au sein des quartiers résidentiels nous voyons un peu se reproduire les phénomènes qui affectent les anciens bazar commerciaux et manufacturiers. Il est vrai que ces derniers sont des ensembles économiques et sociaux historiquement typés qui renferment déja des lieux de production et une main-d'œuvre qualifiée. Les nouvelles concentrations ne bénéficient pas de ces acquis et elles doivent, pour prospérer faire appel aux bras surnuméraires des bazar et des autres zones urbaines. C'est pourtant presque le même patronat. imbibé d'éthique commerciale, pratiquement les mêmes productions et tout à fait les mêmes conditions d'embauche et de travail qui prévalent, quoique les entreprises disposent fréquemment de plus d'espace dans ces quartiers récents et encore peu denses.

L'implantation des petites et minuscules entreprises au sein même des quartiers d'habitation aisés semble permettre de substantielles économies aux investisseurs, vu le prix croissant et déjà très élevé des locaux urbains. Elle concerne d'abord des entrepreneurs débutants, mais riches, qui ont acccumulé leur capital dans le commerce, grâce au contrôle de patrimoines fonciers ou à l'aide des salaires et encore plus des revenus des trafics dont bénéficient certaines couches de fonctionnaires. La petite entreprise familiale, franchement entreprise mais aussi franchement familiale, est donc un moyen important de recycler, mais aussi de rendre socialement utile l'argent de la corruption. Elle semble ensuite une solution naturelle aux promoteurs de très petites affaires, souvent plus ou moins dépendants des précédents, pour qui l'activité économique ne se sépare pas du lieu de vie et qui trouvent des conditions favorables dans la mixité, encore très fréquente, des habitats riches et pauvres. L'entrepreneur dominant fait travailler chez lui et son sous-traitant s'active près de la demeure, dans une cabane. Cette forme de développement des petites entreprises permet à tous de s'appuyer sur le sentiment "d'être chez soi ou chez son maître", qui donne une force appréciable pour résister aux contrôles du gouvernement. La dimension du territoire collectif, qui est de nature politique, se combine, et parfois s'oppose à la propriété privée. Le lieu où s'exercent les activités compte donc énormément. La proximité des marchés et des voies de communications n'est sans doute pas plus importante que les modalités d'habitat, qui conditionnent le contrôle de la maind'œuvre, et la capacité des employeurs, des employés et des autres à faire bloc face à l'État. Le mépris ou la peur vis-à-vis des activités à petite échelle situées dans les centres urbains est certainement lié à leur capacité de résistance et de secret. C'est un exploit que des puissances économiques comme Birla et Tata leur envient et une preuve nouvelle de la capacité d'organisation des petits producteurs.

Dominants et dépendants et, à un autre niveau, patrons et ouvriers, sont par ailleurs très loin d'ignorer le développement de contradictions, surtout si l'on considère que les exigences des dominants, qui sont élevées depuis les origines, tendent à s'exaspérer avec l'accroissement de la concurrence. Ceux qui ont créé des petites entreprises pour recycler de l'argent"noir" ont tendance à exiger une forte rentabilité de leur investissement, qui doit se montrer aussi intéressant que l'usure ou le trafic d'or, par ailleurs pratiqués, et ils se montrent des patrons âpres au gain, que les problèmes de vente et leur méconnaissance des problèmes de l'organisation du travail empêchent seuls de se muer en prototype du parfait exploiteur. La situation est moins compliquée que dans les bazar.

Employeurs ou employés, les habitants de ces concentrations de petites entreprises reforment pourtant encore souvent leur unité face à ce qui peut apparaître comme une agression contre leur territoire et leurs intérêts communs.

Plan n° 8

### LES ACTIVITÉS À PETITE ÉCHELLE ET LE DÉVELOPPEMENT DE ZONES PLANIFIÉES

L'expansion des activités à petite échelle dans les milieux urbains, et d'ailleurs dans de nombreuses localités de petite taille comme ces bourgs du Gujarat où se sont décentralisées par milliers de petites unités de production, ne se limite pas du tout à la transformation des anciens bazar et à l'apparition de tissus industrieux dans les quartiers aisés où résident les petits entrepreneurs. Les quartiers industriels, anciens ou récents, sont aussi le lieu d'une poussée importante d'activités de ce type. C'est un mouvement qui a commencé dans les années cinquante pour prendre de l'ampleur quinze années plus tard. Il se crée aujourd'hui des immeubles et des zones entières dévolues aux établissements de production et de services à petite échelle. L'État a promu l'établissement de zones industrielles réservées à la petite industrie. Comme ce sont les états locaux qui sont chargés de ces problèmes, nous trouvons une grande variété d'expressions de la tendance générale, le Gujarat et le Maharashtra, les provinces les plus industrialisées, semblant en tête du mouvement. Les petits entrepreneurs n'ont pas tardé à fonder des associations formelles et des ententes informelles qui leur permettent d'agir sur le plan de la politique locale. Les provinces cherchent par ailleurs à séduire les petits investisseurs, censés résoudre leurs problèmes de chômage respectifs, par tous les moyens. De très nombreuses petites entreprises, certainement majoritaires, se sont par ailleurs implantées dans des zones industrielles, au contact direct ou à proximité de la grande industrie, en dehors de toute incitation ou planification des autorités. Ce sont d'abord des motifs économiques qui les ont poussés à agir ainsi. Le nombre d'endroits disposant d'infrastructures suffisantes pour que des entreprises, même minuscules, puissent s'y implanter avec quelque chance de succès est resté longtemps limité en Inde. Des considérations relatives au coût des transports, du gardiennage et de la main-d'œuvre formée viennent ensuite influencer les investisseurs potentiels. Comme nous l'avons observé dans d'autres situations, mais avec de sensibles variations conjoncturelles, nous verrons des ensembles de petits établissements

de production du type "intermédiaire", une donnée à préciser dans chaque exemple concret, être associés de manière plus ou moins intime, mais toujours notable, à de vraiment minuscules unités et aux diverses manifestations de la vie et de l'économie de la rue.

#### Vieilleries intensément productives à Bombay

Transportons-nous d'abord à Byculla, un quartier industriel centenaire dominé de façon écrasante jusqu'à l'indépendance par les usines textiles de grande taille (voir le plan n° 8). Aujourd'hui, les grandes entreprises y périclitent lentement mais le quartier continue de déployer ses marchés, ses bidonvilles et ses industries au cœur de l'immense métropole de Bombay (8,4 millions d'habitants lors du recensement de 1981). La concentration d'activités observée est tout à fait représentative d'une catégorie d'implantations anciennes qui s'est développée régulièrement, en corrélation ou en concurrence avec les grandes usines textiles et les autres grandes unités de production, mais aussi de manière autonome.

La main-d'œuvre salariée domine de façon écrasante au sein de l'échantillon de 490 personnes qui travaillent dans 66 établissements de production et garages représentés sur le plan. Les quatrecinquièmes de la population active sont employés dans le cadre des relations, que nous jugerons maintenant classiques, du salariat non protégé. Deux petits producteurs seulement possèdent leur instrument de production, d'antiques machines textiles à moteur. Ils sont moins nombreux que les intermédiaires recruteurs de main-d'œuvre (quatre personnes). Les pourvoyeurs de services, vendeurs de rue et colporteurs sont aussi en nombre médiocre alors que les activités non marchandes qui les accompagnent dans le cadre de la vie populaire connaissent un étiolement notable, si nous comparons à toutes les situations précédemment observées. Serions-nous simplement au cœur d'une forme spécifique d'univers industriel?

L'importance numérique des catégories de por-

tefaix et de tireurs de fardiers, qui logent nombreux dans les bidonvilles proches, fait penser à certaines situations du Paris du XIXº siècle. Ces gens du labeur travaillent exclusivement au transport de produits industriels. Ce sont des migrants, plutôt stabilisés, qui appartiennent pour la plupart à des communautés puissantes, quoique en état de rivalité perpétuelle : les musulmans, les Maratha (caste dominante au Maharashtra) et les intouchables Mahar, qui ne sont pas sans influence politique. L'organisation communautaire a pu empêcher que le petit patronat, très près de ses sous, n'utilise des enfants, mais elle n'a pu s'opposer au gonflement des rangs de ces manutentionnaires. Les rémunérations sont stagnantes et la vie de ces gens est de plus en plus synonyme d'attente. Les travailleuses à domicile vivent plus en marge de l'univers des petites entreprises puisqu'elles produisent chez elles des éponges métalliques ou des condiments (papad), dans des cabanes de caisses ou dans les logements rectilignes en dur habités par la classe ouvrière du textile. La production à domicile est une nécessité absolue pour une frange notable de veuves et de femmes isolées et elle constitue un appoint essentiel pour les ménages de travailleurs de la petite et de la grande industrie. Les ouvriers du textile n'ont rien de privilégiés malgré leurs avantages sociaux. Ce travail à domicile s'apparente moins au système manufacturier que dans les exemples précédents. Les femmes vendent leur production à des restaurants ou à des commerçants et elles ont la possibilité de négocier le prix de leurs produits ou de prospecter le marché. La récupération de matériaux recueillis dans les ordures rapporte plus que la confection des éponges métalliques qui peut fournir, avec cinq roupies pour cent de ces objets, un revenu net maximal de deux roupies par jour. Les récolteurs vendent le produit de leur collecte à des dépôts situés dans W. Street et ils reçoivent de deux à dix roupies par jour. C'est une activité souvent familiale qui suppose que l'on appartienne à une communauté de bas statut.

Qu'en est-il maintenant du petit atelier de production ou de réparation, seigneur du lieu? L'ensemble est logé dans des rangées de baraques de tôles et de bois très exigues, disposées afin de favoriser l'entassement, qui appartiennent à des gros négociants de la place. L'ensemble est illégal mais toléré. Une partie des loyers percus auprès des petits entrepreneurs sert à graisser la patte de fonctionnaires de la municipalité. Tous les ateliers sont étroits et moins de un sur dix bénéficie du luxe d'une fenêtre. Les venelles qui mènent aux unités textiles sont juste suffisantes pour laisser passer un rouleau de fibres ourdies. Il existe une

rationnalité derrière cet entassement suffoquant, celle du profit à court terme pour le propriétaire du terrain, mais elle est loin de rendre la vie facile aux producteurs réunis dans l'endroit.

Le patronat des petites unités de production peut se diviser en plusieurs catégories. Il y a d'abord les "absentéistes", qui font du commerce, et vivent en rentiers loin de leurs ateliers de textiles et de mécanique ou qui sont plus accaparés par les unités de tissage plus importantes qu'ils possèdent à Bhivandi, cité industrielle située à quarante kilomètres de Bombay. Les "absentéistes" contrôlent les deux tiers des ateliers textiles et le tiers des autres, possédant le plus souvent deux ou plus de deux unités à la fois (jusqu'à huit). Dans le textile, ils délèguent leur pouvoir à des chefs d'équipe ouvriers (mistri), alors qu'ils emploient des gérants dans les ateliers de mécanique et de métallurgie dont la conduite ne saurait s'accommoder d'autant de routine. Parmi les "présents", on trouve d'abord les représentants d'un petit patronat récent et qualifié. Ils sont concentrés dans les activités de la mécanique et de la métallurgie (sièges de métal compris). Contrairement aux "absentéistes", qui font pousser jusqu'à épuisement de vieilles mécaniques et qu'il est si tentant de rapprocher des propriétaires absentéistes du monde rural, ils investissent dans du matériel récent de bonne qualité. Certains sont des fils de petits entrepreneurs ou de commerçants qui ont suivi des cours de gestion ou des études dans les Instituts polytechniques de l'État. Deux d'entre eux ont simplement appris sur le tas, auprès de leur père ou de leur frère qui tenait une entreprise du même type. C'est généralement à des membres de leur famille, avec lesquels ils restent en association, qu'ils doivent leur capital de départ. Nous trouvons ensuite un petit patronat de combat, très présent, directement ou par le biais de personnes interposées. Leurs ateliers, mécanisés ou non, doivent leur rentabilité à une surexploitation intensive de la main-d'œuvre. Ces petits commerçants, propriétaires immobiliers et usuriers hindous ou musulmans aiment surveiller leurs employés depuis un lit de cordes, un verre de thé à la main. Il y a ensuite les **promoteurs d'entreprises ancien**nes et de très petite taille qui s'occupent d'imprimerie, d'impression sur tissu ou de teinture. Ils se souviennent, dans un cas sur trois, d'avoir travaillé dans le métier. Leurs exigences de profit sont très modérées, en rapport avec leur train de vie. Ils ont effectué leur investissement il y a longtemps et ne désirent plus faire de frais. Ils sont aussi des habitués des lits de cordes où ils stationnent longuement auprès de leurs entreprises somnolentes ou périclitantes. Deux anciens ouvriers qualifiés ont enfin lancé des garages de faibles dimensions: notable promotion sociale qui ne leur a cependant pas permis de quitter le champ où l'homme affronte la matière.

Chaque groupe que nous venons de décrire met en œuvre des politiques de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre spécifiques, variées encore par les nuances multiples des situations personnelles. Chez les "absentéistes", le travail du textile est entièrement contrôlé par des ouvriers professionnels musulmans venus du Bihar et de l'Andhra Pradesh, autour desquels gravite une frange d'apprentis et de sous-traitants. Les ateliers comprennent toujours vinat métiers à tisser mécaniques tenus par dix employés déclarés, un mistri et neuf ouvriers. Le but est de permettre aux entreprises de rester dans le "secteur inorganisé", les contrôles étant plus sérieux à ce sujet à Bombay qu'à la Nouvelle Delhi. C'est aux ouvriers de se trouver des aides lorsque le besoin s'en fait sentir. Les mistri musulmans, qui parlent ourdou, ne recrutent que des gens de leur communauté, évitant résolument les locuteurs en marathi, la langue officielle de la province. Dans les ateliers de mécanique gérés par les hommes de confiance des entrepreneurs "absentéistes", les chefs d'atelier s'occupent le plus souvent du recrutement. Les "patrons techniciens" se préoccupent plus de ce genre de choses, certains d'entre eux étant même à l'affût de compétences, ce qui les pousse à payer quelques ouvriers au-dessus du salaire minimal. Sur 490 travailleurs répertoriés ici, 455 sont payés au-dessous de ce tarif et 30 juste au tarif, ce aui montre le caractère exceptionnel de cette attitude. Les petits entrepreneurs de ce type ne répugnent pourtant pas à l'emploi d'aides occasionnels et d'apprentis sous-payés, pratique tellement répandue qu'elle semble s'imposer à tous, ne seraitce que pour tenir le coup face à la concurrence. Alors que les "entrepreneurs techniciens", qui travaillent beaucoup dans leur atelier, ne s'occupent pas de l'origine de la main-d'œuvre, les "petits patrons de combat" promoteurs d'établissements où le travail est aussi intensif que déqualifié, utilisent systématiquement les clivages et les compétences communautaires pour rentabiliser leurs installations et y faire régner leur loi. Il n'y a d'autre rèale que générale. Tel atelier de métallurgie n'emploie que des Népalais, groupe isolé à Bombay, et soumis en conséquence. Tel autre affiche sa préférence pour les musulmans sunnites de familles pauvres et urbanisées du type de ceux qui se bousculent sur les trottoirs de Byculla. D'autres encore associent savamment femmes et hommes. hindous et musulmans, "tribaux" et ex-intouchables, migrants et locaux : gens parlant des langues

différentes, de manière à éluder toute possibilité de solidarité ou même de communication. La scène diffère encore dans les ateliers anciens d'imprimerie et d'impression. Leur survie reste largement fondée sur le savoir-faire de la main-d'œuvre, qualifiée et plutôt âgée. Les ouvriers en place imposent la cohésion communautaire, par souci de faire embaucher les leurs tout d'abord, par volonté d'acquérir un certain pouvoir et de contrôler les rythmes de travail ensuite. C'est dans ces types d'établissements que les "saint lundi" (et les "saint mardi" d'ailleurs) sont fréquents et relativement acceptés par un patronat plutôt bonhomme.

Un nombre important d'ateliers travaillent en sous-traitance au service de petites entreprises de taille plus élevée (seize cas) ou à l'intention d'ensembles de petites unités situées dans le "secteur inorganisé" qui ne sont que des usines de taille moyenne éclatées afin de réaliser des économies (dix cas). D'autres sous-traitent en direction des entreprises de taille moyenne (quatre cas) et importante (quatre cas) du "secteur organisé". Les troisquarts des unités textiles sont liées à d'autres unités du même type par des propriétaires communs alors que la commercialisation de leurs produits se trouve dépendre d'un nombre très limité de grossistes (deux ou trois) qui sont par ailleurs les plus importants propriétaires absentéistes. Malgré cette organisation, la plupart des établissements ont des problèmes cycliques, chroniques ou saisonniers de débouchés. Il existe des dizaines de concentrations industrieuses du même genre dans Bombay. Elles voient la mécanique, la métallurgie et les productions électriques occuper une place croissante aux dépens du textile, de l'impression sur tissu et des autres productions anciennes. L'investissement le moins risqué et le plus profitable semble se situer dans le domaine des "ateliers de la sueur" qui produisent des objets de cuir, des bagages et des articles de luxe. La qualité des objets fabriqués dans ces cadres est aussi variable que les types de gestion et d'organisation de la maind'œuvre et du capital mais elle reste généralement médiocre, malgré le bon équipement et le fréquent suréquipement des ateliers de mécanique et d'usinage. Cet ensemble reste plus industrieux qu'industriel, quoique les ateliers mécanisés forment de loin le groupe le plus important. Il se montre à la fois inféodé de façon persistante au capital commercial et dépendant des commandes de la grande industrie. Il nous paraît pourtant essentiel de constater que les techniques de gestion et les pratiques de main-d'œuvre n'ont cependant rien à envier, au plan de la diversification, à celles qui ont cours dans la partie de l'économie reconnue comme franchement industrielle.

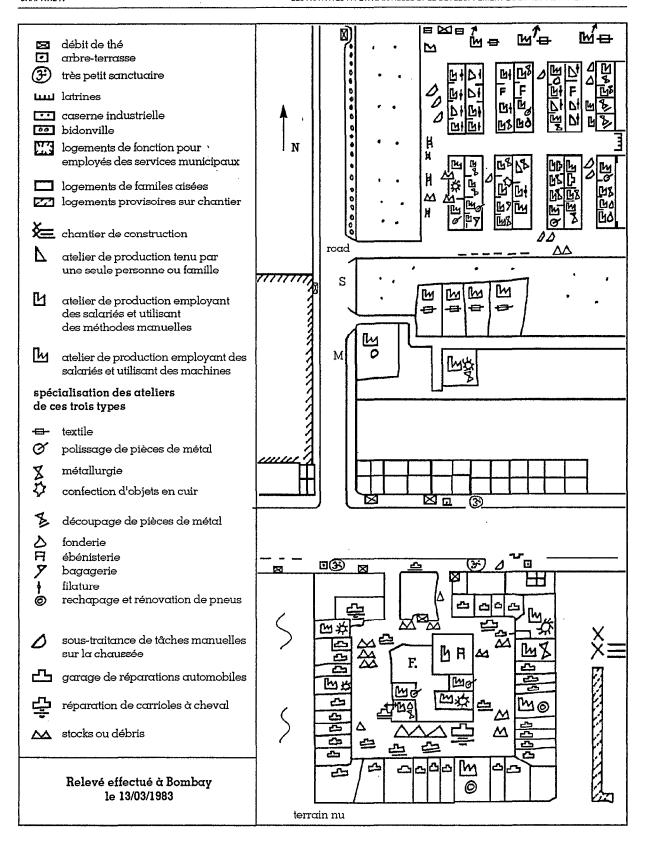
## Une ancienne installation rationnelle et planifiée

Transportons-nous à un kilomètre plus au sud. dans les environs de la gare centrale de Bombay (voir le plan n° 9). Nous découvrons, sur le bord d'une arande avenue passante et en retrait d'une ruelle qui s'enfonce vers les quartiers textiles, deux ensembles révélateurs. Tous les établissements de production de biens ou de services mentionnés sur le plan sont, une fois de plus, à placer dans le champ du "secteur inorganisé". La sous-déclaration des effectifs fait cependant qu'ils occupent de une à vinat-sept personnes. Ils ne sont plus, comme dans l'exemple précédent, tassés dans un espace qui n'est pas fait pour eux mais installés dans des zones planifiées par le gouvernement local et le secrétariat national chargé de s'occuper de la petite industrie, dans le cas de la concentration d'ateliers qui figure en haut et à droite du plan. tolérée par les autorités et gérée par les petits entrepreneurs eux-mêmes en ce qui concerne l'ensemble dominé par les garages de réparation automobile. La zone planifiée est constituée d'une vaste cour pavée où se dressent huit rangées de bâtiment légers de bois et de parpainas recouverts de tôles, une rangée d'ateliers de productions textiles, non prévue, s'étant immiscée sur un des côtés de l'ensemble. Ce lieu a été concu et mis en place avant la fin des années cinquante, signe tanaible de l'ancienneté des préoccupations des gestionnaires en ce domaine et témoin de l'efficacité de certaines de leurs initiatives. Il est vrai que la main de l'autorité s'est faite très léaère à présent. Une très grande variété de produits et de services sortent de la rue M. S. Dans la boulangerie, les textiles, le cuir, les bagages ou le polissage des métaux, le produit est revendu à de grands marchands ou à des commercants de moindre envergure de la métropole qui se sont fréquemment occupés de fournir la matière première ou le produit semi-fini. Les ateliers de fonderie, de métallurgie et de mécanique sous-traitent presque tous à l'intention d'autres entreprises. Quelques produits sont enfin diffusés sur le marché de consommation local (sièges métalliques) et c'est aussi le cas des prestations des garages.

Ces concentrations anciennes ont conservé des traits particuliers, probablement empruntés aux bazar manufacturiers. Il en est ainsi pour la tendance à la juxtaposition de petits établissement tous semblables ou pour le travail et le stockage des matériaux et des déchets au-dehors. Il manque bien sûr le poids du commerce et la profusion des activités de services propres au bazar. Beaucoup d'entrepreneurs sont d'anciens réfugiés venus

du Sind et du Pendjab après 1947, des gens moyennement ou faiblement fortunés, assez peu motivés pour amasser la richesse par tous les moyens. C'est peut-être pour ces raisons que nous observons un ensemble peu dynamique et peu concentré. Les unités de production sont plus petites que dans l'exemple précédent et une bonne moitié (contre vingt pour cent) n'utilise pas de machines. Est-ce une phase plus primitive ou une variété spécifique d'ensemble manufacturier?

Une proportion notable des petites entreprises de ces deux zones est fermée, ce qui peut autant être un indice de la fragilité des installations que le révélateur de méthodes de gestion particulièrement spéculatives et qui ne situe pas l'endroit en dehors de la norme commune. Les activités qui se déroulent entièrement sur la chaussée sont d'abord des garages de rue, entreprises jamais déclarées, qui sont le fait d'anciens mécaniciens ou de mistri salariés. Ces agrages n'emploient pas de main-d'œuvre adulte mais seulement des enfants qui apprennent en principe le métier et doivent se suffire de cette rude formation comme salaire. La boîte à outils aui constitue tout le capital est placée chaque nuit sous la garde d'un enfant. qui dort par terre ou dans un véhicule hors d'usaae. Des aardiens pavés par les petits entrepreneurs installés surveillent en outre les zones industrieuses. La plupart des petits établissements de production s'épanchent sur l'extérieur au cours de leurs activités et il existe auelaues producteurs de biens qui n'ont pour local que la rue. Les "ouvriers sous-traitants" sont des travailleurs âgés, des enfants, des femmes isolées ou des familles entières venues de bidonvilles proches qui sont attachés à des unités particulières ou toujours en quête d'une opportunité. Ils ne font pas partie de la maind'œuvre mais les entrepreneurs ou leurs agents leur donnent des tâches à faire, finitions, nettoyage ou tri de pièces, à l'extérieur des entre-prises et, disent-ils, "pour leur propre compte". Ils sont payés en fonction de la production, beaucoup moins que le salaire minimal. 55 aides non payés sont au travail dans les garages, aux côtés de 108 salariés recevant de cinq à dix roupies quotidiennes qui sont concentrés dans les unités pourvues de locaux. Dans les petits établissements de production se trouvent 27 aides non payés, sur une masse bien plus considérable de 338 employés, mais il y a en outre un groupe variable de 35 à 45 ouvriers soustraitants. L'importance des petits producteurs véritablement installés à leur compte demeure fort médiocre. Ils sont quatorze personnes ou familles dans ce cas, dont une dizaine de vieilles fileuses tassées dans un coin de couloir dont l'activité peut difficilement s'apparenter à une entreprise.



Plan n°9

Nous avons observé en cet endroit de véritables "chaînes" de petits ateliers associés pour fabriquer des produits plus ou moins complexes. Ces systèmes économiques sont remarquables par leur propension à coordonner et solidariser des manières de produire et de gérer une entreprise tout à fait disparates. Un atelier de mécanique équipé des machines les plus modernes trouvera son intérêt à utiliser les bras nus et déqualifiés de sous-traitants du trottoir, venus des bidonvilles et utilisant les formes les plus archaïques de production et d'organisation du travail. Les contrastes étaient moins violents à Byculla mais cela ne permet pas de conclure que nous observons là une forme d'archaïsme. Le contraire semblerait suggéré par l'importance de la soustraitance effectuée à l'intention de grandes et moyennes firmes, particulièrement dans les travaux du métal. C'est plutôt une plus grande différenciation des établissements selon les branches et les modes de gestion qui pourrait caractériser l'endroit. Cela est par exemple sensible au niveau des salaires, qui varient de une à quarante roupies par jour pour une journée de travail pleine et effective. La diversité des rémunérations reflète la multiplicité des niveaux de productivité mais elle n'entrave nullement la mise en relation des différents éléments de l'ensemble. L'investissement en machines se détourne des secteurs où il est possible d'utiliser la main-d'œuvre vulnérable et très mal payée, et ils seraient plutôt en voie d'extension, et l'intégration des différents niveaux de l'appareil productif tend à se renforcer en raison même et à la mesure de leur caractère disparate. Cela n'a rien à voir avec une économie désarticulée et segmentée.

Les groupes d'entrepreneurs présentent la même diversité qu'à Byculla, quoique les "absentéistes" soient plus rares et de moindre envergure. Une notable minorité d'ouvriers a réussi son ascension sociale, presque toujours par le biais de la réparation automobile. Leur situation matérielle, très précaire, repose entièrement sur le système des aides non payés. Les petits entrepreneurs des autres groupes sont très marqués par les différentes cultures communautaires, celles des réfugiés du Sind ou celles de plusieurs castes hindoues et sectes musulmanes de marchands. La main-d'œuvre surabonde dans le quartier, ce qui ne semble pas avoir toujours été le cas, au moins en ce qui concerne certaines spécialités. Elle se divise en de nombreux groupes communautaires rendus cohésifs par des ciments divers (langue, religion, caste...) qui défendent d'arrache-pied des positions de monopoles de métiers anciennement acquises et remportent des succès dans les entreprises de forte intensité capitalistique (mécanique) et dans celles qui restent très dépendantes du savoir-faire ouvrier. Cette situation est devenue un simple facteur d'émiettement du milieu salarié là où la rationnalisation productiviste de type ancien, ce "système de la sueur" qui paraît être un remarquable ancêtre du taylorisme, a imposé sa loi. C'est le cas dans les deux tiers des lieux de production, ce qui situe l'endroit à la pointe et non à la remorque des phénomènes les plus contemporains. Les garages sont sans doute à situer à mi-chemin de cette évolution, quoique leurs méthodes de travail les placent aussi à part. Nous avons trouvé des emplois quasi héréditaires dans cet ensemble productif presque trentenaire, bien que plus de la moitié des entreprises des débuts aient disparu. Ils concernent des métiers spécialisés et les emplois de nettoyage et de gardiennage. De telles tendances sont aussi observées dans le "secteur organisé". Les ouvriers licenciés par la grande industrie textile et les fils de ces ouvriers restés au chômage à la suite de la fermeture des opportunités d'embauche dans la branche de leur père constituent un groupe particulier et très visible de travailleurs, formé et discipliné et pour cela recherché, parfois prêt à accepter n'importe quelle tâche mais aussi peu porté à subir l'abaissement personnel qui accompagne nombre d'emplois dans ce petit enfer industrieux. Ils sèment la révolte. L'un d'entre eux a investi ses primes de licenciement dans un petit atelier de métallurgie mais il reste isolé. La dégradation et la faim au ventre qui accompagnent les plus mauvais emplois et la situation d'ouvrier sous-traitant sont le lot des habitants des abris de fortune aui encombrent tout un trottoir, par ailleurs couvert de déjections humaines, de M. S. Road. Ceux-là n'ont aucun moyen d'utiliser leur appartenance communautaire sur le lieu de travail, leur groupe étant trop petit, inconnu à Bombay, incapable de serrer les coudes ou de trop bas statut. S'il ne peuvent se prévaloir d'aucun groupe d'appartenance, cela renforce encore leur prolétarisation.

#### Promoteurs d'immeubles ... de petites entreprises

Parlons maintenant des tendances les plus récentes en matière de développement de concentrations de petites entreprises; mouvement qui connaît sans doute son expression la plus avancée à Bombay. Le "Domaine industriel Manohar" ("Manohar Industrial Estate", on dirait en français: la "zone d'activités") dresse fièrement ses trois étages flambant neufs en face des murs décrépits et

noirâtres de l'usine textile Degvijay. L'ensemble des anciens quartiers industriels de Bombay, Parel, Lalbag, Dadar, Sevri et Vorli, voient une industrie cotonnière en difficulté, située dans la frange supérieure du "secteur organisé", céder lentement la place aux immeubles de ce type. À Vorli, là où le auartier d'affaires de style contemporain et les résidences de semi-luxe phagocytent les cabanes et les grandes unités de production de l'ancien quartier textile, on trouve des concentrations de 450 à 670 petites entreprises de production et de services installées sur cinq ou six étages. Il y a plus de quarante immeubles de ce genre dans Parel et Lalbaa, abritant de 10 à 280 petites unités. L'immense majorité des établissements occupent moins de dix employés bien qu'il existe d'assez nombreuses chaînes d'ateliers contrôlées par une même famille et que l'on y rencontre de temps à autre une entreprise avec cinquante ou cent salariés. À côté de ces établissements visiblement installés. sinon toujours déclarés comme ils devraient l'être. existe une france d'activités menées sur une très petite échelle, dans un cadre formellement indépendant, qui occupent en général quelques ouvriers dans un coin de couloir. Leur situation n'est en rien supérieure, aux plans de la stabilité et de l'équipement, à celle des installations les plus hasardeuses des bazar et des quartiers populaires. Beaucoup de ces petites unités travaillent en soustraitance. Les divers éléments de chaînes d'ateliers possédés par les membres d'une même famille c'est la manière la plus efficace et la plus employée de tourner la loi du travail - produisent évidemment de façon coordonnée mais plus de la moitié des unités de bois, papier, plastiques et matériel électrique et plus des trois-quarts des ateliers de mécanique, métalluraie et chimie sont en dernier ressort au service de plus grandes firmes.

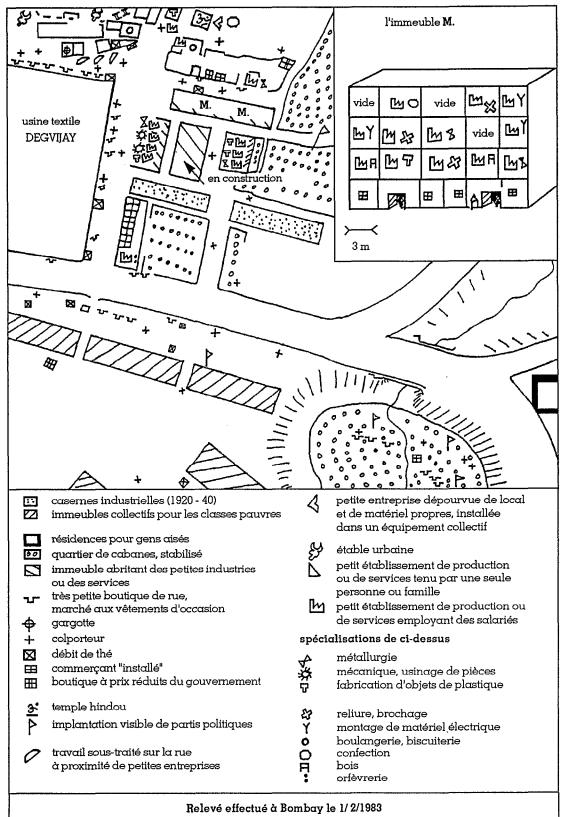
Cette remarquable évolution d'une partie notable de la frange la plus productive d'activités à petite échelle des métropoles s'explique d'abord par le coût très élevé des terrains urbains. Ce sont des promoteurs immobiliers et de riches commercants (c'est le cas de l'immeuble Manohar) mais aussi de gros investisseurs ayant jusqu'ici réservé leur capital à la grande industrie, qui placent leurs fonds dans ce genre d'opérations, permises par la qualité croissante des produits de l'industrie du bâtiment à Bombay, New Delhi et dans les autres grandes villes. L'omniprésence de gangs audacieux de voleurs de matières premières (les "domaines industriels" ne manquent jamais de gardes) et les pressions de l'État visant à favoriser le regroupement et la rationalisation de la petite industrie sont aussi des facteurs importants d'évolution en ce sens. Il s'est implanté 20 000 petites unités de ce genre à Bombay entre 1975 et 1985 et il a bien fallu trouver où les mettre, une bonne partie des terrains étant gelés par les spéculateurs immobiliers ou immobilisés par l'administration.

Le domaine industriel est-il l'alternative à la décadence des industries du centre-ville ? Une main-d'œuvre formée et rompue à la discipline des cadences de travail de la grande industrie est disponible sur les trottoirs de la cité et la situation s'est aggravée depuis que la faillite du mouvement de grève de 1981-1983 s'est conclue par soixante-dix mille licenciements. Pour les tâches déqualifiées, il n'y a qu'à se servir parmi les jeunes chômeurs urbains ou parmi les migrants ruraux aui arrivent à la cadence de cina cents par jour dans la métropole et sont encore moins capables de se montrer exigeants. Les vieux quartiers industriels sont bien placés et mieux irriqués que les anciens bazar. L'argent de la spéculation immobilière et de la contrebande, qui n'est pas aux mains d'investisseurs de type industriel classique, semble se diriger de plus en plus vers la petite industrie, où l'on ne contrôle quère l'origine des investissements. Il n'est pas mal placé puisque nombre de petits établissements semblent fort rentables. C'est le cas pour ces entreprises qui copient des marques étrangères connues et qui essaiment depuis quelques années sans problèmes. Ces concentrations sont les plus transparentes et les plus visitées des agglomérations de petits établissements de production et de services. La corruption, facilitée par la plus grande opulence des entrepreneurs, est cependant capable de banaliser la situation, comme elle le fait dans le cas des grandes firmes. Les entreprises ne sont pas nécessairement plus riches en capital dans les "domaines industriels" que dans les plus crasseux des bazar. Tout dépend de la branche et du type de pratique de gestion. La main-d'œuvre est traitée exactement de la même façon que dans des univers d'apparence moins "moderne" et elle se défend de la même manière, en faisant très rarement appel aux syndicats. La structure économique des "domaines" ne doit certes rien au hasard et elle n'est pas "informelle", "sauvage" ou "spontanée" mais il en allait de même dans les autres endroits que nous avons abordés. Nous y trouvons des ensembles complexes de petites industries et d'établissements de services dominant de plus petits établissements, des travailleurs isolés et des producteurs à domicile. Il est frappant de voir la arande industrie remplacée par un réseau serré de minuscules établissements de production. 20 % de ces derniers ont pourtant une intensité capitalistique élevée, parfois supérieure à celle des grandes unités de plus de cinq cents employés et des liens denses associent une plus grande proportion de ces entreprises aux grosses firmes localisées dans le nord de la cité, mais l'impression d'une **désindustrialisation** demeure. Nous la retrouverons souvent dans le cadre de cette approche.

Le plan de situation de l'immeuble Manohar est incomplet, (voir le plan n° 10) mais il permet cependant de montrer la mixité profonde du milieu où se multiplient les implantations de ce type. Il y a d'abord la variété de l'habitat et de la population locale : rangées lugubres de "chawls" anciens où loge la classe ouvrière du textile, bidonvilles instables et constamment menacés d'expulsion où logent des domestiques et des portefaix, immeubles municipaux aux allures de casernes abritant les petits fonctionnaires et des ouvriers permanents de la grande industrie. Les employés des "domaines industriels" viennent de ces divers endroits, remplissant les diverses "niches écologiques" des petites entreprises avec leurs savoirs et leurs capacités de subir l'exploitation caractéristiques et spécialisés. Le modèle professionnel le plus apprécié ici est, classiquement, le travail de bureau assorti de la garantie de l'emploi mais une grande partie de la jeunesse locale s'était préparée à entrer dans les grandes usines textiles, où le travail est difficile mais point trop médiocrement payé. Les vendeurs de thé, de confiserie et de tabac à chiquer côtoient, sur le marché aux fripes et aux alentours, les vieux retraités du textile qui revendent des pièces de tissu passées en fraude par les employés. Les retraites des salariés des grandes unités sont de très faible montant. Ces vendeurs dépourvus de capital n'ont pas l'esprit d'entreprise. Ceux qui ont ce type de mentalité ont quitté ce auartier sinistré par les licenciements et la baisse générale des revenus mais il faut du courage pour quitter le lieu où l'on dispose d'un pied-àterre dans Bombay, lorsque l'on n'a ni travail ni relations. Indépendants, dépourvus d'organisation communautaire, parfois rackettés par des caïds locaux et presque toujours obligés de payer des pots-de-vins aux policiers, ils se considèrent comme mieux lotis que les ouvriers qui peinent dans les industries du plastique ou de la confection mais ils envient leurs camarades, généralement issus des mêmes milieux sociaux, qui ont trouvé du travail dans la mécanique ou la réparation électrique, les petites industries les mieux cotées.

C'est qu'il existe ici aussi des types fort contrastés d'établissements que distinguent les pratiques de gestion de main-d'œuvre, l'organisation du travail et les rythmes de production. Le caractère le moins variable est le niveau des rémunérations, poussé à l'égalisation vers le bas par le développement du chômage. Dans l'immeuble Manohar, les ateliers de confection, de montage électrique et de fabrication de petites pièces de métal sont de la variété manufacturière, très rentabilisés et surveillés, emplis d'enfants de huit à douze ans (travail du métal) et de femmes (électricité). Les salaires journaliers des adultes vont de cinq à dix roupies. Dans les trois ateliers de brochage de revues, des hommes jeunes, payés trois cents roupies mensuelles, trouvent le temps de discuter, boire le thé et fumer des cigarettes de haschich. Les mieux payés de l'immeuble sont les employés qualifiés des entreprises de mécanique et de menuiserie, qui recoivent quatre cents roupies mensuelles. Tous sont de purs et simples salariés et c'est aussi le cas des ouvriers des ateliers de moulage de petits objets de matière plastique, de boulangerie et de petite métallurgie situés au-dehors de l'immeuble. Il existe en face de l'usine textile un ancêtre des "domaines industriels", une rangée de cabanes de tôle parfaitement alignées. Les ateliers qui travaillent le plastique sont des locaux étroits et sombres où l'on utilise des presses à bras épuisantes. Ceci, ajouté aux bas salaires de six à huit roupies journalières nuit à leur prestige auprès de la main-d'œuvre potentielle. Travailler dans une boulangerie industrielle produisant pour les commercants de la métropole du pain de mie et des biscuits n'est pas si mal considéré mais il faut subir un long apprentissage qui n'est pas rémunéré. Les places sont ardemment convoitées et les ouvriers en place réussissent généralement à faire recruter leur progéniture.

Des producteurs non salariés sont à l'œuvre audehors des ateliers. Les "ouvriers sous-traitants" sont ici des femmes qui travaillent devant des commerces à vanner du grain et piler du piment ou de jeunes hommes qui préparent des oignons à l'intention des gargottes populaires de la zone. Ce système de mise au travail, marginal en cet endroit, ne pénètre pas à l'intérieur du "domaine industriel". Les rémunérations effectives sont très basses (une à cinq roupies par jour) mais le temps de travail est variable. Un atelier de confection s'est logé à l'intérieur d'un temple hindou. Ce genre de situation, qui est assez commune, concerne des établissements possédant très peu ou pas du tout de capital et faisant effectuer leur production par le biais d'ouvriers à façon. Il n'y a jamais d'ateliers dans les mosquées (ni d'ailleurs dans les temples hindous importants) mais ces bâtiments sont souvent longés d'ateliers. Un commerçant d'un bazar de Dadar s'est arrogé le lieu grâce à la protection d'un notable local. Cette situation intermédiaire entre le travail à domicile et le travail en atelier



rapporte de trois à cinq roupies quotidiennes aux couturières, payées à la tâche par un intermédiaire et qui n'ont jamais vu leur patron.

Les étables urbaines sont des éléments importants de l'économie des métropoles indiennes comme elles l'ont été dans le Paris du XIXº siècle. Il existe à Bombay, ou plutôt dans sa banlieue, des entreprises géantes qui rassemblent deux ou trois mille bufflonnes et des centaines d'employés. Des grands entrepreneurs d'un type ancien possèdent ces installations: usuriers, marchands ou propriétaires de terrains urbains. Ils se soucient peu de aérer la main-d'œuvre des entreprises et se contentent d'exiger un profit régulier, comme on le fait pour des terres louées ou métavées. Ils sous-louent des concessions à des vachers appartenant le plus souvent à des castes dont c'est le métier privilégié depuis longtemps. Ces derniers travaillent en famille mais ils recrutent aussi des salariés, très mal payés à la journée, et des sortes de métayers qui gèrent des étables de vinat ou trente bêtes en gardant pour eux seulement vingtcing pour cent du bénéfice. Les 30 000 garcons d'étable de Bombay ont pour particularité d'être syndiqués en masse dans la première organisation de la place, le syndicat indépendant de Datta Samant. Le prix élevé du lait dans les villes assure la viabilité de ces systèmes. L'établissement signalé sur le plan contient toutefois des bœufs de trait et il n'emploie que quelques salariés.

#### De grandes zones planifiées : l'État associé à l'initiative privée

Il existe des variétés particulièrement avancées et sophistiquées de domaines industriels dont la situation qui prévaut à Anand Parbat, New Delhi, permet très bien de se faire une idée. Cette zone industrieuse créée dans les années cinquante avec la bénédiction des autorités locales et fédérales a été l'objet d'un rapport récemment publié par le gouvernement de l'Inde (1983. Informal sector in a metropolis) qui fournit des renseignements précieux de nature globale sur les caractéristiques de ces concentrations de petites industries et de services.

1959 unités de production se tassent dans les locaux de briques et de ciment d'Anand Parbat. La surface moyenne occupée par chaque établissement est de cinquante mètres carrés. On y dénombre 7 fabriques de produits alimentaires, 38 unités de production textile, 90 entreprises produisant des objets de matière plastique et une vingtaine d'établissements consacrés à la chimie. La métallurgie (102 unités) et la mécanique (229 unités) se taillent

cependant la part du lion dans le secteur de la production. C'est une tendance confirmée par la plupart des autres exemples. 220 entreprises s'occupent de transports par camions, autobus, taxis-automobiles et scooters. Le commerce est aussi très important puisqu'il occupe près de quatre cents établissements alors que les services, essentiellement des garages de réparations de véhicules, en mobilisent 132. Les places restantes sont vides ou occupées par des dépôts de matériaux ou de produits finis ainsi que par des comptables, des agents d'affaires, des médecins et des infirmiers.

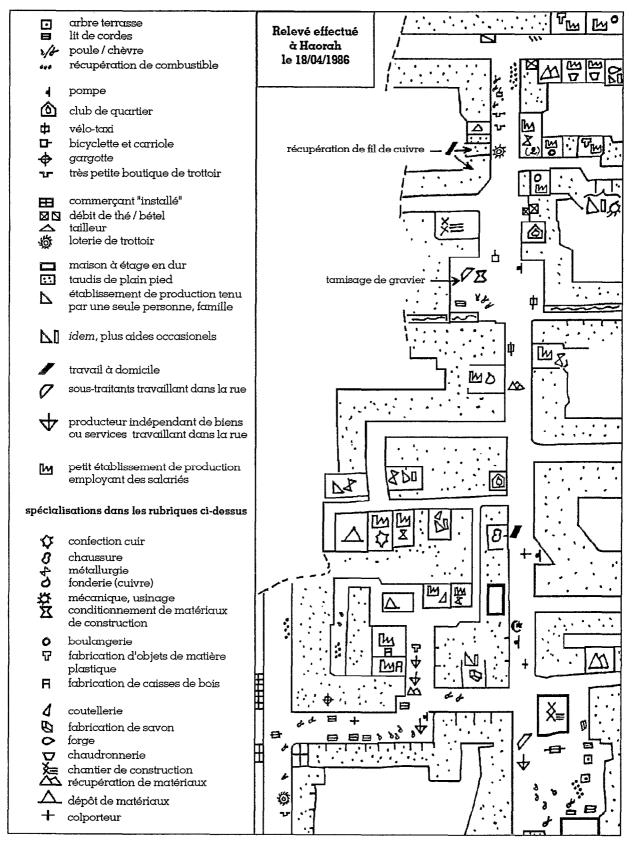
Ce secteur de petites entreprises hyper organisé. "informel" dit pourtant le titre de l'enquête, n'a vraiment rien à voir avec les activités, hésitantes ou avisées, de ceux qui, arrivés du fond des âges ou débarquant de lointaines campagnes, assimilent mal ou refusent consciemment les logiques des économies de marché. C'est un ensemble d'entreprises plutôt compétitives dans leurs spécialités. fréquemment aussi bien équipées que les moyennes et grandes entreprises des mêmes branches. De ces locaux rationnels, quoique peu faits pour le confort de l'homme au travail, sont sortis officiellement une movenne de 540 millions de roupies de production industrielle entre 1970 et 1980. De très nombreuses entreprises se sont installées depuis 1976, aui semblent marauer un tournant dans le développement des activités à petite échelle. La petite entreprise est devenue un projet d'investissement à la mode dans des couches croissantes de la société urbaine. Il n'est pratiquement plus aucun investisseur de New Delhi pour ignorer les facilités bancaires offertes par l'État. Un groupe important de ces petites entreprises bénéficie de réservations de marchés. Dans certains domaines, cet univers n'est pas loin d'être aussi régulé que les franges supérieures du "secteur organisé".

Il n'en est que plus frappant de voir ces entreprises modernes et neuves pratiquer des méthodes d'organisation du travail et de gestion de la main-d'œuvre qui paraîtraient normales dans le plus traditionnel des bazar ou dans ces frances d'entreprises vivotantes promues par les éléments les plus actifs des milieux populaires en relation à la petite industrie des faubourgs. Quatre-vingt-six pour cent des établissements de production et la quasi-totalité des autres services, emploient moins de dix travailleurs déclarés. Le salariat domine sans mesure: deux pour cent des établissements sont tenus par des travailleurs indépendants, quarante-six pour cent emploient de deux à cinq travailleurs et vingt-neuf pour cent de six à neuf travailleurs. Toutes les formes d'entreprises déjà mises en scène à Bombay sont présentes ici, le genre "technicien" n'étant pas spécialement important alors que les diverses variétés de système de la sueur sont extrêmement florissantes. D'assez nombreux fonctionnaires de rang moyen ou élevé semblent posséder des petites entreprises et les gérer d'une façon rentière. La maind'œuvre est presque toujours recrutée par relations, recommandations ou copinage. L'emploi de jeunes apprentis dont l'on fait traîner durant des années la formation avant de les licencier, est une pratique très répandue et, semble-t-il, en voie d'extension. Sur 12 238 travailleurs déclarés, la taille de la main d'œuvre d'une grande usine, on compte 2 826 "aides familiaux" et employés non payés, facteur de rentabilité interdit aux grandes usines indiennes. 70 % de la main-d'œuvre déclarée touchent moins de trois cent roupies par mois en 1983 (douze roupies de revenu journalier moyen). L'emploi généralisé de migrants semble avoir mis à mal les solidarités communautaires mais une grande partie de la jeune main-d'œuvre bénéficie d'instruction primaire générale, une minorité ayant atteint les niveaux secondaire et même supérieur.

#### Les caractéristiques normales d'un univers particulier

L'exemple des zones d'activités démontre de manière claire que le développement des petites activités marchandes n'est pas indifférent à l'État, ni d'ailleurs aux grandes entreprises. Ce fait, qui évoque (de loin) la situation japonaise, montre que les contradictions que l'on a cru voir se manifester entre les différents secteurs de l'activité économique dans le Tiers Monde ne sont nullement fatales ni typiques. L'État n'ignore ni n'exploite le "secteur inorganisé" : il l'organise à sa manière, et le dote en capitaux, en matériel, en locaux, en agences de développement et même en protection légale et il lui permet bien souvent ce que la loi interdit, ce qui n'est peut-être pas la moindre des attentions. Cela veut aussi dire que cette partie nouvelle, et particulière du secteur des petites activités marchandes se voit contrôlé d'une manière inédite, quoiqu'encore supportable. La protection se paye et la terrible paperasserie indienne a mis sur les nerfs plus d'un petit entrepreneur. Les relations de ces entrepreneurs, et de leurs employés, avec leurs puissants protecteurs ne sont pourtant pas simples, non parce que "l'organisé" veut anéantir "l'inorganisé" mais parce que les contradictions se manifestent dès qu'il s'agit de mettre en pratique des politiques que personne ne conteste. Les couches dominantes indiennes sont variées et leur intérêts le sont aussi. Les grandes entreprises cherchent des partenaires dominés, mais de haut niveau technique, les grands gestionnaires veulent contrôler fiscalement les petites entreprises, les hommes politiques veulent assister, et s'assurer des reconnaissances, et les petits entrepreneurs, devenus un groupe de pression considérable, cherchent des subsides et des dégrèvements d'impôts. L'argent manque pour mettre en œuvre des pratiques novatrices (formation, mécanisation) et les administrations chargées de mettre en œuvre les politiques d'aide ne sont ni motivées ni très compétentes. Il existe cependant des petites entreprises qui ne survivent que grâce aux politiques d'aide et de protection et c'est dans ce genre de zones qu'on les trouve.

La situation de la main-d'œuvre de ces zones industrieuses protégées et planifiées est beaucoup moins particulière, preuve, s'il en fallait, que le cadre moderne ne suffit pas à faire progresser la condition humaine. Les contrôles concernant la gestion, les revenus et la production de l'entreprise n'ont aucun équivalent au niveau des salaires et des conditions de travail. On trouve un peu plus, mais à peine, de syndicats, que dans les bazar, et les mélanges typiques de conditions, de rapports employeurs-employés, de modes de rémunérations et de consciences continuent à constituer, avec leurs complexes interférences, les équilibres instables sur lesquels se bâtissent la rentabilité des entreprises. La grande entreprise indienne, avec sa sous-traitance et ses nombreux travailleurs à statut précaire, fait elle d'ailleurs finalement autre chose?



Plan nº11

### LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS À PETITE ÉCHELLE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Les activités productives que l'on tend maintenant à rationaliser, regrouper et éloigner des centres urbains connaissent depuis fort longtemps, au moins depuis les années 1920 dans certaines zones un développement important dans des quartiers où la majorité de la population est pauvre, alors que les activités du grand commerce et de l'artisanat y sont secondaires ou de peu d'importance. Nous en avons trouvé des exemples particulièrement achevés dans l'ensemble de Calcutta et Haorah mais nous rappelons que ces lieux ont été choisis parce qu'ils exprimaient, malgré leur spécificité irréductible, des vérités valables pour l'ensemble du sous-continent. La tendance mise en valeur ici ne vaut pas seulement pour Calcutta.

## Chômage de masse et développement difficile des petites entreprises

Le quartier d'Akhara Gali est proche des concentrations de petites industries mécaniques qui bordent la rue Belilious, derrière la gare centrale de Haorah (voir le plan n° 11). Haorah, 1,8 millions d'habitants au recensement de 1981, est une zone prolétaire. Les trois-quarts de la population sont reconnus comme pauvres ou très pauvres selon les critères locaux. Des ouvriers de la grande et de la petite industrie, des pourvoyeurs de services, des vendeurs de rue, des tireurs de véhicules de charge et des portefaix constituent la majorité de la population urbaine à côté d'une masse croissante de chômeurs. La situation économique de cette ville précocement industrialisée est incertaine, marquée à la fois par le repli ou la fermeture des grandes industries anciennes, comme le jute, et par le développement irrégulier d'activités productives à petite échelle. Cette situation caractérise tout l'Est indien. La ville est très marquée par le contexte communautaire, les choses évoluant aussi peu sur ce point que la situation de l'emploi et les conditions de vie de la majorité. Des groupes plus ou moins fragmentés de migrants originaires du Bihar. de l'Uttar Pradesh, de l'Orissa et du Bangladesh, répartis entre hindous et musulmans mais aussi entre chiites et sunnites pour les musulmans et entre les multiples castes des hindous, se différencient assez nettement des locaux, bengalis d'origine, qui constituent ici une minorité relative surreprésentée parmi les commerçants et les couches dominantes mais extrêmement variée elle aussi. Ces communautés tendent à se regrouper en quartiers qu'ils contrôlent de façon plus ou moins absolue : des rangées de baraques basses couvertes de tuiles dans les trois-quarts des cas, des logements plutôt moins élaborés dans les situations restantes.

Akhara Gali (la ruelle du gymnase) est habité par des familles musulmanes sunnites. Le quartier n'est pas si mal loti. Le député congressiste a obtenu que des aménagements y soient effectués au cours des années soixante. L'électricité est présente et la zone n'est plus inondable. Quatre-vingt-dix pour cent de la population déclarent appartenir aux catégories à bas revenus gagnant moins de cent cinquante roupies par tête et par mois. Trois grandes maisons émergent sur le plan, symboles de l'apparition récente de minorités enrichies, mais tout le reste est d'un niveau très uniforme, plutôt propre et digne mais jamais loin de la misère.

L'endroit abonde en chômeurs de diverses variétés. Une faible minorité est déclarée afin de toucher les cinquante roupies d'allocation mensuelle que le gouvernement provincial alloue aux sans-travail qui peuvent justifier d'un diplôme secondaire. Tout le monde affirme que c'est le principal problème du quartier. Les familles musulmanes ont beucoup d'enfants, parce qu'elles ont besoin de leur travail et parce que le sentiment que la majorité hindoue veut en finir avec la minorité musulmane reste très commun. La plupart sont cependant incapables de leur fournir une éducation de haut niveau et surtout un savoir utilisable sur le marché du travail, L'enseignement en langue ourdou reste le plus apprécié, et il constitue un facteur d'affirmation culturelle essentiel, mais la langue n'est pas reconnue au Bengale. La plupart des jeunes gens pensent que le gouvernement provincial favorise les hindous et les bengalis. En réalité l'État donne officiellement l'avantage à ceux qui parlent le bengali et l'anglais, quelle que soit leur origine, les réseaux de recrutement non officiels. qui existent partout, fonctionnant certainement à l'avantage de la communauté majoritaire. Presque personne ne parle correctement l'anglais,

atout pour réussir dans les affaires et l'administration. La formation professionnelle, dont les places sont rares et recherchées, paraît encore plus inaccessible que la bonne instruction générale. Soixante-dix pour cent des jeunes ne bénéficient par ailleurs que d'une scolarisation minimale ou nulle. Les femmes sont renfermées chez elles comme dans une ville afahane mais cela ne suffit pas à faire de la place sur le marché de l'emploi. Les jeunes gens sans formation se dirigent très tôt, entre dix et treize ans, vers les petites entreprises, le commerce, la construction, le colportage et la vente de trottoir. Il est très difficile et il n'est pas tellement populaire de lancer une affaire. Il faut au moins avoir achevé un apprentissage pour y songer dans le secteur de la production de biens. L'achat d'une charrette à bras ou d'un cyclo-pousse est resté longtemps la solution pour les hommes relativement forts et disposant de auelaues milliers de roupies. Le métier attire moins aujourd'hui que les rues de Haorah sont devenues un enfer et que la concurrence est si intense. Il est devenu courant de ne pas effectuer une seule course dans sa journée. Le chômage ne concerne donc plus seulement la jeunesse scolarisée. Les jeunes de tous âges, désœuvrés temporaires ou chômeurs reconnus, passent leur temps dans les débits de thé ou en groupe près de clubs de quartier et sur les places. De vieux et moins vieux ouvriers licenciés ou mis au chômage par les filatures de jute arrivent de plus en plus nombreux pour les concurrencer sur le terrain de l'oisiveté forcée. Dans les arandes usines d'Haorah qui tournent encore, les musulmans et les migrants ont les plus grandes difficultés à trouver de l'embauche permanente car il faut de plus en plus de diplômes et de protections pour se faire admettre. Certains syndicats s'opposent à cette évolution et demandent des garanties d'embauche quasihéréditaires, mais d'autres la favorisent. Il est devenu difficile de se faire recruter comme ouvrier temporaire, misérablement payé. Les jeunes et les vieux bras du quartier trouvent encore de l'embauche comme salariés à statut précaire dans les petites et les grandes entreprises privées et dans le bâtiment mais ces travaux sont mal payés, car il y a surabondance de main-d'œuvre peu exigeante. La seule opportunité sérieuse. à côté des trafics illégaux et du vol, consiste dans la vente d'objets de consommation sur les trottoirs du centre de la mégalopole (11 millions d'habitants). Il ne s'agit pas d'une possibilité ouverte à tous. Il faut là aussi des protections en sus d'un capital de départ.

Le chômage de masse peut atteindre des niveaux très élevés dans les grandes cités indiennes contemporaines. Prenons un exemple qui montre concrètement l'acuité que peut assumer le problème, Fakir Bazar, petit auartier musulman situé près de la gare de chemin de fer de Haorah, originellement peuplé par des ouvriers migrants venus de la plaine du Gange. 2 000 habitants sont entassés dans 182 pièces, cette densité élevée étant due à la présence de migrants saisonniers qui vivent en collectivités. Sur une population active de 1 200 personnes, il faut retirer 280 femmes qui ne bougent pas de la maison. Cinquante habitants du quartier sont employés dans les usines de jute. Trois fois autant sont employés à titre temporaire, précaire ou saisonnier par les autres moyennes ou grandes unités de production du "secteur organisé". Plus de deux cents personnes, dont de nombreux migrants saisonniers, sont portefaix ou tireurs de véhicules de transport. Le chômage partiel est notable dans les deux groupes précités. Une trentaine de personnes sont employées par des petites entreprises de moins de dix salariés situées au-dehors du auartier et ils sont deux fois plus à s'essayer à la vente de trottoir ou à quelque trafic dans la métropole. Le lieu offre lui-même quelques emplois de petits commercants: vendeurs de thé, de bétel et épiciers, mais le marché est saturé. Une dizaine de femmes, des Hindoues, sont employées à domicile par des restaurants qui leur font éplucher des oignons. Des enfants de familles très pauvres, membres de la même communauté, récupèrent des ordures. Un seul homme est travailleur dans le Golfe Persique où il touche en un mois ce que les gens de Fakir Bazar gagnent en un an. Il reste 380 sans travail, un quart de vieux et trois-quarts de jeunes, 20 % de la population active et 35 % des hommes de vingt à trente-cinq ans. Ceci dans un lieu où de nombreux migrants saisonniers sont prêts à tout accepter pour passer la saison sèche. Cette situation, qui frappe peut-être plus durement les musulmans, est loin d'épargner les hindous bengalis. La province affichera quatre millions cinq cent mille chômeurs répertoriés en 1988. La densité de population dépasse les cinq cents habitants au kilomètre carré alors que la productivité agricole reste très basse.

Une masse considérable de bras est en attente dans les quartiers populeux. Il ne faut pas s'étonner de voir, dans certains cas, s'y multiplier les établissements productifs, avides d'énergie humaine au moindre coût. Il faut cependant des conditions favorables. Le promoteur des activités ne doit pas être trop étranger à ces univers communautaires, profondément typés et relativement fermés. Les investisseurs d'Akhara Gali sont des musulmans sunnites, vivant depuis longtemps dans le quartier ou à sa frange. Ce sont des petits notables, propriétaires immobiliers, commerçants ou intermédiaires recruteurs de main-d'œuvre, les plus éminents cumulant ces diverses fonctions. Trois d'entre eux ont leurs résidences dans l'espace délimité sur le plan. La plus belle de ces demeures appartient à une famille qui s'est enrichie en passant du commerce local à la contrebande avec le Bangladesh, une activité singulièrement florissante. Un des fils de cette maison a investi dans un atelier de confection de sacoches de postes de radio. Il s'agissait au début "d'habiller" la marchandise de contrebande mais l'affaire s'est révélée rentable en ellemême et il en a lancé trois autres du même genre dans Haorah. Deux entreprises de métallurgie qui fabriquent des pièces à l'intention de commanditaires de plus grande taille et les ateliers de fabrication de stylos à bille sont aussi le fruit de vocations d'entrepreneurs de fils de famille commerçantes ou propriétaires. Ce sont des lieux de travail correctement équipés mais très mal aménagés où les hommes travaillent dur. La main-d'œuvre locale, qui bénéficie d'un logement correct et d'une certaine solidarité familiale et communautaire, est extrêmement peu exigeante au plan des salaires et les petits entrepreneurs locaux peuvent s'offrir le luxe de recruter des hommes habiles et en pleine santé pour 150 à 200 roupies mensuelles. La fonderie de cuivre et l'atelier de production de vaisselle (métallurgie, en haut du plan) sont des manifestations plus anciennes de l'esprit d'entreprise des couches aisées locales. Ils appartiennent à des commercants de gros qui se font représenter sur le lieu de travail par des contremaîtres possédant une formation d'ouvrier professionnel. Les jeunes patrons du type précédent contrôlaient eux-mêmes leur main-d'œuvre et se passaient de contremaître, pour faire des économies mais aussi pour ne pas avoir à négocier avec des représentants de l'élite ouvrière. La hiérarchie est plus importante dans les ateliers anciens qui emploient de nombreux apprentis mais les postes qualifiés y sont mieux rémunérés: 300 roupies mensuelles. Les boulangeries, qui emploient aussi beaucoup de maind'œuvre salariée, sont du même genre.

Nous avons déjà mis en scène la majorité absolue des salariés du quartier mais seulement le tiers des établissements productifs signalés sur le plan. La zone est en effet fortement caractérisée par la présence d'activités de production ou de services menées à très petite échelle qui voient cohabiter les rapports salariaux et diverses formes de l'entreprise familiale à côté d'autres modes de mise au travail. Ce secteur est uniquement le fait de gens du quartier, des petits commerçants, des travailleurs manuels ayant séjourné dans les Émirats et des ouvriers qualifiés de grandes usines mis au chômage ou ayant pris leur retraite anticipée. Ils sont tous gênés par la modicité de leurs moyens et par

des problèmes d'accès à l'emprunt mais leurs capacités de gestion sont variables. Les anciens ouvriers ou contremaîtres, la moitié de l'échantillon, connaissent bien le travail mais ne savent pas vendre (mécanique, métallurgie, coutellerie), alors que les commerçants fabriquent des produits médiocres qu'ils diffusent bien mieux (savonnerie, fabrique de caisses).

Pour comprendre ce qui se passe dans ces minuscules lieux de production, il faut d'abord en sortir et regarder le quartier. Il y a toujours plus pauvre que soi à utiliser. Le taux de chômage est tel que celui aui donne du travail, même misérablement payé, apparaît tout de suite comme un bienfaiteur. Il y croit souvent, mais pas toujours. L'idéologie familiale, sentiment de lignée et sentiment communautaire mêlés, vient par ailleurs habiller tous les discours et inspirer nombre de comportements. Personne n'ignore cependant le salariat et sa logique. Lorsque les deux interfèrent, ce qui peut être le fait de l'employeur mais aussi de l'employé, il s'agit toujours de la conséquence de pratiques délibérées. Tout le monde se méfie du gouvernement, une méfiance presque paysanne, enracinée dans le sentiment d'appropriat ion collective du quartier et renforcée par la conviction d'appartenir à une minorité délaissée et opprimée (25 % des habitants de Haorah sont musulmans). Cela n'empêche pas les sans-travail d'attendre la lune, ou plutôt des emplois d'une autorité dont on ne peut ni ne veut mesurer l'impuissance.

Voici un atelier de petite métallurgie qui fait face à l'unité de confection d'objets en cuir. Trois ouvriers sont à l'œuvre, près de deux hommes étendus sur des lits de cordes. L'un d'entre eux est le gérant. Il répond à l'enquêteur qu'il n'y a aucun employé dans ce lieu de labeur, seulement des copains qui travaillent en famille et qu'en outre il n'y a rien à voir. Un ouvrier, payé sept roupies par jour, ne se considère pas comme salarié mais comme "indépendant" puisqu'il apporte ses outils. Il se voit "sous-traitant" ou commissionnaire. Il appartient à la lointaine famille du gérant. Son compagnon connaît la même situation mais il pense qu'il est un mazdour, un prolétaire. Dans la petite savonnerie, on travaille réellement en famille mais des extras sont recrutés tous les soirs parmi les jeunes chômeurs lorsque l'on coule les savons. Ils "reçoivent une petite pièce" pour aider à la corvée, ce ne sont pas des employés. Les coutelleries et l'atelier de chaussures sont des associations de frères ou d'oncles et de neveux, qui sont tous des travailleurs qualifiés ayant connu de très nombreux et lointains ateliers avant de pouvoir s'ins taller ici, sorte de récompense d'une vie de labeur. Ils se payent mal car ils se font exploiter par les com66 🖼

mercants qui achètent la marchandise. Ils répartissent le revenu en fonction de l'ancienneté et du travail de chacun. Ils réservent l'emploi occasionnel à des parents ou à des amis. La productivité est moyenne mais le travail est bien fait. Un sentiment de fraternité, musulmane et ouvrière, à tonalité familiale, est ici consciemment cultivé. Les anciens ont de l'autorité mais personne ne veut se considérer comme un patron (malik). L'atelier de mécanique est tenu par un homme seul, un ancien ouvrier qualifié devenu producteur indépendant. Il n'arrive pas à trouver des commandes réaulières et son revenu est plus bas qu'à l'usine. Il cherche des contrats de sous-traitance. Il bricole beaucoup, réparant les machines du quartier. Ce passionné de technique ne trouve guère à qui parler.

La sous-traitance dans la rue de tâches manuelles déqualifiées, que nous avons déjà mise en scène à Bombay, est une forme paupérisée de travail formellement indépendant. Un vieil ouvrier sans retraite casse des maillons de chaîne pour le compte d'un récupérateur de matériaux qui lui vend puis lui rachète la ferraille. Les femmes qui tamisent le gravier sont salariées à la tâche par les ouvriers d'un chantier de construction qui touchent eux-mêmes dix à douze roupies par jour. Ce sont les plus pingres des employeurs. "On peut partir quand on veut" dit une femme "mais le ventre exige douze heures par jour". Les activités anciennes telles que la forge ou la fabrique de seaux en tôle galvanisée sont aussi vieilles que ce quartier cinquantenaire. La première est une activité familiale transmise de manière héréditaire. La seconde s'effectue à l'aide de salariés. La fabrication d'un seau est décomposée en sept tâches simplifiées qui sont accomplies par sept ouvriers différents. La mise en place de systèmes manufacturiers n'est pas une réalité récente dans les petites entreprises indiennes.

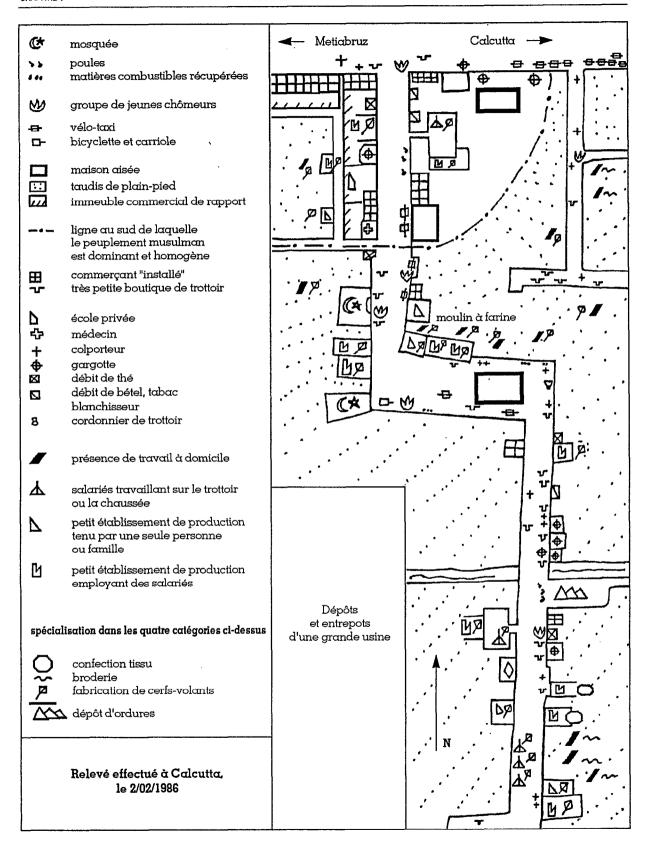
#### Chômage, combines et surexploitation à l'ancienne

La relative santé des activités économiques d'Akhara Gali contraste avec les situations observées dans des quartiers comparables de la métropole bengalaise. Transportons-nous à Garden Reach, vaste et ancienne agglomération de taudis qui longe les installations portuaires de Calcutta (voir le plan n° 12). Le nord de Garden Reach, musulman, se prolonge vers le quartier industriel de Métiabruz et il ne comprend pratiquement que des habitations populaires. Le sud est dominé par des hindous et il bénéficie de services et de concentrations de commerces. Le métier de docker, qui fut longtemps l'opportunité offerte aux prolétaires musulmans, occupe aujourd'hui de moins en moins

de monde suite à la lente mécanisation du port et malaré les combats d'arrière-aarde des syndicats. Il s'est ouvert de arandes usines et des chantiers navals du secteur public sur le port depuis l'indépendance mais leurs besoins en main-d'œuvre, d'ailleurs limités, sont satisfaits par des bengalis scolarisés, plus souvent hindous. Des milliers de petites entreprises de confection ont essaimé ces dernières années à Métiabruz, où la grande industrie textile connaît des difficultés, mais ils sont remplis par les chercheurs d'emploi de cette populeuse localité.

Les deux cent mille musulmans de Garden Reach ne savent lire que l'ourdou ou ils ne savent pas lire. Les élites intellectuelles et les riches sont partis au Bangladesh. La population est peu mobile, parce que la situation n'apparaît pas meilleure ailleurs, et elle augmente régulièrement. Le taux de chômage atteint quarante pour cent parmi la jeunesse des deux communautés de ce quartier isolé. La seule opportunité notable est le vol de marchandises sur les quais et dans les dépôts du port de Calcutta. Cette activité atteint les dimensions d'une industrie. Dix mille dockers, sur quarante mille employés du port, en profitent régulièrement, alors qu'une quinzaine de milliers d'autres personnes, venues des quartiers populaires, les secondent de façon irrégulière.

Le quartier n'est cependant pas tout à fait dépourvu d'activité économique. Il existe des petits commerces mais tout ce qui est d'un bon rapport à ce point de vue est monopolisé par des Marvari. Le capital local entre les mains des musulmans prend sa source dans la propriété foncière et immobilière et dans le contrôle du vol et du trafic de produits illicites, mais il est difficilement mobilisable. Des commerçants venus d'autres quartiers investissent dans des activités manufacturières anciennes où le risque n'est pas grand, cerfs-volants ou bâtons d'encens. La population ne vit pas un enfer, malgré le poids du chômage. Une partie notable des familles a conservé des emplois au port ou dans les usines et cela suffit à les empêcher de sombrer dans la misère. Dans d'autres, c'est un minuscule commerce, un emploi dans la petite industrie ou un rikcha qui jouent ce rôle. La voirie, l'habitat et quelques services sociaux sont loin d'être toujours mauvais. La tension et la frustration s'accumulent pourtant chez les jeunes dont une partie semble prostrée. Des émeutes inter-communautaires ont eu lieu à plusieurs reprises dans le quartier et on ne compte plus les bagarres entre des jeunes gens et la police, accusée de hair les musulmans et, ce qui est beaucoup plus corroboré par l'observation, de pratiquer toutes sortes de rackets tout en s'alliant avec les aanasters les plus notoires.



Plan n°12

Bihar Manzil Lane, Garden Reach.

Petites activités dans un quartier urbain situé à l'écart du développement.

Cette propension des forces de l'ordre à ponctionner toutes les activités productives, de la même manière finalement que les éléments de la pègre qui "protègent" les activités populaires illégales, fait partie des freins "sociaux" à l'investissement productif. Elle pousse les plus riches à placer leur argent au-dehors du quartier, à Métiabruz par exemple et à se replier sur la propriété immobilière, le plus discret et le plus profitable de tous les placements. Un gros épicier et le médecin, des hindous de castes élevées, et les marchands musulmans qui font vivre l'industrie du cerf-volant louent des immeubles de taudis soixante roupies par mois et par pièce. Le médecin en possède trente-cinq et l'épicier quarante-cinq et ils n'y investissent à peu près rien. La couche la plus aisée des milieux populaires, composée d'employés permanents de l'usine "Hindustan Lever", de contremaîtres travaillant sur le port et de quelques instituteurs et professeurs, n'est pas portée vers les affaires. La production de biens lui apparaît comme un univers un peu dégradant et plein d'insécurité. Le petit commerce est très populaire dans ce milieu musulman mais peu nombreux sont ceux qui disposent d'un capital de départ et de notions concernant le marché local. Il paraît difficile de concurrencer les magasins des Marvari installés sur l'avenue.

La majorité de la population descend d'ouvriers et de paysans et ceux qui ont eu des artisans dans leur famille n'en ont gardé que le souvenir d'une pauvreté et d'une dépréciation intenses. Il y a là des musulmans venus du Bihar et de l'Uttar Pradesh à côté d'originaires du Bengale. Ils ne veulent pas quitter "leur" territoire. Ils se considèrent comme des urbains ce qui les pousse à refuser les tâches trop instables et pénibles. Les seules activités plus ou moins autonomes sont le fait de vieillards et de semi-marginaux qui tiennent de minuscules boutiques et pratiquent le colportage parce qu'ils n'ont trouvé que cela pour survivre. En vendant des fruits abîmés ou des petits morceaux de canne à sucre, ils recueillent rarement plus de trois roupies quotidiennes. Le travail de cordonnier, si méprisé en Inde, apparaît presque comme le seianeur du lieu avec son revenu potentiel de dix roupies. Ce secteur se distingue à peine de l'économie domestique, proliférante et il ne connaît aucune espèce d'évolution. Il empêche une masse d'hommes et peut-être un pays tout entier, de sombrer mais il a peu à voir avec le développement. Il vit de la persistance ou de l'aggravation de la misère. "Ici, c'est la nuit sur les quais qu'on fait son beurre" dira un homme.

Il y a cependant cette production de cerfs-volants de papier qui emploie de nombreux salariés et producteurs indépendants pour prouver que la

nuit, tout le monde ne "fait pas son beurre". C'est une activité qui n'occupe que six à huit mois de l'année. Il existe un marché régulier, les enfants de Calcutta ayant vite fait d'envoyer dans les fils électriques ces fragiles jouets colorés, mais il est limité par le modeste pouvoir d'achat des consommateurs. La fabrication d'un cerf-volant s'effectue en cinq ou six stades avec du papier et de minces baguettes de bambou. Un système manufacturier s'est développé à Garden Reach. Les producteurs ne disposent d'aucune espèce d'accès au marché. des commerçants et des intermédiaires commerciaux vivant plutôt à l'aise à leurs dépens. Chaque travailleur et chaque établissement de production sont spécialisés dans un stade de fabrication, des gamins transportant le produit en cours de réalisation d'un endroit à l'autre. Les ateliers sont installés dans des pièces et des cours vides, l'ouvrier apportant son outil. Les entreprises ont une durée de vie limitée à une saison. Les promoteurs des ateliers sont des ouvriers qualifiés pourvus d'ancienneté dans la branche qui ont réussi à décrocher un contrat auprès d'un intermédiaire commercial, puisqu'il est exceptionnel que les commerçants viennent eux-mêmes jusqu'à cette banlieue mal famée. Ils assurent la production des bâtons, tâche plus qualifiée que le collage, avec l'aide de compagnons qu'ils recrutent parmi leurs amis et parents ayant déjà tâté du métier. Le commanditaire leur avance la matière première. Les compagnons sont salariés, cina roupies les mille bâtons, et il est possible de gagner dix roupies en huit heures de travail. Ceux qui ont des dettes touchent vingt roupies après dix-sept heures, ce qui n'est pas mal dans ce genre de travaux à Calcutta aujourd'hui et les places sont plutôt recherchées. Le bénéficiaire de la commande travaille lui-même mais il doit encore trouver des sous-traitants qui vont lui couper le papier et monter les cerfs-volants. Il s'adresse à plus pauvre que lui, à des gens qui travaillent en famille ou à des vieux travailleurs déclassés et à des enfants, à ceux qui vont lui demander le moins cher. Cela compte pour lui car il touche une somme globale du commanditaire pour les salaires et les sous-traitances. Il retient une commission sur les travaux effectués par d'autres et elle s'arrondit si il peut abaisser le prix de leur travail.

La conscience affichée par ces ouvriers est remarquable. Il n'est pas question de sentiment d'autonomie. La plupart ont déjà fait autre chose dans leurs vies, y compris le travail dans la grande industrie. La conviction aiguë d'appartenir à une minorité d'exclus, qui est partiellement mythique, vient renforcer le sentiment de devoir dépendre uniquement du labeur pour survivre et de n'avoir aucun espoir d'amélioration. Il s'y ajoute souvent la fierté de tavailler dans un cadre relativement égalitaire, avec des copains, et de pouvoir produire bien et beaucoup. L'entièreté du discours est cependant bâtie en référence au chômage et au "vrai travail", l'emploi permanent dans de grandes entreprises où existent les avantages sociaux et les syndicats. La petite usine elle-même fait rêver, pourvu qu'elle soit ouverte toute l'année. C'est que la période de relâche est difficile à passer. Ils sont obsédés par la stabilité qu'ils voudraient connaître. Leur emploi, ils le voient seulement comme un expédient qui leur permet "de rester la tête hors de l'eau", une forme particulièrement laborieuse de chômage. D'ailleurs, à les entendre, il y a quatrevingt-dix pour cent de chômeurs à Garden Reach.

## Fourmillement d'activités dans un autre quartier populaire

Contrairement à ce que répètent nos interlocuteurs d'Akhara et de Garden Reach, ni le chômage ni le labeur dans des petits ateliers instables ne sont réservés à la minorité musulmane, malgré l'importance démesurée de cette dernière dans les rangs de certains groupes de travailleurs manuels. Les hindous, ou plutôt diverses minorités que cette confession renferme, dominent d'importants quartiers industrieux. Ils connaissent aussi des taux de chômage notables, quoique sans doute moins élevés. Hindous et musulmans sont d'ailleurs profondément mêlés, et leurs sorts intimement associés, dans plusieurs grands quartiers populaires du nord de la mégalopole. C'est le cas à Niché Bag, en bordure de la route de Barrackpore où des quartiers d'habitations et d'ateliers se serrent entre la voie ferrée et l'axe routier (voir le plan nº13, page suivante). Des petites entreprises sont venues depuis les années soixante pêcher la main-d'œuvre dans ces endroits où le terrain ne coûtait pas cher. Elles cohabitent avec les activités lancées par les gens du quartier et avec l'habituel éventail des tentatives populaires pour s'en sortir au jour le jour.

Les entreprises impulsées de l'extérieur par des marchands et des petits industriels sont d'abord des ateliers de blanchiment et d'apprêt des textiles, qui sont le fait de marchands de tissu hindous, et des garages de réparation de camions, qui sont plutôt entre les mains de Sikhs, généralement moins argentés. Une couche locale s'est enrichie dans le recrutement de main-d'œuvre à destination de l'industrie du bâtiment et dans le commerce et les services, les gargottes de la zone ne désemplissant pas. Les étables laitières, qui sont aux mains d'hindous, constituent aussi une source d'enrichissement mais leurs promoteurs investissent avant tout dans l'immobilier, à Calcutta et dans la terre, au Bihar.

Trois de ces exploitations ont plus de cent têtes de bétail et elles emploient des dizaines de travailleurs, salariés et d'aides familiaux.

La densité et la multiplicité des activités ne suffisent pas à éliminer le chômage et le sous-emploi. C'est que les petites entreprises du quartier utilisent beaucoup de main-d'œuvre venue de l'extérieur, voire des migrants du Bihar qui couchent dans l'usine et ignorent tout de la vie de Calcutta, de ses syndicats et de ses salaires minimum. Vingt pour cent des jeunes sont sans travail. Cette situation de l'emploi est parmi les causes du renforcement récent du sentiment communautaire. Le lieu est marqué de signes de ralliement de grandes confessions et de petits groupes. Moins l'emploi et le revenu paraissent contrôlables, plus l'espace tend à retrouver son rôle, primitif sans doute mais surtout primordial, d'enjeu et de support des pratiques sociales.

Les nombreux portefaix et tireurs de charrettes ont un peu la vision des choses, cynique et envieuse, des travailleurs du bambou de Garden Reach alors au'ils sont effectivement des travailleurs indépendants, c'est-à-dire librement soumis aux loueurs de véhicules et aux commanditaires. Certains d'entre eux, des hommes âgés et des hindous de basses castes de tous âges, sont plutôt contents d'être à Calcutta où ils sont assurés d'un lendemain, même médiocre, alors qu'ils ont subi la famine ou la guerre dans leurs villages. La majorité se juge sacrifiée, sans avenir et vouée à une forme pernicieuse de chômage. La rémunération réelle de ce genre de tâche n'a fait que baisser depuis 1975. Plus de guarante tireurs de charrette sont installés auprès de la rue de Barrackpore (voir le plan nº 13, page suivante). Ils ont payé déjà cinq roupies au loueur. Ils peuvent espérer en gagner le double ou le triple au cours d'une journée où le labeur succède à l'attente. Plusieurs usines viennent de fermer dans le quartier, des huileries et des industries mécaniques. Des ouvriers licenciés s'essayent à tirer des charrettes. D'autres cherchent du travail dans les petites entreprises et ils sont prêts à modérer leurs prétentions de façon extrême, eux qui possèdent expérience et qualification, car les charrettes usent vite leurs hommes. Cela ajoutera peut-être au dynamisme des petits établissements de Niché Bag, qui s'est déjà longuement nourri de l'ignorance des migrants venus du Bihar et de la vulnérabilité des nom-breux groupes de déplacés qui ont trouvé à Calcutta un refuge.

Nous avons dénombré 28 établissements de production, employant tous moins de dix salariés si l'on en croit leurs registres, mais fréquentés par 320 personnes. Les petits ateliers d'usinage de pièces de moteurs sont partiellement le fait de petits

Plan n°13

entrepreneurs issus des rangs ouvriers. Tel ancien ménano dans un garage a pu emprunter cinq mille roupies à son ancien partron, un Pendjabi (Sikh) aisé qui y trouve avantage, puisqu'il dispose à sa porte d'un atelier d'usinage de pièces qui ne peut rien lui refuser. À côté de trois entrepreneurs de ce type, qui restent près de leur machine quand ils ne travaillent pas dessus, nous trouvons quatre gros commerçants et propriétaires de garages et de camions. Ces activités suivent des rythmes très irréguliers. Tout différent est ce petit atelier de réparation de batteries d'automobiles tenu par un vieux bengali membre d'une caste de rang élevé. Cet homme se livre à de patients et minutieux travaux d'écritures derrière son comptoir pendant que deux jeunes apprentis travaillent sans vigueur. Des voisins entrent pour discuter durant des heures. Le patron leur fait venir du thé et il participe à la cérémonie. Cet endroit, qu'il est possible de retrouver à des milliers d'exemplaires dans Calcutta, est le prototype infiniment populaire de la petite affaire menée avec une sage lenteur. Les commandes sont régulières mais très peu nombreuses et on ne cherche pas à en accroître le volume. Le revenu est médiocre, le matériel est ancien, parfois bricolé mais plutôt en bon état. Les membres des castes de Brahmanes et de Kayachtha sont particulièrement nombreux à essayer d'agir ainsi et il est symptomatique de les voir y réussir encore, mais il s'agit d'un idéal de gens modestes qui transcende largement les barrières de castes.

Changeons d'univers pour aller vers les ateliers de textile. Les unités de production localisées ici appartiennent toutes à des Marvari habitant à l'extérieur du quartier. Ils ont tendance à les déclarer comme des entreprises séparées même lorsqu'ils en possèdent plusieurs à la fois. Ce sont des installations vieilles de dix à vingt ans, initialement équipées d'un simple et grossier appareillage manuel d'apprêt et de blanchiment du tissu. Les Marvari investissent aujourd'hui dans certaines machines modernes. Les migrants venus du Bihar sont, nous l'avons déjà signalé, la main-d'œuvre préférée de ces Marvari qui cherchent à utiliser des travailleurs qui soient leurs dépendants autant que leurs salariés. Ils ne répugnent cependant pas à utiliser les services d'hindous de basses castes venus de l'Orissa, pratique qui semble avoir pour rôle de briser les fraternités des hommes du Bihar au travail. Le travail manuel, effectué à des rythmes soutenus sous la surveillance de contremaîtres jouant aussi le rôle de recruteurs de main-d'œuvre. est difficile et peu productif. Les salaires des ouvriers adultes sont de deux roupies pour quinze kilogrammes de linge blanchi, à peine dix roupies par journée de travail de dix heures. Malgré les désirs des "maîtres" marvari, aucun ouvrier ne se fait

d'illusions sur sa condition de salarié et de dépossédé. Les petits patrons sont craints ou détestés mais tous savent que des centaines de chômeurs sont prêts à prendre leur place. Enfin revient toujours la phrase qui permet d'expliquer tant de soumissions indiennes: "au Bihar, c'est encore pire". L'emploi est tellement désiré que la plupart de ces hommes n'ont pas hésité à payer cinq cents roupies à un agent d'embauche et autant au contremaître pour pouvoir s'épuiser ici durant un an. À ce prix, ils sont pratiquement certains de retrouver leur place après que la mousson les ait vus partir pour quelques mois de travaux agricoles. En se privant, ils rapporteront quelques centaines de roupies à leurs familles demeurées dans des campagnes reculées. Ils vivent totalement en marge de la ville. L'accès à l'emploi, permanent ou temporaire, se monnaye, selon le principe qui prévaut aujourd'hui aussi dans la majorité des usines et administrations, dans de nombreuses petites entreprises. A Powaï, près de Bombay, des postes subalternes dans des petites entreprises de moins de vingtcinq travailleurs se négociaient cinq à dix mille roupies en 1986. Les postes qui ne se vendent pas sont de plus en plus retirés du marché du travail, par le biais des pressions communautaires et familiales en faveur de normes d'embauche héréditaires. L'accès facile aux emplois ne concerne souvent que ces ateliers infernaux régis par les lois de fer du système de la sueur. Le droit du travail n'est pas tout à fait inconnu à Niché Bag. La radio locale diffuse parfois des informations à ce sujet mais elles sont en bengali, langue mal comprise par les travailleurs des ateliers de textile. Lorsque le gouvernement de "Front de la Gauche", qui associe le parti communiste de l'Inde (Marxiste) à plusieurs petites formations, est venu au pouvoir en 1977, le propriétaire d'une petite entreprise déclarée dans le "secteur inorganisé" malgré l'emploi de 27 salariés permanents a fait précipitamment bâtir un mur au milieu de l'installation afin de "créer" deux entreprises. C'est une pratique courante dans ces milieux et nous l'avons observée à Powaï dans des conditions très différentes. Le Marvari avait tort de s'inquiéter. Le gouvernement de Front de la Gauche s'intéresse peu aux non-votants et il fait tout ce qui est en son pouvoir pour rassurer les petits entrepreneurs.

Les petits établissements spécialisés dans le traitement des matières plastiques sont le règne de l'enfermement et des cadences élevées. Ce sont des lieux où l'on pousse à bout une main-d'œuvre entièrement recrutée parmi les groupes les plus vulnérables et les moins solidaires de la zone : des femmes hindoues de rangs divers et des jeunes chômeurs, musulmans ou de basses castes. C'est le seul endroit où la mobilité de la main-d'œuvre

reste importante. Dans certains cas elle est systématiquement provoquée par les entrepreneurs mais elle provient aussi du départ des jeunes chômeurs et de l'épuisement des salariés.

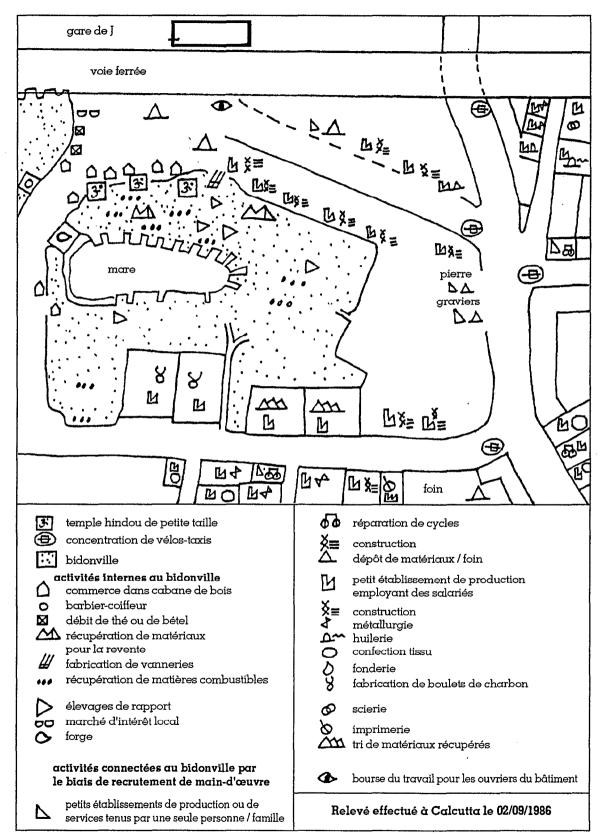
L'ambiance est plutôt différente dans les quarante garages. Une bonne moitié sont des entreprises familiales qui vivent assez bien en utilisant des apprentis non payés. Les autres unités, de plus grande taille, appartiennent à des transporteurs ou à des commerçants qui les font tenir par des gérants ou des contremaîtres contrôlant de trois à dix ouvriers qualifiés. La scène ressemble beaucoup à ce que nous avons observé à Bombay mais elle se complique du fait que les conducteurs de poids lourds participent à la réparation des véhicules. Cela fait partie, des choses qui leur sont demandées pour quatre cents à huit cents roupies mensuelles. La zone des garages est un peu aimable fouillis coincé entre des masures et les égoûts à ciel ouvert où s'épanchent les rejets des ateliers textiles. Les mécaniciens, qui sont fréquemment des Sikhs enturbannés, ont un poids considérable dans l'organisation du travail et ils contrôlent les rythmes. Leur paye peut atteindre huit cents roupies par mois, ce qui est le meilleur salaire ouvrier de l'endroit.

# La tenacité des stratégies minuscules de certains groupes

Prenons un dernier exemple, assez différent, du développement des activités à petite échelle dans les quartiers populaires d'habitat dense. (Voir le plan n° 14). Il faut aller à dix kilomètres au sud de l'endroit précédent, dans un bidonville qui regarde la gare de chemin de fer de banlieue de J. C'est une zone entièrement hindoue que ce Goala Basti, bidonville né dans les années cinquante dans la proximité immédiate d'un quartier aisé peuplé de réfugiés venus de l'ancien Pakistan oriental après les conflits de la partition. Un amoncellement de cahutes en bois et en bambous assiège une petite mare à l'eau vert sombre. Ces cabanes implantées sans autorisation sur des terrains appartenant au chemin de fer sont habitées par des membres de très basses castes venus de l'Orissa, du Bengale occidental (dont Calcutta est la capitale) et de l'actuel Bangladesh. Les habitants dont d'abord des prolétaires, des dizaines de femmes travaillant comme domestiques à la journée dans les maisons aisées, alors qu'une bonne moitié des hommes tirent des vélostaxis ou travaillent comme portefaix dans les marchés aux légumes des environs. Le quartier est cependant le lieu d'une production notable, archaïque, voire primitive sur certains points, qui est significative du type de développement que peuvent connaître les quartiers populaires livrés à leurs seules ressources.

L'élevage des porcs est une profession que les musulmans et les hindous de bonne caste évitent absolument. Elle fleurit ici dans les ordures, fournissant un revenu appréciable à une dizaine de familles. Les préoccupations de statut, très prégnantes chez les musulmans du genre de ceux que nous avons observés à Garden Reach, entravent certainement certains groupes dans leur recherche du revenu. L'argent des cochons est investi dans l'achat d'alcool et dans l'entretien d'un temple local, placements éminemment improductifs, mais il a aussi financé plusieurs petites boutiques de trottoirs et des cyclo-pousse. Il permet donc l'acquisition d'une certaine autonomie. Il n'est pas question d'investir dans le logement puisque son implantation demeure incertaine. Des vanniers fabriquent des couffins pour des marchands de légumes et des récupérateurs de sacs recousent les sacs de jute usagés, pour le compte d'entreprises de construction ou de manière indépendante, mais ils ne sortent pas de la misère. Les familles qui s'en tirent le mieux associent diverses pratiques mises en œuvre par tous les membres des maisonnées : récupération de bois et de fibres de noix de coco de l'économie domestique (femmes et enfants), cueillette de fruits et de fleurs (enfants), artisanat ou élevage (femmes, vieux adultes), travail indépendant grâce à la petite boutique de rue ou au vélo-taxi acheté (hommes adultes), travail salarié enfin (femmes et jeunes hommes). Cette importance de multiples petites activités coordonnées fait que moins de 15 % des deux mille habitants de Goala Basti connaissent le désœuvrement. Personne n'est inscrit à l'agence pour l'emploi. Les habitants les plus à l'aise du quartier, qui appartiennent à des familles soudées où l'on ne boit pas trop et où l'on a pu éviter la tuberculose, essayent d'utiliser le salariat de manière raisonnée et déterminée pour préparer l'accès à la petite boutique ou même pour économiser en vue d'un mythique retour à la terre.

Ils croient choisir mais ils sont cependant choisis. De petits entrepreneurs rentabilisent depuis longtemps cette réserve de main-d'œuvre en assez bonne santé. Ils savent utiliser les espoirs, souvent illusoires, des jeunes qui rêvent de se mettre à leur compte et sont prêts à travailler sans économiser leurs forces pour quelques roupies supplémentaires. Ils n'ignorent pas que la main-d'œuvre de Goala Basti est sollicitée par ses élevages et qu'elle est encline à modérer ses exigences salariales si elle peut travailler près de chez elle. La construction, représentée par une douzaine de petites entreprises, emploie cent à cent cinquante personnes à la journée. C'est beaucoup au regard d'une quinzaine de boutiques et d'une vingtaine de rikcha indépendants. Ces journaliers, dont la condition



**Plan n°14** Goala Basti à Calcutta.

s'apparente à celle des ouvriers agricoles, sont recrutés par des chefs d'équipe qui touchent un certain pourcentage de leur paye (usuellement 20 à 30 %). Quelques-uns de ces recruteurs viennent du basti (bas quartier). Cette pratique est l'un des modes les plus efficaces d'enrichissement des petites gens mais il faut disposer d'un ascendant sur le quartier, ou tout au moins sur un groupe de gens, pour devenir recruteur. Les plus humbles et les moins forts travaillent dans les fabriques de boulets de charbon où ils recoivent six roupies par jour: trois de moins que dans la construction. Dans les petites entreprises de mécanique, les travailleurs de Goala Basti subissent la concurrence d'ouvriers. venus d'ailleurs et généralement mieux formés. mais leur frugalité, leur janorance obtuse du syndicalisme et du droit et leur ardeur leur valent encore des faveurs. Dans la confection, les robustes femmes ex-intouchables concurrencent par contre avec succès les frêles veuves de haute caste aui ont lonatemps bénéficié de quasi-priorités d'embauche grâce à leurs exigences extrêmement faibles.

N'est-elle cependant pas remarquable, l'activité qui règne à Goala Basti, comparée à l'aigre, mais bien moins inconfortable langueur qui étreignait Garden Reach et, dans une moindre mesure sûrement, Akhara Gali? Sont-ce des exigences plus élevées de dignité et de sécurité qui entravent les habitants de ces zones dans la promotion d'activités productives? Ou la situation aéographique de ces énormes concentrations de pauvres interdit-elle pour le moment tout espoir? Il est sans nul doute plus facile de survivre, et même de faire mieux, lorsqu'il y a des gens riches à servir mais le nombre de ces riches est limité à Calcutta.

#### Développement et chômage

Le quartier populaire, où réside la masse de la population des cités indiennes, agglomérat de migrants, d'abord sollicités puis de plus en plus mal acceptés, est fondamentalement marqué par l'omniprésence et le caractère massif du chômage. Rien n'est plus significatif des difficultés présentes du développement, si l'on veut bien aussi donner un contenu social à ce terme, et les petites industries ne se montrent nullement capables de réaliser des miracles en la matière, une majorité des habitants des quartiers populaires urbains devant leur survie à d'autres activités. Si le chômage sert souvent de caution à des politiques de protection de la petite entreprise, qui profitent d'abord à des fantômes, il est aussi une lourde réalité, un fondement de l'expérience du travail dans l'Inde urbaine. Les langueurs nées de l'échec répété et du mépris de soi, le désespoir collectif de groupes toujours perdants, l'habitude de vivre arâce au travail des enfants et des femmes, la valorisation culturelle du rentier et d'autres types de parasites sociaux, tout se conjugue pour renforcer la stagnation de portions de villes entières. Un homme sur deux, et trois producteurs potentiels sur quatre sont parfois dans l'attente et seuls les enfants, mis au travail dans certains secteurs, les combines, la revitalisation de l'économie domestique et, ce n'est pas le moins important, l'aide de minorités de travailleurs permanents, parviennent à faire reculer le spectre de catastrophes économiques.

Ce qui fonde la résistance à la désagrégation sociale, enracinée dans les pratiques communautaires, se trouve souvent être ce qui freine ou inhibe le développement, quoique le manque de capital, d'énergie ou de pouvoir de décision soient au moins aussi importants. La culture du travail est marginalisée ou oubliée, les pratiques politiques, visant à obtenir la redistribution des rares prébendes, se renforcent, et la formation professionnelle n'est pas considérée comme importante. Ces traits n'ont rien de spécifiques aux quartiers populaires mais ils aggravent une situation que les investissements de l'extérieur ne viennent pas compenser. L'Etat, déja endetté, espère que ces masses déstabilisées par la fermeture ou la stagnation des grandes industries s'en tireront toutes seules et les petits entrepreneurs n'appécient quère ces énormes agglomérations mal contrôlées, où beaucoup d'hommes sont passés par l'usine et ne sont pas prêts à subir toutes les formes d'abaissement et d'exploitation. Les exceptions à ces tendances correspondent à des tactiques ponctuelles de petits groupes d'entrepreneurs, qui trouvent dans ces zones une précieuse main-d'œuvre qualifiée et des locaux à bon compte, ou, et c'est moins fréquent, à l'apparition d'investisseurs au sein même des quartiers populaires. Ces derniers sont des propriétaires, des commerçants, des tâcherons ou des contremaîtres ayant migré dans les pays du golfe Persique. Leur dynamisme est modéré et leur savoir limité. Lorsque leurs activités s'étendent, ils partent ailleurs. Il existe des correctifs à ce tableau, les concentrations de petits ateliers de confection de Metiabruz en font partie, mais elles ne semblent pas devoir constituer l'avenir proche des quartiers populaires urbains, endroits où les petites activités marchandes sont d'abord et avant tout constituées par les combines des pauvres qui vendent des biens ou des services à d'autres pauvres. Il faut pourtant remarquer combien ce secteur de petites activités des quartiers populaires, demeure complexe et varié dans ses manifestations et ses formes d'organisation, malgré son extension peu considérable.

#### I.E PETIT VIT-IL AUX DÉPENS OU AU SERVICE DU GRAND?

Le titre de ce chapitre fait référence à des polémiques qui ont beaucoup préoccupé les chercheurs dans le courant des années soixante-dix. L'utilité économique de l'ensemble composite que nous avons mis en scène n'est plus tellement discutée au niveau international mais la polémique dure toujours en Inde. C'est pourquoi nous avons présenté les choses ainsi, cette façon de procéder nous permettant d'aborder des thèmes intéressants.

#### DES ACTIVITÉS DE SERVICE AU CONTACT DE LA GRANDE INDUSTRIE

#### Vente de rue et barbiers aux portes des grandes usines

Toutes les installations industrielles indiennes. quelque que soit leur importance, sont situées aujourd'hui en contact direct des activités à petite échelle et de leurs promoteurs. Au long des murs des usines, s'installent les vendeurs de glaces, de mouchoirs, de thé et de tabac, les diseurs de bonne aventure, les barbiers et les cordonniers. Tout un peuple, qui paraît parfois sortir tout droit du bazar mais qui doit s'adapter à ce nouveau milieu, vit de la paye des employés permanents et précaires. C'est par exemple le cas auprès de cette fabrique de roues de wagons de Haorah, une usine de 1 200 ouvriers implantée dans un vieux quartier industriel où s'installent maintenant des administrations, ou dans cet autre exemple localisé à deux mille kilomètres de là, dans le port de Bombay. Les plans permettent de constater à quel point les situations se ressemblent, malaré les différences culturelles et la nature divergente des activités de grande taille mises en cause.

Les gens de la rue qui s'activent autour de l'usine métallurgique de Haorah peuvent se répartir en trois grandes catégories (voir le plan n° 15, page suivante). Il y a des vendeurs ou des pourvoyeurs de services qui gîtent sur le trottoir ou dans de petites cabanes de bois qu'il est possible de transporter (Gumti à Calcutta, Koki à Bombay), des conducteurs de véhicules manuels et des porteurs aux mains nues qui évoluent dans le cadre de statuts plus ou

moins indépendants et enfin des travailleurs à statut précaire qui cherchent à s'embaucher de façon occasionnelle ou temporaire dans les grandes et moyennes unités de production et dans les entrepôts. C'est une trilogie hiérarchisée, présentée dans l'ordre des statuts décroissant, pourvue de nombreuses divisions internes et présente d'un bout à l'autre de la péninsule. Cette hiérarchie n'est cependant pas une valeur comme dans le système de castes. Elle est un fait qui s'appuie sur la place que chacun a pu acquérir dans le cadre du marché.

La vente et la fourniture de services sont les activités les plus prisées. Vendre dans une cabane de bois est particulièrement apprécié. Cela suppose la possession ou l'emprunt d'un certain capital afin d'acheter la bicoque (1 000 à 2 000 roupies), payer l'emplacement (100 à 10000 roupies), se procurer un stock (100 à 1 000 roupies) et, le dernier n'est pas le moindre, payer des redevances aux policiers véreux ou aux agents des caïds locaux. De nombreuses cabanes sont fermées, soit par la police soit par l'échec commercial, mais tout le monde rêve de ce genre de situation. Des anciens travailleurs d'usine ayant pris leur retraite anticipée, des membres peu argentés de familles commercantes et de jeunes chômeurs (de plus en plus, souvent diplômés), sont parmi les tenanciers de ces minuscules boutiques. Certains d'entre eux jouent le rôle d'agents d'embauche pour les ouvriers à statut précaire, et sont des sortes de petits notables, des gens importants dans leur monde. D'autres, beaucoup plus nombreux, peinent parce que les ouvriers sont une clientèle difficile qui achète à crédit et surveille les prix. Ils gagnent entre vingt et cinquante roupies par jour de bénéfice net mais il n'est pas besoin d'être présent toute la journée. Si la vente de trottoir est tellement appréciée, c'est parce qu'elle permet de travailler à son rythme et de se faire remplacer quand on veut. Les vendeurs installés sur la chaussée sont fréquemment plus vieux, plus pauvres et moins instruits que ceux des boutiques de fortune. Ils sont nombreux à venir de loin, parfois de façon saisonnière. Comme ils vendent un peu moins cher, ils sont les fournisseurs privilégiés des ouvriers à statut précaire et des portefaix. Il existe donc des spécialisations, des

vendeurs particulièrement peu ambitieux allant jusqu'à proposer des fruits avariés ou des cacahuètes à la pièce aux travailleurs les plus pauvres. Les revenus de cette couche varient de une à quinze roupies par jour, quoiqu'il y ait des exceptions, comme les vendeurs de simples ou de vaisselle qui arrivent à gagner cinquante roupies par jour.

Les **porteurs et les tireurs de véhicules** forment le second pôle de cet univers, si proche et si lointain de la grande usine. Les gens de ce groupe proviennent eux aussi des castes (ce qui veut dire des rangs et des groupes) les plus divers de l'ancienne société mais ils comptent très peu d'éléments alphabétisés. Leur situation est variable. Certains sont soudés par des solidarités communautaires ou des fraternités de terroirs. D'autres se concurrencent sauvagement les uns les autres, ne s'associant au'avec des membres de leur famille et ce sont sans doute les plus nombreux. Quelques-uns sont syndiqués et disposent de foyers collectifs et même de cantines. Les payes sont moins basses que dans les quartiers industrieux et les bazar, les chemins de fer et la plupart des grandes compagnies reconnaissant des tarifs minimaux pour le transport manuel de marchandises. Beaucoup de porteurs ne sont pas au courant de l'existence de ces barèmes et la division qui règne dans leurs rangs permet la pérennisation de cette situation. Des hommes se proposent de leur trouver des engagements aux prix en usage ailleurs et ils empochent la différence en échange d'une relative stabilisation de la condition du portefaix. La misère sociale et économique est depuis longtemps le terreau fertile où s'épanouissent les intermédiaires de relation.

La main-d'œuvre ouvrière à statut précaire est constamment présente aux abords des concentrations industrielles. Elle siège aussi sur la voie publique, de manière autonome ou sous la tutelle de recruteurs qui font plus ou moins aussi office de chefs d'équipe (thikadar à Calcutta, mukadam à Bombay). Si les femmes sont rares chez les vendeurs de rue et fréquemment absentes des rangs des portefaix ordinaires, elles peuvent être très nombreuses parmi les travailleurs à statut précaire. Les groupes sociaux où se recrute la main d'œuvre précaire sont plutôt défavorisés au plan de la fortune, du rang et de l'éducation, mais ils tendent à se diversifier avec la poussée du chômage urbain. Des jeunes gens scolarisés s'y retrouvent aujourd'hui, soit parce qu'ils sont aux abois, soit parce au'ils espèrent se faire recruter de manière permanente. Le travail précaire est une des rares opportunités offerte aux migrants sans expérience. Les travailleurs à statut précaire sont parfois qualifiés mais ils ne peuvent se prévaloir de leur savoir, le salaire du journalier de l'industrie étant négocié collectivement par les chefs d'équipe ou fixé par les entreprises à un taux uniformément bas, proche du salaire minimum. Il y a partout plus de travailleus en attente que de postes disponibles. Le travail est difficile, les plus sales corvées de l'industrie, mais les tâches sont moins épuisantes que la conduite des vélos-taxis et surtout des charrettes à bras qui brisent la santé d'un homme en quelques années. Plus de 20 % des travailleurs de la grande industrie et des franges inférieures du "secteur organisé" sont des employés à statut précaire employés au jour le jour ou pour la durée de contrats courts. Si la grande industrie emploie tant de bras venus des trottoirs, avec une préférence affichée pour les plus incultes et les plus robustes, c'est d'abord parce que cela est rentable, tout au moins à court terme. La rude mise au travail et les économies de salaires que permettent ce système constituent des facteurs essentiels du développement du pays.

Les relations entre les secteurs de l'économie sont aussi profondes que multiples. Les vendeurs de rue et les pourvoyeurs de services ne produisent rien dans les usines mais leur rôle est précieux à d'autres titres. Les plans permettent un peu de se rendre compte à quel point ces univers productifs sont hostiles à l'homme auquel est demandé l'effort. Les autorités et le grand patronat économisent sur tous les équipements collectifs, en partie par souci d'économie, en partie par manque d'intérêt pour ces problèmes. Les hommes défèquent dans la rue suite à l'absence de latrines. Il y a des cantines dans les grandes unités mais elles sont fermées à la masse des salariés précaires et des portefaix. Les ouvriers permanents sont aussi en quête d'endroits humanisés. Les petites activités des hommes de la rue permettent à la fois de subvenir aux besoins de reproduction de la force de travail et d'apaiser l'angoisse des hommes face aux enfers suscités par un développement mal maîtrisé. Cette utilité sociale n'est sans doute pas quantitativement mesurable mais elle nous paraît énorme.

Des activités de cueillette (fruits, déchets combustibles) ou d'élevage sont fréquemment effectuées aux alentours des zones du type de celles que nous venons d'évoquer, par des membres de groupes tout à fait prolétarisés. Des enfants et des vieux travailleurs s'y adonnent à côté de groupes marginaux. Ces activités jouent un rôle certain dans la survie des familles de travailleurs à statut précaire, qui ont beaucoup de peine à faire vivre toute leur maisonnée. Un salaire entretient une personne et demie, si on leur reconnaît des besoins variés quoique minimum, trois personnes si on leur

reconnaît le droit à deux mauvais repas par jour. À ce niveau, toutes les réalités sont liées et les activités des couches populaires, salariées et non salariées, forment un ensemble. La densité de cette économie de trottoir, adjacente mais nécessaire à la grande industrie contemporaine indienne, est extrêmement variable selon les lieux et les moments. On découvrira des zones presque désertes, seulement égayées par l'indispensable vendeur de bananes et sillonnées de gamins porteurs de théières alors que d'autres lieux de production sont assiégés par une marée de petits vendeurs au point de déployer l'animation d'un bazar. Des marchés hebdomadaires se tiennent parfois au long des murs de l'usine ou aux abords de la mine.

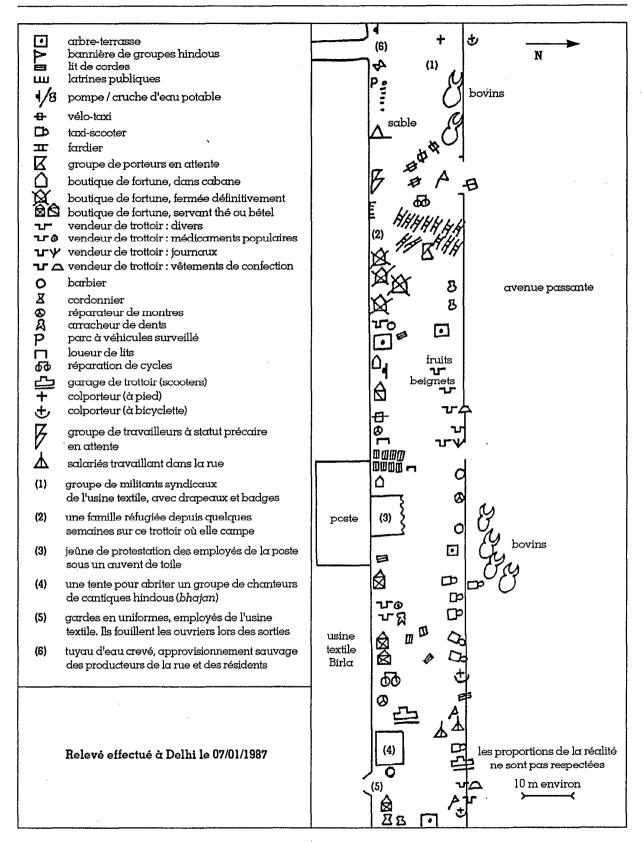
#### Un complément ou un négatif de l'emploi permanent dans la grande entreprise?

Voici un espace très densément occupé au long de l'usine textile B., au nord de la capitale fédérale (voir le plan n° 16). C'est un morceau de trottoir de cent vingt mètres de long sur six de large qui court au long d'une avenue qui mène du quartier de l'université de Delhi à des zones industrielles et industrieuses. La présence de nombreux passants s'ajoute au trafic des ouvriers des cinq usines textiles que compte encore le quartier pour rendre l'endroit favorable à l'exercice de plusieurs types d'activités à petite échelle.

Nous avons répertorié cent vingt et une personnes se procurant ou attendant leur revenu sur ce morceau de trottoir, une par mètre. Ce n'est pas une densité exceptionnelle. Mettons de côté le cas des cinq récupérateurs de déchets, une famille misérable qui vit d'une forme urbaine et contemporaine des activités primitives de cueillette. Il y a 26 pourvoyeurs de services: trois barbiers, trois cordonniers, dix personnes travaillant à leur compte ou comme salariés hors statut dans des garages dépourvus de locaux fixes (il y a donc des ouvriers sur ce trottoir), trois réparateurs de montres, un dentiste, deux personnes chargées de servir de l'eau fraîche, deux gardiens et deux loueurs de lits. Le groupe est d'une belle hétérogénéité. Les portefaix, charretiers et chauffeurs de véhicules forment un milieu plus homogène: 21 portefaix et charretiers et une dizaine de conducteurs d'engins mécanisés. Les premiers sont de type classique, des hommes pauvres et bien bâtis, migrants dépourvus d'instruction dont le principal atout est la capacité à serrer les coudes en petits groupes de coreligionnaires ou de "pays". Ils sont plusieurs à dormir là. Deux d'entre eux possèdent leur outil de travail et gagnent quinze à vingt roupies par jour. Les autres donnent la moitié de leur revenu au

loueur. Les conducteurs de taxis-scooters sont mieux nourris, plus instruits et de communautés plus diverses. Ce sont généralement des salariés (quatre à cinq cents roupies mensuelles) qui touchent en outre une commission sur les courses. L'engin coûte beaucoup plus cher qu'un cyclo-pousse (quarante mille roupies s'il est neuf) et il est rare qu'un homme contraint à travailler de ses mains dispose de ce capital en Inde. Beaucoup de conducteurs louent ces véhicules au mois, bien que ce soit interdit par la loi qui prétend favoriser l'initiative individuelle. Il y a donc des "fermiers" et des "métayers" parmi les conducteurs de véhicules à moteur comme il y en avait chez les tireurs de vélos-taxis. Nous retrouvons la diversité chez les vendeurs, infiniment particularisés par le mode de vente (en boutique de fortune par terre, ambulant, à bicyclette), le produit vendu et le revenu qui va de six à trente roupies. Ils sont 22 personnes, soit près du quart de la population au travail dans cet endroit. La variété disparaît enfin tout à fait chez les quinze travailleurs à statut précaire qui témoignent, en haillons grisâtres de labeur, de l'omniprésence de ces formes de mise au travail. Ils ne travaillent pas pour l'usine textile, qui emploie des centaines de supplétifs à statut semi-précaire et de temporaires embauchés pour de courtes périodes, mais dans la florissante industrie du bâtiment, la plus primitive et la plus avide de main-d'œuvre des branches de l'activité économique, si l'on excepte l'agriculture.

Nous avons demandé à ces hommes qui ils étaient. Près du quart de l'échantillon est constitué de vieux ouvriers n'ayant pas pu bénéficier de retraites ou de travailleurs licenciés à la suite de la fermeture de grandes usines textiles et mécaniques ou encore des ouvriers de petites entreprises jetés dehors parce que leur rentabilité commençait à baisser. Deux d'entre eux payent sur ce trottoir la conséquence de leur combativité durant des grèves. On voit que beaucoup des promoteurs d'activités à petite échelle ont connu la grande entreprise. Les petites activités de ce genre assurent de manière diverse la survie de ceux que le système productif, à grande ou à petite échelle, basé sur la rentabilisation de la force humaine. rejette. Ces hommes se considèrent souvent comme des déclassés et ils n'ont aucun goût à la tâche. Ils se consacrent plutôt à des activités qui ne rapportent guère (réparation de montres, barbier, cyclopousse, colportage). Ils sont souvent rejoints en cela par ces jeunes chômeurs qui espèrent encore trouver mieux ailleurs. Ils vendent plutôt des fruits. du tissu ou des journaux. Ils sont aussi frustrés mais ils sont plus actifs que les membres du premier groupe. Ils constituent un autre quart des "pratiquants" de ce trottoir. Les vendeurs de médica-



Plan n°16

QΛ PH

ments, le dentiste et certains conducteurs de scooters sont des **professionnels** et ils ont leur fierté. Ils ne changeraient pour rien au monde. Constituent-ils le cinquième de l'effectif? Il y a aussi les "possédants", une douzaine de personnes diversement satisfaites par leur baraque en forme de boutique. leur atelier sans local ou leur maison de thé. Ils ne sont pas coupés des autres, tout le monde se côtovant à se toucher sur ce trottoir, mais nous avons affaire à un autre univers, celui des petites affaires. Ils logent loin de là, ils engagent des gardes pour surveiller leurs possessions et ils ne s'épuisent pas. Ils font travailler ceux du dernier groupe, les prolétaires. Ceux-là sont faits pour un labeur qui leur donne une allure sans espoir. Ils ne seront jamais autre chose que des bêtes de somme, rêvant de lointaines campagnes sur les franges de la ville.

Cette nature hétérogène du milieu des travailleurs du trottoir explique en partie ce qui s'y passe. L'endroit paraît à première vue extrêmement riche en contacts humains et il serait facile de penser que c'est un lieu d'échanges et peut-être de fraternisation. Rien n'est plus faux. Le trottoir est sans loi. sauf celle du profit. Les petits et les faibles sont brisés et rejetés sur la marge. La concurrence de chacun contre tous n'éparane que des groupes restreints de tireurs de charrettes. La méfiance rèane. Les préjugés de caste et les chauvinismes les plus divers ne sont pas absents, bien au contraire, ils sont seulement relativisés mais aussi parfois aggravés par le pouvoir tout puissant de la marchandise. Les rapports entre les clients et les vendeurs sont médiocres, marqués par des stéréotypes et des méfiances qui semblent millénaires en même temps que constamment remodelés par l'âpreté des marchandages. C'est un univers fragmenté par les claires délimitations des groupes de statut et des communautés et traversé de sourdes oppositions de classe. Les seules manifestations de solidarité, élémentaires. soudent la rue face aux fauteurs d'accidents ou à la police mais elles ne débouchent jamais sur des actes positifs. C'est pourtant ici que se trouve le principal forum des peuples de l'Inde d'aujourd'hui.

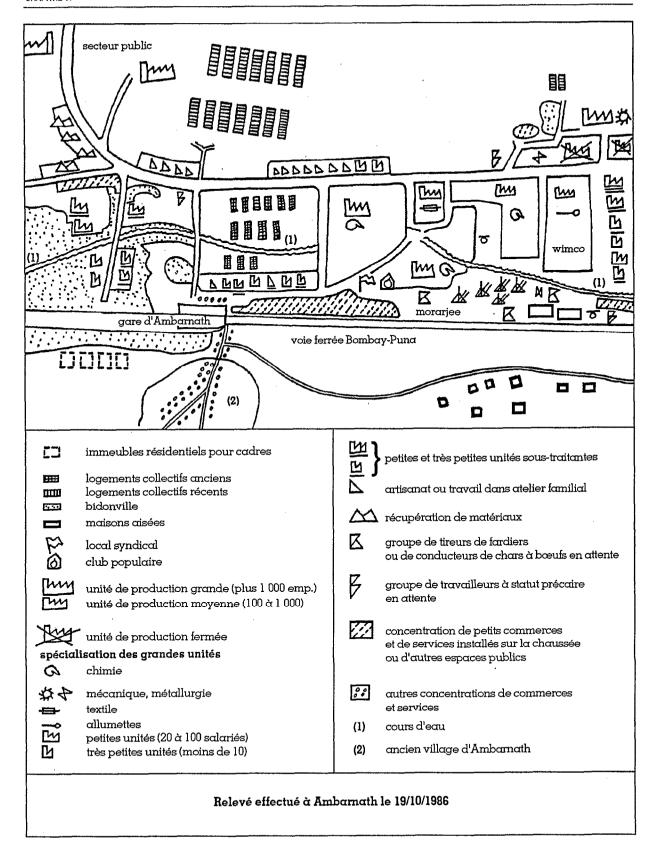
#### L'INTÉGRATION DIRECTE OU INDIRECTE **AU PROCESSUS DE PRODUCTION** DE SECTEURS ENTIERS DE PETITES ACTIVITÉS

Parlons maintenant de cette fraction des activités à petite échelle qui, en plus que d'être placées au contact physique des activités menées à plus grande échelle, se trouvent directement à leur service. La sous-traitance des entreprises est-elle le prolongement logique ou l'autre face de la soustraitance de main-d'œuvre? Deux cas de figure seulement vont nous servir à mettre en scène cette problématique.

#### Sous-traitance avec la grande industrie privée

L'exemple d'Ambarnath, localité située à une cinquantaine de kilomètres de Bombay, nous transporte dans une zone industrielle récente dominée par une demi-douzaine de grandes installations productives des secteurs public et privé, employant toutes plus d'un millier de salariés (voir le plan n° 17). Le schéma montre bien la multiplicité des activités. la grande industrie côtoyant des moyennes et petites unités mécanisées, des artisanats et des entreprises de récupération de matériaux à côté de concentrations de services et de commerces. La moitié de la population active d'Ambarnath dépend pour sa survie des activités formellement déclarées à petite ou minuscule échelle. À cette diversité de l'appareil productif répond celle de l'habitat. Les bidonvilles de cabanes, les vieilles cités de logement ouvrier, les nouveaux immeubles municipaux, les résidences des cadres et les demeures isolées des plus riches se dispersent dans un paysage qui a dû être attrayant avant que la pollution industrielle n'en fasse un enfer sur terre. La diversité de l'habitat et la multiplicité des niveaux de la structure économique sont, grosso modo, parallèles, bien que l'on trouve un fort groupe d'ouvriers de la arande industrie dans les bidonvilles et des minorités d'employés de la petite industrie et de travailleurs indépendants dans les immeubles municipaux ou dans les cités à prépondérance ouvrière. Les groupes d'immeubles paraissent à première vue vivre de manière séparée mais l'observation montre, par exemple, la migration matinale des femmes des bidonvilles qui vont accomplir les corvées domestiques dans les résidences. D'un autre côté, seuls les habitants des immeubles locatifs pavent des impôts locaux et c'est à eux que l'ensemble de la collectivité doit les équipements urbains, aussi imparfaits soient-ils. Cette interdépendance marquée d'une profonde inégalité, nous allons la retrouver dans la structure de l'économie locale.

Les grandes usines chimiques font sous-traiter quelques opérations, telles que l'empaquetage, dans des moyennes et surtout des petites entreprises localisées dans la zone située à l'est de WIMCO. Il s'agit d'une zone industrielle planifiée où s'alignent des locaux de briques et de ciment tous pareils. Un tiers des quarante petites unités sont fermées, un tiers sous-traite avec les grandes firmes



82 2

d'Ambarnath, un autre tiers sous-traite plutôt à l'extérieur. Une ou deux seulement disposent d'un accès direct au marché pour la majeure partie de leur production. Les très grosses entreprises semblent préférer sous-traiter avec les petites unités les plus mal équipées, où les salaires sont très bas, comme si cette sous-traitance était d'abord un moyen d'économiser sur les coûts de main-d'œuvre. Certaines grosses firmes passent des contrats oraux avec des individus dépourvus de capital qui rappellent les "ouvriers sous-traitants" des "domaines industriels" de Bombay. Un homme seul manipule des acides dans une cabane de bois pour le compte de M... Les grands entrepreneurs se plaignent pourtant du caractère erratique des prestations fournies par les petites entreprises et ils disent être prêts à leur donner plus de commandes à condition qu'elles veuillent bien s'équiper.

À côté de cette sous-traitance directement liée à la production des usines de chimie, l'ensemble des grandes entreprises utilisent les services de petites entreprises pour réparer des pièces, assurer le gardiennage, la construction, la manutention, la gestion de la cantine, le nettoyage et l'entretien des abords. Ces "entreprises" se réduisent à un recruteur de main-d'œuvre et son équipe de journaliers, comparables à celles que nous avons vues attendre au long des murs des usines. Il est rare qu'elles possèdent un capital quelconque, hormis des outils de terrassement et quelquefois un camion. Les syndicats protestent avec des succès divers contre ces pratiques, par ailleurs limitées par la loi, mais elles connaissent depuis une quinzaine d'années une popularité croissante auprès des entrepreneurs. Certaines petites entreprises de mécanique ou de métallurgie reçoivent cependant des ordres réguliers de la part des grandes entreprises. Elles s'empressent de rechercher des sous-traitants placés au-dessous d'elles, c'est-à-dire dans le groupe des unités de plus petite taille où les salaires sont moins élevés. Les entreprises les plus minuscules, sont couramment constituées d'une seule et unique personne qui accepte de travailler "à son compte" pour moins cher que les salariés les moins exigeants. Elles disposent rarement de machines et de locaux adéquats. Les propriétaires de moyens de production plus importants, les patrons d'entreprises moyennes, les prêtent ou les louent au travailleur sous-traitant. La commande est donc partiellement ou totalement effectuée dans de très petites entreprises mais les entreprises moyennes y gagnent cependant quelque chose. Le rêve de certains petits entrepreneurs, qui se réalise assez souvent, est de travailler le moins possible, en faisant sous-traiter toutes les opérations d'un faible rapport. Certaines entreprises se muent ainsi peu

à peu en intermédiaires commerciaux vivant de pratiques semi-rentières derrière leurs volets toujours fermés.

Les grosses firmes chimiques utilisent aussi les services de sous-traitants isolés. Les usines M. rejettent des quantités de chaux mêlée à des déchets toxiques et cela crée un problème de stockage. Le travail d'enlèvement de ces déchets coûterait cher s'il était effectué par des ouvriers permanents car il y a des précautions à prendre, même si les autorités chargées de faire appliquer le droit du travail sont particulièrement laxistes en matière de pollution et de maladies professionnelles. Le produit est revendable à des revendeurs de matériaux de construction qui savent oublier son caractère potentiellement toxique. La direction de l'usine a donc concédé l'exploitation du site à une cinquantaine de familles de Mahar, des ex-intouchables. Ils vivent en permanence au sein de cet univers d'aspect lunaire, remplissant à la main des sacs de jute, fournis par l'entreprise, avec leurs propres outils. Le vieux camion d'un sous-traitant de M. vient de temps à autre prendre la marchandise. Ce sont les commerçants en chaux du bazar qui payent les Mahar, au sac. Ils arrivent à dépasser notablement le salaire minimum et leur grand souci est d'éviter l'arrivée de nouveaux gratteurs de chaux.

La sous-traitance des opérations de transport est un cas spécifique. Les entreprises utilisent leurs propres camions et ceux de transporteurs indépendants mais il est parfois rentable de faire opérer certains transits à l'aide de chars à bœufs ou de charrrettes à bras, particulièrement entre les entrepôts du chemin de fer et les entreprises. Les tireurs de fardiers sont payés à la course et au poids transporté. Cela rend leur emploi intéressant lorsqu'il ne faut travailler que quelques heures par jour. La WIMCO conserve des bouviers salariés, qui reçoivent quatre cents roupies par mois et des primes mais elle voudrait s'en débarrasser au profit de "travailleurs indépendants" du genre des tireurs de charrettes. La pression syndicale l'en empêche pour le moment. Les parlementaires du Congrès et de l'opposition ont pris le parti des charretiers salariés. Les entreprises cherchent par ailleurs à se débarrasser des intermédiaires recruteurs de maind'œuvre et à traiter directement avec les travailleurs précaires. C'est ce qui se passe maintenant dans les grandes firmes de Puné. Les intermédiaires réagissent avec beaucoup de vigueur et d'efficacité, affirmant que l'on cherche à payer moins cher les travailleurs ou à importer des étrangers (de la main-d'œuvre venue du Népal ou du Bangladesh). L'intermédiaire ponctionne le salaire du journalier à statut précaire mais il est il constitue le seul protecteur de cette couche de salariés. La disparition des intermédiaires ne semble pas provoquer l'augmentation des salaires mais la réduction de frais de main-d'œuvre.

Les petits services et les commerces de rue de diverses tailles qui se sont multipliés à Ambarnath ne constituent pas un ajout parasitaire à ce système productif. Rien n'est prévu pour l'alimentation et le loisir des travailleurs, si l'on excepte les cantines des grandes entreprises. Le salarié des petites et des grandes unités s'adresse à la rue pour satisfaire ses besoins essentiels.

Nous n'avons certainement pas affaire à un ensemble économico-social cloisonné, le schéma dualiste d'analyse se montrant particulièrement éloigné de la réalité. Des liens profonds et orientés, facteurs aggravants d'une inégalité préexistante, associent les différents groupes d'entreprises et les multiples segments du marché du travail. Cela n'implique aucunement que les divers niveaux de l'ensemble productif perdent leurs caractéristiques pour s'engager sur la voie de l'uniformisation. Leur interdépendance est née de la différence et elle se renforce dans la différence. Nous voyons se mettre en place une forme d'intégration industrielle mais elle demeure toujours incomplète. Que reste-t-il maintenant de spécifique dans les petites industries, les commerces et les services directement concernés par la sous-traitance avec la grande industrie : ce que le pouvoir des intermédiaires plus ou moins parasites et les difficultés de communication entre les différents niveaux du système garantissent ou ce que les plus grands acteurs de la scène économique locale permettent et favorisent parce que cela répond à leurs besoins de l'heure? Un peu des deux sans doute, et l'un renforçant l'autre.

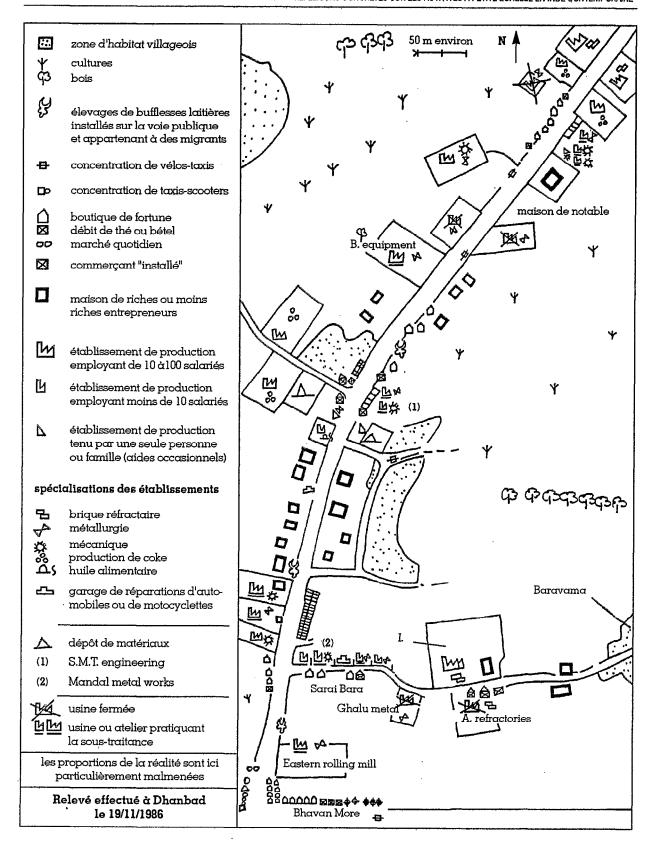
#### La sous-traitance dans une région dominée par le secteur public

La route de K. est une zone de moyennes et petites industries peu denses implantées en milieu rural à la limite nord du grand bassin charbonnier de Dhanbad, au Bihar (voir le plan n° 18, page suivante). Il y a deux cent cinquante mille travailleurs permanents salariés de divers statuts dans cette région de huit cents kilomètres carrés, les deux cent cinquante sites d'extraction et plusieurs usines de transformation des produits charbonniers, presque tous situés dans le secteur public employant la majorité des producteurs du "secteur organisé". La grande région industrielle du Chhota Nagpur, où se trouve Dhanbad, est largement une création post-indépendante malgré l'ancienneté des mines de houille. Elle est le siège de très grandes entreprises pri-

vées, comme les usines sidérurgiques de Tatanagar.

Aujourd'hui nationalisés, les charbonnages ont dépendu du secteur privé jusqu'en 1971-1973. Quelques grosses compagnies minières et une poussière d'entreprises extractives de petite taille commercialisaient dix millions de tonnes de charbon en 1971. Elles employaient une masse importante de main-d'œuvre à statut précaire recrutée, directement ou par le biais d'intermédiaires, au sein de la petite paysannerie locale, qui connaît un désœuvrement endémique, ou parmi des migrants venus de l'Inde entière. Les payes étaient basses et les entreprises minières, qui n'investissaient guère, faisaient des profits importants. Tout a changé depuis la nationalisation. Une énorme bureaucratie gère maintenant les charbonnages. Des investissements gigantesques ont été réalisés. Les salaires ont été triplés et la main-d'œuvre précaire compte aujourd'hui pour moins de dix pour cent de l'effectif des mines. L'entreprise locale, qui est l'une des sept firmes des charbonnages de l'Inde, est lourdement déficitaire. Pour favoriser les entreprises privées de la région et conformément aux directives données depuis la capitale, l'entreprise publique fait appel à de nombreux sous-traitants privés qui s'occupent de la construction et de l'entretien des bâtiments ou de la fourniture de pièces pour le gigantesque domaine minier et qui accomplissent des tâches adjacentes à l'industrie extractive, tels que le transport du charbon et la fabrication de coke.

Le système de sous-traitance du secteur public est différent de celui que nous avons évoqué dans le cas d'Ambarnath. Il y a, tout comme en France, des adjudications publiques de travaux et c'est celui qui propose de satisfaire le cahier des charges pour le moindre prix qui emporte le contrat. Ceci vaut pour la théorie. Dans la pratique, la corruption se charge de bouleverser les règles du jeu. Les mines de Dhanbad cumulent presque tous les handicaps. De puissants preneurs de contrats s'allient avec les hommes politiques qui possèdent une énorme influence sur les gestionnaires du secteur public, quand ils ne sont pas eux-mêmes politiciens, pour obtenir la surévaluation des contrats de sous-traitance. Ils ont des alliés qu'ils rétribuent généreusement à tous les échelons de la bureaucratie des charbonnages. Ces grands sous-traitants ne sont pas seulement des hommes d'affaires influents. Ils dirigent aussi les syndicats les plus importants, cherchant à obtenir des augmentations de salaires de l'État pour la main-d'œuvre qu'il lui sous-traite et dont ils ponctionnent les salaires. Chaque investissement décidé par les instances centrales leur rapporte, car ils disposent des



Plan n°18

moyens sociaux, politiques et économiques de le détourner. Ces hommes d'affaires sont aussi riches que bien des grands industriels du secteur privé, nombreux par ailleurs à avoir commencé à bâtir leur fortune de cette manière du temps des Britanniques, mais ils ne sont pas des entrepreneurs. Ce sont des intermédiaires et des rentiers. Ils soustraitent les grands travaux tels que le transport du sable et du charbon à leurs lieutenants, des types à poigne qui maintiennent l'ordre dans leur domaine par la force, la redistribution de menus bénéfices et une utilisation judicieuse de l'usure. Ces derniers utilisent ensuite les services de petites entreprises de camionnage privées et de recruteurs de main-d'œuvre.

Il ne faut pas s'étonner si les services de ces soustraitants, qui n'investissent pratiquement jamais rien, laissent pour le moins à désirer en plus que d'être tout à fait onéreux. C'est que ce sont les plus pauvres, les moins instruits et les moins équipés des habitants de la région qui accomplissent, avec leurs mentalités et leur organisation du travail adaptés aux univers sociaux économiques paysans, l'essentiel des tâches. Les gestionnaires des charbonnages n'ont pas les moyens politiques d'échapper au pouvoir de ces sous-traitants. S'ils l'avaient, ils ne chercheraient sans doute pas à s'en passer, non seulement parce que les sous-traitants les payent bien mais encore parce que le système est devenu indispensable au fragile équilibre de la production charbonnière à Dhanbad. La sous-traitance coûte cher, c'est un fait et elle est médiocre, mais le travail des ouvriers permanents coûte presque aussi cher, s'il est sans doute moins médiocre. Les employés permanents finissent par revenir beaucoup plus cher, suite à l'énorme absentéisme qui les caractérise. Leur refus du travail est permis par les protections politiques dont jouissent certaines catégories de travailleurs permanents. Les grands sous-traitants sont les plus éminents de ces protecteurs. La boucle se ferme (Heuzé, 1987 et 1989). Est-ce le secteur de la production à petite échelle ou, plus classiquement, les couches les plus vierges et les moins chères de la main-d'œuvre prolétarisée qui sont mises au service de la grande industrie (publique) par ce système, entretenant sa confortable improductivité? Les grands sous-traitants investissent surtout leur fortune dans l'immobilier mais ils sont quelquesuns à s'intéresser à l'industrie, particulièrement aux cokeries et aux briquetteries. Ces dernières activités sont pourtant plutôt le domaine familier des grands commerçants de la région et particulièrement des Marvari. Le coke est un produit très demandé sur le marché, surtout le marché noir et il y a d'excellentes affaires possibles en utilisant

de la main-d'œuvre sous-traitée payée soixante roupies par semaine. Des cokeries employant de cinquante à quatre-vingts salariés hors statut en permanence sont couramment déclarées dans le "secteur inorganisé", les quelques employés permanents étant seuls à connaître l'existence légale.

Tous les contrats de sous-traitance ne sont pourtant pas négociés de la manière que nous avons évoquée. Il existe de très nombreuses petites affaires concernant la fourniture ou l'entretien de matériel spécialisé, tels que les wagonnets et les poulies de mine, qui n'intéressent pas le grand capital, miaffairiste, mi-rentier, des sous-traitants les plus éminents. Ces contrats sont négociés plus ou moins selon les règles officielles mais il existe tout de même un certain dearé de corruption. C'est un cas de sous-traitance beaucoup plus proche de ce qui se passe dans le secteur privé que ces relations profondément inégales entre une puissance financière et politique et une poussière de petites et très petites firmes qui lui sont presque totalement inféodées. La firme publique se montre cependant plus tatillonne que les grands entrepreneurs d'Ambarnath et elle s'oppose plus ou moins à ce que les entreprises sous-traitantes sous-traitent à leur tour. Cela n'empêche pas un ensemble diffus de plus petits et de minuscules établissements de production de dépendre des firmes sous-traitantes de moyenne taille pour leur survie.

Tout cela n'est évidemment pas visible sur le plan de la route de K. Le lecteur y distinguera plusieurs cokeries et les demeures que la bourgeoisie d'affaires et les grands bureaucrates (ils s'invitent souvent pour des "parties") font ériger au long de cette artère encore semi-rurale. S. M. est la plus remarquable d'entre elles. C'est le quartier général du plus riche des sous-traitants du bassin minier, propriétaire de plus de cent véhicules de transport, de cinémas et d'immeubles, concessionnaire du transport de sable à destination des laveries de charbon et de l'entretien du parc immobilier des charbonnages, député à l'assemblée provinciale du Bihar et président du syndicat Janata Mazdour Sangh qui organise soixante mille ouvriers permanents et précaires. Nous pouvons également observer les sous-traitants dominés, dont les activités donnent une certaine fièvre à ce quartier résidentiel. Voici par exemple "BBT engineering", qui est d'abord un local de ciment de dix mètres sur cinq dont l'entrée est encombrée par des pièces de concasseurs en voie de finition. Ces pièces viennent d'une fonderie de plus grande taille pour être usinées ici pour les charbonnages (BCCL). C'est légal, c'est le contrat. Les cinq ouvriers de cette toute petite unité travaillent aux côtés de leur patron, ancien chef d'atelier d'un atelier de mécanique qui

a économisé peu à peu sur ses huit cents roupies mensuelles de traitement pour se lancer dans cette incertaine aventure. Le contrat actuel leur agrantit deux mois de travail, si le courant électrique ne vient pas trop souvent à manquer. L'entreprise est équipée pour accomplir un seul genre d'opération. Pour décrocher le contrat, il a fallu paver un pot-de-vin de deux mille roupies. Les salaires sont très bas et le chef d'entreprise s'en excuse : trois cents à quatre cents roupies pour un travail qualifié alors que l'on débute à la mine à huit cents roupies. Chez "Modal metal works", où quatre ouvriers taillent des plaques de métal utilisées pour réparer des flancs de wagonnets, nous découvrons un autre genre de petite entreprise sous-traitante. C'est un ouvrier qualifié, un salarié payé cina cents roupies mensuelles, qui organise le travail dans cet établissement récent qui appartient à un commerçant de médiocre envergure dont c'est la première entreprise industrielle. L'atelier tourne bien car il a recu de grosses commandes en acceptant de travailler pour moins cher que les prix habituels. C'est en distribuant les plus bas salaires de la zone (deux cents roupies mensuelles) que le patron arrive à rentabiliser cette entreprise. Il a profité de deux fermetures d'usines récentes qui ont affecté l'industrie de la brique réfractaire, laissant près de quatre cents salariés sans ressources. Il existe enfin une mince frange d'entreprises de taille moyenne qui produisent des pièces pour les industries métallurgique et mécanique ou des produits de consommation. Ce sont les firmes qui ont investi le plus mais ce sont aussi celles qui connaissent le plus de problèmes. La main-d'œuvre connaît presque exactement les mêmes conditions de salaires et de travail dans ces unités qui emploient de vingt à cinquante travailleurs que dans les minuscules ateliers.

La situation dans cette concentration d'industries extractives est assez particulière et il est difficile d'en faire la base de modèles peu ou prou généralisables. C'est par exemple la seule région approchée où la majorité absolue des actifs travaille dans la grande industrie et se trouve protégée par un statut légal. Le lieu donne pourtant une excellente illustration des formes que peut assumer la sous-traitance dans le secteur public et il peut à ce niveau être considéré comme caractéristique. Une sous-traitance de grande envergure se montre capable de piller l'État ou tout au moins de lui imposer des conditions favorables grâce à son contrôle du pouvoir politique local, et souvent régional. Ces sous-traitants fournissent avant tout de la main-d'œuvre, la moins organisée et la moins chère qui soit. Un réseau d'industriels de petite ou très petite taille constitue le second volet du système de sous-traitance. Si les premiers dominaient souvent, ceux-là sont des dominés et ils produisent dans des conditions plutôt difficiles. Ils sont généralement des "small-scale industries", les très petites unités étant plus compétitives que celles qui se situent dans la basse frange du "secteur organisé". Les directeurs du secteur public se plaignent pourtant, tout comme leurs collègues du privé, de l'insuffisance du tissu de petites et très petites entreprises sous-traitantes.

Avant de quitter le domaine, à peine effleuré, de la sous-traitance, nous voudrions mettre en valeur les dernières tendances à ce sujet. Si les entrepreneurs de grandes firmes semblent désirer l'apparition de sous-traitants plus nombreux et mieux capables, ils n'en continuent pas moins à favoriser les variétés dominées et faibles de sous-traitants. sans doute parce que des impératifs de profit à court terme s'imposent. Dans de nombreuses usines de mécanique et du textile, les directions ferment des ateliers et les concèdent en sous-traitance aux anciens chefs d'équipe licenciés auxquels ils louent ou revendent les machines. Ces sous-traitants n'ont aucun pouvoir d'initiative. Les usines textiles de Bombay ont longtemps contenu un département de menuiserie et de charpente. Menuisiers et charpentiers ont été licenciés récemment et leurs anciens salariés attendent sur le trottoir de l'usine que la direction leur donne des commandes. Ils travaillent avec leurs propres outils sur la voie publique, étant devenus les plus instables des travailleurs indépendants et les plus vulnérables des sous-traitants. Encore une fois le développement s'incarne dans une forme de désindustrialisation. permise par l'importance et les formes spécifiques des activités à petite échelle.

#### On a toujours besoin d'un plus petit que soi

L'Inde ne fait pas exception à la tendance générale: les petites activités nouvelles et moins nouvelles ne sont pas seulement utiles à l'ensemble d'une économie industrielle dominée par les grands groupes financiers privés et le secteur public; elles sont devenues indispensables aux équilibres socio économiques actuels. L'évolution générale des grandes firmes, qui cherchent de plus en plus à économiser sur les coûts salariaux, ne peut qu'accentuer la tendance à sous-traiter, quand c'est possible, et à recourir au travail précaire. L'État a généralement voulu cette situation, même si certains phénomènes sont aujourd'hui regrettés. L'intégration dans l'inégalité des différents secteurs de l'économie est très loin d'être achevée et il est possible qu'elle ne le soit jamais. Les

services rendus par les petites entreprises sont limités et souvent médiocres. Il n'est par ailleurs pas prouvé que l'intégration soit la voie royale vers le développement économique, malgré l'exemple du Japon. C'est que les grands et moyens entrepreneurs, et les grands marchands manufacturiers tendent souvent à recourir à des chaînes de sous-traitants qu'ils contrôlent mal afin d'éviter des investissements tout en conservant des profits élevés, optique semi-rentière qui a peu de chances de provoquer des bouleversements au plan de la productivité.

Les exemples abordés montrent une nouvelle fois le caractère hétérogène et complexe des activités menées sur une petite échelle au-dehors du "secteur organisé". Des logiques de survie au jour le jour, des stratégies visant à l'entretien ou à l'amélioration d'un patrimoine situé hors de la ville, des pratiques d'affairisme et des stratégies d'entrepreneurs, au sens le plus "weberien" du terme, se côtoient, se complètent ou interfèrent, selon des ordres et des logiques qui ne sont jamais l'effet du hasard. Les improductifs et les intermédiaires ont leur importance, particulièrement au niveau du recrutement de main-d'œuvre, et des phénomènes comparables marquent l'univers de la grande industrie. Il est faux de prétendre que les activités à petite échelle offrent des opportunités à tous. L'échec est fréquent et cruel et les groupes importants de ceux qui survivent tout juste ont de plus en plus conscience de la médiocrité de leur situation.

L'univers de la sous-traitance est caractérisé par une organisation particulièrement minutieuse. On peut y voir l'articulation d'une société pénétrée par le marché, mais restée largement non marchande, avec l'ilot technique et productif de la grande industrie. On peut aussi la considérer comme l'illustration d'une réalité essentielle au capitalisme, ce dernier devant constamment faire appel à des forces neuves dans son procès de "destruction créatrice". Il n'est pas faux d'y voir la

conséquence d'un état spécifique du marché du travail, pléthorique et marqué par la diffusion très inégale de l'instruction, ainsi que le résultat des pratiques semi-rentières des grandes firmes dont nous avons déja parlé. Il est enfin envisageable de considérer le phénomène comme une forme de résurgence, ou d'influence, des sociétés paysannes à faible productivité sur l'univers industriel, influence qui se ferait sentir par l'adoption de systèmes de relations, en réseaux hiérarchisés, capables de s'imposer quels que soient les choix conscients de politique industrielle. Chaque situation locale combine de diverses manières ces éléments et il faudra encore beaucoup étudier la sous-traitance en Inde (P. Lachaier, 1989) pour que l'analyse permette de dégager des tendances générales.

Nous nous apercevons une fois de plus que les pratiques, les consciences, les modes de mise au travail, les manières de vivre et les façons de s'organiser ne sont pas opposables à celles que nous avons découvert dans le bazar. Il faut partout articuler des pratiques mutiples, mais répandues, au point de constituer "l'universel" en matière de pratiques sociales en Inde. Nous trouvons, dans son hétérogénéité symbiotique, contradictoire et complémentaire, une réelle unité de l'ensemble des petites activités marchandes. Cette unité n'est pas le résultat de "l'informalité", mais elle réside dans le caractère variable; mais empruntant toujours à la même palette de possibilités, des formalismes. Des groupes de travailleurs, producteurs et fournisseurs de services dépourvus d'instruction, de relations, d'organisation, de stratégies, de conscience de leurs intérêts et d'ailleurs de perspectives d'aucune sorte sont certes partout présents. C'est justement surtout le cas parmi des travailleurs journaliers à statut précaire qui sont justement employés par la grande industrie, éclatante illustration du fait que le "secteur organisé" n'est pas étranger ou parallèle au "secteur inorganisé".



Plan n°19

Une partie de Pasksia associe les divers éléments du système socio-économique et met en scène plusieurs problématiques que nous avons auparavant mises en valeur.

# PERSPECTIVES RÉGIONALES: L'APPROCHE SPATIALE

Nous avons déja largement utilisé l'approche spatiale pour mettre en scène les particularités de notre sujet d'étude. Nous voudrions maintenant évoquer des ensembles plus vastes afin de montrer comment s'articulent les divers cas de figure que nous avons déjà évoqués. Il s'agira aussi d'aborder une nouvelle fois le problème des relations entre les activités à petite échelle contemporaines et les autres types d'activité économique, tout en cherchant à mettre en valeur l'importance des premières dans la vie de la cité.

#### De la grande à la petite industrie : une évolution typique en Inde

Partons d'abord pour Paksia, un faubourg déjà ancien de l'est de Calcutta (voir le plan n° 19). Le plan permet de se représenter quelque peu ce bas quartier, encore troué de multiples mares, où une industrie ancienne et de grande dimension a précédé l'implantation de grosses demeures résidentielles et de grands bidonvilles, bien séparés, au début des années cinquante. La partie nord de Paksia touche un autre quartier populaire, beaucoup plus pauvre et dominé par les concentrations de cabanes. Si les hindous de basses et très basses castes le dominent, ce qui fait que des activités manufacturières comme la tannerie s'y développent depuis longtemps, la population de Paksia est beaucoup plus variée. Il y a des groupes de musulmans, longtemps ouvriers dans les grandes usines et des hindous de divers statuts, bengalis et non bengalis.

Au cours des années cinquante, des centaines de petites et minuscules tanneries se sont implantées. Il ne s'agissait pas de conséquences du développement économique mais du résultat de la fermeture de plusieurs dizaines de grandes tanneries suite à la promulgation des grandes lois du travail (1947 et 1948). Les grands manufacturiers se sont reconvertis en simples marchands ou ils ont pris directement le contrôle d'ensembles de petites unités de production, généralement situées dans le "secteur inorganisé". C'est à cette époque que des gens aisés sont venus habiter le sud de

Paksia après avoir fui le Pakistan oriental. Une bourgeoisie commerciale musulmane s'est par ailleurs développée grâce au contrôle d'ateliers artisanaux de fabrication de chaussures mis en œuvre par leurs coreligionnaires plus pauvres.

Au cours des années soixante, les grandes usines de mécanique et de produits alimentaires ont commencé à fermer dans le voisinage, libérant une main-d'œuvre formée et aux abois. Des riches migrants, bientôt rejoints par des Marvari, ont créé des ateliers et de petites usines de mécanique et de métallurgie. Soumis à la concurrence accrue de fabricants employant de la main-d'œuvre moins payée, les artisans de la chaussure ont connu de graves difficultés. L'autre grande activité artisanale des musulmans, le travail du bois, a subi aussi le repli alors que des milliers d'ouvriers étaient licenciés. Le chômage s'est installé dans ces zones laborieuses. Les années soixante-dix ont pourtant vu le développement de petites et minuscules entreprises de tous ordres. Les entrepreneurs potentiels ont commencé à utiliser le crédit public. Le prix de la main-d'œuvre est resté stable ou il a baissé dans la petite industrie alors qu'il doublait dans les franges supérieures du "secteur organisé". Les bras étaient surabondants et de mieux en mieux formés. Les ateliers ont essaimé au sein des grandes maisons mais il s'est aussi créé une zone spécialisée (en bas, à droite du plan). Les marchands manufacturiers musulmans se sont reconvertis dans la fabrication de chaussures de matière plastique et les ouvriers on dû les suivre au prix d'une déqualification et d'une baisse des salaires. Des réseaux de sous-traitants associant le plus petit des producteurs à domicile aux grands marchands en passant par de multiples ateliers employant ou non des salariés se sont mis en place. Des industries annexes ont été lancées par les membres de l'élite du labeur et par des marchands de moindre envergure et l'on a vu apparaître un secteur mécanisé, parfois très moderne mais toujours à très petite échelle. Des étables urbaines se sont développées aussi jusqu'à atteindre une taille quasi industrielle. Le petit commerce et les activités de survie au jour le jour des chômeurs ont enfin connu une expansion sans précédent, la multiplication des emplois dans la petite industrie ayant à peine compensé les fermetures de grandes usines et n'ayant point du tout permis de répondre à l'accroissement naturel de la population active.

L'histoire des quartiers où se développent les activités à petite échelle est donc loin d'être simple. Son approche permet de montrer à quel point le développement des forces productives s'éloigne des schémas linéaires. Quels sont maintenant les rapports entre les multiples éléments de l'ensemble socio-économique que nous avons vu émerger ici?

Il existe d'abord un cloisonnement entre les groupes sociaux plus ou moins clos que nous avons pris l'habitude d'appeler communautés, malgré le caractère variable de leur contenu. Chacune occupe un coin d'espace et le marque de symboles culturels distinctifs. On cherche à s'approprier un endroit, à s'enraciner et en même temps à se réserver certaines spécialités productives. C'est moins vrai mais cela existe aussi dans la grande industrie. Le marché du travail n'est cependant pas figé partout. Il tend à l'être là où il y a beaucoup plus de chercheurs d'emploi que de postes à pourvoir. C'est le chômage, et plus largement la médiocrité persistante des conditions de vie de la population, qui pousse à la mise en avant des caractéristiques communautaires et à l'organisation communautaire face au travail. L'homme recherche un minimum de sécurité que la loi se montre incapable d'assurer. L'ensemble se montre beaucoup moins fragmenté au plan économique. Plusieurs sous-ensembles, comme celuí de la chaussure et celui de la mécanique, sont largement interdépendants. L'essentiel de l'intégration industrielle ne se passe pourtant pas sur un plan local, associant des ateliers et des établissements commerciaux de taille plus ou moins comparable. Les entreprises de Paksia sont associées à des unités lointaines auxquelles il est facile de les relier en recourrant aux tireurs de charettes. Les travailleurs à domicile travaillent pour de grands marchands, des filiales de firmes multinationales ou des entreprises movennes. Les minuscules établissements de production fabriquent pour des unités un peu plus vastes aui produisent à leur tour pour des entreprises plus grandes. Des chaînes de maillons de forces inégales sont forgées pour constituer l'ensemble de l'appareil industriel et elles s'étendent toujours au loin. Les relations intenses entre les différentes parties de l'industrie sont donc inintelligibles au niveau du quartier, de la ville et même, parfois, de la région.

#### Décadence de l'usine, multiplication des ateliers : un développement en vagues

Aurons-nous d'autres lumières vers Altadiga? L'endroit est l'un des plus anciens et des plus sinistres faubourgs industriels de la capitale du Bengale occidental (voir le plan n° 20). Il exhibe des caractéristiques différentes de Paksia puisque ce ne sont ni les mêmes types de productions, ni les mêmes communautés, ni les mêmes genres de grands établissements qui dominent.

Les plus anciennes unités de production sont des minoteries et des usines métallurgiques de grande taille qui se sont implantées au début du XIXº siècle à côté d'un quartier résidentiel de familles bengalies aisées. Des quartiers populaires extrêmement démunis ont commencé à s'entasser de l'autre côté du canal d'Altadiga, un drain qui n'a pas tardé à ressembler à l'égout à ciel ouvert qu'il est devenu aujourd'hui. Avant le second conflit mondial, des petites entreprises de mécanique travaillant pour le rail ou la grande industrie ont commencé à se développer. C'étaient des entreprises familiales de petite taille promues par des membres d'une caste bengalie non artisane de statut moyen (Mahisya). Les Mahisya tiennent encore aujourd'hui de nombreux ateliers. Ce sont des techniciens, qui se transmettent les savoirs par apprentissage et ils n'ont rien de capitaines d'industrie. Ils n'embauchent pratiquement que des gens de leur caste. C'est également entre les deux guerres mondiales que des petites entreprises se consacrant à la fabrication de contre-plaqués sont apparues. Leur marché était constitué par les compagnies de commercialisation du thé. Des entrepôts et des petites entreprises traitant la pierre, le bois et le métal sont ensuite apparus au long du canal, près de bidonvilles où il était facile de trouver de la main-d'œuvre occasionnelle à bon marché. Des commercants venus du Bihar et de la province d'Uttar Pradesh sont à la base du développement de ce secteur alors que les bengalis prédominent plutôt parmi les patrons d'unités travaillant le bois. Des petites entreprises travaillant le métal, le verre et le caoutchouc ont commencé aussi à s'établir dans cette zone au cours des années cinquante, à côté d'un tissu peu dense de garages de réparations automobiles et de petites fabriques de produits alimentaires. Entre 1947 et 1965, des milliers de personnes venues du Pakistan oriental trouveront refuge en ce lieu, des marchands et des propriétaires terriens de religion hindoue qui vont amener de l'argent frais au quartier, mais aussi des pauvres hères de toutes conditions qui vont remplir les bidonvilles déjà existants puis s'installer au long du canal et près de la



gare de chemin de fer de banlieue. Altadiga est déjà surpeuplée lorsque les grandes usines commencent à fermer au cours des années cinquante. En bas de la partie de l'avenue S.C. Bose représentée sur le plan, un marché à la ferraille s'est constitué autour des échoppes de détaillants en fer et acier qui ont reconstitué une sorte de bazar. Les petites boutiques contiguës qui vendent le métal appartiennent à des hindous venus de l'Uttar Pradesh.

Les années 1965-1975 vont être capitales pour l'avenir du quartier. Les usines de bois déroulé vont passer en grand nombre aux mains des marchands venus du Pakistan oriental. Ils vont réduire la taille des entreprises afin de faire sortir la maind'œuvre du champ des contrôles gouvernementaux. Quelques plus grandes entreprises vont cependant émerger, pour lesquelles une proportion notable des plus petits ateliers se trouvera obligée de sous-traiter. Áfin de maximiser le profit, certaines opérations de fabrication du contre-plaqué seront faites de façon manuelle, alors qu'elles étaient auparavant mécanisées et confiées à des "ouvriers sous-traitants" extérieurs aux entreprises. Un flux accru de migrants venus de la plaine gangétique est venu compenser le tarissement de la marée des réfugiés. Les bras disponibles continuent à s'accumuler dans les bidonvilles. Deux grandes minoteries vont fermer. Auprès de leurs anciennes installations, se développe un tissu dense de petits ateliers produisant des éléments de batteries au plomb, des produits textiles et des pièces pour l'industrie. Les batteries se fabriquent dans de très petits ateliers, hyper-spécialisés, qui sont dominés par de grands marchands ou par des entreprises de plus grande taille. Des travailleurs à domicile fabriquent des composants de ces produits. Les Mahisya ouvrent de nombreux garages et un petit commerce de pièces détachées automobiles se développe lentement arâce aux efforts mesurés de bengalis de haute caste à l'esprit de "gagne-petit". De l'autre côté du pont, et directement sous cet ouvrage d'art, des petits ateliers se consacrent à des productions récemment introduites dans le cadre de concentrations qui rappellent ce que nous avons vu à Bombay. Ils traitent le plastique, la gomme ou le bois. Un ancien quartier ouvrier proche voit l'épanouissement d'un nouveau genre d'ateliers depuis la fin des années soixante-dix avec la multiplication de petites unités de confection et de montage d'ampoules électriques. Les premiers sont nouveaux et ils exportent dans l'Inde entière des vêtements d'enfants. Les seconds sont nés de la fermeture d'usines de grande taille, dont les propriétaires ont résolu de cette façon la question sociale après que le gouvernement de front de la gauche l'ait emporté au Bengale occidental (1967). L'industrie de ce quartier a donc subi un double mouvement vers la réduction de la taille des installations productives et vers l'utilisation de plus en plus importante de non salariés. Sa structure s'est diversifiée et elle est mieux liée au reste de l'économie locale. De nouvelles couches d'entrepreneurs sont apparues, avec leurs méthodes plutôt commerciales. La plupart des patrons ont su par ailleurs saisir l'opportunité que constituait l'amélioration des politiques gouvernementales de soutien à la petite industrie pour investir dans le champ des activités à petite échelle.

Le petit commerce de rue a connu un développement majeur et toutes les petites activités de services se sont aussi intensifiées, donnant parfois à ces faubouras de métropole l'aspect d'un ancien bazar. Une notable minorité de vendeurs de rue et de pourvoyeurs de petits services a pu améliorer sa position économique, grâce à l'afflux de population et au développement d'une petite bourgeoisie locale d'entrepreneurs et de commercants prospères. Le gouvernement provincial a tenté de faciliter la vie de certains producteurs du trottoir, particulièrement des réfugiés et il a remporté certains succès. La majorité des gens de la rue fait pourtant à peine mieux que survivre, la situation des tireurs de pousse-pousse et des charretiers connaissant une nette aggravation. La poussée du chômage dans les milieux populaires n'a pas pu être résorbée par les petites activités de rue. Les banques n'aident pas ceux qui n'ont aucun capital. La mise au travail des femmes a été une des conséquences de cet état de fait. Elles sont domestiques ou elles produisent à domicile quand elles ne sont pas directement au travail dans les ateliers. On voit que l'histoire du peuplement et l'histoire tout court ont beaucoup à nous apprendre au sujet des petites activités marchandes.

#### Les migrants et les activités à petite échelle

L'importance des migrations a été évoquée à plusieurs reprises dans les explications précédentes. De façon plus générale, l'évolution du marché du travail semble conditionner la forme et l'ampleur des activités à petite échelle. Nous voudrions d'abord parler de ce problème en montrant les relations entre ces petites activités et les bidonvilles dans la nouvelle métropole industrielle de Puné au Maharashtra. Les bidonvilles sont d'abord et avant tout peuplés de migrants. Le bidonville est un peu inséré dans l'ensemble d'habitat comme les petites industries le sont dans l'ensemble productif: peu coûteux, indispensable et méprisé, mais il est à la fois beaucoup moins bien considéré et

plus directement lié à la grande industrie puisqu'une partie considérable de la classe ouvrière, et même des fonctionnaires de bas niveau, vivent encore dans les bidonvilles urbains. Il y a ceux qui n'ont pas le choix, particulièrement dans les grandes métropoles et ceux qui le choisissent pour sous-louer leur logement de fonction, ceux pour lesquels le quartier de cabanes est une promotion et ceux qui y déchantent. Comme dans le travail la variété domine mais c'est tout de même un univers moins varié et plus démuni que celui de la production de biens et de services.

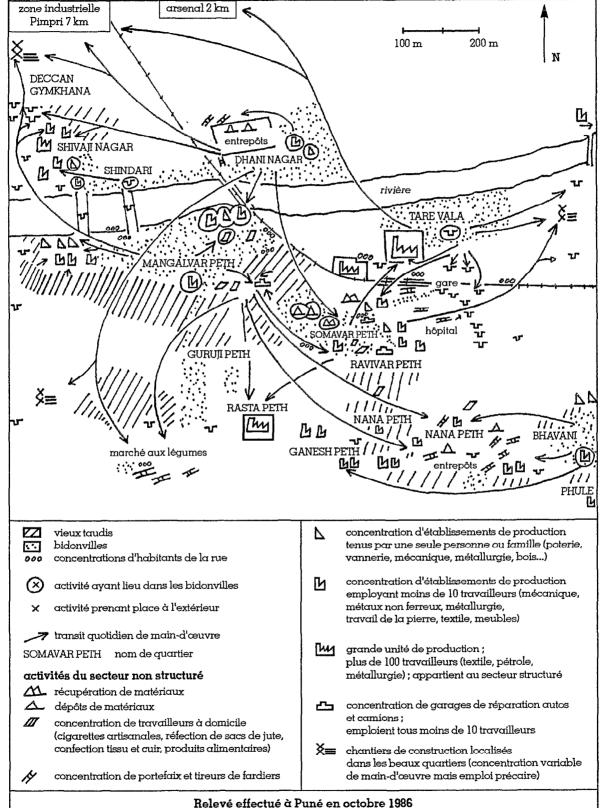
#### Les migrants des bidonvilles sont majoritaires dans les petites activités

Puné, deux millions d'habitants, est sans doute la cité la plus moderne de la province industrielle du Maharashtra. Soixante mille personnes sont employées dans les grandes et moyennes entreprises qui jouxtent la ville mais le nombre de travailleurs à l'œuvre dans des petits et minuscules ateliers, ou au service de ces derniers, y est probablement aussi considérable. Les activités à petite échelle se développent et meurent au contact direct de la grande industrie mais elles sont aussi vivaces dans le centre, où des commerces et des services sont aussi concentrés. Plus du quart de la population vit dans des quartiers de baraques et de cabanes provisoires, bâties essentiellement par leurs habitants. La plupart sont venus des campagnes du sud et de l'est de la province, où des sécheresses récurrentes ruinent lentement les paysans marginaux et les ouvriers agricoles. Depuis une quinzaine d'années, les sans-travail de tout l'ouest du Maharashtra ont commence à regarder avec espoir vers une cité où les usines se multiplient. Restés le plus souvent liés à leur terroir d'origine, ces hommes. qui amènent bientôt leur famile, tendent à se regrouper en petits quartiers homogènes au point de vue communautaire, trouvant de cette façon un minimum de chaleur et de solidarité dans une ville où rien n'est fait pour les accueillir. Un autre tiers de la population vit dans de vieux taudis, eux aussi fortement marqués par les regroupements communautaires. C'est l'ancien peuple urbain qui réside là, avec ses artisans, son petit commerce et ses ouvriers manufacturiers. La majorité de l'importante communauté musulmane vit dans ce genre de quartiers où les migrants récents trouvent parfois à se loger.

Nous avons dû simplifier le schéma pour qu'il reste compréhensible mais il permet quand même de montrer comment la main-d'œuvre, jeune, disponible mais peu formée, qui s'entasse dans les

quartiers de cabanes trouve de l'occupation (voir le plan nº 21, page suivante). Plus des trois-quarts des activités des gens des bidonvilles et des vieux guartiers urbains ont pour cadre le "secteur inorganisé". De forts aroupes d'employés permanents de la grande industrie se trouvent cependant concentrés dans les plus anciens bidonvilles qui datent de l'entre-deux-querres. Dans presque tous les bidonvilles, une notable proportion de jeunes gens travaille pour les grandes industries périphériques dans le cadre de statuts précaires et temporaires. Le plan montre les flux quotidiens de main-d'œuvre qui évoluent entre les quartiers d'habitat précaire de Manaalvar Peth, Somayar Peth, Dhani Nagar, Tarevala et Shivaji Nagar et les concentrations de petite et de grande industrie, les activités de portage et le petit commerce constituant d'autres activités importantes des gens du bidonville. Nous voyons que des petites entreprises sont établies à l'intérieur même des "jopad pati" (bidonvilles). Elles peuvent leur être centrales comme les petits ateliers travaillant le fer ou les entreprises éclatées de récupération de sacs de Mangalvar Peth. Dans d'autres cas, elles leur sont directement adjacentes, comme à Shivaji Nagar ou Dhani Nagar. Les petites et minuscules entreprises de récupération et de métallurgie mises en place par les plus anciens et les plus aisés des habitants de ces lieux côtoient les activités, bien plus nombreuses et essentielles, qui sont développées par des commerçants ou des petits entrepreneurs venus de l'extérieur. Le travail à domicile est en expansion dans les bidonvilles et il touche des domaines de plus en plus variés: produits alimentaires, sous-traitance de produits textiles, confection de cuir et de tissu, matériel électrique.

La majorité de la main-d'œuvre migrante des bidonvilles travaille cependant loin de chez elle. Tous les matins, les agents des marchands de maind'œuvre viennent quérir des ouvriers non qualifiés pour l'industrie du bâtiment. Une forte proportion des hommes adultes (25 %) tirent des charrettes autour de la gare ou des marchés. D'autres, aux aspirations souvent plus élevées, vendent au long des trottoirs de la métropole tout ce que peut offrir une société de consommation en essor. Certains vendeurs restent dans le bidonville et dans les quartiers populaires pour y diffuser des produits de second choix, qu'ils vendent avec des marges bénéficiaires étroites. Nous avons déjà mis en valeur le contraste relatif qui existe entre ces deux types de vendeurs. Parmi les activités de services, les plus populaires sont celles qui nécessitent un savoir, souvent transmis de façon héréditaire, comme la profession de barbier, mais les plus pratiquées sont des nouveautés nécessitant une faible qua-



lification, comme la réparation de bicyclette, où les revenus sont extrêmement bas. Il y a enfin les domestiques, des femmes pour la plupart, qui sortent tous les jours de leurs cahutes pour aller entretenir les villas des beaux quartiers brahmanes de Deccan Gymkhana. La ville entière compte sur les bras neufs stockés à bon compte dans les bidonvilles. Les migrants sont pourtant de plus en plus nombreux à rêver d'emplois permanents dans la grande industrie mais ils n'ont presque jamais les diplômes ou les appuis nécessaires. La proportion d'habitants des bidonvilles employée de manière permanente dans les grandes usines est d'ailleurs en diminution. Ce n'est pas que ces Jopad Pati soient un monde sans espoir mais les situations y évoluent extrêmement lentement. Le cheminement de ces anciens ruraux va, au mieux, du précaire total vers le médiocrement stabilisé et du salariat vers la petite affaire personnelle, qui est le rêve de tous ceux qui se sont rendus compte que les portes de l'emploi salarié protégé leur étaient fermées, sans sortir des activités à petite échelle.

#### Une étude à Puna

Guy Poitevin et Héma Rairkar ont fort bien mis en valeur dans une publication récente mais peu connue (Poitevin et Rairkar, 1986) la complexité des itinéraires de ces migrants, en soulignant le rôle économique de la migration et en mettant en valeur quels genres d'opportunités limitées leur sont imposées par les faits et par les hommes. La migration s'effectue le plus souvent sans transition depuis le village reculé vers la grande métropole. Le migrant est souvent révolté et dégoûté par l'univers rural qu'il doit quitter mais il va lui demeurer lié car l'arrivée en ville est une véritable épreuve. Tout est hostile au nouveau venu, pourtant très vite porté à limiter ses prétentions. Celui qui n'a personne chez qui aller devient rapidement misérable. Les pauvres qui accueillent plus pauvres qu'eux les initient à leurs procédés de survie, les introduisant souvent chez les donneurs de travail. Les femmes viennent aussi vers les bidonvilles mais elles ne s'exilent jamais d'elles-mêmes, elles suivent les maris et les pères.

Les stratégies économiques sont à la fois familiales et personnelles, les contradictions entre l'égocentrisme actif de celui qui croit lutter tout seul et les stratégies collectives de familles demeurées centrées sur le village entraînant d'assez nombreux conflits. Les jeunes plein d'énergie qui viennent des fermes rêvent d'un garage ou d'un petit commerce mais ils butent très vite sur leurs propres manques de savoir, de relations et de capitaux. Certains se lancent à la conquête de leur

rêve avec une énergie folle, acceptant n'importe quelles conditions de travail, d'horaires et de salaires au grand bonheur des entrepreneurs de la construction ou de la mécanique qui les utilisent jusqu'à épuisement. Quelques-uns arriveront jusqu'à la petite boutique de planches (koki) et ramèneront fièrement de l'argent au village. D'autres, plus nombreux, réussiront à grapiller des éléments de formation professionnelle et deviendront des ouvriers, mal payés mais stabilisés, dans des petites entreprises. D'autres encore échoueront partout et finiront par rejoindre le groupe important de ceux qui n'ont jamais eu d'illusions ni d'envie et qui sont venus à la ville afin de survivre par n'importe quel moyen. Ils seront portefaix, tireurs de charrette, ouvrier précaire dans la petite ou la grande industrie, domestiques ou travailleurs salariés à domicile. Certains itinéraires de vie sont variés mais la plupart des migrants s'accrochent au peu qu'ils possèdent et leurs pratiques sont dominées par le souci de sécurité.

### L'exemple de la capitale fédérale

Plusieurs études récentes consacrées à la capitale fédérale ont le mérite d'être chiffrées et de fournir des repères, probablement généralisables si l'on prend quelques précautions. New Delhi est devenue un foyer d'attraction pour les migrants bien plus tard que Bombay et Calcutta mais son influence croît de jour en jour. Plus de soixante-dix pour cent des migrants viennent s'entasser dans des bidonvilles et quatre-vingt pour cent (chiffre en augmentation) se dirigent vers le secteur des petites activités marchandes. La construction occupe une partie considérable des migrants, 20 à 50 % de la main-d'œuvre employée selon les échantillons. La production de biens dans des petits établissements en mobilise usuellement de 15 à 25 % et les transports (portefaix et rikcha) de 15 à 20 %. Les autres se dirigent vers la vente de trottoir ou les activités de service.

Selon une enquête menée par T. K. Mazumdar (Mazumdar, 1981) et son équipe en 1978 auprès de près de deux cent mille habitants des bidonvilles de la capitale fédérale, 37 % de la main-d'œuvre employée travaille dans la construction, presque toujours dans le cadre de statuts salariés. Les charretiers et tireurs de cyclo-pousse constituent le second groupe avec 24 %. Ils sont suivis par les ouvriers qualifiés (4,6 %) et non qualifiés (9,2 %) dans de petites entreprises du "secteur inorganisé", les vendeurs et fabricants de productions traditionnelles (8,8 %), les vendeurs de trottoirs (4,5 %) et les vendeurs installés dans des boutiques de fortune (3,7 %). **Près de dix pour cent des personnes inter** 

rogées au cours de cette enquête travaillent dans le "secteur organisé", se répartissant entre les grandes usines et les postes les plus subalternes de la municipalité. Il y a même l % de techniciens et de cols blancs. La place de la construction est hypertrophiée à la Nouvelle Delhi. Une autre enquête effectuée récemment par la même équipe dans des bidonvilles plus récents donne les pourcentages de 12 % d'ouvriers engagés dans les petites entreprises, 42 % de travailleurs de la construction, 14 % de personnes employées dans les transports et 30 % de personnes engagées dans des activités de services et de commerce, dont l'importante domesticité.

Ce sont les plus actifs et les plus capables des ruraux pauvres ou assez pauvres qui entreprennent la migration. Il y a peu de misérables, sauf exception (Calcutta dans les années soixante-dix). Les rémunérations obtenues dans les activités évoquées sont faibles ou très faibles. Elles sont inférieures dans trois cas sur quatre aux tarifs minimum légaux, s'il en existe et elles sont presque toujours inférieures aux rémunérations les plus basses qui ont cours dans la frange supérieure du "secteur organisé". La protection légale et syndicale paye. Les rémunérations moyennes mensuelles placent en tête les salariés qualifiés de la construction (235 roupies en 1980) suivis des tenanciers de boutiques de fortune (181 roupies) des travailleurs des transports et des ouvriers de la petite industrie (150 roupies), des fabricants de produits "traditionnels" (141 roupies) et des vendeurs de trottoirs (129). À la même époque, aucun travailleur permanent de la grande industrie de la capitale ne touchait moins de 450 roupies mensuelles.

#### Des géographies de l'activité à petite échelle

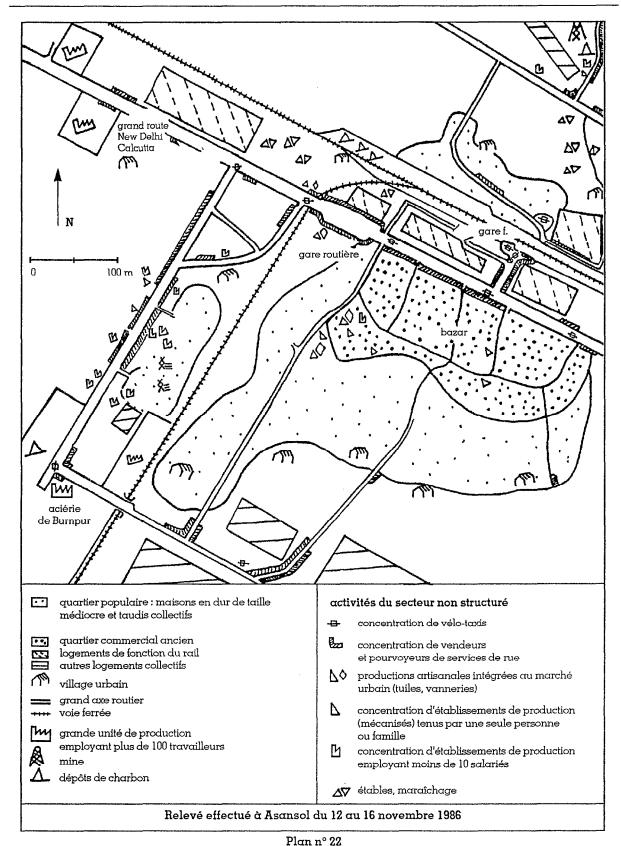
Une approche effectuée à partir de l'espace concret où se manifeste l'activité peut déboucher sur de véritables plans de villes qui permettent de mettre en scène l'ensemble des activités productives et de mieux apprécier la position relative de chaque élément. Une mise en scène systématique des situations urbaines dans cette perspective serait certainement profitable. Voici l'exemple d'Asansol, une ville moyenne de trois cent mille habitants située à l'ouest de la province du Bengale occidental (voir le plan n° 22).

Asansol est un centre industriel et commercial placé au centre d'une importante région minière qui a connu sa première expansion à la fin du XIXº siècle grâce à sa position favorable sur les réseaux routiers et ferroviaires nationaux. Près du quart des actifs déclarés restent associés aux che-

mins de fer. Depuis 1960, une usine sidérurgique du secteur public s'est implantée, employant près de douze mille ouvriers et il existe quelques autres grandes industries mais elles connaissent des difficultés croissantes et se préparent à fermer. Le capital s'use vite en Inde. Le quartier commercial du centre-ville concentre ses magasins au long de la grand-route Delhi-Calcutta. Des centaines de milliers de mineurs et des milliers de paysans viennent y faire des emplettes.

Cette importance des activités à grande échelle n'a pas suffi pour marginaliser le secteur des activités à petite échelle qui occupe peut-être les deux cinquièmes des actifs d'Asansol. La cité a attiré du monde lors de l'extension des mines, après l'indépendance et lors de l'implantation des grandes entreprises. Ces dernières ferment aujourd'hui alors que les mines se montrent incapables d'embaucher plus qu'une petite fraction des enfants de la main-d'œuvre actuelle. Les campagnes avoisinantes, à l'improductivité persistante, commencent aussi à dégorger des bras en surplus. Depuis 1975, la presque totalité des emplois nouveaux ont eu pour cadre le "secteur inorganisé" et particulièrement les plus petites activités menées de manière personnelle ou familiale. C'est un ensemble qui contribue de façon très médiocre à la production de biens, contrairement à ce qui se passe à Bombay ou Calcutta, mais il est actuellement la seule parade efficace au chômage de masse qui étreint la région.

Les services et le commerce occupent plus des trois-quarts des actifs engagés dans le secteur. Des marchés parallèles qui se tiennent dans la rue doublent l'ancien quartier commercial. À côté des vendeurs de trottoir se sont multipliés les restaurants et les débits de thé. Il y a des riches et des pauvres au sein de ce "second" secteur commercial qui bénéficie plus ou moins de la protection des autorités à cause du nombre de votants concernés. Les tireurs de cyclo-pousse et de charrettes forment un second groupe, beaucoup plus prolétaire, localisé aux abords de la gare et dans l'ancien quartier commercial. Ces activités anciennes ne sont pas menacées à court terme mais elles payent de moins en moins. Ceux qui s'y consacrent sont des migrants et des paysans sans instruction, sans relations et sans capital. Des tuiliers et des vanniers sont à l'œuvre depuis fort longtemps à la frange de l'ancien quartier commercial et dans certaines banlieues. Ils produisent des tuiles mécaniques et des couffins destinés au transport de légumes. Ils ont du travail mais ils doivent vendre le produit à des commerçants et de petits industriels (bâtiment) qui sont de plus habiles et puissants négociateurs qu'eux. Leur revenu est bas et il a tendance à se



Asansol au Bengale occidental.

La répartition des activités à petite échelle dans le cadre d'une ville commerciale et industrielle ancienne.

réduire car d'autres artisans arrivent du Bihar et de l'Orissa. saturant le marché. Les petits établissements mécanisés sont avant tout des garages de réparations automobiles et de fabrication de pièces. Il existe aussi des entreprises qui font des grilles de fer forgé et des machines simples pour l'agriculture. Elles vivent bien, quoique les rythmes de production soient irréguliers. Les petites entreprises qui sous-traitent pour l'aciérie ou pour de grandes entreprises privées sont par contre obsolètes et elles vivent dans hantise de la fermeture des gros commanditaires. Il y a enfin un tissu assez lâche, mais important, de petites entreprises de bâtiment qui emploient des ouvriers à statut précaire, plutôt venus des campagnes.

Un univers économique anciennement développé, mais stagnant comme celui-ci est-il fatalement accompagné d'une inflation d'activités peu productives, qu'elles appartiennent aux services, aux transports ou au commerce? C'est ce que semble suggérer l'approche des villes industrielles du Bihar et du Bengale où la situation globale est souvent comparable à ce que nous avons observé à Asansol. Une multiplication des approches concrètes serait pourtant nécessaire pour se prononcer.

#### Les univers et les hommes qui les habitent ne sont pas séparables

Nous avons montré une nouvelle fois, et sur une échelle plus étendue, à quel point les différents segments de l'univers productif, qui sont certainement typés, reconnaissables et distincts, ne sauraient être compris, dans leur nature et dans leur fonctionnement, si on les sépare de manière brutale et définitive les uns des autres, comme cela est fait par les idéologues du dualisme économique. Il en va de même en ce qui concerne les différents segments du marché du travail. Il est certain que certains types d'hommes ne se rencontrent jamais concrètement et tout aussi sûr que de nombreux groupes se considèrent comme tout à fait spécifiques. Cela ne les empêche nullement de s'associer pour produire, de se compléter ou de

se concurrencer, ce qui est encore une manière d'entrer en interaction.

L'approche expose, d'une manière qui nous semble décisive, l'intérêt de l'analyse spatiale, une pratique que nous n'avons d'ailleurs fait qu'ébaucher. Des collaborations entre les géographes, les sociologues et les économistes seraient certainement du plus haut intérêt pour des études futures de ce genre. Le sujet s'est trouvé presque complètement placé entre les mains des économistes, et c'est tout à leur honneur d'avoir démontré son importance, mais la complexité du réel nécessite l'approche pluri disciplinaire.

Une vision qui manquait encore plus que les autres était celle de l'historien. On réalise que les petites activités, "découvertes" dans le courant des années 1970, ne sont pas nées d'hier et que les quartiers qui les portent et les groupes humains qui les promeuvent ont un passé. On apprend aussi que l'évolution ne va pas nécessairement du petit vers le grand et de l'inconnu et de l'inclassé vers leurs contraires. Cette mise en perspective des mouvements historiques oblige à mettre en valeur l'importance de l'évolution du marché du travail, au niveau local, mais aussi régional et national, et nous revenons à notre vision "géographique" des problèmes.

L'importance des migrants dans le développement des petites activités récentes en milieu urbain est une autre illustration de ces thèmes. Les migrants viennent aux franges de la ville, appropriée par une minorité dans les conditions actuelles du pays, et peuplent les quartiers de cabanes, parfois les trottoirs, avant d'aller vers les petits ateliers et les autres domaines d'activités à petite échelle. Les stratégies des migrants, qui sont fréquemment positives mais effectuées en fonction d'un arrière-plan patrimonial, et leur incapacité à survivre en ville sans travailler, contrairement aux habitants de certains anciens quartiers populaires, en font des éléments importants et dynamiques des nouvelles activités. On ne s'étonnera pas de voir ce secteur influencé par les visions, les envies et les stratégies de ruraux, qui sont encore souvent déterminés à le rester.

#### LES GRANDES CONCENTRATIONS DE BRANCHES

L'approche des concentrations mono-industrielles fournit un autre éclairage de la réalité. Nous voyons aujourd'hui dans toute l'Inde des villes, des bourgs ou des régions rurales dominées par une ou deux activités. C'est le travail du verre à Férozabad, le concassage du gravier à Ranchi, les cadenas d'Aligarh ou les multiples concentrations textiles. Presque toutes ces concentrations laissent une part importante, généralement prépondérante, aux méthodes et aux hommes que nous avons déjà observés dans notre étude. Certaines d'entre elles sont d'ancienne origine et il est possible de les relier à des ensembles d'activités artisanales qui n'ont pas toujours disparu. La plupart de ces regroupements d'activités à petite échelle sont cependant nés durant notre vingtième siècle. Quelle est leur importance? Qu'est-ce qui les différencie des concentrations artisanales anciennes? Sont-elles associées à la grande industrie? Voilà quelques questions auxquelles nous voudrions apporter des éléments de réponse.

#### Quatre types d'ateliers et six statuts de main-d'œuvre pour les bracelets de Férozabad

Cent quarante mille personnes travaillent les produits du verre à Férozabad, une ville moyenne de la plaine du Gange. La principale production est le bracelet, un élément essentiel de la féminité indienne, mais certains établissements fabriquent des ampoules électriques et de la vaisselle. La ville entière vit du verre, qui a commencé à y être produit il y a un siècle. Le matériau est fondu dans 289 usines de petite taille, situées pour les trois-quarts dans le "secteur inorganisé" et toutes déclarées comme "petites entreprises". C'est un travail qui exige beaucoup de résistance physique. Une petite partie des tâches est extrêmement qualifiée. Les petites usines emploient une petite minorité de travailleurs permanents, qualifiés et parfois syndiqués qui constituent une aristocratie ouvrière. Ce sont presque tous des musulmans sunnites qui essayent de garder les bons emplois, où les hommes sont payés jusque cent roupies journalières, dans leurs familles et dans leur communauté. Ces hommes adultes coupent les bracelets de verre et pratiquent l'étirement de

la masse en fusion. C'est la nature des procédés de fabrication, les mêmes qui étaient en usage en France au dix-neuvième siècle, qui rend les entrepreneurs dépendants de l'aristocratie ouvrière. La plupart des petits entrepreneurs sont des musulmans, qui utilisent les sentiments et les institutions communautaires pour faire régner l'ordre dans leurs entreprises, mais le commerce des bracelets est d'abord entre les mains d'une oligarchie de Marvari qui dominent la petite cité laborieuse. Les entrepreneurs font des profits confortables: la concurrence est faible et les neuf-dixièmes de la main-d'œuvre touchent à peine le salaire minimal. Ils ne cherchent donc guère à faire évoluer les méthodes de production. La masse des salariés est constituée d'enfants musulmans et de femmes hindoues. Les enfants constituent quarante pour cent de la main-d'œuvre. Quant aux jeunes ouvriers bien payés, ils sont liquidés en dix ans par la chaleur des fours et la tuberculose. La seconde source de profit, qui n'est pas la moindre, est constituée par les fausses entreprises. Les petits entrepreneurs ont droit à d'importantes quantités de charbon, un produit contingenté qui manque dans l'ensemble de la plaine du Gange. Il est souvent plus rentable de revendre son charbon au marché noir que de faire tourner la verrerie. On estime que plus du tiers des petits entrepreneurs de Férozabad sont des vendeurs de charbon d'un genre un peu spécial.

Après avoir été coulés dans les verreries, les bracelets sont soudés dans des petits ateliers de type sub-artisanal. Dans ce type d'endroit, quelques compagnons, placés ou non sous la direction d'un petit entrepreneur d'origine populaire, sous-traitent la production des usines pour le compte des marchands qui vont diffuser le produit ou pour celui d'intermédiaires commerciaux. Les bracelets retournent ensuite à la fabrique. Ils sont polis et décorés grâce à des meules mécaniques par une main-d'œuvre d'enfants, de vieillards et de ruraux de bas statuts qui reçoivent dix à douze roupies journalières. Ces ateliers appartiennent fréquemment aux négociants en gros. Puis les bracelets vont dans des maisons pauvres des quartiers ouvriers du centre ou dans les demeures des ruraux alentour. Les femmes et les jeunes chômeurs qui font le travail d'empaquetage chez

100 #

eux et en famille sont payés à la tâche et ils peuvent gagner au maximum cina roupies par jour.

Autour de l'industrie du verre évoluent des milliers de transporteurs, des hommes pauvres qui se louent après avoir loué leur charrette. Les plus solides et les plus chanceux travaillent directement pour les entreprises. Ceux qui travaillent pour les compagnons ou pour les producteurs à domicile sous-payés recoivent des rémunérations extrêmement basses. Il v a encore des récupérateurs de matériaux usagés qui vivent par centaines de leur récolte effectuée dans les déchets des usines. Ce sont les plus méprisés des habitants de Férozabad.

N'est-elle pas éclairante, cette association de multiples genres d'établissements productifs et des producteurs de divers types pour produire le bracelet de verre de Férozabad? La petite activité v domine très largement et toutes ses facettes sont mises en cause, mais plutôt que la diversité des méthodes et des hommes, n'est-ce pas leur profonde et minutieuse association qui paraît caractéristique?

#### Complexité différente dans la petite métallurgie

Il suffit de se déplacer de cent kilomètres vers le nord pour trouver Aligarh, quatre cent mille habitants et siège de l'unique université musulmane que compte le pays. La capitale du cadenas occupe près de cinquante mille personnes avec les productions métalluraiques.

Des artisans musulmans concentrés autour de la grande mosquée ont fabriqué des cadenas dans cet endroit depuis plusieurs siècles. Les artisans ont pratiquement disparu aujourd'hui bien qu'il soit possible d'en trouver quelques-uns qui s'accrochent dans les ruelles du bazar. L'industrie du cadenas d'Aligarh est pourtant plus importante que jamais. Elle est dominée par une vinataine de grandes firmes métallurgiques, telles Bajaj, India Lits ou Ronuk, et par une poignée de marchands qui commercialisent les produits des autres entreprises sous le nom de firmes prestigieuses, avec lesquelles ils passent contrat. Les entreprises du "secteur organisé" possèdent des ateliers de montage dans les nouvelles zones industrielles de la ville. Ce sont des usines de taille médiocre, où les dispositions légales qui protègent les travailleurs sont souvent ianorées mais où les ouvriers sont engagés de façon permanente. Elles emploient moins du cinquième des producteurs de cadenas.

Vingt-cinq mille personnes, dont un bon tiers d'enfants de moins de quatorze ans, travaillent dans de minuscules ateliers manufacturiers. Ces petits établissements fabriquent les composants des cadenas et de torches électriques aui sont montés dans les plus grandes unités. Si les conditions de travail sont presque toujours effroyables dans ces anciennes échoppes artisangles et ces hangars branlants qui renferment le aros de la main-d'œuvre manufacturière d'Aligarh, cela ne veut point dire que le niveau technologique et le dearé de capitalisation y soient nécessairement bas. Ils sont très variables, le système de la sueur le plus impitovable cohabitant avec des efforts importants de mécanisation. Les plus grosses firmes équipent fréquemment des petits ateliers qui sous-traitent pour elles.

Il y a enfin une dizaine de milliers de producteurs qui travaillent dans la rue, sous des porches ou chez eux pour le compte des plus petits ateliers qui leur donnent des travaux de finition à effectuer. Après le petit atelier sous-traitant, nous retrouvons donc l'ouvrier indépendant sous-traitant. une des figures les plus obsédantes de la partie manufacturière du secteur des activités à petite échelle. Tournant autour de trente roupies par jour dans les usines, les rémunérations moyennes, qui tendent à ianorer de plus en plus la avalification au fur et à mesure que la taille de l'établissement se réduit, tombent à dix roupies par jour dans les petits ateliers et à cina roupies dans le cas du travail "indépendant". Un sort meilleur est fait à une minorité de la main-d'œuvre, tout comme cela se passait à Férozabad. La pression ouvrière rejoint ici le désir des entrepreneurs de s'assurer un travail de qualité.

#### Tâches simples, travail décomposé: l'industrie des allumettes

La région des producteurs d'allumettes de Sivakasi, dans la province méridionale du Tamil Nadu, disperse ses installations de production sur plusieurs centaines de kilomètres carrés. Elle date des années 1920 seulement, époque à laquelle des petits entrepreneurs tamouls appartenant à la caste des Nadar, une jati de rang médiocre, entreprirent de briser le monopole de la multinationale WIMCO. celle-là même dont nous avons approché une grande unité de production à Ambarnath. Il s'agit d'un cas typique de marchands devenus entrepreneurs.

160 000 personnes, dont 80 000 enfants de moins de dix ans, produisent les allumettes et les feux d'artifice qui ont fait la fortune des Nadar. 5000 d'entre elles sont employées dans les petites usines de fabrication de composants chimiques. Ce sont des hommes adultes qui touchent des payes supérieures au salaire minimal et bénéficient de quelques élé-

ments de protection sociale. 75 000 autres producteurs sont salariés dans des petits ou très petits ateliers, tous situés dans le "secteur inorganisé". Ce sont des femmes adultes ou des petits garcons payés cing à sept roupies par jour. Ces ateliers ne sont pas possédés par des Nadar mais par des petits entrepreneurs auxquels ils sous-traitent la fabrication et l'empaquetage des allumettes. 80 000 personnes travaillent enfin à domicile, à tailler les bâtons d'allumettes. Ces enfants et leurs mères sont considérés comme des travailleurs indépendants par les agents des Nadar qui viennent leur acheter le produit fini après leur avoir vendu le matériau brut. Les autorités n'ont rien trouvé à y redire jusqu'en 1981, époque à laquelle cette concentration d'enfants au travail a commencé à être dénoncée dans la presse. Les revenus du travail à la tâche des producteurs à domicile stagnaient autour de deux roupies quotidiennes en 1980. On a découvert qu'il existait des dizaines d'ateliers manufacturiers de grande taille, employant de cinquante à cent enfants, qui n'étaient déclarés nulle part. La WIMCO, qui n'avait cessé de perdre des parts du marché depuis 1950 au profit des petits entrepreneurs, a appuyé une campagne de presse décrivant ces "atrocités" et demandé que les facilités fiscales et bancaires dont jouissent les petits entrepreneurs soient abolies et que l'on oblige les Nadar à déclarer leur main-d'œuvre et à la payer au taux du salaire minimal. Les Nadar ont rétorqué en annonçant la mécanisation de leurs installations et en claironnant que cent cinquante mille travailleurs allaient être privés de leur emploi à cause de "l'égoïsme du gouvernement et du grand capital". Le gouvernement provincial, qui s'était laissé convaincre d'organiser une commission d'enquête, a reculé devant les risques sociaux et politiques. Cet exemple illustre bien le cas, très important, de ces nombreuses petites industries qui bénéficient de la protection gouvernementale parce que l'on pense que les bas salaires permettent la multiplication des emplois. Est-ce une conséquence de cette protection gouvernementale, qui s'incarne surtout dans l'attribution de marchés protégés, si les systèmes manufacturiers les plus anciens tendent à s'articuler autour de noyaux limités de petites entreprises mécanisées sans aucunement disparaître?

# Division sexuelle du travail et marchands manufacturiers : les bidis

La production de bidis (cigarettes roulées dans une feuille végétale) occupe plus de trois millions de personnes à temps partiel ou complet et elle

s'effectue souvent de manière dispersée. Il existe pourtant des centres de production de bidis parmi lesquels Nipani, cent mille habitants dont quinze mille travailleurs du tabac. L'émergence de Nipani en tant que centre de traitement du tabac et de production de cigarettes est récente. Elle date des années cinquante lorsque les Marvari qui contrôlaient la production des cigarettes au Maharashtra transitèrent vers cette bourgade du Karnataka afin d'échapper au contrôle du gouvernement provincial. Ce dernier s'était en effet mis en tête de recenser les ateliers de fabrication de bidis alors que les autorités du Karnataka persévéraient dans un sage laxisme. L'évolution inégale des législations provinciales du travail explique souvent le caractère mouvant des petites entreprises et plus spécifiquement la localisation des concentrations industrielles. Les Marvari réouvrirent des manufactures de bidis à Nipani puis ils les fermèrent en 1967 après que le "Beedies and Cigar Workmen Act", une loi de portée nationale, ait imposé des salaires minimaux à tous les types d'employeurs de la branche. Il n'y a plus que des rouleuses de bidis indépendantes qui travaillent à domicile. Elles gagnent huit roupies pour mille cigarettes fabriquées mais elles doivent acheter la matière première aux marchands manufacturiers et ces derniers refusent régulièrement une partie de leur production (10 à 20 %).

La rémunération moyenne n'était toutefois que de quatre roupies pour mille bidis en 1979. Les travailleuses à domicile se sont souvenues du temps où elles étaient salariées et elles ont constaté la chute de leur revenu et de leur statut depuis qu'elles avaient accédé à "l'indépendance". Elles se sont syndiquées en masse pour revendiquer l'augmentation des tarifs et même la reconnaissance de leur condition salariale. Les petits entrepreneurs et marchands ont dû reculer mais ils ont entrepris de transférer leurs activités de sous-traitance à domicile vers des zones rurales où il n'existe pas de syndicat.

Nous trouvons en outre des ateliers de traitement du tabac, situés dans le "secteur inorganisé" ou dans la très basse frange du "secteur organisé", les salaires et les conditions de travail ne variant guère des uns aux autres, qui emploient plus de dix mille salariés. Il n'y a que des femmes à travailler à Nipani, que ce soit à domicile ou en atelier. Ce n'est pas que la fabrication de bidis soit considérée comme un travail féminin, il y a plus d'hommes que de femmes à rouler des bidis en Inde, mais bien une conséquence de pratiques délibérées des entrepreneurs locaux qui ont cherché et trouvé le bassin de main-d'œuvre le plus vulné-

rable et le moins couteux à l'usage. Comme les femmes employées dans les ateliers de traitement du tabac ont obtenu depuis 1981 l'application des salaires minimaux de branche, les entrepreneurs parlent maintenant de mécaniser leurs installations et de recruter des hommes, tout au moins dans une partie des ateliers.

#### Désindustrialisation dans le cuir : l'effet pervers des lois de protection des secteur à petite échelle

Le tableau diffère dans les grandes concentrations de travailleurs du cuir. Le traitement de ce matériau considéré comme déaradant dans l'ancienne société est depuis longtemps le refuge et le quasi-monopole de castes hindoues de bas statut et de musulmans appartenant aux groupes les plus pauvres. Des chrétiens (en fait des anciens intouchables convertis), des Chinois et des Birmans se sont aussi intéressés à cette activité méprisée mais pourvue d'avenir dans un pays qui possède le plus grand troupeau de bovins du monde. La plupart des Chamar, Chambhar et autres membres des castes de gens du cuir n'ont rien d'artisans qualifiés et ils se contentent de produire ou de réparer médiocrement des sandales simples. Le bas statut accompagne encore souvent une culture et des méthodes auasi primitives, le travail étant effectué à la maison ou dans la rue.

Une industrie du cuir s'est pourtant développée en Inde depuis le dix-neuvième siècle et elle occupe aujourd'hui plus de deux millions de travailleurs. La branche fait partie, comme les allumettes ou la fabrication de saris, de ces groupes d'activités qui sont réservés aux petites ou aux minuscules entreprises. Depuis 1958, il est interdit d'ouvrir de grandes unités mécanisées dans la branche qui comprend le traitement des peaux (tanneries) et la fabrication de chaussures ou de sacs. Les grandes tanneries ouvertes avant l'indépendance ont presque toutes fermé, la concurrence des petits ateliers utilisant de la maind'œuvre dix fois moins payée étant intenable. La chaussure est depuis les débuts une activité exercée dans le cadre de très petits établissements. Cela n'empêche pas l'industrie de connaître un degré notable de concentration au niveau de la commercialisation des produits et des marchés de matières premières d'où émergent quelques géants comme Bata. Les chaussures sont plutôt fabriquées dans des faubourgs urbains où s'agglomèrent de vastes concentrations de membres des groupes sociaux précités.

#### L'intégration de communautés d'artisans au marché

L'organisation des systèmes productifs locaux est assez variable mais elle met presque toujours en relation des grands marchands ou des groupes financiers de type contemporain ou encore, quelquefois, des commercants de moins grande enverqure, donneurs d'ordres, des intermédiaires commerciaux, qui tiennent le rôle de relais, et des très petits entrepreneurs ou des producteurs à domicile qui composent la masse, infiniment fractionnée et vulnérable des producteurs. Dans le faubourg de Dharavi, qui constitue aux portes de Bombay le plus grand bidonville du monde, plus de quarante mille tanneurs et fabricants de chaussures exercent leur activité. Ces Chambhar et ces musulmans travaillent presque tous dans les activités à petite échelle, bien qu'il reste plusieurs arandes tanneries à Dharavi. Des migrants venus du sud produisent aussi des chaussures. La plupart des établissements de production sont des ateliers, situés au cœur du bidonville, où travaillent une demi-douzaine d'ouvriers et d'apprentis sous la direction d'un maître cordonnier. L'emploi de machines est rare mais les tâches sont très décomposées, chaque atelier se spécialisant dans une ou deux opérations de fabrication. Le long apprentissage n'est payé qu'à partir de la troisième année. Chaque producteur touche une fraction des ventes de l'atelier, une "part", un peu comme cela se passe sur les bateaux de pêche français. Le jeune travailleur avec cinq années d'expérience touche 1/48. Le maître touche entre 1/12 et 1/6. Ce système, très populaire, est réservé à une élite de producteurs qualifiés parmi lesquels les musulmans sont nombreux. Il existe aussi des "ateliers de la sueur" qui pavent au-dessous du tarif des salaires minimum agricoles (les plus bas) une main-d'œuvre de femmes et d'enfants pour effectuer des finitions ou procéder à la découpe des pièces. Alors que les ateliers des compagnons sont autonomes et reçoivent des commandes des commerçants en chaussures, ce genre d'établissement appartient le plus souvent aux négociants. Il existe enfin des familles qui sous-traitent directement la production de chaussures pour les négociants. Elles acceptent de plus bas revenus mais la qualité médiocre de leurs productions constitue une entrave à l'extension de leur activité.

Agra, célèbre pour le Taj Mahal, est aujourd'hui une ville industrieuse. À côté de fonderies et de multiples petites entreprises, elle abrite une grosse concentration de travailleurs du cuir, essentiellement recrutés parmi les 17 % de Chamar que compte sa population. Le cuir n'est pas tanné dans la ville mais des intermédiaires commerciaux, agissant pour le compte de grandes firmes de chaussures, se chargent de l'apporter et d'indiquer le travail à faire aux karigar (maîtres artisans) qui dirigent des petits établissements ou coordonnent l'activité de travailleurs à domicile. Le travail à domicile est en extension grâce à son caractère compétitif, les sommes distribuées étant moindres. et à sa capacité à faire disparaître l'esprit revendicatif, qui n'est pas du tout inconnu chez les producteurs en ateliers. La mono-industrie présente encore une fois l'aspect d'une sorte de synthèse entre l'usine éclatée et les reliques d'un artisanat antérieurement mis à mal par la colonisation britannique.

L'industrie de la chaussure s'est énormément développée à Calcutta. Les artisans chinois du début du siècle ont réussi à s'enrichir suffisamment pour devenir des commercants aui contrôlent des chaînes d'ateliers ou des ensembles de travailleurs à domicile du genre de ceux qui sont mis en scène sur le plan (voir le plan n° 23, page suivante). Aujourd'hui, des hindous de basses castes et des musulmans travaillent pour les Chinois et pour des firmes de plus grande envergure. Ils se regroupent en quartiers homogènes où ils tentent de barrer l'accès de la profession à ceux qui ne sont pas de la communauté. Ils vivent toujours dans le cuir, sortant le moins possible comme le leur conseillent leurs commanditaires, reproduisant de génération en génération la main-d'œuvre ignorante mais experte dont les marchands manufacturiers ont besoin. Les salaires et les autres revenus sont plutôt en baisse, car ces gens du cuir font beaucoup d'enfants aui viennent encombrer les marchés du travail cloisonnés de la branche. Les rémunérations moyennes quotidiennes sont de dix roupies pour l'ouvrier qualifié en atelier, huit pour le même homme travaillant à domicile et vinat roupies pour les chefs d'atelier. Ne disposant, contrairement aux Chinois des années 1920, d'aucun accès direct au marché, les producteurs d'aujourd'hui ont peu de chances de pouvoir faire évoluer leur condition.

#### Aux franges du travail agricole, les carrières et briquetteries

La production de matériaux pour la construction est une activité qui emploie au moins six millions de personnes. Il est impossible de donner plus de précisions au sujet de la main-d'œuvre globale à cause de l'état déplorable de la statistique et du caractère saisonnier de ce type d'activité. Certains types d'établissements de productions, tels que les briquetteries, sont plutôt dispersés mais il existe des concentrations industrieuses importantes, dont presque toutes les activités se situent dans le champ du "secteur inorganisé".

La production de gravier et de tout-venant pour les travaux routiers est presque toujours partiellement mécanisée aujourd'hui quoiqu'il soit encore souvent possible d'observer des groupes de manœuvres à l'œuvre avec des marteaux pour transformer des blocs de pierre en fragments calibrés. Des commerçants en matériaux de construction sous-traitent ce travail à des familles ou à des travailleurs isolés qui sont considérés comme des "entrepreneurs indépendants". Dans les établissements de plus grande taille, plusieurs dizaines de manœuvres payés à la tâche gravitent autour des quelques machines et des camions de l'entreprise qui emploie, outre ces journaliers, des noyaux réduits de main-d'œuvre permanente salariée. À Ranchi, dans le sud de la province de Bihar, les petites entreprises de construction emploient plus de cent mille personnes, dont un bon tiers de petites filles. Moins de cinq mille personnes sont déclarées sur les registres des entreprises. Les chargeurs sont rémunérés au panier transporté, sans espoir d'atteindre le salaire minimal agricole, particulièrement bas au Bihar.

La situation diffère dans les mines et les carrières de pierre où il existe une importante maind'œuvre qualifiée. Les ouvriers sont recrutés dans leurs villages pour la durée d'une saison de production par des chefs d'équipe qui travaillent pour le compte de sous-traitants de main-d'œuvre, euxmême au service des propriétaires de carrières. Les petits entrepreneurs de la branche sont nombreux, car la concentration est faible, mais ils sont relativement organisés. Les propriétaires de carrières ont conservé des habitudes anciennes et ils demandent aux ouvriers d'apporter ou d'acheter sur place l'essentiel de l'équipement nécessaire. Ils considèrent rarement que ce problème est de leur ressort. Ils ne dédaignent cependant pas de vendre le matériel et les explosifs aux salariés à des prix élevés. Ceux-ci n'ont jamais d'argent devant eux et ils achètent à crédit. L'entrepreneur (ou son agent) prend usuellement de 100 à 400 % d'intérêt annuel et de nombreux travailleurs se retrouvent obligés d'investir la totalité de leurs salaires dans le remboursement de la dette. Ils deviennent des sortes de serfs. Il existe pourtant des équipes de spécialistes comme les fendeurs de dalles de schiste de Bhatti, près de la capitale fédérale, qui possèdent leurs outils et obtiennent de bien meilleures rémunérations, jusqu'à cin-



### Plan n° 23

Shankar Das Lane à Calcutta. Un quartier urbain de travailleurs du cuir. Une production des plus sophistiquées effectuée toute entière dans le secteur inorganisé. quante roupies par jour, dans le cadre de systèmes au rendement. Il leur faut cependant payer le chef d'équipe et le marchand d'hommes, qui demandent chacun 10 % de la rémunération brute, et surtout affronter des risques. Il mourait deux hommes par semaine dans les mines de Bhatti en 1980. Une partie du travail des carrières, essentiellement du transport et du terrassement, se voit confié à des familles qui possèdent des animaux de bât ou des outils de terrassement. Ils sont payés comme s'ils étaient des sous-traitants indépendants bien qu'ils aient dû s'endetter auprès des entrepreneurs ou des marchands d'hommes. Il ne faut pas s'étonner si les carrières affichent des chiffres de main-d'œuvre ridiculement bas, sans rapport avec la réalité. Ces systèmes sont acceptés parce qu'ils permettent des retours saisonniers vers l'agriculture et parce qu'ils utilisent les mentalités dominantes dans le monde rural d'où provient la main-d'œuvre. Beaucoup de producteurs des carrières aiment à se considérer comme des sortes de métayers des propriétaires de sites d'extraction et rares sont les hommes qui ont la force et la largeur de vues suffisantes pour tenter de s'extraire des réseaux de patronage clientélistes qui structurent ces sociétés de labeur. Des syndicats apparaissent pourtant aujourd'hui pour revendiquer que cesse cette profitable et dangereuse utilisation des anciennes mentalités dans un nouvel univers productif.

## Une majorité relative des producteurs du secteur secondaire

Les concentrations de petites industries manufacturières du genre de celles que nous avons mises en scène dans ce chapitre sont très loin de constituer des réalités secondaires sur le plan social. Les estimations statistiques sont peu précises à ce sujet mais on peut penser qu'elles concernent dix à quinze millions de personnes soit un nombre bien supérieur aux sept millions d'ouvriers et d'employés de bureaux des établissements de production du "secteur organisé", que l'on a longtemps en Inde, assimilé à la classe ouvrière. Il y a donc au moins une seconde "classe ouvrière".

Le textile fut longtemps et demeure encore la plus populaire des activités manuelles non agricoles. Les tisserands ruraux sont praticulièrement nombreux dans le sud du pays. Nous ne parlerons pas de la situation des tisserands à temps partiel qui partagent leur activité entre le textile et des terres plus ou moins ingrates. Les concentrations urbaines ou péri-rubaines permettent mieux d'apprécier les transformations et les blocages à l'œuvre dans cette branche de la production qui com-

prend en outre 260 usines textiles de grande taille, plutôt vieillies, et plus de 600 filatures usinières, plutôt modernes. Les statistiques officielles et la politique textile du gouvernement tracent une distinction très nette entre les grandes unités mécanisées, les petites entreprises mécanisées et les producteurs travaillant à la main comme si chaque groupe constituait un secteur bien séparé. Il est vrai que des lois mal respectées réservent des marchés à chaque groupe de producteurs et que tout est fait pour éviter qu'ils ne se fassent concurrence. Ces différentes façons de produire ne sont pourtant pas aussi bien séparées par la réalité.

# Les concentrations textiles : mélange des genres et tendance principale

Voici le faubourg textile de Rampuram, qui dresse ses maisons et ses fabriques de brique rouge à l'est de la Nouvelle Delhi, là où la banlieue industrielle de Ghaziabad se dilue dans la campagne agricole de l'Uttar Pradesh. Il y a là plus de vingt mille producteurs, des hindous de caste koli et des musulmans sunnites qui ont pour la plupart des ancêtres artisans tisserands. S'il ne reste rien de l'ancien artisanat à Rampuram, cela ne veut point dire que les méthodes de production y soient uniformément mécanisées. Il existe un grand nombre de petits établissements qui possèdent quatre ou cinq machines textiles simples à coté de quelques fabriques avec soixante à quatre-vingts machines. Des familles ont aussi acheté un métier à tisser mécanique. À côté de cela, les métiers manuels sont encore très actifs, au sein des familles mais aussi dans des ateliers. Ces moyens de production différents sont consacrés à des productions spécifiques mais cela n'empêche pas Rampuram de connaître aujourd'hui une économie très intégrée qui associe très bien et très profondément les différentes manières de produire et les différents types de main-d'œuvre.

Une petite oligarchie d'une dizaine de familles marvari domine la banlieue, grâce au contrôle absolu de la commercialisation des tissus et à un quasi-monopole de l'approvisionnement en fibres. Une agence d'État diffuse quelques produits mais elle est moribonde. Les Marvari sont très organisés, en communautés, en syndicats de commerçants et d'entrepreneurs, en clubs de gens aisés (le Rotary Club) et en fraction politique. Ils ont face à eux une masse atomisée qui ignore presque toutes les dimensions de la solidarité sociale, à l'exception des regroupements communautaires. Il n'en a pas toujours été ainsi. Aujourd'hui, les neuf-dixièmes des producteurs sont des travailleurs à domicile qui sous-traitent en famille

pour les commerçants mais jusqu'en 1975, les salariés travaillant dans les fabriques dominaient largement. La plupart des petites entreprises employaient des adultes qu'elles payaient le moins possible et la tension sociale a commencé à monter en 1971. Les deux tiers des ouvriers se sont affiliés au CITU, le plus revendicatif des syndicats à l'époque, et ils ont demandé l'application des tarifs de branches. Il y eut des bagarres et des grèves qui se terminèrent en 1975 avec l'état d'urgence et se soldèrent par une défaite complète des tisserands. Les petits entrepreneurs fermèrent les usines se situant dans le "secteur organisé", à l'exception de deux ou trois unités et ils liquidèrent aussi beaucoup de petits ateliers du "secteur inorganisé". Ils revendirent ou prêtèrent le matériel des unités aux familles de tisserands qui devinrent des soustraitants indépendants. Les rémunérations moyennes sont restées à leur niveau de 1975. Un groupe de petits ateliers de moins de dix salariés s'est pourtant maintenu et il connaît même une relative expansion. Il appartient à des tisserands ou à des petits commerçants qui tentent de se lancer dans la promotion d'entreprises en sous-traitant pour les grands commerçants ce que les familles isolées ne peuvent produire. Depuis la généralisation du système de sous-traitance à domicile, les sommes reçues par chacun sont strictement liées à la productivité de son capital et de son organisation du travail. La force du nombre ne vient plus bouleverser le jeu car il n'y a plus un seul syndicat. Les utilisateurs de métiers à tisser manuels touchent en moyenne deux fois moins cher que les autres, mais ils essayent de se rattraper en utilisant de la main-d'œuvre familiale gratuite. Le travail des femmes, puis celui des enfants, inconnu durant les années soixante, se sont généralisés. L'exemple de Rampuram est très significatif, parce qu'il permet de se rendre compte de la complexité et de l'ancienneté de l'histoire des activités à petite échelle, mais aussi parce qu'il symbolise une des tendances majeures de la période actuelle, celle d'une désindustrialisation d'une partie du système productif.

### L'essor résistible du travail mécanisé à domicile

Nous observons la même situation à Belgaum, à 1 800 kilomètres de là, où les Marvari - toujours eux - qui possèdent les usines textiles de cette localité du Karnataka ont entrepris de fermer leurs installations de grande taille depuis une quinzaine d'années et de favoriser la constitution d'un ensemble de très petits ateliers, dirigés par des patrons tisserands, et de familles produisant à domicile.

Ces entrepreneurs tentés par un retour à la fonction commerciale sont plutôt aidés que gênés par les aides, maintenant efficaces accordées par les banques publiques aux tisserands indépendants qui désirent acheter des machines. L'achat et l'entretien du capital devient du ressort du producteur, assisté par l'État. Les concentrations de petits et moyens établissements de production ne se maintiennent que dans les régions où les syndicats n'ont jamais pu s'implanter, en général à cause de l'existence de tensions violentes entre les hindous et les musulmans qui se partagent ces emplois. Elles peuvent aussi connaître la dispersion dans les faubourgs de métropoles où sévit le chômage ou subir des migrations vers les provinces particulièrement laxistes en ce qui regarde le droit du travail. À Manpur, près de Gaya (Bihar), vingt mille tisserands travaillent encore dans les ateliers possédés par des marchands de la localité. Le travail à domicile y connaît pourtant un certain développement. Le bas niveau des salaires au Bihar explique la survie de cette concentration, située pour moitié dans le champ du secteur organisé. Les Tanti (hindous) et les Ansari (musulmans) qui font tourner les machines et les métiers manuels de cette localité ne se détestent point mais ils se sont montrés incapables de s'unir sur un programme revendicatif.

#### Vers un futur industrieux?

Voici donc un nouvel aspect des petites activités marchandes de l'époque contemporaine. Il est important et révélateur. Confrontées aujourd'hui aux impératifs de la production de masse pour des marchés de plus en plus étendus, les petites entreprises aux mains de marchands manufacturiers, de paysans enrichis, ou d'entrepreneurs à l'éthique commerciale se multiplient sans nécessairement intensifier leur capital ou étendre l'ampleur de leurs établissements. Fautil, pour tenter d'expliquer ces faits, mettre en valeur les disparités salariales croissantes entre les grandes et les petites entreprises ou mettre l'accent sur les politiques de promotion de la petite entreprise de gouvernements anxieux devant la montée du chômage? Il faudrait aussi insister sur le rôle majeur et la nature particulière de ce petit et grand capital affairiste, qui évolue si facilement du commerce vers l'industrie et viceversa. Il est peut-être le legs le plus ambigu et le plus durable de deux siècles de colonisation britannique à la "sixième partie du monde".

Les concentrations de petites entreprises ne sont jamais homogènes, que ce soit au plan des méthodes de travail, des statuts de main-d'œuvre ou des types et des logiques d'entreprises. Les éléments qui se mettent en place dans ces lieux ne sont pas, mono-activité oblige, ceux du bazar ou des quartiers composites des banlieues mais c'est pourtant la même complexité et la même capacité à mettre en relation et à faire fonctionner de manière profitable, pour le bénéfice d'une minorité, les réalités les plus diverses qui s'imposent. L'organisation, des hommes, de la production et de la gestion, est certainement aussi complexe et rigoureuse qu'ailleurs mais la présence de groupes très, bien organisés et assez homogènes de petits entrepreneurs, souvent aussi marchands et politiciens locaux, altère l'impression de variété. Nombre de ces petites entreprises, gérées par des marchands ou des intermédiaires avec rigueur au plan financier, ne sont pas contrôlées de la même manière en ce qui concerne le recrutement de la main-d'œuvre. L'"affaire" domine au détriment de "l'entreprise" (Mottez, 1966). Ce n'est cependant pas parce que le flux de maind'œuvre n'est pas, ou est mal contrôlé par les entrepreneurs eux mêmes que ce dernier appartient aux limbes de "l'informalité". L'utilisation par de multiples acteurs des réalités communautaires, de la division sexuelle des tâches ou des méthodes d'apprentissage et de transmission des savoirs qualifiés ne sont peut-être l'objet d'aucune publication du "Bureau du travail" de Simla mais leur importance comme enjeu n'a d'égale que leur sophistication. Les places à tenir sont multiples, les acteurs nombreux et chacun doit savoir son rôle, même quand il s'agit d'être "bon à tout faire".

### LES CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

Il peut maintenant être intéressant de reprendre les ensembles de producteurs que nous avons abordés jusqu'à présent et d'en extraire les catégories socio-professionnelles. Que représententelles et quel est leur degré de cohésion ? Quels sous-groupes émergent de ces ensembles ? Nous essayerons de le savoir au travers de quelques exemples choisis.

### Les vendeurs de rue : une catégorie d'accès facile ?

La catégorie la plus disparate est sans doute l'ensemble des vendeurs et des fournisseurs de petits services dans la rue. C'est un groupe ancien. Les rapports de l'administration coloniale parlent du problème constitué par la multiplication des vendeurs du trottoir dès 1910... Le nombre des hommes et des femmes dépendant de la vente de trottoir, s'est cependant fortement accru depuis l'indépendance. Après 1965, une vague de vendeurs de rue venus des bidonvilles et des anciens quartiers populaires a envahi les centres des grandes métropoles et des villes de moindre importance. Il y a eu une nouvelle recrudescence après 1980. Il y aurait aujourd'hui trois cent mille vendeurs de rue dans le centre de Bombay et deux cent mille dans les étroits quartiers centraux de Calcutta. Leur nombre n'est pas inférieur à cent mille à la Nouvelle Delhi, où une puissante administration a tout fait pour les chasser. Les concentrations de petits vendeurs de rue sont déterminées par la géographie de la ville et par les rapports de forces qui existent entre les différentes couches de la société.

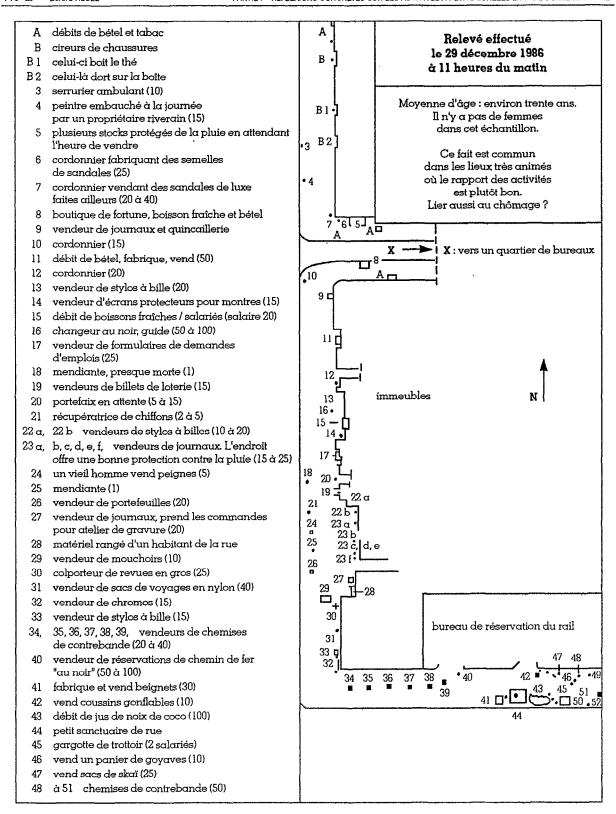
En ce qui concerne le mode d'exercice de l'activité, le nombre d'heures qui lui est consacré et le revenu, la diversité des situations est telle qu'il est impossible de généraliser. Nous proposerons des catégories issues de l'observation des terrains. Les vendeurs de rue constituent un milieu social plutôt ouvert au sens où il est possible de pratiquer ces activités quels que soient l'âge, le sexe, la confession, la caste et le niveau d'instruction. Cela ne veut point dire qu'il n'existe pas, comme chez les ouvriers, des activités organisées sur une base communautaire. Les sous-catégories de vendeurs de rue sont souvent liées à des segments particuliers

du marché du travail. La vente de trottoir constitue pourtant un refuge pour les chômeurs et les licenciés et une opportunité pour ceux qui veulent faire mieux que survivre.

Le premier problème est celui du capital. Comment réunit-on l'argent nécessaire pour constituer un stock et quels sont ensuite les modes de aestion de l'affaire de rue? Nous verrons à quel point les réponses sont variables. Ce qui l'est moins, c'est l'importance des problèmes d'ordre politique et social qui s'élèvent lorsque le candidat à la vente, ayant réuni les produits et l'argent nécessaires, essaye de se tailler un marché et de se lancer sur le trottoir. Les protestations des vendeurs en place, les pressions des syndicats et des notables locaux, les rapports ombrageux ou amicaux avec les boutiquiers et les ponctions des cogs de guartiers et de la police marquent et conditionnent de manière déterminante la vie du vendeur de rue dans un milieu où il apparaît souvent comme surnuméraire. Si tous les vendeurs de rue sont formellement des travailleurs indépendants, le contenu de cette indépendance sera variable et bien souvent mis en cause par des rapports de sujétion personnalisés (observer les plans 24 et 25, page 108 et 110).

#### Une très grande variété de groupes

Voici onze catégories qui permettent de se faire une idée analytique de l'univers des vendeurs de rue. Les fournisseurs de petits services, les artisans ambulants et les porteurs d'eau en sont exclus mais la logique utilisée ici pourrait certainement leur être appliquée. Les quatre premières catégories et la sixième comprennent des vendeurs dont l'activité est subordonnée à l'essor, plutôt récent, des produits de consommation, de masse ou de luxe. Les autres catégories pourvoient à des besoins plus quotidiens, particulièrement alimentaires, et leur effectif est plus important. Les catégories sont différenciées grâce à des critères économiques mais aussi sociologiques. Les cinq premières catégories, qui sont les plus aisées, connaissent, au moins dans les grandes villes, un certain degré d'organisation: associations communautaires de fait et de droit et syndicats. Ces derniers sont particulièrement actifs à Bombay et Calcutta. Dans cette ville,



Plan nº 25

Cinquante vendeurs de rue auprès du siège du gouvernement provincial de Calcutta.

Il s'agit d'une zone où les interdictions et les contrôles policiers sont nombreux.

Le revenu estimé par jour (roupies) est mis entre parenthèses.

trente mille vendeurs seraient syndiqués auprès de centrales dépendant de partis politiques ou dans le cadre d'organisations indépendantes. Cette tendance contraste avec l'absence d'autonomie qui caractérise la main-d'œuvre salariée dans le bâtiment ou les petites entreprises. Elle permet de contrebalancer le pouvoir et l'exploitation des notables, des voyous et des policiers qui prétendent "protéger" les vendeurs de rue. L'essentiel de l'action syndicale vise à faire pression sur les pouvoirs publics pour obtenir des emplacements garantis, des aménagements et la fin des expulsions et des amendes.

La première catégorie est constituée de communautés soudées et étroites qui ont pu s'arroger le quasi-monopole de marchés locaux et le contrôle relatif des sources d'approvisionnement, situées dans des régions lointaines dont ils proviennent souvent. Les Kachemiri sont un groupe d'habitants du Cachemire qui viennent tous les hivers à Calcutta vendre des châles aux dames de la bourgeoisie. Les Bhuttía, des Népalais, diffusent des produits de confection dans tout le nord de l'Inde. Les Kabulivala, originaires de l'actuel Pakistan ou de l'Afahanistan mais devenus citovens indiens, transportent leurs couvertures dans toute la plaine du Gange à l'approche de l'hiver. Les Kachemiri font cela depuis un siècle mais les Bhuttia ou les Tibétains s'y sont mis récemment. Certains travaillent en famille (Tibétains) mais les musulmans sont le plus souvent seuls. Ils savent cependant s'organiser, louant des chambres collectives dans les cités où s'effectue la vente, et cela est pour beaucoup dans leurs revenus appréciables, quoique saisonniers.

Le second groupe est celui des vendeurs de parfums contrefaits et de montres de contrebande. Implantés dans tous les grands centres urbains. ils essaiment maintenant vers la campagne. Eux aussi vendent plutôt aux riches, ou à ceux aui veulent s'en donner l'air. À Calcutta, ils diffusent les produits venus illégalement du Bangladesh. À Bombay, ils vendent ce qui sort des ateliers qui imitent les grandes marques étrangères. Ce groupe de jeunes aux effectifs encore réduits n'est pas organisé de façon communautaire. Des chômeurs, parfois instruits, trouvent là leur revenu. Il peut être assez élevé lorsque les vendeurs achètent eux-mêmes leur stock, ce qui n'est pas le cas le plus courant. Les produits exercent une grande fascination et il est possible de gagner plus de deux cents roupies par jour, somme qu'il faut toutefois partager avec la police locale, chargée de réprimer ce genre de trafic. Les vendeurs de ce genre n'ont pas souvent le capital suffisant pour acheter la marchandise. Des commerçants en gros leur avancent le nécessaire, avec de très gros intérêts, ou ils les embauchent comme de simples salariés payés à la commission. Ils gagnent alors moins de vingt roupies par jour mais ils sont protégés de la police.

Les vendeurs de produits des petites industries manufacturières (sacs, textiles, vaisselles, plastique, quincaillerie, jouets) constituent un groupe nombreux. Ils sont présents dans les plus petites bourgades. On les voit arriver vers dix heures le matin depuis de lointains bidonvilles ou villages, lourdement charaés de cabas et de colis maintenus avec des ficelles et ils occupent leur coin de trottoir jusqu'au soir. Beaucoup d'entre eux vont d'une ville vers l'autre quoique le poste fixe soit largement préféré. Les neuf-dixièmes sont des hommes de toutes castes et confessions, dont les niveaux de scolarisation, assez bas en général, sont de plus en plus variables. Ce sont des abonnés aux petits bénéfices de dix à trente roupies par jour, qui ont souvent du mal pour renouveler leur stock sans recourir à l'emprunt. Les produits vendus, d'usage courant, le sont avec une marge bénéficiaire faible car le pouvoir d'achat est bas et il ne manque jamais de vendeurs de rue concurrents. Contrairement aux vendeurs des premiers et seconds groupes, ces hommes ne s'entendent jamais avec leurs collègues sur le prix plancher des produits.

Il faut en extraire un sous-ensemble de vendeurs de bijoux, de tissus et de vaisselle pour constituer une quatrième catégorie. Ceux-là sont stabilisés, ce qui est le grand espoir de tous, et ils ne paraissent pas loin de la condition de boutiquier. Ce sont souvent des membres de castes ou de communautés marchandes. Cela ne leur a pas garanti la richesse mais c'est une situation qui facilite l'accès au crédit. Ils forment des groupes localement puissants et ils sont syndiqués, contrairement aux précédents. Ils gagnent usuellement de vingt à cinquante roupies par jour.

Les tenanciers de boutiques de fortune dont nous avons déjà parlé constituent un groupe plus puissant et considérable par le nombre. Ce sont les plus instruits et les mieux organisés des vendeurs de rue. Ils disposent de syndicats et d'organisations de quartiers. À Calcutta, le gouvernement les a répertoriés et a stabilisé leur situation à la fin des années soixante-dix mais il en vient toujours de nouveaux. Certains logent dans leurs minuscules cabanes. Une petite minorité dispose d'employés salariés. Ils vendent de tout. L'aspect homogène des cabanes dissimule une très grande variété de patrimoines. Encore une fois, ce sont les membres de communautés commerçantes qui semblent s'en sortir le mieux.

Le sixième groupe est constitué d'occasionnels

qui vendent des cartes de vœux, des pétards ou des offrandes pour les fêtes religieuses. La plupart sont des vieux, des enfants ou des chômeurs qui en font une activité d'appoint ou vivent de combines de ce genre mises bout à bout. Le profit est souvent dérisoire pour les premiers. Il l'est moins pour les jeunes chômeurs, qui investissent plus.

Les catégories pauvres, qui viennent ensuite, sont plus étoffées. Des masses d'hommes et auelaues femmes arrivent tous les jours vers les grandes cités porteurs de bois, de riz, de fruits ou de légumes. Ils sont petits paysans, ouvriers agricoles ou colporteurs à l'origine. Leur transhumance auotidienne. généralement effectuée à pied, est un travail de bête de somme mais elle constitue leur seul avantage commercial sur les commercants qui s'approvisionnent aux marchés de aros. Leur bénéfice est limité par le faible volume de la marchandise emportée et, dans les cas où ils produisent euxmêmes, par les capacités limitées de leurs élevages ou plantations. La majorité trouve cependant là de quoi survivre et continuer le labeur (10 à 15 roupies par jour). Certains groupes de producteurs appartiennent à des communautés particulières qui effectuent des opérations de transformation, comme les producteurs de lait de palme fermenté. Ce sont ceux qui s'en tirent le mieux. Les producteurs de lait, des paysans ou des éleveurs de plus grande importance sont une couche à part, nettement plus argentée.

Les vendeurs de fruits, de légumes et de poisson installés avec leurs paniers au long des trottoirs ou aux abords des marchés forment une huitième catégorie, aux effectifs extrêmement nombreux, parmi laquelle les femmes constituent une minorité importante (20 à 30 %?). La vente des fruits de saison, des graines et des cacahuètes, qui permet souvent mieux que la survie, est cependant très souvent l'apanage des hommes, comme quoi une division sexuelle et hiérarchique des tâches peut très bien s'imposer sans au'aucun patron y trouve son avantage. Les migrants d'origine rurale sont fort nombreux dans ce groupe, qui est l'un des plus faciles d'accès dès que l'on possède les cinquante roupies nécessaires pour remplir le panier. Ils ne sont pas souvent syndiqués mais des organisations semi-caritatives comme l'"Association des femmes auto-employées" d'Ahmedabad (SEWA) prennent quelquefois leurs intérêts en charge. La police les rackette modérément. "Vendre des bananes ou des cacahuètes le long du trottoir, nous savons que c'est notre avenir", nous dit un jour de 1983 un ouvrier cotonnier de Bombay lorsque la grève des grandes usines textiles commençait à tourner à la catastrophe. Cela rapporte de cinq à trente roupies par jour.

Les revendeurs de tabac à chiquer, de vête-

ments d'occasion, de fruits avariés et de tous ces produits de second ordre qui sont le lot des plus pauvres habitants des quartiers populaires, forment une des couches les moins argentées. La plupart de ces vendeurs, qui ont les écoliers parmi leur clientèle, ne dépassent pas cinq roupies de revenu journalier dans les grandes villes. Ce sont des femmes, des vieillards, des enfants et aussi des hommes adultes qui n'ont jamais pu avoir plus de dix roupies devant eux ou qui ont abandonné toute idée de lutter dans le milieu urbain. Ce type de vente permet en effet de ne pas sortir de son quartier.

La dixième catégorie est faite de vendeurs ambulants de beignets ou de friandises qui fabriquent chez eux, c'est-à-dire dans le bidonville ou au coin de la rue, le produit qu'ils vendent. Leur travail est épuisant, quoiqu'ils bénéficient parfois d'une précieuse aide familiale, mais il peut rapporter deux ou trois fois le salaire minimal agricole. Beaucoup de migrants, tels les *Bihari* de Calcutta, se livrent à ce genre d'activité.

Il y a enfin des colporteurs aui vendent des brimborions ou des bijoux de fantaisie dans les quartiers populaires. Ils ressemblent beaucoup aux vendeurs du neuvième groupe en ce qui concerne le revenu et la clientèle mais ce sont des professionnels, souvent dotés de cris, d'habits ou de matériels particuliers. Ces activités anciennes régresseraient plutôt en ville mais elles connaissent une diffusion inédite dans les campagnes, comme cela s'est passé dans la France du dix-neuvième siècle. Le colportage rural comprend de nombreuses variétés, qui correspondent à plusieurs catégories précitées et nous n'en parlerons pas. Nous voulions seulement montrer comment un groupe socioprofessionnel jugé d'importance secondaire peut connaître la diversification et la spécialisation en fonction des multiples types de marchés et des divers éléments qui composent sa main-d'œuvre. Les uns s'ajustent aux autrès de manière presaue "écologique".

### Les transports : labeur accru et sentiment d'indépendance menacé

Les portefaix et les tireurs de véhicules tels que les cyclo-pousses et les charrettes à bras forment un milieu social à la fois plus éclaté et moins varié que celui des vendeurs. La pauvreté et le poids du labeur égalisent les conditions mais elles aident aussi à exacerber les consciences communautaires et les particularismes archaïques. Les activités de manutention et de transport manuelles sont, contrairement à celles des vendeurs, menacées par l'évolution économique, malgré les freins que constituent le prix élevé des carburants et les

politiques gouvernementales favorables à l'emploi manuel. Une partie des gens aisés qui habitent en ville, et qui tendent à la considérer comme leur propriété exclusive, exerce maintenant une pression croissante visant à "nettoyer la rue".

Ce sont aussi des activités ouvertes. Les hommes solides qui faisaient les débardeurs dans un lieu donné ont longtemps bloqué l'accès à leurs emplois en invoquant la morale, la décence ou la religion afin d'empêcher l'embauche des femmes et des enfants. Ils sont en train de perdre la partie presque partout et les charrettes d'Ahmedabad, une des villes les plus industrielles et les plus modernes de l'Union Indienne, sont aujourd'hui tirées par autant de femmes que d'hommes. Cette évolution a pris place lorsque les marchands et les industriels, qui sont les principaux commanditaires de ce type de transports, ont refusé de passer quelque sorte de contrat que ce soit avec les charretiers et qu'ils en ont fait, dans les conditions les plus défavorables qui soient pour ces derniers, des travailleurs entièrement indépendants. Les communautés organisées ont perdu leurs privilèges et le nombre de transporteurs salariés s'est fortement réduit dans les zones les plus développées. C'est ainsi qu'il est plus facile que jamais d'entrer dans la profession au moment ou des masses de main-d'œuvre toujours croissantes sont disponibles. Les tireurs de cyclo-pousses sont aussi plus nombreux que jamais quoique les gens de statut honorable fassent tout pour éviter ces professions épuisantes qui sont considérées comme une déchéance. Le gouvernement a rendu plus facile l'accès à ce métier en lançant de multiples programmes de prêts ou de dons destinés à permettre l'achat des véhicules. Il n'a pas fourni les consommateurs qui auraient pu permettre d'amortir l'outil de travail. Dans les grandes villes, les vélos-taxis sont répertoriés et quelquefois taxés en attendant d'être pourchassés, comme c'est déjà le cas dans les plus grandes métropoles. Le rikcha vala, qui n'a jamais été très bien considéré, devient plus vulnérable aux rackets policiers et au patronage des notables qui prétendent le protéger de "l'égoïsme des bureaucrates". Les amendes pleuvent et le transporteur perd son indépendance toute neuve. Il gage son engin et le policier véreux le rachète. Le nombre des hommes qui métayent ou afferment leur outil de travail ne régresse donc pas tellement dans ce monde des transports urbains.

# L'univers immense et simple du travail précaire

Nous avons placé les ouvriers à statut précaire de la grande industrie avec la main-d'œuvre des activités à petite échelle parce que le niveau de vie, la culture et les liens du quotidien les associent

de facon intime. Dans ce cadre, la jeunesse mal scolarisée des classes urbaines pauvres dispute le terrain aux migrants saisonniers et aux membres des groupes les plus vulnérables et de bas statuts. Les premiers sont plus souvent recrutés directement, les seconds sont plutôt amenés par des marchands de main-d'œuvre. Actuellement, aucun groupe ne semble s'imposer. Les grandes entreprises trouvent de plus en plus d'intérêt à utiliser la force jeune et quelque peu formée des chômeurs urbains et à se passer des services onéreux des marchands de main-d'œuvre. Les migrants sont cependant bien moins adaptés à l'univers contemporain des sociétés marchandes que les portefaix. les vendeurs de rue et bien entendu les jeunes chômeurs qui leur disputent les emplois précaires et c'est là aux yeux de nombre d'employeurs, leur principale qualité. C'est la frange la plus inculte des communautés tribales et des ruraux qui se trouve placée au service direct de la production capitaliste, endettée auprès des intermédiaires d'embauche, les yeux uniquement tournés vers les villages où l'on espère retourner un jour. Ces femmes et ces hommes ne mesurent pas leur effort, soit parce qu'il est possible de les forcer à agir ainsi, soit parce qu'ils ne comprennent pas qu'il leur faudrait savoir modérer leur ardeur, pour survivre dans le milieu où ils peinent, et ils croient aux promesses jamais tenues, des agents d'embauche. Des petits avoirs terriens leur permettent assez souvent de réduire leurs exigences au minimum. Ils sont la partie la plus archaïque et la plus inorganisée de la maind'œuvre alors que les jeunes chômeurs qui se pressent à la porte des usines pour l'embauche quotidienne en constitue une partie exigeante et formée. Cette situation de bipolarisation des ouvriers à statut précaire est précieuse aux hommes qui gèrent les entreprises et ils ne manquent pas d'en user. Ceux qui n'ont pas conscience d'être des salariés, ni d'ailleurs des travailleurs ou des producteurs car ils se considèrent comme les obligés des agents d'embauche et comme des bêtes de somme, sont associés dans la précarité à ceux qui cherchent à entrer dans les grandes entreprises parce qu'ils veulent être plus que des travailleurs : des salariés protégés.

## Situations très complexes dans la petite entreprise

Les ouvriers et les autres employés des petits établissements de production sont sans doute deux fois plus nombreux que les précédents et c'est le groupe qui connaît actuellement la plus forte progression. Les exemples concrets ont permis de se rendre compte de la diversité des formes de production qui sont en cause dans ce cas et de leur croissante inter-relation. Il ne faut pas s'étonner si les rapports sociaux que nous y observons n'ignorent pas, eux non plus, l'ambiguïté et la complexité.

Le marché du travail demeure relativement fluide à ce niveau et les petits ateliers renferment toutes sortes de gens. Il tend pourtant à se perpétuer ou à se former des groupes plus ou moins organisés qui cherchent à se réserver des spécialités ou les activités d'une branche particulière. En échange de la stabilisation de leur situation, les salariés réduisent leurs prétentions sur tout le reste, exactement comme cela se passe dans une partie des grandes usines. Ce ne sont cependant pas des syndicats, organisations qui tiennent en Inde, leur rôle de l'importance du droit du travail, qui négocient ce genre d'accords, qui peuvent être formalisés, entre les donneurs et les preneurs de travail. Ce sont des organisations dérivant de ces structures indestructibles et capables, dans certains cas, de resserrer les rangs des salariés les plus dispersés que sont les communautés de sang. Toutes les communautés ne sont pas efficaces à ce niveau, certaines n'étant pas reconnues comme interlocutrices (celles des étrangers), d'autres ayant développé des subcultures qui ne laissent aucune place aux réalités du travail ou à la solidarité matérielle. La norme dominante veut en outre que seuls les hommes adultes aient le droit de bénéficier de la protection et de l'organisation communautaires. Les autres personnes ne peuvent être que les dépendants des précédents. Nombreux sont donc les groupes qui ne peuvent se prévaloir d'aucune protection à ce niveau. La possession d'un savoir de métier recherché et d'une protection communautaire est considérée comme la situation la plus favorable au salarié et il est assez commun que les deux réalités se conjuguent et se renforcent. Le métier seul suffit très rarement pour prendre du poids dans un univers productif dominé par les pratiques commerciales et les mentalités spéculatives et où les exigences de qualité passent fort souvent au second plan. Les méthodes de déqualification de la main-d'œuvre sont nombreuses et très employées.

### Peut-il exister une ou desclasses d'ouvriers de petites entreprises ?

Existe-t-il maintenant des classes bien différenciées dans ces millions de petits et très petits établissements productifs? L'émergence de classes séparées voire antagonistes, nous semble une tendance affirmée. Elle n'a rien de nouveau dans la plupart des cas. Son expression bute cependant sur de puissantes réalités qui connaîtraient plutôt

une activation avec la tournure que prend aujourd'hui l'ensemble des petites entreprises. Il existe tout d'abord des liens interpersonnels et intercommunautaires entre les employeurs et les employés. Les petits entrepreneurs apprécient beaucoup de faire travailler leurs serviteurs, leurs métayers et leurs débiteurs qui appartiennent presque toujours à ces jati (et autres groupes communautaires) de statut inférieur au leur qui constituaient leurs réservoirs de dépendants. Il suffit d'avoir un noyau de cette sorte de gens dans un atelier pour être sûr d'y imposer sa volonté. Il paraît encore bien souvent naturel et avantageux de faire travailler des inférieurs, bien qu'une frange de petits entrepreneurs recherche des ouvriers actifs et capables. Celui qui pourra gouverner et rentabiliser le mieux une entreprise sera bien souvent celui qui saura combiner la dépendance et l'égalité, la soumission et la qualification, la préférence de caste et le tri des compétences. Cela sera fait en fonction des besoins de chaque tâche et relativement à la latitude de choix de l'entrepreneur mais le résultat est rarement l'effet du hasard. Les salariés ont longtemps recherché ces formes de dépendance qui garantissaient la survie mais ils tendent plutôt à les repousser aujourd'hui, surtout s'ils sont jeunes, instruits et urbains. Ces salariés, qui se reconnaissent de plus en plus comme tels, ont d'autres manières de concevoir le lien qui les unit à leur employeur et il est vrai qu'ils ne cherchent pas souvent à affirmer leur autonomie. Ceux qui sont des parents lointains ou proches des entrepreneurs en profitent pour ne point trop travailler en sachant très bien qu'ils ne seront pas licenciés. C'est la position dont chacun rêve et dont une petite minorité bénéficie, parce que les entrepreneurs ne sont pas si nombreux et surtout parce que les plus efficaces d'entre eux évitent comme la peste d'embaucher leurs parents comme agents de production. C'est une pratique de patrons marginaux, d'origine populaire, fréquemment des soustraitants qui ne sont pas loin de se considérer comme des prolétaires. Il se passe la même chose avec les liens communautaires. Les ouvriers cherchent à les utiliser pour éviter l'instabilité et les patrons ne voudraient s'en servir qu'afin de susciter des sentiments de loyauté, ce qui est pratiquement de plus en plus difficile, vu le cynisme avec lequel chacun joue aujourd'hui de ses multiples liens sociaux pour se débrouiller. Les petits patrons qui appartiennent à des communautés faibles embauchent les leurs et ils ne font pas d'affaires. Les autres recrutent ceux qui ne peuvent rien leur demander et les meilleurs talents. Les genres d'employeurs et les genres d'employés forment donc des paires, de plus

en plus dissociées et contrastées lorsque le taux de profit s'élève. Les entrepreneurs venus des anciens artisanats ou du monde ouvrier tendent généralement à favoriser leurs amis et leurs coreligionnaires alors que ceux qui sont venus de la boutique ou de la propriété foncière se donnent beaucoup plus de latitude pour agir. C'est dans l'univers régi par ces derniers que les contradictions et les différenciations de classe apparaissent de facon la plus nette mais c'est aussi dans ce milieu que l'emploi de dépendants, la force et l'endettement réduisent les possibilités d'expression autonome de la main-d'œuvre. A côté de ces tendances dominantes, il en est pourtant d'autres dont le relatif effacement ne manque pas par ailleurs d'être caractéristique.

Des entrepreneurs membres de groupes de statut élevé recrutent maintenant des gens de leur rang. en leur accordant une vague préférence, mais ils n'hésitent plus à les mettre au travail avec vigueur. Cette situation, qui est peut-être le résultat de l'affaiblissement de certaines cohésions de castes et qui est sûrement la conséquence de l'appauvrissement de nombre de familles de statut élevé, entraîne d'assez fortes tensions, sans doute les plus fortes que nous ayons observées dans ce type d'ateliers. La conscience de classe des producteurs se pare alors très souvent de discours d'inspiration universaliste mais elle prend racine dans la parité des statuts communautaires des employeurs et des employés autant que dans l'exploitation à laquelle les premiers soumettent les seconds.

Il y a enfin les entrepreneurs qui déclarent n'attribuer aucune importance à ces problèmes, ce qui est le discours officiel de la plupart des autres, et qui mettent un peu en pratique leurs affirmations. Ils font parfois cela par conviction démocratique ou par modernisme. Ils essayent plus souvent de faire barrage aux revendications ouvrières qui s'appuient sur des savoirs ou des solidarités entretenus dans la communauté. Ils peuvent enfin, comme nous l'avons déjà signalé, chercher à sélectionner des spécialistes qui ne peuvent avoir acquis leur savoir dans l'univers communautaire. Ils peuvent enfin préférer les pauvres, si pauvres et déboussolés que la référence à des consciences et appartenances communautaires ne veut plus rien dire pour eux, parce que ce sont les moins chers des travailleurs. C'est souvent le cas dans les "ateliers de la sueur" où des éléments de faiblesse générale dans la société, et non la situation particulière à chaque communauté en relation à des communautés d'employeurs, déterminent la place et le prix de chacun dans les établissements productifs.

Il faut garder en mémoire l'interférence perma-

nente des réalités communautaires et des autres données qui permettent de distinguer des groupes sur le marché du travail, tels que la pauvreté ou le niveau d'instruction. Elle est profonde mais elle ne se résume absolument pas à des tentatives de manipulation de la main-d'œuvre par les petits entrepreneurs ou à des pratiques corporatistes de la main-d'œuvre. La communauté est un peu le syndicat des employés de petits établissements mais elle ne se manie pas du tout comme un syndicat, d'autant plus que les enfrepreneurs ont aussi des communautés, qui peuvent être les mêmes que celles des employés. C'est donc par une constante mise en relation du contexte communautaire, qui est devenu en Inde contemporaine un des fondements du politique, et un élément notable des faits économiques, que l'on pourra bâtir des catégories de main-d'œuvre ouvrière. Il reste à donner à la partie communautaire des caractéristiques retenues une valeur universelle, ou tout au moins compréhensible au dehors du contexte étroit et spécialisé de monographies.

### Un vieillard rajeuni : le travail à domicile

Le monde du travail à domicile est imbriqué dans les réseaux sociaux familiaux et il cohabite de la manière la plus intime avec l'économie domestique. Cela n'empêche nullement cet univers productif d'être de mieux en mieux relié, par le biais de multiples intermédiaires aux parties modernes de l'économie de marché. Il permet la survie d'une masse de gens qui ne peuvent avoir accès à des emplois salariés ordinaires, et c'est la justification officielle de son utilité, mais il participe aussi et sans doute de plus en plus, à l'accumulation de diverses formes de capital. La question qui se pose est de savoir quels types de statuts et quels genres de consciences peuvent caractériser et le cas échéant différencier les producteurs à domicile.

Bien que le sentiment de travailler à son compte soit stimulé par les systèmes de rémunérations aux pièces ou à la tâche, il apparaît parfois aujour-d'hui comme une fiction aux producteurs à domicile urbanisés. Le producteur ne peut ni choisir ses matériaux ni diffuser son produit. Il sait qu'il est entre les mains d'un négociant ou de son agent. Il ne lui est pas possible de se livrer à son encontre aux pressions communautaires ou au freinage des cadences que la majorité des salariés peuvent mettre en œuvre, même dans les plus petits établissements. Son patron est d'un type irresponsable et il est aussi d'un genre spécialement impitoyable car il n'investit rien. Il ne manque plus de main-d'œuvre disponi-

116 🖾

ble dans les bidonvilles, les villages et les quartiers populaires anciens. Les producteurs à domicile ne se considèrent pas souvent comme des travailleurs et ils réalisent rarement qu'ils sont des quasi-salariés mais ils répètent à satiété qu'ils sont des pauvres, des prolétaires, des maudits.

Une partie des travailleurs à domicile est satisfaite de contrôler ses horaires, sinon ses rythmes, ces derniers étant déterminés par les besoins familiaux et par le bas niveau des tarifs. Cela explique en partie la popularité du système. Il faut aussi faire la distinction entre les anciens artisans qui ont évolué vers ce système en s'appauvrissant et les nouveaux types de producteurs. Les premiers conservent des outils et des traditions culturelles et ils aiment oublier leur dépendance. Les seconds sont plus soumis et ils ignorent tout de la culture du métier. Le système abandonne pourtant peu à peu les anciens artisans, trop exigeants ou trop peu souples, pour privilégier les segments du marché du travail qu'il est impossible de mettre à l'ouvrage dans des ateliers, vu les normes culturelles et sociales en viqueur. Le salariat féminin est mal vu parmi les gens pauvres et peu cultivés lorsqu'il permet une autonomisation des producteurs. Seules les solutions du genre de l'embauche dépendante de familles entières par le biais de marchands d'hommes paraissent satisfaisantes mais elles supposent un certain degré d'abaissement collectif. Si le salarié devient un citoyen, il n'y a plus de place pour les femmes dans le salariat. C'est vrai, avec des inflexions diverses, chez tous ceux pour lesquels les stratégies de reproduction l'emportent en importance sur les stratégies de production. Les pauvres et nombre de gens possesseurs de patrimoines improductifs ne croient pas qu'il soit possible et intéressant de faire croître le volume des biens. Ce qui se pose est le problème de leur répartition, maintenant et dans le futur, pour les descendants des lignées actuelles. Les femmes, qui produisent les producteurs, sont dans ce contexte un enjeu essentiel et leur autonomie est impensable. Il est remarquable de voir l'essor actuel du travail à domicile, qui correspond à une tendance de l'économie marchande, revitaliser voire réinventer les formes les plus archaïques d'organisation familiales. Nous ne dirons pas sans nuances qu'elles sont patriarcales, l'autorité des pères étant plutôt symbolique dans les familles indiennes, mais elle est certainement hiérarchique. Alors que l'ancienne organisation hiérarchique reçoit des coups à l'extérieur de la famille populaire, elle tend à se renforcer à l'intérieur lorsque le travail à domicile prend la place du salariat, tendance que nous avons maintes fois mise en scène.

Le travail à domicile permet en effet d'assujettir le travail productif aux fonctions reproductrices de la femme confinée à la maison. Il n'arbore aucune signification séparée. Il ne peut fonder une identité ou une autonomie des producteurs. Il est effectué au sein des hiérarchies ordinaires du travail domestique qui y trouvent prétexte à renforcement. Les aînés reçoivent l'ordre de travail transmis par l'agent du négociant et ils essayent de sous-traiter les tâches au sein de la hiérarchie familiale. Il s'agit souvent de travaux qui sont considérées comme "féminins" et c'est l'aînée des femmes qui les prend en commande. La belle-mère fera travailler sa bellefille qui ne tardera pas à sous-traiter certaines tâches à sa fille, dont l'instruction paraîtra plus que jamais une perte de temps et d'énergie, un mauvais investissement. La petite fille qui travaille pour sa mère ou la belle-fille qui travaille pour sa bellemère n'ont aucune possibilité de se considérer et de se comporter comme des productrices. Elles agissent en relation, leur labeur étant la conséquence de leur place inférieure dans les hiérarchies familiales et non la réponse au besoin personnel de gagner leur vie en vendant leur force de travail. Elles ne disposent pas de leur revenu. Plus la famille est de taille réduite, plus il est possible de voir les producteurs à domicile s'affirmer en tant que tels. C'est ce qui arrive chez les prolétaires urbains. Il ne faut pas s'étonner de voir les négociants qui organisent le travail à domicile préférer les producteurs ruraux, membres de familles terriennes nombreuses et assez soudées qui assurent leur mise au travail aux moindres frais.

Il faudra donc faire constamment et profondément référence à l'univers familial et à ses formes d'organisation ainsi qu'à ses caractéristiques au plan du patrimoine pour tracer des catégories de travailleurs à domicile. Cela est un peu vrai pour toutes les catégories de producteurs mais c'est un thème qui devient ici central, en référence aux diverses formes de contrats passés entre les donneurs et les preneurs de travail et aux caractéristiques des travaux effectués. Exploité et assez souvent conscient de l'être, séparé du donneur de travail mais dépendant du fournisseur de contrats et rebuté dans ses tentatives pour obtenir la stabilisation de sa situation, donneur d'ordre et exploiteur luimême, le travailleur à domicile prend très lentement conscience de l'ambiguïté de sa position. Il n'est pas toujours soumis, soit parce qu'il a connu mieux dans le cadre de statuts salariés en ateliers, soit parce qu'il peut s'appuyer sur de petits avoirs terriens ou sur d'autres emplois pour prendre ses distances vis-à-vis des agents et des négociants. L'Inde est grande cependant et le capital mar-

chand est mobile. Lorsque la conscience du producteur à domicile s'éloigne de la prostration prolétaire comme des idéologies de lignées, le négociant s'en va traiter ses affaires avec d'autres... travailleurs indépendants. Cela explique aussi beaucoup de la stagnation, voire de la régression organisationnelle et culturelle qui frappe ces groupes.

### Des intérêts, et des expériences divergents

En associant dans un même ensemble les activités à petite échelle de l'époque contemporaine, on simplifie sans doute la tâche des comptables de la nation mais on cède aussi souvent à une dangereuse facilité. Car enfin, qu'il y a-t-il de commun entre le jeune diplômé au chômage qui vend des chemises sur le trottoir de Calcutta et la porteuse de briques sur les chantiers de la grande industrie, si ce n'est leur inclusion dans le cadre de petites entreprises mal cernées ou d'emplois indépendants, mal connus, répertoriés et légalisés? N'a-t-on pas opéré un monstrueux amalgame qui se montrera incapable de faire avancer notre compréhension des faits socio-économiques contemporains? La petite taille des établissements aurait elle un effet magique d'unification des destins et des pratiques? Les branches d'activités, les modes de mise au travail, les niveaux d'intensité capitalistique, les manières de voir, de prévoir et de s'organiser, les itinéraires de vie, tout diffère aussi bien en ce qui concerne la main-d'œuvre qu'au niveau des entreprises. Comment analyser

le comportement de ce qui n'est associé que par la proximité statistique? Nous avons à de nombreuses reprises souligné les relations qui existent entre les diverses activités à petite échelle et entre ces dernières et les activités menées sur une moyenne ou grande échelle. Cela ne veut nullement dire que la main d'œuvre en question possède une unité ou même des caractéristiques globales communes. D'une certaine manière c'est toute une partie de la société qui se retrouve là, soit parcequ'elle s'y est investie depuis longtemps, soit parceque c'est devenu la seule possibilité de l'heure.

La prédominance des pauvres est cependant un fait marquant, mais il n'en va pas autrement dans l'agriculture ou dans la grande industrie indienne, mais plutôt que de voir émerger une nouvelle classe, ou au moins un groupe d'intérêts susceptible de s'organiser, c'est un **milieu** qui apparait, un ensemble composite de couches sociales habituées à cohabiter sans altérer leur diversité que l'on voit apparaître. L'importance numérique croissante de cette version indienne, pourvue de nombreux équivalents dans le Tiers Monde, de la **dimension populaire** (le peuple étant compris comme un mélange de classses et de couches sociales sans pouvoir ni richesse), est certainement l'un des phénomènes sociologiques les plus importants de notre époque, à côté de l'affirmation des classes moyennes. Les ouvriers ne perdent pas en importance numérique mais leur part d'autonomie et leur spécificité pourraient bien se trouver plus réduites que jamais.

### TROIS PROBLÈMES D'UNE ACTUALITÉ BRÛLANTE

Terminons l'approche concrète des activités à petite échelle en replaçant cet ensemble socio-économique face à trois grands problèmes de l'heure : le chômage, les rapports des couches populaires et de l'État et le développement de "l'économie parallèle".

### Le chômage, roi de l'époque

#### Un phénomène de masse

La réalité sociale et économique du chômage était omniprésente tout au long de nos études de terrain, qu'elle soit signifiée par les faits ou exprimée de manières diverses par les voix des acteurs. C'est une dimension à la fois oppressante et relative. Il existe aujourd'hui des sans-emploi dans la grande majorité des familles des milieux populaires, malgré la faible participation des femmes aux tâches salariées. 31 millions de personnes étaient inscrites sur les listes d'attente établies par les 755 agences pour l'emploi de l'État en 1988. Le chiffre est gonflé par la lenteur avec laquelle les fonctionnaires renouvellent leurs listes et il s'est trouvé récemment aggravé par l'inscription systématique de jeunes diplômés ayant droit à de faibles allocations mensuelles. Sa dimension énorme, **dépassant de deux** millions le nombre de travailleurs déclarés dans le "secteur organisé" en 1986, est cependant significative parce qu'il ne concerne qu'une partie des sans-emploi, ceux qui osent affronter les formulaires d'une administration tâtillonne et qui peuvent entretenir l'espoir d'être un jour recrutés dans les grandes entreprises ou l'administration. Le statut de chômeur déclaré est un peu la partie négative du statut d'employé protégé, ou tout au moins permanent. Il concerne essentiellement les nouvelles formes de chômage de la jeunesse plus ou moins scolarisée et des ouvriers permanents licenciés par les grandes entreprises et il laisse de côté le chômage et le sous-emploi chronique des ruraux et d'une frange d'urbains des quartiers pauvres, phénomène au moins aussi ancien que la colonisation britannique.

Celui-là, personne ne peut le situer exactement mais il ne serait pas absurde de parler du cinquième ou du quart de la population active. Tout dépend

de la définition que l'on donne des besoins minimaux des êtres humains et de la manière de les satisfaire. Ce chômage est bien moins conscient et revendiqué que l'autre. Il paraît faire partie du paysage naturel même s'il s'agit d'un fait éminemment culturel. Ces chômeurs ne sont déclarés nulle part et les familles, ou plutôt ceux de leurs membres qui ont des activités productives, les prennent en charge de multiples manières. Les statistiques officielles parlent maintenant de 5 à 6 % de chômeurs ruraux et de 10 % de chômeurs en ville mais elles ne traitent pas sérieusement le problème du sousemploi et des emplois surnuméraires. Selon le chercheur soviétique V. Petrov, qui a étudié les recensements indiens entre 1872 et 1981, un tiers des actifs potentiels serait sans travail ou occupé à des tâches absolument improductives.

### Un avenir sans changement prévisible : le chômage est une fatalité

Cette masse en attente ne peut faire que s'accroître dans un proche avenir. Les terres n'occupent peut-être pas toute la main-d'œuvre possible vu la médiocre extension du domaine de l'irrigation (30 % de la superficie cultivable), mais elles subissent un afflux continu de bras, qui dépasse depuis des décennies les possibilités d'absorption des 65 % de fermes petites ou marginales. Les calamités climatiques et les grands travaux chassent chaque année un million de personnes de la terre. Il arrive chaque année 13 millions de personnes sur le marché du travail et il en part moins de quatre millions à la retraite. Moins de six cent mille d'entre eux trouvent de l'embauche dans les grandes firmes, l'administration, les transports publics et la frange supérieure du secteur intermédiaire de petites entreprises. Les grandes entreprises du secteur privé ont perdu des effectifs en 1985, 1986 et 1988. Seul le secteur public embauche mais le caractère peu rentable de ses activités obère le futur de nombre de ses entreprises. Les petites entreprises et la production à domicile en font vivre ou survivre peut-être deux fois plus. Les emplois précaires de la grande industrie fournissent au mieux quelque deux cent ou trois cent mille nouveaux emplois par an, car il faut compenser les dégraissages de main-d'œuvre. Les autres doivent créer leur activité, de vente de trottoir et de service, mais les villes ne s'agrandissent pas à leur rythme alors que les marchés populaires, auxquels ils s'adressent d'abord, restent désespérément insolvables. Les grandes et les petites usines du "secteur organisé" dégorgent chaque année cent à deux cent mille licenciés. Le chômage a certainement quelque chose d'une fatalité.

#### Le chômage comme choix

Il est pourtant aussi un choix. Il existe des millions de gens qui refusent des emplois parce qu'ils les jugent indignes d'eux ou de leur famille et des millions d'autres qui n'ont jamais envisagé qu'ils pouvaient "s'aider eux-mêmes" pour faire reculer le chômage et le sous-emploi. Ces situations sont possibles parce que les paysans et les urbains gardent des liens considérables et parce que les travailleurs à statut permanent, et, à un moindre degré, les autres types de travailleurs, aident les membres de leur famille au chômage. À la limite, le chômage de certains jeunes gens est un investissement statutaire. Cette dimension est soulignée par les optimistes, volontiers libéraux en économie, qui affirment qu'il n'y a pas de crise du chômage mais seulement un double problème de mobilisation du capital et de mise au travail. C'est ce que disent chacun à leur manière le gouvernement de l'Inde, qui refuse d'inscrire le droit au travail dans la Constitution et qui déploie une énergie intense pour maquiller ou édulcorer la réalité statistique du phénomène et ces nombreux entrepreneurs de toutes les ampleurs possibles qui aiment à répéter que les "Indiens sont des fainéants". Le premier commence pourtant à s'apercevoir que le chômage est une réalité qui se crée et qui s'accentue avec la conscience que les gens en ont et qu'il n'est pas possible aux autorités en tous genres de décréter ce qui est et ce qui n'est pas un problème social. Si le chômage est en train de passer de la tragédie personnelle, multipliée à l'infini, au drame collectif, cela vient sûrement de la propagation de l'instruction et, plus généralement, du développement. Quand à la "fainéantise", c'est un réflexe qui s'apprend dans une économie rétrécie où le partage des emplois est une nécessité absolue de survie du plus grand nombre, où le labeur est destructeur et où l'effort ne paie pas. Si ces mentalités demeurent prégnantes aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas grand-chose de changé pour la grande masse des producteurs. Ce que l'élévation du revenu des employés donne comme assurance et envie d'agir, la diffusion des procédés mécanisés qui accroissent la peur du chômage le retire. Le chômeur n'a pas de raisons de se presser lorsque la faim ne le tient pas au ventre. Le travail dans les petits ateliers ou à domicile est toujours aussi mal pavé. sans espoir de promotion et de plus en plus dévoreur de chair humaine avec le développement des systèmes de mise au travail qui jettent bas les contrôles des rythmes mis au point par les producteurs qualifiés. L'attente les bras croisés n'est pas encore considérée comme une déchéance, comme elle l'est souvent en Europe aujourd'hui et il est encore facile d'observer partout des membres de l'élite, y compris des petits entrepreneurs, qui ne font absolument rien et qui s'en vantent. Ce sont la densité et les formes particulières de l'organisation familiale qui permettent nombre de ces attitudes. Malheur aux isolés car ils devront travailler. Ne nous étonnons pas des poussées actuelles de fondamentalisme et de revivalisme religieux et des idéologies traditionnalistes.

### L'echec des stratégies éducatives

Si la fréquentation de l'école donne fréquemment la honte du chômage, elle fournit moins souvent des emplois. Il y a aujourd'hui des mécaniciens et des ingénieurs au chômage en Inde, ce qui renforce l'expression d'antiques cynismes, mais il est certain que les parents et plus spécifiquement les membres des classes moyennes qui font l'opinion publique en la matière privilégient des variétés inadaptées d'instruction générale dont la principale vertu est de rehausser le statut des écoliers et de leurs familles. L'importance des préoccupations statutaires est plus aiguë chez les membres de communautés haut placées dans les anciennes hiérarchies. Ils refusent certains genres d'emplois et attendent tant qu'ils le peuvent un travail de bureau ou quelque chose qui soit propre et pas fatigant. Les jeunes des autres groupes qui ont fréquenté l'école tâchent de les imiter. Lorsque les possibilités d'embauche salariées "nobles" ont tout à fait disparu, ces jeunes songent à la boutique de bois sur le trottoir, mais encore faut-il trouver le capital et faire preuve de dispositions minimales pour le commerce. À la fin, ces jeunes font n'importe quoi mais ils se font repousser du travail précaire ou de la manutention par les recruteurs et les salariés en place. Les considérations de statut sont importantes mais il ne faudrait pas en faire un absolu. Elles s'assouplissent avec l'éloignement de la maison familiale avant que de céder généralement face à l'urgence. Elles sont un frein à la recherche de l'activité, pas un butoir. Elles ont leur pendant à l'autre bout des hiérarchies sociales. Il subsiste encore des dizaines de millions d'hommes de bas statut et de femmes (la féminité est un bas statut en soi) qui considèrent, et auxquels on a fait violemment ressentir, qu'ils ne valaient pas mieux que deux repas de riz par jour, niveau de vie et de considération auquel ils vont limiter leurs efforts toutes les fois que cela sera possible. Il est plus que probable que les fragiles équilibres sur lesquels s'appuie aujourd'hui la société indienne doivent beaucoup de leur stabilité à la frugalité de ces gens. Il est aussi certain que leur participation au développement sera toujours inconsciente et passive.

#### Les stratégies d'accès aux emplois

Une préférence extraordinaire est accordée aux meilleurs grands établissements productifs privés et aux emplois publics. C'est une preuve de la diffusion des exigences nouvelles de dignité, car l'homme y est moins maltraité alors que la valeur de son effort est mieux cotée, mais c'est aussi un signe de la persistance des anciens soucis de stabilité qui ont toujours obsédé la classe ouvrière et les travailleurs agricoles. Les aspirants à l'emploi sont finalement peu nombreux à viser spécifiquement les îlots à hauts salaires, bien moins mirifiques qu'on ne le dit, soit par lucidité, soit par manque d'intérêt. Par contre, pour des emplois de bureau minables de l'administration, on a vu dix mille candidats pour un poste. On sait que les bons emplois s'arrachent grâce aux diplômes et aux relations mais beaucoup n'ont pas perdu espoir d'obtenir un petit emploi à vie, à n'importe quelle condition. Ce conservatisme fait sans doute beaucoup pour l'accroissement du taux de chômage déclaré mais il est enraciné dans de cruelles et anciennes expériences et conforté par le spectacle de la condition infiniment plus difficile des chômeurs non déclarés. C'est après avoir raté tout cela, et sans aucune préparation le plus souvent, que les jeunes chômeurs déclarés se dirigent vers les activités du type de celles que nous avons mises en scène. Les autres ont rarement rêvé d'autre chose.

Il ne nous semble pas que l'emploi dans le cadre des nouvelles petites activités marchandes équivaille à du chômage déguisé, comme ont pu le soutenir certains auteurs au cours des années soixantedix. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que les emplois de ce genre soient strictement improductifs comme peuvent l'être des allocations de chômage que l'on touche sans rien faire. Il est exact qu'une masse d'emplois instables et de faible rapport sert de palliatifs à ceux qui ont échoué dans l'obtention des emplois permanents dans les grandes et les petites industries et même dans leur quête de l'emploi précaire. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne la vente de trottoir et la manutention. Cela n'empêche pas ces activités d'exister sur la

base de leur compétitivité économique dans un contexte donné et de se montrer productifs, même de façon minime. Les lois du marché s'exercent de manière particulièrement crue à ce niveau. Pour trouver des situations de "chômage déguisé", il conviendrait plutôt de se diriger vers ces dizaines de milliers d'emplois publics surnuméraires qui sont attribués à la suite des pressions des notables. C'est au contraire l'impossibilité de chômer réellement en faisant mine de s'occuper qui caractérise presque toujours le secteur qui nous occupe.

### Nature de l'emploi dans les petites entreprises

La question se pose cependant de savoir si le secteur des activités à petite échelle fournit des sources de revenus suffisantes ou de médiocres possibilités de survie. Il paraît difficile de généraliser à ce niveau mais nous aurions envie de répondre que, alors que ces activités sont de plus en plus productives, les emplois qui s'y trouvent attachés ne deviennent pas nécessairement plus lucratifs et épanouissants.

Les activités à petite échelle ont longtemps servi à entretenir le luxe des minorités possédantes, étrangères et autochtones. Calcutta reste encore un peu typique de ces univers languides où la majorité peine. Basse productivité, surabondance de maind'œuvre et rareté du capital se conjuguaient à la pauvreté du plus grand nombre pour faire de la petite sphère de la production et des services marchands, quelle que soit d'ailleurs l'échelle des activités, une réalité parasite. Cela est loin d'être terminé mais aujourd'hui les domestiques et les artisans fabriquant des objets de luxe ne forment plus la majorité. La production de biens nécessaires a pris une ampleur considérable et elle concerne la société toute entière. Le secteur des petites entreprises est devenu un champ d'investissement rentable, particulièrement attirant pour des commerçants aux exigences de profit importantes. Il devient un des secteurs où s'accumule le capital et pour que ce mouvement se poursuive, il devient impératif de limiter les rémunérations des producteurs et de les pousser à la tâche, que ce soit dans le cadre du salariat, qui est loin d'être toujours le mieux adapté, ou en utilisant l'énergie des hommes et des femmes qui croient ou qui espèrent encore travailler pour eux-mêmes. L'environnement des petits producteurs de biens et de services se dégrade en outre bien plus vite que celui, souvent pas très reluisant, des employés de la grande industrie. Et c'est ainsi que de vrais emplois, de plus en plus indispensables, deviennent aussi de plus en plus intenables. La vieille machine à broyer les corps et dissiper l'énergie en excès, qui faisait partie des équilibres de l'ancienne société improductive, est relayée par les nouvelles pratiques d'accumulation de la plus-value.

### L'importance de la régulation étatique

Rien de tout ceci ne se passe au dehors de la perception et de l'intervention de l'État, même si l'action de cette institution en direction des activités à petite échelle peut parfois se résumer à une non-intervention plus ou moins calculée. Le gouvernement compte sur l'expansion du secteur, et à peu près sur elle seule, pour résoudre à court terme les problèmes du chômage et du sous-emploi. Certains hommes politiques et quelques intellectuels aiment encore à parler de "coopératives" où ils verraient bien les pauvres socialiser leur pauvreté sans gêner les processus d'accumulation en cours ni mettre en cause la position des privilégiés. Plus pragmatiques, les autorités ont mis en place des systèmes d'assistance, qui fournissent des journées de labeur dans les travaux publics contre du riz ou qui permettent de filer du coton et d'autres productions dont personne ne veut, que des agences commerciales de l'État rachètent à des prix dérisoires. Les gouvernements ont une part directe dans l'accroissement du chômage rural puisque cent mille personnes sont expulsées par an de leurs terres lors de grands travaux. Les autorités fédérales ou locales ont d'autre part rationalisé le commerce du grain et créé des réseaux de boutiques à prix réduits. Elles attendent enfin beaucoup de la capacité de solidarité et d'auto-production des familles. Les communautés et les autres groupes fermés d'ancienne origine ont enfin recu un statut officiel. C'est d'abord l'économie domestique et les petites combines au jour le jour qui doivent venir au secours des pauvres, renforçant les tendances au conservatisme et à l'esprit de communauté. Le développement indien n'a jamais été concu pour le plus grand nombre. Nombre de personnalités, niant bien souvent l'évidence, en sont encore à caractériser le secteur qu'ils appellent "inorganisé" comme une résurgence du monde traditionnel qu'il vaut mieux laisser vivre, malgré tous ses aspects arriérés et dommageables pour l'image de l'Inde à l'étranger, afin de prévenir l'apparition de crises sociales. L'État maternerait des archaïsmes et protègerait des assistés.

Il a pourtant promu les activités productives à petite échelle, bien avant que les investisseurs de tous ordres ne s'y intéressent sérieusement. Dépassé par son succès, il persiste à ne pas s'apercevoir, en partie par calcul, en partie par esprit de routine, que le secteur est devenu un pilier vivant de l'économie d'aujourd'hui. Il est vrai que ses effec-

tifs, salariés et non salariés, sont gonflés dans quelques branches par les politiques de taxation et de droit du travail favorables aux petits entrepreneurs et par les systèmes de réservations de marché. mais cela n'empêche pas les producteurs en question d'être productifs, dans le contexte général d'une économie marchande marquée par les pratiques rentières. L'État favorise aujourd'hui les jeunes chômeurs instruits, qui font particulièrement peur, en leur donnant des prêts, du matériel ou une formation, et il pare ainsi aux urgences avec un certain succès. Les hommes politiques populistes l'obligent par ailleurs à dépenser afin de donner de l'argent aux paysans marginaux ou des cyclo-pousses aux rikchavala ces efforts ne rapportent qu'à une petite minorité de profiteurs. Ils ne sont donc pas tout à fait gaspillés. Comme son homologue chinois contemporain, le gouvernement de l'Inde favorise l'enrichissement individuel d'une couche de notables ou de petits entrepreneurs. Il est possible que ce soit une voie de développement efficace mais il est certain que cela transforme de manière considérable la nature du secteur des petites entreprises où l'immense majorité d'entre eux investissent. Le chômage, face à cette évolution, n'est plus un drame, sauf lorsaue les jeunes chômeurs fomentent des émeutes ou des pogromes. Il est devenu l'indispensable épouvantail que les nouveaux entrepreneurs agitent à la face de ceux qui ont la chance d'être employés. Est-il d'ailleurs besoin d'en parler? La peur du chômage est au cœur de chacun. Elle permet de maintenir des salaires si bas qu'ils compensent la médiocrité des productions et permettent de se lancer sur les marchés d'exportation. La confection, presque entièrement située dans le "secteur inorganisé" et régie par les règles du "système de la sueur", rapporte bien plus à l'Inde que ses grandes usines textiles ou mécaniques. Abolir le chômage n'est décidément pas une priorité.

### Les petits producteurs contre l'État.

### Le migrant : désiré puis craint

L'expansion des activités à petite échelle n'est pas seulement favorisée ou canalisée par le gouvernement. Elle est aussi mise en œuvre malgré lui comme il est possible de l'observer dans les rues des grandes métropoles. Pauvres, moins pauvres et petits riches n'ont pas les moyens ni l'envie de se préoccuper des règlements qui prétendent régir ces lieux surpeuplés. La maîtrise de l'espace, condition d'exercice de nombreuses activités, échappait de plus en plus au contrôle des autorités au cours des années soixante-dix. Les tensions se sont cristallisées sur deux fronts essentiels: la vente de trottoir

et les bidonvilles illégaux. Habiter dans les seconds à une distance point trop lointaine des centres économiques, est souvent une condition nécessaire pour l'exercice de la première et d'ailleurs de bien d'autres activités. Ce n'est pas un problème nouveau, ni en Inde ni dans le monde. Il suffit de rappeler l'engorgement de Paris au XVIIIe siècle. L'ampleur du phénomène est cependant particulière. A l'indépendance, les choses étaient encore suffisamment peu avancées pour que les administrateurs se bercent de l'espoir de nettoyer les centresvilles et de liquider les bidonvilles, solutions sans nuances qu'ils avaient choisies dans le catalogue des intentions non réalisées par leur maîtres britanniques. Ce goût de faire place nette céda ensuite rapidement devant un pragmatisme ambigu, un mélange de manque de moyens et de compassion immobilisant les échelons de l'appareil d'État que les notables populistes n'avaient pas encore circonvenus. La pression des chômeurs et des gens de la rue augmenta cependant jusqu'à être ressentie comme menaçante au cours des années soixante-dix. Les planificateurs et une partie des gestionnaires s'étaient rendu compte de l'importance des bidonvilles et de leurs habitants dans l'économie des grandes cités et il fut par moments question de les accepter et d'améliorer leur sort, sans d'ailleurs songer sérieusement à mettre un terme à leur marainalité et aux horribles conditions de vie qui constituent les bases de la soumission et du bas prix de revient de leurs habitants, donc de leur utilité économique. Le peu d'argent investi fut gaspillé dans des "projets modèles" de réhabilitation. L'état d'urgence de 1975-1977 fut l'occasion de remettre en place les migrants les plus remuants, à coups de bulldozers et parfois de balles de fusil. La fin de cette période d'exception fut suivie par un retour du populisme, des démagogues nouveaux s'appuyant sur les bidonvilles lorsque ces derniers n'étaient pas déjà passés dans l'orbite de notables clientèlistes. La population logée en bidonville et le nombre de vendeurs de rue ne cessant d'augmenter, ce fut bientôt la petite bourgeoisie urbaine, effrayée par la marée des cabanes, qui prit la parole, accordant systématiquement ses suffrages aux partis promettant de limiter les arrivées de migrants dans les grandes cités et de procéder à l'expulsion des habitants du trottoir. Nous en sommes là aujourd'hui. Les migrants arrivent toujours vers Bombay ou Calcutta, bien moins nombreux d'ailleurs que vers Mexico ou Lagos. Les autorités les surveillent, les déportent parfois en banlieue et finissent par les admettre. Les anciens habitants des villes les regardent de travers. De temps à autre, l'Etat ou des propriétaires privés essayent de récupé-

rer les terrains illégalement bâtis ou occupés avec des succès incertains.

### Nouvelle agressivité des gens du trottoir : concessions à Calcutta

Le problème se corse parce que les migrants, qui n'ont jamais accordé une grande importance à des lois qu'ils ne comprenaient pas, se montrent de moins en moins soumis et vulnérables. Ils ont appris à se servir du système parlementaire et il est typique de les voir accorder en masse leurs suffraces au Shiv Séna de Bombay, qui a bâti une partie de son programme sur la promesse du "grand nettoyage" et réussir à passer sous la protection de ce virulent apôtre de l'hygiène sociale. Le Shiv Séna a distribué des dizaines de milliers de licences de vendeurs de rue à ses militants et à ses sympathisants en récompense de leur soutien. À Calcutta, le parti communiste de l'Inde (Marxiste), professant pourtant une philosophie politique diamétralement opposée, a lui aussi distribué des licences de vente et de transport bien au-delà des besoins effectifs. Cette situation n'empêche pas d'envoyer la police contre les travailleurs de la rue ou du bidonville ou plutôt contre des fractions d'entre eux considérés comme indésirables, en général parce qu'elles ne votent pas ou qu'elles accordent leurs suffrages à l'opposition. Cette population pour chassée et déstabilisée devient vulnérable et dépendante et cela conditionne de facon importante ses activités. Une petite minorité devient délinquante, la majorité perd une partie de son revenu en perdant son autonomie.

#### Place nette à New Delhi

New Delhi est encore plus nettement que les autres métropoles divisée en secteurs géographiques caractérisés par des modes vie et d'organisation urbains différents. Dans la ville nouvelle du sud, les gens de la rue sont totalement dressés et il ne leur est concédé que des activités intersticielles ou des emplois de domestiques. Le nord, la vieille ville moghole, est à eux mais ils en débordent souvent pour tenter d'occuper les secteurs intermédiaires. Ils ont été chassés de tous les grands bidonvilles du centre durant l'état d'urgence et refoulés de l'autre côté de la rivière Yamuna, dans les zones industrielles où l'on sait qu'ils se rendront utiles. Entre 1980 et 1984, le centre-ville fut nettoyé de tous les vendeurs de rue jugés encombrants, au cours de campagnes qui culminèrent à la veille des Jeux asiatiques de 1982. La ville est nette mais de plus en plus policière. Il n'est pourtant pas exclu que les jeunes des bidonvilles, voués aux combines et à la vie éprouvante, prennent un jour la ville comme leurs équivalents l'ont déjà fait en Iran. Nous devrons à notre niveau nous souvenir de ce contexte politique global et de cette contradiction d'intérêts entre les urbains et les migrants, quand il s'agira d'analyser les travailleurs des secteurs de production à petite échelle. Elles nous permettront souvent de comprendre le statut et les formes d'organisation économique des producteurs.

### Les petites activités et l'économie cachée

L'économie parallèle est un concept aussi insatisfaisant, mais aussi utilisé que celui de "secteur informel". Les deux réalités se touchent à n'en pas douter mais il ne s'agit pourtant pas du tout de la même chose.

### Un phénomène d'ampleur

L'économie cachée indienne se compose d'abord d'une masse, mal définie mais on a pu parler de vingt ou trente pour cent du revenu national, de revenus non déclarés, alors qu'ils devraient l'être et subir une taxation. L'impôt sur le revenu n'est payé que par trois millions de personnes et il est plutôt faible. Ce sont les transactions commerciales, les bénéfices des entreprises et les transits de marchandises, encore sujets à des droits d'octroi, qui constituent l'essentiel du champ de l'évasion fiscale. Elle concerne donc au moins autant le secteur des grandes et moyennes entreprises que les petites activités. Il est pourtant plus facile et beaucoup plus toléré de dissimuler les profits des petites et très petites entreprises et bien peu s'en privent.

La corruption administrative, les dessous-detables lors de l'attribution des contrats de sous-traitance du secteur public ou les pots-de-vin aux fonctionnaires qui attribuent les licences de production et les permis de commercialisation, correspondent plus à une redistribution de revenus qu'à une création de richesse. Leur ampleur est difficile à évaluer. Un quart ou un tiers des fonctionnaires de rang moyen ou supérieur doublent sans doute par ces moyens leurs bas revenus, car il y a de multiples niveaux de corruption. Tout cela n'a encore rien d'associable aux activités à petite échelle.

# Le trafic de denrées rares et l'organisation de la pénurie

Le marché noir nous rapproche de notre sujet, parce que les entreprises qui se livrent à ces activités florissantes sont pour la plupart situées dans le champ du "secteur inorganisé" et qu'elles recrutent leur main-d'œuvre, qui peut être nombreuse, parmi les hommes de peine et les jeunes chômeurs qui travaillent dans les petites entreprises ou à leur

contact. Le charbon ou l'acier sont stockés et distribués par le biais de ces deux à trois cent mille petites entreprises fantômes que compte le pays et il n'est pas exagéré de dire qu'il s'agit d'une activité en soi. Comme le rapport est bon, toute une frange de la main-d'œuvre en profite et c'est sans doute la retombée la plus positive pour les gens ordinaires. Le malheur est que cette manne inégalement distribuée ne vient pas du développement mais de systèmes parasites qui le mettent en cause. Des millions de gens vivent de marché noir, de vol et de récupération illicite. À Dhanbad, les employés des entreprises qui se livrent au marché noir sont deux fois mieux payés et au moins aussi nombreux que ceux des autres petites entreprises.

#### La production cachée

Il y a aussi des productions non déclarées. Elles sont rares au niveau des biens de consommation ordinaires car il est plus facile de faire produire à domicile, où il n'existe aucun contrôle possible, que de fabriquer en atelier des objets qu'il faudra cacher ensuite. Ce phénomène est pourtant important et en pleine expansion au niveau des produits rationnés et illicites, charbon, alcool, drogues, copies de marques étrangères. Il existe des dizaines de milliers de patrons et de producteurs dans ces activités et les bonnes ou excellentes affaires des premiers ne sont pas sans conséquences sur les rémunérations des seconds, comme dans le cas précédent. Ces activités ne sont pas toujours nuisibles au développement. Certaines répondent à des besoins effectifs et il n'y a pas de raisons de les placer à part des autres activités. Il faut enfin mentionner la contrebande qui permet la survie et le relatif épanouissement de groupes entiers de vendeurs de rue et de transporteurs. Ici encore les profits des petites gens ne sont pas nuls et la contrebande n'est pas toujours sans utilité économique.

L'économie cachée apparaît dotée de multiples facettes qui ont pour seul dénominateur commun la perte de contrôle de l'activité sociale et économique par ceux qui se sont donnés pour tâche de planifier l'économie et de diriger la société. Des nouvelles bourgeoisies aux allures rentières s'enrichissent en profitant de leur position au sein des institutions. Un ensemble diffus mais massif de petits capitalistes ou de commerçants aux appétits féroces effectue par ailleurs sa percée, à côté de groupes financiers de grande taille qui n'hésitent pas à pratiquer les mêmes méthodes pour maintenir leur prééminence. Des groupes assez nombreux de membres des couches populaires bénéficient enfin des retombées du phénomène, agissant à la fois comme clients et comme main-d'œuvre des précédents.

### Le travail noir n'existe pas en Inde

Si l'économie cachée est ressentie comme un problème ou comme une menace par nombre d'observateurs et d'autorités locales, il n'en va pas de même en ce qui concerne le travail noir. Il n'y a pas, ou presque pas, de problème du travail noir en Inde. Pourquoi sous-déclarer des travailleurs alors qu'il est tellement facile de les faire travailler dans des petites unités où il n'est nécessaire de déclarer personne ? Il ne suffit pas toujours de fractionner son entreprise mais il est toujours possible d'employer des travailleurs à statut précaire ou de sous-traiter à domicile. Il existe des lois pour limiter les abus à tous ces niveaux mais personne pour les faire appliquer. L'exemple du travail des enfants, interdit avant 14 ans dans le cadre juridique du "secteur organisé" mais presque totalement incontrôlé ailleurs, résume très bien la situation générale. Quel fonctionnaire aurait par ailleurs la dureté de cœur nécessaire pour sanctionner des travailleurs à domicile ou de touts petits soustraitants pour les infractions dont ils se rendent coupables envers la législation du travail? En déléguant toujours plus bas la responsabilité de produire et de gérer ce qui apparaît légalement comme l'entreprise, les véritables détenteurs de la richesse, qui bénéficient du travail de ces producteurs, éliminent leurs problèmes de main-d'œuvre en même temps qu'ils maximisent les profits. Le système le plus lucratif, très employé dans le cas de la récupération et du vol de charbon, consiste à "protéger" des ouvriers agricoles au chômage ou des paysans ruinés qui s'organisent eux-mêmes pour "produire" et commercialiser. Ils payent un tribut au protecteur qui achète la police ou bien ils payent directement les représentants de cette institution. Cette dernière occupe une place remarquable à tous les niveaux de l'économie parallèle mais aussi dans tous les moments d'accumulation du profit.

### Un univers politisé

Les problèmes du chômage, des rapports entre les migrants et les autorités et l'économie cachée ne sont pas des réalités adjacentes au monde de la petite production manufacturière et aux autres parties de l'univers des activités à petite échelle. Il s'agit de manifestations concrètes des éléments essentiels qui les fondent, les régulent et, le cas échéant, les répriment. L'État, le marché du travail et les diverses couches dominantes ne forment un ensemble homogène à aucun point de vue mais ne sont-ils pas des facettes essentielles de la société contemporaine?

L'importance de la régulation étatique, tendance au moins centenaire malaré les credos libéraux du colonisateur, est certainement l'un des éléments les plus frappants. Les petites activités et leurs promoteurs sont depuis longtemps les objets d'attention et de textes de lois. Au-delà de ce qui concerne l'action directe ou indirecte des autorités de l'État. il faut insister sur l'importance des médiations politiques: le suremploi est favorisé par les notables, qui ont tous leur clientèle à favoriser, alors que les politiques mises en place pour combattre, ou apprivoiser le chômage portent leur marque. La masse a son mot à dire dans l'évolution de la situation, même si ses désirs ne sont traduits que par un populisme de mauvais aloi. Ce populisme, qui porte souvent le nom de socialisme, est devenu l'un des éléments de poids dans l'évolution du processus de développement, mais cela n'est pas seulement vrai dans le cas des activités à petite échelle.

### LA NATURE DES CLIVAGES AU SEIN DE L'UNIVERS PRODUCTIF

### Les singularités des activités à petite échelle

Il existe une domination des formes familiales et communautaires de gestion du capital, des investissements relativement faibles et une grande importance des productions manuelles dans le secteur des activités menées sur une petite ou minuscule échelle en Inde, ce qui place cet univers socioéconomique dans la norme courante observée dans les pays du Tiers Monde. La situation n'est pas différente dans le cadre de ce que nous avons désigné au début de ce texte sous le nom de "secteur intermédiaire". Lorsau'il s'aait d'activités à moyenne ou grande échelle ces caractéristiques, et notamment la gestion familiale, ne sont pas non plus rares. Il s'accomplit d'autre part dans le secteur aui nous occupe, avec ses méthodes et ses hommes, de nombreuses opérations de production liées ou indispensables à l'activité des plus arandes firmes. Des milliers de mains et de cerveaux sortis des frances les plus archaïques de l'univers productif travaillent en outre à l'ombre des citadelles les mieux protégées du "secteur organisé". L'un ne va pas sans l'autre et les secteurs les plus sophistiqués, au plan de la gestion et de la technique, s'appuient toujours, et peut être plus que jamais, sur les réservoirs de force de travail les plus frustes. La tendance vers une intensification du capital de certaines petites et minuscules unités est enfin ancienne et importante. Nous trouvons un groupe notable de petites entreprises occupant moins de dix employés qui sont mieux équipées, proportionnellement, que les immenses firmes des secteurs public et privé. Il n'est enfin pas toujours vrai que les grandes entreprises soit plus productives. Il leur arrive même d'être totalement improductives. Les deux ensembles, si ensembles il y a, ne sont donc pas tellement opposables.

### Les salaires des grands et des petits établissements

Il y a l'exemple des rémunérations. Elles sont sans conteste plus basses dans le secteur des activités à petite échelle. Il ne faut pourtant pas s'obnubiler devant quelques îlots à hauts salaires et croire que la majorité des travailleurs de la grande industrie touchent deux ou trois mille roupies par mois.

Un kilogramme de riz coute 6 roupies, le journal 70 paise et une bicyclette 800 roupies mais une reprise de cabane à Bombay vaut 25 000 roupies. un pot-de-vin pour obtenir un emploi médiocre 5 000 roupies et les frais d'un mariage très ordinaire 10000 roupies. Les payes urbaines sont plus souvent inférieures à mille roupies et à la campaane, on touche encore deux fois moins. Il existe par contre des rémunérations élevées dans les petites entreprises ou le travail indépendant, qui prennent souvent leur source dans les mêmes processus qui garantissent les hauts salaires d'une mince frange du "secteur organisé", la présence de rentes de situations et de marchés protégés et les protections politiques qui permettent la corruption et le marché noir. La loi empêche cependant sûrement mieux l'érosion du revenu salarié dans le "secteur organisé", ou plutôt dans ses franges supérieures, alors qu'il n'est question de rien de ce genre dans les activités à petite échelle, les barèmes de salaires minimum ayant une valeur plutôt indicative. Estce un processus tellement fondamental?

Part des salaires en % de la valeur ajoutée

Branche	Calcutta SI	Haorah SI	Inde SI	Inde SO
Textile	34,06	47,05	37,4	49,3
Métallurgie	37,8	32,8	50,8	51,4
Imprimerie	53,2	38,2	61,5	56,3
Alimentation	33,2	21,5	21,6	48,2
Mécanique	35,3	32,5	30,3	56,0

SI:secteur inorganisé; SO:secteur organisé. Tiré de "Change and choice in Indian Industry" de Banerji et Bagchi, 1981. Année de référence: 1978.

# Il n'y α pas de main-d'œuvre homogène par secteur

Les main-d'œuvres des secteurs de production à grande, moyenne et petite échelle sont certainement différenciables aux plans de l'instruction, de la qualification, du patrimoine et de l'insertion communautaire mais les tendances manquent pour le moins de clarté, parce que l'on associe dans chaque secteur des destins par trop contradictoires. Les hommes sont plutôt moins instruits dans le secteur des activités à petite échelle mais les vendeurs

de rue et même nombre de nouveaux travailleurs précaires ont fréquenté plus longtemps l'école que l'ancienne classe ouvrière du textile et des mines qui constitue encore aujourd'hui les gros bataillons de producteurs des grandes entreprises. Les cadets de familles aisées et les membres de castes puissantes et élevées, capables de promouvoir des stratégies éducatives efficaces, arrachent de mieux en mieux les emplois permanents mais ils sont aussi nombreux, appartenant aux mêmes castes et communautés, à se diriger vers les activités à petite échelle et pas toujours vers les plus rémunératrices. Quand à la qualification, peut-on oublier que les petites entreprises mécanisées contiennent le plus grand réservoir de main-d'œuvre hautement qualifiée et que leurs promoteurs sont d'ailleurs souvent passés par le moule de la grande entreprise?Les deux univers sont donc loin, à ce niveau essentiel de la main-d'œuvre, d'avoir des contenus séparés et séparables malgré l'homogénéité relative que fournit le cadre institutionnel au "secteur organisé". Quand ils se différencient avec violence, ce qui arrive au plan de certains types de rémunérations avec une ampleur jamais vue auparavant. c'est de plus en plus en fonction de leur interdépendance croissante.

### Ceci posé, à quoi correspond la poussée actuelle des activités à petite échelle dans le sous-continent indien ?

Partons des désirs de l'homme du commun, le rural déstabilisé ou l'urbain marginal qui cherche à survivre et assurer la vie des siens. Il ne voit les choses qu'à ce niveau, sa culture paysanne l'incite à tout aborder en termes de lignée, très refermée sur le groupe familial et l'urgence des besoins le pousse à se battre sans égards pour les autres. L'homme reste pourtant avide de sécurité, la versatilité de la nature et la rapacité des rentiers l'ayant longuement éduqué à ce sujet. Il recherche enfin l'honorabilité car il habite presque toujours parmi "les siens", un groupe de familles de son rang et de son terroir qui ne manque pas de l'observer et de surveiller en permanence les autres groupes de statut. Il paraît logique de se diriger vers le "secteur organisé" pour satisfaire ces besoins et presque tous vont y songer à un moment ou à l'autre. Après de multiples échecs, les plus entreprenants sont refoulés chez eux. La plupart des autres n'ont pas bougé car l'optimisme ne règne plus à ce propos. Il a fallu depuis longtemps se débrouiller et d'abord activer l'économie domestique et bâtir ou entretenir le logement. Une part d'auto-subsistance demeure indispensable à la plupart.

Il n'y a pas là grand chose de neuf dans l'évolution de la main-d'œuvre à l'époque du capitalisme. Rappelons-nous comment, dans la France du XIX. siècle, la production viticole (dans le sud) et le tissage (dans le nord) étaient associés à une polyculture peu productive pour assurer la survie de plus de la moitié de la population. Dans les régions de migrations, l'association des petits ou minuscules avoirs ruraux, du travail à statut précaire dans le bâtiment ou aux franges de l'industrie et des ressources du petit commerce étaient à la base de la survie de la plupart des déracinés. Il en va de même en Inde aujourd'hui, mais les déracinés sont plutôt plus nombreux, la nature moins prodique et les opportunités d'embauche moins importantes. Il existe en revanche une action planifiée des pouvoirs publics pour favoriser ou laisser vivre les activités de survie et d'auto-entretien des gens ordinaires. Compense-t-elle les handicaps dont nous venons de parler?

Nous avons ici les bases de développement et de l'ambiguïté du secteur des activités à petite échelle. Il existe une masse de gens dont la frugalité, les faibles exigences de rémunération, reste possible suite à la possession de petits avoirs ou au contrôle de ressources diverses et minuscules qui leur fournissent par ailleurs une autonomie capable de rendre difficile leur mise au travail régulière. Il existe par ailleurs une masse croissante de main-d'œuvre qui ne bénéficie pas ou presque pas de ces compléments de ressources. Ils sont disponibles, mais ils ont besoin de plus d'argent. Ils n'ont pas oublié, bien au contraire, les anciennes préoccupations de rang et ils les ont réactualisées sous forme d'exigences de dignité dans le monde nouveau qui les accueille si mal. Si la Constitution ne leur fournit aucune garantie, la démocratie leur donne pourtant des possibilités d'expression. Il n'est pas possible d'avoir du travail pour tous mais il est possible de faire pression sur les notables afin d'aménager la pénurie pourvu que l'on s'organise en groupes de pression légitimes et reconnus. Les communautés ont ce rôle. Elles seront l'environnement et la structure sociale privilégiée de l'homme obligé de travailler dans le cadre des activités à petite échelle, la famille étant presque toujours la seule communauté des femmes. Suite à la montée du chômage une évolution dans le même sens concerne les employés de branches entières de la grande industrie. La société qui prend forme au sein de la nouvelle insécurité n'est plus un système de castes. C'est une sorte de juxtaposition de nouvelles tribus, en lutte plus ou moins farouche les unes contre les autres. La démocratie, déjà profondément façonnée par le clientélisme, en acquiert d'autant plus d'importance en

même temps qu'une nouvelle identité. Mais la "néotribu" et la famille revigorée et transformée par les nouvelles conditions économiques, ne manquent pas de ressources et elles constituent des organisations sociales parfaitement utilisables dans le cadre du développement, ou de son échec.

### Deux types d'activités à petite échelle?

À partir de là, il serait tentant de diviser les activités à petite échelle de type contemporain en deux grandes catégories. Il y aurait d'abord les activités de soutien ou de résidu, quelquefois assistées par l'Etat qui permettent à des producteurs en surplus relativement au capital mobilisable de garantir leur survie dans les conditions concrètes d'une économie (de plusieurs économies) de marché en expansion et du système démocratique dont nous avons brièvement cité quelques caractéristiques. La présence de la démocratie et l'importance croissante de l'opinion publique interdisent désormais aux grands gestionnaires de tolérer ou d'ignorer les disettes comme cela se faisait pendant la période coloniale et même, dans certaines régions comme le Bihar, jusqu'aux années soixante-dix. C'est un secteur massif par le nombre de personnes concernées et bien entendu médiocre quand au volume et surtout à la valeur de ses productions. Il comprend de nombreuses couches de gens, très souvent immergées aussi dans l'autre secteur d'activités à petite échelle. La pauvreté générale, le repli sur la sphère des patrimoines minuscules et la vivacité du nouvel esprit tribal laissent peu de place aux sentiments de classe. C'est ce peuple de débrouillards, pariois capable de faire mieux que survivre, que l'on veut maintenant expulser des centres villes.

Le second groupe d'activités est très différent. Ateliers de la sueur ou petites entreprises somnolentes, chantiers ou agglomérations d'ateliers, la variété y règne aussi mais elle bute sur la perte générale d'autonomie des producteurs de biens ou de services, salariés ou non salariés, qui sont aussi devenus productifs de plus-value. Les conditions de travail sont fort variables mais nous entrons dans un univers sous-tendu, depuis très longtemps dans d'assez nombreux cas, par la logique du profit. Il y a des classes ici, masquées par la peur des uns et les pratiques de recrutement des autres, mais il y a aussi généralement plus d'argent pour les producteurs que dans les combines de survie et la comparaison perpétuelle des deux univers suffit à assurer le silence de ceux qui se sentent exploités. L'esprit du travail indépendant et sans espoir de promotion sociale ou d'enrichissement qui anime les acteurs de la première catégorie peut être repris et maximisé par les entrepreneurs qui émergent dans la seconde et il permet même des affaires extraordinaires dans le cadre du travail à domicile. Les deux catégories interfèrent enfin l'une sur l'autre, l'immense frugalité des hommes et surtout des femmes qui ne pensent qu'à survivre permettant l'entretien à bon compte de la main-d'œuvre salariée, quel que soit le secteur auquel elle appartient.

Ce secteur d'activités à petite échelle qui émerge actuellement est de moins en moins distinct du reste de l'économie, même et surtout s'il paraît chaque jour s'éloigner chaque jour un peu plus des étroits secteurs de pointe. Il est de plus en plus lié, soumis (ou protégé) aux acteurs les plus importants que sont les grandes firmes et l'État. Nous pourrions y discerner un secteur dominé, utilisé dans le cadre de multiples formes de sous-traitance de productions et surtout, de main-d'œuvre ; un secteur protégé, qui s'épanouit grâce au parapluie de l'État et cela nous ramène un peu à notre première catégorie de producteurs ; un secteur parasite, que nous avons vu à l'œuvre sous protection politique en direction du secteur public et un secteur compétitif qui se montre capable d'utiliser ses bas salaires et le savoir de ses promoteurs pour concurrencer les plus grandes firmes. Ceci montre que, si la plusvalue s'accumule partout, elle ne le fait pas toujours sur la base de la rentabilité économique.

Le contexte politique est fondamental. Les éléments de la dernière catégorie ont aussi vite fait de rejoindre la première dans de nombreux cas. Le contexte d'une économie dominée par de très grands groupes financiers ne doit jamais être oublié. Ce sont sans doute les "dominés" et les "concurrentiels" qui connaissent actuellement le plus grand accroissement mais les autres occupent sans doute des positions plus importantes en ce qui concerne le volume de la main-d'œuvre employée. Il ne faut pourtant pas trop strictement différencier les genres. Les dominés tendent souvent à rejeter leur fardeau, ou une partie de celui-ci, sur plus petits qu'eux et il tend ainsi à se constituer des chaînes de soustraitants de plus en plus pressurés. Arriver à la situation de parasite, par des pratiques commerciales spéculatives par exemple, demeure l'idéal de la plupart et les grandes firmes n'agissent d'ailleurs pas tellement différemment. Cette tendance est symbolique d'un état social général.

#### Intégration économique, segmentation sociale

La tendance vers l'intégration économique qui n'empêche nullement le maintien de féodalités locales et de marchés cloisonnés, n'implique pas l'uniformisation de la condition des producteurs. Elle se nourrit au contraire de leurs différences. Elle permet de pomper le capital vers le haut et d'accroître l'intensité capitalistique des grandes firmes. À l'extérieur de celles-ci, ou en tous cas en dehors de la protection légale, seront effectuées les tâches manuelles qualifiées ou non, qui occupent le plus de monde. Les sous-traitants de rang moyen tendent à adopter le même principe lorsqu'ils traitent avec ceux qui sont au-dessous d'eux. Il se crée une nouvelle division du travail qui prend sa source dans l'inégale efficacité de la loi et qui symbolise une nouvelle hiérarchie sociale. Il n'y a pas, ou il n'y a plus, de dualisme à ce niveau mais multiplication d'échelons liés et distincts. Le dualisme. s'il faut vraiment en trouver un, nous le découvrirons au sein du secteur des activités à petite échelle lui-même, divisé entre ces millions de débrouillards et de "gagnepetit" et ces travailleurs productifs de mieux en mieux rentabilisés par tous les systèmes de mise au travail imaginables, à l'exception de la production de masse dans le cadre de grandes entreprises.

Quelle est là-dedans la place réservée aux vraiment petits entrepreneurs? La presse indienne se fait régulièrement l'écho des exploits de tel ou tel pauvre hère devenu "un entrepreneur respecté grâce à son honnêteté intransigeante et à son sens du devoir". Cette presse ne s'illusionne pas toujours. Le désir de faire des affaires devient le leitmotiv d'une partie de la jeunesse. Il y a pourtant loin de la coupe aux lèvres. Nous avons vu l'énorme importance du petit capital marchand dans l'ensemble du secteur à petite échelle "productif". Les anciennes communautés commerçantes sont nombreuses, dures concurrentes et leurs membres savent être solidaires. La place est prise le plus souvent et de maîtresse façon. Nous avons observé quel rôle subalterne était généralement laissé aux entrepreneurs d'un autre type. Ils ont aujourd'hui le crédit public avec eux mais il est pingre avec les pauvres. Les conditions spirituelles pour bâtir un mythe de la réussite individuelle "à l'américaine" sont certainement réunies aujourd'hui dans une partie de la population mais la réussite arrive trop rarement pour qu'il se développe et, lorsqu'elle vient, elle doit trop au marché noir pour que son promoteur soit réellement montré en exemple.

### À quoi servent les activités à petite échelle ?

Quelle peut être maintenant la place de l'ensemble des activités à petite échelle dans l'économie sociale de la péninsule indienne? Est-il d'abord conservateur, voire rétrograde mais pourvu d'utilité incontestable parce qu'il pare aux urgences sur le front du chômage? Est-il la manifestation de la vitalité d'un développement bridé, au niveau des grandes entreprises, par les contrôles de la bureaucratie d'État ? Est-il un signe du retour ou d'une généralisation inédite de l'affairisme et des pratiques commerciales, démontrée par ailleurs par la fantastique extension du domaine de l'économie cachée? Est-il, plus profondément, le signe de l'apparition d'un tissu industriel authentique, adapté aux conditions locales et marquant par une régression au niveau des formes et des méthodes de produire, une sorte de réappropriation par ses acteurs d'une économie jusqu'ici dominée par des modèles importés? Toutes ces explications paraissent contenir une part de vérité mais il nous semble aussi souhaitable de nous demander si l'évolution à laquelle nous assistons n'est pas malgré tout le témoin et le symbole d'une industrialisation malsaine pour les humains qui la subissent, parce que dominée par les pratiques rentières de grandes entreprises qui reproduisent dans leur marché protégé l'essentiel du vieux système colonial. Si tel est le cas, le secteur des activités à petite échelle ne corrige pas la tendance, il l'accompagne.

La situation indienne que nous avons abordée nous semble prouver que l'ensemble des activités à petite échelle, quelles que soient ses vertus productives et industrialisantes, ne pourra jamais servir à faire l'économie de la violence qui a partout ailleurs accompagné le développement du capitalisme. Il est cette violence ou plutôt ces deux violences, l'ancienne de la mort lente par la pauvreté et la nouvelle de la destruction rapide des faibles par le travail pour autrui. Il n'est aucunement un biais sympathique vers le développement du plus grand nombre. Il se nourrit de chair humaine et il nourrit en plus le reste de l'économie dans une mesure croissante. Small is not beautiful. C'est seulement un fait.

### Comparer et relativiser les situations

Nous sommes conscient de la banalité de ces propos. Pourquoi ce type de réalité est-il cependant si rarement mentionné dans les rapports, abondants et variés aujourd'hui, qui parlent du "secteur non structuré" à Nairobi ou à Abidjan ? L'Inde est-elle si différente ? Ou pense-t-on qu'une simple description économique des faits suffit pour tout comprendre, les hommes ne constituant que des pions qu'il convient de mentionner, au mieux, ou d'éluder complètement, au pire ? Quelle formidable régression de la pensée économique depuis le libéral Adam Smith (1723-1790)! L'idée d'un "secteur non struc-

turé" sorti des limbes, ou de campagnes profondes, au début des années soixante-dix, qui accompagne les non-dits de la pensée économiste en matière de développement, est insoutenable dans le cas de l'Inde et cela est peut-être pour quelque chose dans l'importance de cet exemple. L'"informel" a une histoire. Le problème du chômage de masse prend ses racines dans la période coloniale et sans doute avant. Dès les années 1920, il était possible d'étudier les petites activités marchandes à Calcutta et de comprendre leur importance malgré les entraves que la situation coloniale mettait à leur expansion. Rappelons-nous du rikcha, ce pur "produit de la tradition", introduit en Inde à la fin du XIXº siècle par les Britanniques. Ce que nous observons aujourd'hui en Inde n'est par ailleurs pas inconnu dans les parties du monde qui se prétendent développées. Il a vécu dans leur histoire et aujourd'hui, il resurait en leur sein. L'importance de la petite entreprise pauvre en capital, les populations "rururbaines", la multiplication des petits métiers et le dualisme ville-campagne caractérisaient fortement la France de 1850. L'importance des notables dans une société de parrainage, ou la protection accordée par l'État aux petites gens, nous les trouvons aussi sous notre Troisième République. Quand à la poussée de petit capital marchand sous bénédiction étatique, n'est-il pas tentant de la mettre en relation avec ce mercantilisme qui a marqué le début de nos grands États développés ?

L'ensemble des activités à petite échelle prend avec ces comparaisons forme et densité et il devient envisageable de l'analyser sérieusement et de le comparer. Car il reste des caractères irréductibles à cet univers que nous voyons aujourd'hui proliférer en Inde. Est-ce la nature particulière du système politique qui est en cause, cette dimension nous conduisant bientôt à revenir sur les structures profondes de l'organisation sociale? Ou convientil plutôt de mettre l'accent sur les données démographiques et géographiques? La présence de firmes multinationales, indiennes et étrangères, face à cet ensemble de petites unités donne aussi sa coloration au tableau. Il ne nous est pas possible de conclure sur ces points. Il nous semble pourtant que la compréhension des choses ne viendra qu'à celui qui saura et qui pourra mettre en relation les données les plus diverses et surtout les plus fondamentales. Le secteur d'activités à petite échelle que nous observons aujourd'hui en Inde est à la fois l'indice encourageant d'un dynamisme du développement et le témoin éloquent de l'échec ou de la subversion des tentatives planifiées de maîtrise de l'économie et de la société. Il paraît peu probable que nous puissions beaucoup avancer dans la compréhension des choses si nous conservons les définitions de secteur basées sur la taille des activités et si nous continuons à tenter de comprendre l'évolution d'ensembles dépourvus de cohérence. Voila pourquoi nous devrons sans doute forger des outils d'analyse différents.

### PARTIE II

LES CATÉGORIES DE MAIN-D'ŒUVRE

### LES CATÉGORIES DE LA RECHERCHE

## Les catégories scientifiques ne sont pas sacrées

Parlons d'abord un instant des catégories élaborées par les scientifiques en général. Ce sont des constructions logiques qui visent à répartir des sujets ou des objets en groupes associés par un ou des caractères communs. Les catégories sont liées entre elles lorsque les groupes qu'elles déterminent sont comparables sur une échelle de valeur commune. Les catégories sociologiques procèdent fatalement à une simplification et à une rationalisation d'une réalité foisonnante pour arriver à l'exhaustivité. Il est d'ailleurs souvent nécessaire de prévoir des catégories spéciales, des fourre-tout, qui servent à caser les éléments qui résistent à la logique de création de la catégorie. Où placer l'économie domestique dans la classification des revenus et les prisonniers parmi la population active ? Il n'est jamais possible de tout prévoir et ce n'est sans doute pas très grave, si l'on cherche à parler de ce qui compte le plus dans un cadre donné. La catégorie scientifique tire son existence de concepts qui fondent une analyse et c'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit d'étudier la société. Il existe pourtant des catégories de fait, telles que "les hommes" ou "les Indiens", qui peuvent être utilisées de manière scientifique et ne sont pas liées à une analyse. La plupart des catégories scientifiques sont cependant des constructions théoriques qui ne visent pas à sacraliser (leur reformulation du réel) mais seulement à interpréter. Elles appellent et permettent en conséguence toutes les recompositions et toutes les variations que nécessite la recherche. Ce sont des outils qu'il convient de faire les plus performants et les plus adaptés possibles mais l'univers qu'elles bâtissent en un instant ne peut et ne doit jamais influencer la réalité.

# Les catégories institutionnelles ne sont pas magiques

Il en va tout différemment des catégories institutionnelles. L'institution, souvent étatique, peut bien entendu utiliser la science et il n'est par ailleurs pas non plus impossible de faire de la science à partir

de données administratives, mais il s'agit d'univers et de logiques qui nous paraissent distinctes. L'institution s'appuie sur la loi pour bâtir des cadres de références utilitaires et si possible intangibles. La forme et le contenu des catégories qu'elle mettra en œuvre auront une incidence sur la réalité, aui tendra à se conformer avec plus ou moins de conviction à ses schémas organisateurs. La catégorie institutionnelle n'ignore point toujours l'innovation mais elle la déteste. Dans notre spécialité et sur notre terrain, nous avons souvent observé des chercheurs aui se contentaient des catégories administratives pour fonder leurs analyses. Pour parler bref, cela nous paraît un cadre bien étroit et peu éclairant. La logique institutionnelle est limitée par les besoins et la nature de l'institution. Le chercheur doit pouvoir aller aussi loin qu'il le désire.

### Les catégories statistiques dans le cas des activités à petite échelle

La catégorie statistique tient une place spécifique dans ce débat. Disons que c'est la plus institutionnelle des catégories scientifiques. Nous comprenons fort bien les soucis des statisticiens auxquels les fonctionnaires du plan et les gouvernants demandent des instruments efficaces et clairs, donc relevant des logiques communément admises, afin d'agir sur le court et le long terme, mais cela ne nous empêche pas de penser que leur production a tout à gagner s'ils conservent un certain recul et multiplient les dialogues avec les chercheurs d'autres disciplines.

Le champ des études sur les activités à petite échelle fait partie de ces sujets dont l'étude scientifique est très souvent menée avec les seules catégories statistiques ordinaires, celles des recensements ou celles de la classification socio-professionnelle, ou, pis encore, sur la base de catégories institutionnelles comme la notion de "secteur organisé". Les distinctions opérées entre les établissements productifs sont aussi de cet ordre et elles deviennent (presque) sans problèmes les outils d'analyse de la plupart des économistes. Il est pourtant facile de se rendre compte de certains de leurs défauts et des auteurs indiens s'en plaignent de temps à autre.

Les formulaires concernant la main-d'œuvre des entreprises doivent par exemple être envoyés volontairement tous les deux ans par les chefs d'établissements. On sait que près d'un quart des entreprises assujetties au contrôle ne remplissent pas les formulaires du "Bureau du travail" de Simla et que la majorité les remplissent de manière imparfaite, mais ce qui est déclaré prend rapidement le pas sur la réalité. C'est d'abord la différence de traitement statistique et administratif qui crée le "secteur inorganisé". Les petits entrepreneurs sous déclarent systématiquement leur main-d'œuvre afin de rester en-dehors des contrôles et ils appartiennent alors à l'univers du non répertorié et conséquemment de "l'informel". Cette barrière coupe en deux le secteur assez homogène et tout à fait essentiel des petites entreprises mécanisées. Il est très difficile de faire émerger la notion de "secteur intermédiaire" en s'en tenant aux catégories administratives parées de vertus scientifiques et nous n'avons jamais observé cette expression en Inde.

#### Recours à d'autres catégories

Il existe pourtant heureusement une classification spécifique aux entreprises qui englobe l'ensemble des établissements productifs et permet de mieux cerner les activités à petite échelle. Cette classification associe des critères multiples. La loi et le mode d'organisation différencient les sociétés anonymes ("Corporate sector") des autres. Des catégories sont ensuite tracées selon la taille du capital investi, le fait que l'entreprise se livre ou non à la sous-traitance et le lieu d'exercice de l'activité: ville ou campagne. Ces critères ne manquent pas de pertinence, bien qu'il soit permis de s'interroger sur la nature précise des "entreprises" en question. Ils sont cependant mal adaptés à certains types de recherche, dont la nôtre. Nous trouvons en effet inclus dans ce cadre une série discontinue de réalités, sans que l'on puisse mettre en scène ou suggérer des associations entre les niveaux ou la diversité de chaque niveau. La présence de chaînes d'entreprises hiérarchisées et sous-traitantes et de "grappes" de lieux de production possédés par de petits industriels ou contrôlés par des marchands, que nous avons si souvent mis en évidence, sont au nombre de ces faits dont il est impossible de rendre compte. Il n'est pas non plus possible de mettre en scène les différents types de pratiques "entrepreneuriales". L'administration sait qui taxer et le planificateur peut orienter la politique du crédit mais nous n'arrivons pas, en tant que sociologue, à restituer en chiffres ce que notre travail de recherche nous a permis d'appréhender.

### Les statistiques de main-d'œuvre

La main-d'œuvre est notre centre d'intérêt principal. Les grandes catégories utilisées localement pour répartir la population active sont celles qui ont été retenues au niveau international: salariés, travailleurs indépendants, apprentis et aides familiaux sont distingués, d'autres classements mettant en scène les **employeurs et les employés.** Des efforts pour adapter ce cadre général aux réalités locales ont été faits lors des enquêtes nationales par sondage organisées par l'État entre les recensements (National Sample Surveys) mais ces tentatives ont plutôt porté sur l'importance de l'activité, avec les notions de travailleur principal et de travailleur marginal, que sur le statut du producteur et sa possible redéfinition. Les chercheurs scientifiques, économistes, démographes et sociologues en l'occurrence, se sont pratiquement toujours contentés d'utiliser les catégories proposées, en se plaignant seulement du caractère peu fiable de certaines données. Ce sont des étrangers travaillant sur le terrain indien qui sont responsables des rares innovations à ce niveau. Ils ont par exemple employé l'expression "salarié déguisé" pour désigner des situations qui voient le travailleur indépendant se trouver être étroitement lié à un donneur d'ordre de type industriel ou commercial. Cette innovation nous a intéressé un moment mais nous l'avons maintenant abandonnée parce qu'elle nous semble réductrice. Nous cherchions plutôt des catégories qui rendent compte des nuances et des mouvements les plus complexes.

### Le besoin de nouvelles catégories

Nos exigences en matière de catégories d'analyse de la main-d'œuvre ne sont pas simples. Considérant que les catégories actuellement en usage ne seraient pas capables de mettre en scène le réel avec toutes ses spécificités (ici, indiennes), nous voudrions des instruments plus précis, capables de s'ouvrir en sous-ensembles. Nous voudrions aussi des catégories plus analytiques, qui soient capables de faire apparaître l'incidence d'un ou de plusieurs mécanismes socio-économiques essentiels. N'est-ce pas justement ce qui est fait en opposant et en différenciant le salariat et le travail indépendant? Ce n'est pas certain. Il nous semble que ces concepts, pourvus de fondements assez solides, mais attaquables, dans la France de 1989, s'appliquent mal au cas de la société indienne contemporaine. Il nous paraît surtout peu souhaitable de résumer la scène locale dans ce bipôle; car il existe tout

de même en Inde des bases suffisantes pour parler de salariat et de travail indépendant. Cette remarque acquiert encore plus d'acuité lorsque l'on parle des activités à petite échelle. Les outils d'analyse n'ont peut-être été conçus que pour l'approche des grandes entreprises européennes et américaines, et il reste à créer des outils d'analyse pertinents ailleurs. Nous voudrions aussi des catégories qui évitent d'isoler l'objet de notre étude, non seulement du reste de la main-d'œuvre, mais encore de la société et de l'économie en général. Une catégorie ne peut évidemment pas tout dire mais nous voudrions qu'elle permette au moins de se situer par rapport aux grandes réalités qui environnent les

travaileurs. Ces désirs de catégorie idéale ne sont pas venus nous habiter sans de bons motifs. Ils sont le fruit d'une longue pratique de terrain, où nous nous sommes trouvés handicapé par l'absence de visions critiques et novatrices de ce problème et d'essais, déjà amorcés depuis 1985, pour présenter et interpréter différemment le résultat de ces travaux. Notre préoccupation pourrait par ailleurs rejoindre le désarroi actuel des planificateurs qui sentent qu'une grande partie de la réalité leur échappe avec les outils d'analyse traditionnels. Comment mieux expliquer notre propos qu'en retournant maintenant dans le domaine du concret ?

### LA COMPLEXITÉ DES CAS CONCRETS ET L'APPRÉCIATION DES ACTEURS EUX-MÊMES

Cette série de quatre chapitres met en scène des exemples que nous avons jugés représentatifs des réalités d'aujourd'hui. Ils sont sélectionnés en fonction de leur capacité à mettre en scène ce qui se passe lorsque l'on essaye de faire rentrer des producteurs dans le cadre des catégories actuellement en usage. Cela nous permet d'évoquer à propos les principes qui pourraient servir pour en fonder de nouvelles.

### TRAVAILLEUR OU NON-TRAVAILLEUR: L'IMPLICATION DANS L'ACTIVITÉ

L'activité intermittente, fréquemment de nature variable, marque de façon extrêmement commune l'emploi dans les activités à petite échelle. C'est une donnée dont nous n'avons pas du tout parlé dans la première partie. Est-il concevable de comptabiliser les emplois partiels et saisonniers, qui sont innombrables et les situations de multi-emploi, qui sont infiniment plus rares, sans en expliciter le contenu ? Quels sont notamment les rapports de ces situations avec les anciens et les nouveaux types de chômage ?

### Chomeur, travailleur et employeur : un exemple récent

Voici par exemple B. Singh, qui habite dans un ancien village agricole maintenant encerclé par les installations minières du secteur public à Dhanbad. Membre d'une famille médiocrement mais suffisamment pourvue en terres jusqu'en 1975, il a pu suivre quelques années l'école secondaire et il se considère comme un homme instruit auquel la malédiction du travail manuel devrait être éparanée. La terre familiale fut saisie en 1976 par les Charbonnages de l'Inde qui attribuèrent en compensation de l'argent et un emploi permanent à la famille. L'argent disparut dans une dot et l'emploi fut attribué au frère aîné de B. Cette situation a provoaué un resserrement de la famille autour de l'unique détenteur de revenus fixes et son autorité est moins contestée que jamais. B. Singh cultive que la ue peu un jardin et il participe aussi à l'élevage de chèvres familial mais cela ne l'occupe que de temps à autre. Comme les ressources collectives sont insuffisantes, il travaille quatre à six mois de l'année comme petit recruteur de main-d'œuvre pour le compte d'un entrepreneur de l'économie parallèle. Il lui arrive aussi de travailler comme salarié journalier dans une coopérative de main-d'œuvre mise en place par un syndicat afin de donner quelques emplois supplémentaires. La coopérative fait de l'assistanat mais elle est rentable. Il est par ailleurs militant du syndicat en question. Chômeur partiel par refus du travail dégradant et sous-payé, qui reste encore disponible dans la région en permanence, il est aussi travailleur par nécessité et intermédiaire recruteur de main-d'œuvre par intérêt. Un homme à trois visages qu'il n'est pas facile de typer.

### L'univers de la combine n'ignore pas le salariat

Ram Das, de Puna, vit auelaue chose de fort proche à deux mille kilomètres de là. Contrairement au précédent, il est membre d'une caste de rang élevé mais une fréquentation irrégulière de l'école suivie d'échecs répétés dans ses tentatives pour trouver l'emploi de bureau de ses rêves l'ont mené vers ce mélange de débrouille personnelle sur fond de solidarité familiale qui résume le style de vie de tant de jeunes Indiens. Fils d'un ouvrier métallurgiste licencié en 1970 à la suite d'une compression de personnel, il travaille quelquefois avec son frère aîné, ancien ouvrier et introduit par le père dans la grande entreprise où il travaillait en 1961. Depuis 1976 ce frère gère et fait tourner un petit atelier d'usinage de pièces de mécanique. Il avait été incité en 1971 à quitter son travail salarié et l'usine lui avait fourni un prêt pour acheter un banc de tournage en lui promettant des commandes pour l'avenir. Ces commandes sont irrégulières et le frère de Ram est obligé de travailler directement dans son ancienne usine comme chef d'une équipe de travailleurs temporaires. Ram est parmi ces derniers durant trois mois de l'année. Le père, maintenant retraité, a monté un minuscule atelier de fonderie au sable dans une banlieue de Puné. Il v produit de temps à autre des pièces pour la multinationale S. Ram l'aide mais il ne recoit pas de rémunération alors qu'il en touche de la part de son frère et bien entendu de l'usine qui l'utilise à titre temporaire. Son père le loge : un coin dans la pièce unique que la famille loue dans un quartier périphérique de la cité. Sa femme vit à la campagne où elle effectue des tâches agricoles dans la région d'où provient la famille. Notre homme ajoute à ces ressources des petites débrouilles telles que faire la queue à la place des riches Indiens pour prendre les réservations de tickets de chemin de fer. C'est long et ca ne rapporte guère mais c'est ainsi au'il se paye le cinéma. Chômeur non déclaré, travailleur familial, salarié à statut précaire et enfin travailleur indépendant du secteur des services, tel est Ram, "homo communis" du secteur des activités à petite échelle : disponible ou suroccupé?

### L'esprit d'entreprise des pauvres et le recours à de multiples activités

Vikram, membre de la très basse caste des mang, vit dans un bidonville à Kolhapur, au sud de la même province du Maharasthra. Il appartient à cette couche, mince mais remarquable, de l'élite enrichie des plus basses castes. Son père est devenu quelqu'un en louant des cahutes de bois dans le bidonville, sous-traitant des ouvriers à statut précaire à l'industrie du bâtiment et trafiquant de l'alcool pour répondre à la demande des gens de sa caste. Il a fait bâtir la seule maison en dur de ce quartier d'aspect misérable. Malgré cette aisance relative, les sœurs et la mère de Vikram sont toujours occupées au travail à domicile (fabrication de cordes et balais) qui est aussi une activité traditionnelle de la caste. Vikram élève quant à lui des porcs dont il fait commerce. Il a aussi investi de l'argent que lui a donné son père dans la possession d'un taxi-scooter. Il possède une part, un quart, de ce véhicule acheté avec des jeunes gens membres de castes différentes et il le conduit un jour sur quatre. Il met alors son uniforme et prend l'allure d'un chauffeur. Il connaît un certain désœuvrement le reste du temps et cela le gêne car il voudrait économiser afin de se marier. Il a trouvé un travail salarié qui l'occupe durant plusieurs mois de l'année. Il peint au pistolet des meubles métalliques dans un atelier venu s'installer, avec une douzaine d'installations comparables, à la lisière de l'agglomération de cabanes. Sans être fort chargé, l'emploi du temps de Vikram, producteur à domicile, propriétaire exploitant d'un véhicule de transport et ouvrier à statut temporaire ne manque pas de diversité.

### La diversité des minuscules pratiques de survie

Voici encore Govind Khaita, trente ans, un hindou, bengali, qui vit avec son frère, au nord-est de Calcutta. Ballotée pendant les mouvements de population qui ont suivi la partition de l'Inde, la famille de cet homme s'est dissoute et il n'a dû qu'à la chance sa brève fréquentation de l'école primaire. Aujourd'hui marié et père de deux enfants, il vit dans une

cahute. Il ramasse avec sa femme des bouses de vache au'ils font sécher et revendent comme combustible et cela leur assure la moitié du riz auotidien. Govind travaille en outre avec son frère aîné qui tient une gargote misérable sous un pont de la zone industrielle. Il ne ramène pas de salaire mais de quoi manger. Sa femme fait de la reliure à la maison pour le compte d'un petit imprimeur et elle gagne quelques roupies par semaine. Le chef de famille a encore beaucoup de temps inoccupé. Il a travaillé dans des petits ateliers de métallurgie de la zone, mais toujours de façon temporaire, et il a même trouvé une place permanente de manutentionnaire dans un entrepôt de stockage du foin destiné aux attelages de bœufs. Il gagnait soixantequinze roupies par mois pour trois ou quatre heures de travail par jour. On lui a ensuite proposé de travailler comme aide sur un charroi: dix heures par jour pour cent cinquante roupies mensuelles. Il a refusé ces offres malgré son besoin criant de numéraire. La somme lui paraissait dérisoire, presqu'injurieuse. La multiplicité de ses ressources et l'apport régulier du travail de plus faible que lui (sa femme à laquelle il ne laisse pas le choix de refuser de travailler pour quatre roupies hebdomadaires) sont les bases de son petit pouvoir de négociation. Dans son cas, la vente de trottoir, en tant qu'aide familial, le travail salarié et la production à domicile, salariée et non salariée, se trouvent associés à des périodes de désœuvrement, en partie voulues, en partie subies.

### Le chômage permis par la solidarité familiale : situations provisoires?

Terminons cette série par Goshal, chômeur exemplaire de la génération contemporaine des jeunes scolarisés. À vingt-cinq ans, cet habitant d'une petite ville ferroviaire du Bengale occidental dont la famille a fui en 1956 l'actuel Bangladesh n'a jamais eu d'emploi. Il vit dans sa famille qui le nourrit. Son père a été licencié du rail pour ivrognerie mais ses quatre frères travaillent dans un cadre instable. Les deux plus jeunes, qui ont peu fréquenté l'école, sont travailleurs supplétifs chargés de l'entretien des voies. Ils ont du travail six à huit mois de l'année. Les deux autres se sont associés pour créer un garage de réparation de scooters et de mobylettes dans une bourgade rurale proche. Ils ont effectué pour ce faire un emprunt auprès d'une banque nationalisée. Ils utilisent de la main-d'œuvre non payée, des enfants de treize à seize ans qu'ils renvoient chez eux lorsqu'il n'y a rien à faire. Les possibilités d'apprendre un métier sont localement si rares que les apprentis ne manquent jamais. Il n'y a pas de travail pour Goshal dans cette affaire. Il tourne dans la petite ville avec des chômeurs. Il ne veut pas d'un emploi dégradant ou instable, exigence qu'il modérerait sans doute si ses frères n'assuraient pas sa subsistance. Il est parti à l'aventure vers Bombay et Calcutta mais il n'y a trouvé que la faim et des emplois précaires. Personne ne migre sans avoir de relations en ville. Revenu chez lui, il place maintenant ses espoirs dans la création d'un élevage de poules pondeuses. Le gouvernement provincial donne les crédits et la formation.

## Comment dégager des tendances ?

Nous retiendrons deux choses de cette première série d'exemples. Tout d'abord, il est illusoire de prendre l'individu comme base de catégories, tout particulièrement pour apprécier les stratégies de revenu. Celles-ci n'ont de sens que dans le cadre de la famille ou d'autres collectifs. Ensuite, les cas de multi-activité sont certainement liés à la paupérisation relative et à l'exclusion des emplois permanents mais ils semblent bien associés à des situations de force relative des intéressés. C'est ce que suggèrent aussi, à leur niveau, les exemples suivants qui concernent des ruraux disposant de petits et très petits avoirs qu'ils combinent avec une grande variété d'autres ressources. Nous trouvons dans ce cas un grand nombre de producteurs engagés dans des activités à petite échelle mais aussi des ouvriers permanents de la grande industrie. Les ouvriers et les employés de bureau permanents de la grande industrie se livrent en revanche plutôt rarement à des activités de production non agricoles, soit parce qu'ils n'en ont pas le temps ou la force, soit parce qu'ils n'en éprouvent pas le besoin. Ils peuvent cependant se trouver impliqués dans les activités commerciales ou artisanales pratiquées au sein de leur famille. Les grands entrepreneurs ont longtemps favorisé cette liaison de la terre et de l'industrie et aujourd'hui, ce sont les petits entrepreneurs particulièrement dans la construction, qui en profitent pour obtenir une maind'œuvre saine et peu exigeante, qu'il est possible de licencier durant les pluies de l'été. Ces faits sont bien connus depuis longtemps et les questions qu'ils soulèvent au niveau de la création de catégories de main-d'œuvre n'ont cependant jamais reçu de solution satisfaisante. Pourquoi retenir une réalité (une fonction, un statut, une profession) plutôt que l'autre ? La mise en valeur de la précarité de ces emplois ne suffit pas non plus car il existe sur ce point et sur celui des rémunérations des conditions très constrastées. Peut-on envisager des critères différents qui n'éludent pas les caractéristiques dont nous venons de parler mais qui les englobent dans un ensemble conceptuel qui ne contraigne pas à opérer des choix réducteurs?

# D'anciennes pratiques rurales toujours d'actualité

Gopal Bauri, 37 ans, se trouva le seul dans son village de S., au sud de la province de Bihar, à fréquenter l'école secondaire avant 1970. Il faut dire qu'il vient d'un hameau uniquement peuplé de membres de la très basse caste des bauri. C'est l'ensemble du groupe local de cette jati pauvre et méprisée de travailleurs agricoles qui se cotisa pour permettre à Gopal de fréquenter le collège. Les gens pensaient qu'ils en retireraient de multiples bienfaits, à commencer par des emplois. Gopal ne leur apporta qu'une nouvelle conscience du chômage, celle qui vient de l'impression d'avoir investi en vain. Il essaya durant douze années de trouver un emploi permanent aux mines, arguant tour à tour de son instruction, de sa robustesse et de sa qualité de membre d'une caste protégée par la Constitution. Les anciens intouchables ont en effet droit à des emplois réservés dans le secteur public. Les villageois refusaient avec lui de le voir prendre un emploi précaire, ce qui aurait été considéré comme un affront à la caste. Il dût pourtant s'y résoudre en 1980 dans le cadre, sans doute moins dégradant, d'une coopérative ouvrière. Durant toutes ces années, il survécut de la même manière que les autres Bauri du village en associant la production de son hectare de terre à des petits élevages et à la récupération de charbon de terre. Il dut aussi compter sur le travail salarié à statut précaire des autres membres de sa famille. Son opposition au travail dans une petite entreprise s'est enraciné dans le refus de la déchéance, personnelle et collective. Comme beaucoup de jeunes Indiens actuels, Gopal apparaît "en négatif" au niveau de son identité professionnelle: paysan par force et sans moyens, chômeur en référence à l'univers des franges supérieures du secteur organisé, récupérateur et cueilleur par habitude.

### Le moderne ne chasse pas l'ancien

Pour Boudnath S., la survie, c'est d'abord le travail de la terre mais il n'en participe pas moins de manière régulière à d'autres activités productives dans le cadre du travail salarié journalier à la frange de la mine. Cet homme de trente-cinq ans, membre d'une caste de bas statut mais appartenant à une famille qui cherche depuis longtemps à s'élever. vit avec son frère à quelques kilomètres du boura précédemment évoqué. Ils sont mariés et possèdent de manière indivise une terre presque suffisante à laquelle Boudnath accorde beaucoup de soins. Cela n'occupe cependant que auatre mois de l'année. À la suite d'une scolarisation assez avancée, notre homme a lonatemps cherché autre chose car il pensait au"il valait mieux que l'agriculture". Il a échoué dans sa quête de l'emploi permanent après avoir travaillé durant plusieurs années sur des chantiers comme ouvrier temporaire. Il a renoncé depuis plusieurs années à partir pour longtemps mais il continue à travailler comme ouvrier précaire durant de courtes périodes, la production de la terre étant stagnante alors que la maisonnée s'accroît. D'un côté, il tend à recourir de plus en plus à des pratiques primitives, telle que la récupération de charbon, mais de l'autre, il continue à investir tout ce qu'il peut dans l'éducation de ses enfants, avec l'espoir de les voir enfin forcer les portes de l'emploi permanent. Les stratégies de promotion sociale sont, tout comme chez nous, étalées sur plusieurs générations.

Dans le même village. Balram D. est l'exemple achevé du producteur rural survivant grâce au cumul de ressources agricoles marginales et de multiples activités à petite échelle de type récent effectuées par lui-même et par d'autres membres de sa maisonnée. Ce pauvre ne possède qu'un jardin et une maisonnette mais de petits élevages, le jardin et la possession d'une vache lui facilitent la résolution des problèmes alimentaires. Il chante dans des réunions publiques et privées et il reçoit pour cela de l'argent ou du riz. C'est une activité traditionnelle de sa caste. Il s'exile aussi régulièrement dans le bassin minier proche afin de travailler comme manœuvre dans la construction. Il ne fait pourtant cela au'en dernier recours. Il est aussi journalier agricole à l'automne et il est rémunéré en riz. Il s'est lancé récemment dans le colportage de boutons et de bijoux fantaisie et dans la confection de beignets qu'il vend lors des fêtes. Il a trouvé le capital pour ces activités dans un emprunt effectué auprès d'un ami. Sa femme fait des journées de travail agricole, le jardin et la récupération de combustibles. C'est parce qu'il existe un marché solvable d'employés permanents de la mine que cet homme et beaucoup d'autres de son genre dans la région, peuvent rester chez eux et s'essayer au petit commerce. Dans les villages du nord de la province du Bihar, les gens placés dans des situations de ce genre sont réduits à la misère ou à la migration saisonnière vers les métropoles.

### Une diversité dont il faut percer le sens

Conjuguant une multiplicité d'activités à petite échelle de type récent au travail agricole et parfois, au travail dans les grandes entreprises publiques ou privées, les situations que nous avons évoquées permettent à la fois de mettre en valeur la vivacité et la permanence des stratégies des producteurs et les frontières, étroites comme le marché et limitées comme les forces productives, de leurs possibilités réelles. C'est en référence à cette diversité de ressources, à cette interpénétration des niveaux personnels, familiaux et communautaires au'il faut comprendre les particularités de nombre de producteurs et reposer le problème du chômage et de l'emploi. Ces gens sont classables mais il serait souhaitable que les catégories les concernant n'éludent pas ces particularités.

# Comprendre l'engagement partiel de certains groupes

Le cas des enfants et des femmes travailleuses se pose de manière différente. La question se pose de savoir si les membres de ces groupes sont modérément ou partiellement engagés dans les activités productives à petite échelle comme le laisse supposer le résultat des enquêtes d'ensemble. Les données des observations de terrain que nous possédons concordent au contraire pour affirmer que les travailleurs de ces deux groupes sont le plus souvent engagés dans un seul type d'activité, salariée ou non salariée et qu'ils y consacrent un nombre d'heures et de jours considérables. Leur très faible pouvoir de négociation face aux employeurs, la basse productivité de leurs tâches et leurs très maiares rémunérations forment à ce niveau un ensemble de facteurs qui vont dans le même sens. Ces femmes et ces enfants constituent par ailleurs la partie de la main-d'œuvre qui dispose le moins de possibilités d'expression mais aussi celle qui a le moins tendance à s'identifier professionnellement, à développer une personnalité basée sur le travail ou plus largement sur l'activité. Ils sont des inférieurs dans les hiérarchies d'ateliers, familiales et locales et leur activité n'est en conséquence le récipiendaire d'aucune considération. Leurs tâches d'aides et de manœuvres ne peuvent pas donner prétexte à la "création sociale" de travailleurs. Ils agissent bien souvent comme des prolongements de la force de travail, plus ou moins dûment répertoriée, des hommes adultes. Lorsque le travail a lieu à l'extérieur et se trouve rémunéré, il est rare que le producteur dispose de ses gains.

Si la tâche est effectuée à la maison, elle devient une partie de l'économie domestique. N'a-t-on pas trop souvent tendance à mesurer l'importance sociale de ces groupes de producteurs au lieu de mettre en lumière leur participation aux activités productives? Il importerait au moins de le savoir. Une reformulation des catégories d'analyse seraitelle ici plus efficace que les appels à la vigilance des enquêteurs?

L'analyse de la situation de 411 femmes travaillant dans le secteur des activités à petite échelle à Calcutta au début des années soixante-dix est l'une des meilleurs monographies publiées en Inde sur le suiet (N. Baneriee (1981) dans Change and Choice in Indian Industry). Ces femmes sont approchées sous divers angles et réparties en catégories telles que "domestique", "travailleur salarié qualifié", "travailleur salarié non qualifié", et "producteur ou pourvoyeur de services indépendant". L'auteur s'efforce aussi de distinauer l'économie domestique. le travail à domicile et le travail salarié. Il n'en demeure pas moins une profonde incertitude quant à l'insertion concrète de ces femmes dans les rapports de production, à la maison et au dehors et quant à la façon dont elle dissocient les tâches domestiques, qui font partie de leur rôle de femme et de leur position d'inférieure et les activités productives. L'attention accordée aux différents (trop différents ou en tous cas trop tranchés) statuts des producteurs n'a pas suffi pour cerner ce problème, même si l'on sait un peu de quelle manière les femmes disposent de l'argent qu'elles gagnent. Les vagues indications à ce sujet ne pourraient-elles pas devenir la base d'un nouveau type de classement?

# La situation des groupes marginaux d'habitants des trottoirs

Les gens de la rue et de la frange la plus instable des bidonvilles que le délabrement physique ou mental, ou d'autres motifs détournent de l'activité productive à temps plein constituent encore un exemple éclairant des problèmes posés par la mesure de l'engagement dans l'activité. Il pourrait se poser deux types de questions à leur sujet. Les premières essaieraient de mettre en scène les logiques qui sous-tendent l'activité ou l'absence d'activité. Sont-ce le manque de capital, l'inadéquation des savoirs et des capacités ou le maintien, voire le renforcement de logiques de survie au jour le jour qui déterminent la condition de gens qu'il est toujours possible de dénombrer par centaines de milliers dans les grandes métropoles? Ils nous intéressent parce qu'il travaillent en marge, mais aussi parfois au cœur, du secteur que nous avons défini. Une autre question à laquelle il serait intéressant de répondre concerne l'utilité économique effective de ces masses marainalisées. Forment-elles des couches de rebuts, mi-parasites, mi-survivants, comme cela est généralement allégué? Dans quelle mesure sontils productifs? Ne sont-ils pas là parce qu'ils sont particulièrement cruellement rentabilisés et auquel cas, de quelle manière? Il faudrait, pour répondre à ce type de questions, disposer de systèmes de catégories qui intègrent les marges du système productif, ou plutôt les marginaux eux-mêmes, sans pour autant éluder leurs spécificités. Cela nous pousse une fois de plus à rêver d'une classification qui ne soit pas basée seulement sur le statut de producteur. La mise en scène de quelques exemples permettra au lecteur de mieux se rendre compte de quoi il est concrètement question.

### La marginalisation ne signifie pas toujours le retrait du labeur

Prem Bhai, 47 ans, est venu d'un village du Bengale vers Calcutta à l'âge de 11 ans à la suite d'une querelle de famille. Il était porteur à la gare de Haorah jusqu'en 1977. Sa femme ayant attrapé le choléra, il se remaria avec une veuve. Il décida en 1980 de retourner dans son village natal et de récupérer la terre de son père. Les voisins, qui s'étaient partagé les champs, mirent le feu à sa bicoque. Il ne retrouva ni son travail ni sa cabane à Calcutta. Il devint habitant du trottoir et porteur occasionnel sur un marché. Il travaille plus qu'avant mais gagne trois fois moins. L'absence de loyer l'aide à supporter cette nouvelle vie. Sa femme fait des ménages dans les maisons bourgeoises. Des parasites ou les mieux rentabilisés des travailleurs?

Gopal, 12 ans, vit avec une bande de guinze autres enfants qui récupèrent des matériaux dans les déchets. Ils sont installés sous un porche près d'un bureau de réservation des chemins de fer. Ses parents l'ont mis dehors parce qu'ils n'avaient plus de quoi le nourrir. Le groupe d'enfants constitue une collectivité, une communauté, malgré les différences de religion et de lieux d'origine. C'est aussi un puissant élément de solidarité, quasi tribal, qui permet la survie dans la cité. Ils effectuent leur récolte de plastique et de métal durant cinq ou six heures chaque jour et utilisent les trois ou quatre roupies que leur donne le tenancier du dépôt de matériaux pour manger dans des gargottes de trottoir. Ils ont remarqué qu'ils touchaient moins cher au kilo de matériaux lorsque la récolte, d'ailleurs limitée par la dimension de leur territoire, était plus abondante, aussi préfèrent-ils passer leurs loisirs à jouer aux cartes sur le trottoir. Le cas de cette "tribu" moderne qui pourvoit à l'un des besoins de la grande cité rappelle bien des mécanismes fondamentaux du marché du travail indien. Mais comment des catégories telles que "travailleur indépendant" ou "sans profession" pourront-elles rendre, ne serait-ce qu'une part de sa spécificité?

Bavani, femme membre d'une caste hindoue de rang élevé, est partie de la région de Dacca en 1964 à la suite de conflits inter-religieux. Les émeutiers ont tué son mari, travailleur agricole. Elle a vécu trois années dans un camp de réfugiés avant d'être lâchée sur le pavé où elle vit toujours. Elle gagne sa vie en faisant des ménages chez les gens aisés avec ses deux filles et elles recoivent en outre des restes de nourriture. Elles sont parfois obligées de mendier pour survivre. Bavani cherche à constituer des dots pour ses filles afin de les marier un jour et elle a besoin de beaucoup d'argent. Comme des milliers d'autres, si elle ne travaille pas plus souvent, ce n'est pas par manque de volonté mais parce que les opportunités manquent. L'absence de relations et la timidité inculquée aux femmes sont à ce niveau de très grands handicaps.

Subash est venu avec sa mère, sa femme et ses deux filles depuis la région du Bengale occidental qui borde le Bangladesh. Il a quitté sa terre à la suite d'une inondation dévastatrice. Un riche fermier venait de lui voler son meilleur champ et sa situation était devenue intenable. La famille vit dans un abri de toile et de planches sur un terrain de quelques mètres carrés en bordure de l'avenue Lénine à Calcutta. Il travaille comme aide-maçon et gagne de quatre à sept roupies par jour. Sa femme et sa mère sont domestiques à temps partiel. L'exemple met en scène les trois grandes causes de paupérisation absolue de l'époque actuelle: les conflits sociaux et l'émergence d'une couche de ruraux enrichis, les catastrophes naturelles et la dégradation de l'environnement et les émeutes inter-confessionnelles. Ces hommes et ces femmes qui occupent une petite place sur les trottoirs des grandes villes connaissent déjà le travail salarié ou non salarié dans l'agriculture et ils sont habitués à la peine. Ils ont pourtant aussi "subi" de longues périodes de désœuvrement qui les préparent plus ou moins à accepter de végéter sur la frange des cités. Sont-ils inadaptés ou d'autant plus précieux?

### Le trottoir choisi pour mieux économiser et travailler

Nous trouverons aussi des producteurs envoyés par leur famille dans le cadre de stratégies délibérées de diversification du revenu ou à la suite de manques à gagner plus ou moins chroniques dans leurs fermes lointaines. Ils sont chargés de rapporter le nécessaire et quelquefois le superflu. Chotélal, 26 ans, est par exemple venu de Dharbanga, au nord de la province de Bihar, vers Calcutta à la suite de sécheresses répétées. Il n'y avait plus de quoi le nourrir chez lui. Il touche sept roupies par jour comme manœuvre dans le bâtiment. En mangeant à la plus minable des gargotes de rue et en dormant sur le trottoir, il arrive à envoyer cinquante roupies par mois à sa famille. Le caractère transitoire de son activité l'incite à modérer ses prétentions, d'autant plus qu'il faut absolument qu'il ramène quelque chose chez lui. Il n'a aucun espoir de promotion. Si l'habitant du bidonville peut devenir un jour un maçon à part entière, celui du trottoir est aide-maçon à vie.

### Le retrait de l'activité précède de peu l'anéantissement

Il existe aussi des hommes et des femmes ballottés par la vie et réduits à l'état d'épaves dont l'unique obsession est la survie quotidienne. La pauvreté absolue cohabite chez ces vaincus de la lutte pour la vie, qui accompagne avec violence le développement des forces productives, avec un relâchement général. Il n'est pourtant pas rare que la mendicité qu'ils pratiquent habituellement soit associée à diverses formes d'activités à très petite échelle. Quarante pour cent des habitants des trottoirs métropolitains sont d'ailleurs des vieillards, de grands malades ou des infirmes.

### La société et l'économie ne sont pas des domaines séparés

Nous sommes partis de cas individuels et nous avons pratiquement toujours parlé de familles ou d'autres collectifs. Nous sommes partis de l'emploi et du chômage pour constater que l'opposition entre ces deux termes cachait un univers de nuances et d'ambiguïtés. Nous parlions des petites activités marchandes de type récent mais les hommes et les faits de la grande et de la moyenne entreprise étaient indispensables pour comprendre bien des choses. Nous voulions ignorer les activités agricoles mais nous avons dû partout apprécier leur importance relative. Les clivages habituels sont loin d'être toujours satisfaisants.

Nous venons de dégager quatre groupes dans les lignes qui précèdent : des chômeurs travailleurs occasionnels, des producteurs partagés entre des activités agricoles et le travail dans les activités à petite échelle, des dépendants amenés à l'activité dans le cadre de stratégies familiales et des marginaux exclus de la ville et de la vie sociale sans l'être pour autant du monde du labeur. Cet ensemble de catégories est incomplet. Il lui manque aussi un esprit qui sous-tende l'ordonnancement des types et permette de comprendre leurs éventuels rapports entre eux. Nous y reviendrons. L'approche permet pourtant de comprendre quelles différences énormes de situations peut recouvrir l'engagement incomplet, même si on ne

considère qu'une seule profession. Le degré d'implication dans l'activité économique est certes une réalité économique prenant sa source dans l'état des forces productives mais ce sont les formes particulières de l'organisation sociale qui lui donnent sa forme spécifique et sa stabilité. Voilà une des choses que nous voudrions faire dire aux catégories.

### SALARIAT, TRAVAIL INDÉPENDANT ET CONDITION LIBRE OU DÉPENDANTE

#### Les ambiguités du salariat en Inde

Le rapport salarial, échange plus ou moins inégal de la force de travail individuelle contre une rémunération en argent ou en nature, est un fait puissant et incontournable dans l'Inde d'aujourd'hui, y compris dans le domaine qui nous occupe. Il n'est pourtant pas facile de caractériser nombre de travailleurs, semi-salariés, commisionnaires, ou serfs pour dettes, les situations "bizarres" abondent... Le travail indépendant, ou pour son propre compte, est au moins aussi répandu mais c'est un concept encore moins bien moins établi. Il sert aussi bien à qualifier des petits patrons que des artisans travaillant en famille et on réunit sous ce vocable des producteurs à domicile aussi bien que des promoteurs de petites affaires strictement individuelles.

Pourtant, plutôt que de tenter de mieux définir l'un et l'autre des termes de ce bipôle, nous voudrions maintenant nous demander si l'opposition entre le salariat et le travail indépendant constitue toujours le meilleur révélateur de la réalité. Cette question nous est venue lorsque nous avons cherché à établir un système de compréhension qui associe l'essentiel des rapports sociaux sur le lieu du travail aux éléments fondamentaux de l'insertion dans le milieu social qui sert de cadre à la vie au dehors du travail.

Les travailleurs salariés ne sont presque jamais assimilables, ou réductibles si l'on préfère, à des individus qui vendent librement leur force de travail sur un marché de l'emploi. Le droit du travail et les syndicats ne concernent qu'une minorité de la main-d'œuvre, et une très petite minorité des producteurs qui nous intéressent. Dans certains secteurs le marché du travail est excessivement encombré et l'emploi est un bien rare qui tend à devenir cher. Pour éviter qu'il en soit ainsi, les producteurs des secteurs non protégés sont organisés depuis fort longtemps en communautés, fraternités de terroirs et autres réseaux de relations et de solidarités. Le clientélisme en organise aujourd'hui un nombre

croissant dans des réseaux de nature politique. Le but est d'obtenir des emplois et de les transmettre aux descendants. Une forte minorité de gens ne dispose cependant pas de ces moyens d'humaniser le marché du travail, en stabilisant les producteurs, et ils se trouvent directement soumis aux lois économiques. Ils n'agissent pourtant presque jamais en individus. Dans de nombreux cas la dureté de la loi de l'offre et de la demande d'emplois se trouve atténuée, pour les uns, ou renforcée, pour les autres, selon les places de chacun dans les hiérarchies familiales, car la famille est le cadre social de la production ou de l'organisation du travail. Il existe des salariés que la peur du lendemain oppresse. Ils sont prêts à aliéner leur liberté de choisir un employeur afin d'être assurés de survivre. Ces salariés sont dépendants. Il existe enfin des minorités, parfois appréciables, de producteurs salariés qui bénéficient de protections qui en font mieux, ou un peu autre chose que des simples salariés. Leur appartenance à des communautés puissantes, des appuis dans l'administration ou la police ou une utilisation judicieuse du clientélisme politique les élèvent au-dessus de la masse. Leur situation rappelle un peu le cas des travailleurs les mieux protégés du "secteur organisé" bien que la faible importance de la loi dans le cadre des activités à petite échelle (même dans le secteur organisé) implique l'utilisation de tactiques d'affirmation particulières laissant de coté le syndicalisme. Les employeurs sont de leur côté organisés et leur puissance économique interfère aussi avec les autres niveaux de l'appartenance sociale. Il nous paraît essentiel de voir la réalité salariale cohabiter presque toujours avec des dimensions qui n'ont rien à voir avec la force, le savoir ou la disponibilité de l'individu qui se propose (pense-t-il si souvent en ces termes ?) de vendre ses bras et son cerveau. La société, qui n'ianore jamais l'état de l'économie mais qui impose aussi ses hiérarchies, ses collectifs et ses structures, influe sur la sphère des rapports de travail dans une mesure qu'il nous faut apprendre à qualifier et mesurer.

### Un salariat protégé dans les petites entreprises

Il existe des formes de salariat héréditaire, protégé et bien rémunéré, dans les petites et "minuscules" entreprises. Nous avons parlé des tourneurs de bracelets de verre de Férozabad. Ils transmettent presque toujours leur emploi à des enfants ou à un parent proche. Leur poids dans l'organisation du travail reste fondamental. L'utilisation de certaines techniques, anciennes mais non primitives, de production qui ne peuvent se passer du savoir et de l'initiative ouvriers est à la base des positions de force de ces salariés protégés. Dans certains cas, les emplois de ce type se négocient cher par le biais de contremaîtres ou de spécialistes du marché noir des emplois, un peu de la même manière que cela se passe pour certains emplois des grandes entreprises. Le pouvoir de négociation économique est presque toujours renforcé par la dimension communautaire et cette dernière peut ensuite s'incarner sur le plan syndical après avoir contraint des gouvernements provinciaux à légiférer dans le "secteur inorganisé". C'est ce qui s'est passé au Kérala où les porteurs, tous syndiqués et appartenant à quelques castes bien soudées, ont pu obtenir la promulgation de tarifs et le monopole professionnel. Les situations ne sont pas rares dans le cadre desquelles les producteurs cherchent à stabiliser leur condition en faisant appel à "la tradition" même s'il s'agit de mettre en place une protection légale tout à fait inédite. C'est cependant la confrontation entre un contexte politique récent, celui de la démocratie parlementaire, et la nouvelle dégradation de la situation de l'emploi qui inspire les nouveaux salariés protégés, et non l'attachement à la coutume.

### Le statut de la main-d'œuvre est un enjeu dans tous les secteurs

À Bénarès, les tisserands soyeux sont répartis en plusieurs communautés. Parmi les musulmans sunnites Ansari, qui comptent le plus grand nombre de producteurs hautement qualifiés, une minorité de travailleurs est fort bien payée lorsqu'elle effectue des tissages complexes, dont la technique se transmet encore de père en fils. Ces hommes adultes gèrent l'organisation du travail et cachent certains secrets de fabrication des tissus. L'élite des maîtres tisserands se distingue à peine de cette main-d'œuvre salariée qu'il n'est jamais question de licencier. Les négociants hindous de grande envergure qui contrôlent effectivement l'industrie de la soie à Bénarès sont pourtant en train de chercher à décou-

vrir les secrets de fabrication sur lesquels s'appuie la communauté soudée des musulmans tisserands. Ils désirent acquérir la maîtrise du procès de production afin de confier les tâches à des ruraux, après les avoir décomposées en opérations simplifiées. Les coûts s'abaisseraient et l'organisation familiale et communautaire des tisserands disparaîtrait. Comme ils sont en train de parvenir à leurs fins, les tisserands cherchent maintenant la protection de l'État mais il y a peu de chance qu'ils soient aussi efficaces en cela que les porteurs du Kérala, qui ont bénéficié du bon vouloir d'un gouvernement local communiste. À Bénarès, les négociants ne veulent plus de salariés, qui leur semblent trop exigeants. Ils ont commencé à favoriser les producteurs à domicile aui sont en droit et en fait des travailleurs indépendants. Nous assistons à une remise en cause du salariat protégé accompagnée d'une élimination du pouvoir des compagnons et d'une remise en cause des rémunérations élevées. Cette évolution ne provoque pas de conflits de classe mais une tension croissante entre les hindous, aui comptent les plus arands marchands dans leurs rangs, et les musulmans. L'affaire se complique du fait que les nouveaux travailleurs à domicile sont en général des hindous de basse caste. C'est vers eux que se retourne la fureur des compagnons.

Des situations de force des producteurs salariés, où le salariat s'accompagne d'une protection notable au point d'en transformer la teneur, mais aussi une tendance croissante vers la remise en cause des positions protégées: ces faits caractérisent aussi bien les petites que les grandes ou les moyennes entreprises.

### La mise en place de consensus complexes ne caractérise pas seulement les grandes entreprises

Nous verrons plus couramment le salarié disposer d'une autonomie certaine quant à l'organisation des tâches et, moins souvent toutefois, du contrôle des rythmes de travail, tout en étant forcé d'accepter de médiocres niveaux de rémunération suite à l'isolement, au bas niveau d'instruction ou en relation à la faible rentabilité de l'entreprise. Voilà une petite entreprise de Dhanbad (Bihar) qui produit des fauteuils en osier. C'est un cadet de famille commerçante du bazar qui a lancé cette activité à côté d'un débit de boissons et de glaces. Il s'est rendu compte qu'il y avait là un marché intéressant mais, ne connaissant rien au métier, il a engagé un chef d'atelier de Calcutta, un musulman inventif et habile qui travaille dans l'atelier, supervise l'activité de

cinq ouvriers qualifiés et imagine les modèles produits dans l'établissement. L'affaire tourne bien, rapportant environ dix mille roupies de bénéfice net mensuel, une fois déduits les frais de production et les impôts. Moins de trois mille roupies sont distribuées en salaires, dont sept cents au chef d'équipe, M. qui bénéficie du douteux privilège de dormir dans un coin de l'atelier et de le garder durant la nuit. Dans cette petite entreprise, l'employeur est libre de licencier son chef d'équipe si l'on s'en tient à la loi mais les rapports de cet homme et des salariés ne sont justement pas régulés par la loi. M. est indélogeable et il le sait. Il n'est cependant pas capable d'utiliser sa force pour obtenir beaucoup d'argent. Il a toujours été habitué à la frugalité et à la soumission. Il ne sait ni lire ni dessiner et il concoit ses modèles uniquement en les réalisant. Son savoir n'est pas échangeable. Il n'a pu le valoriser que dans le cadre d'une relation particulière qui l'associe à son employeur. Il est certainement un salarié mais il est aussi auelaue chose d'autre, en partie dépendant, en partie associé, qui ne rentre jusqu'ici dans le cadre d'aucune catégorie.

### La petite entreprise n'entrave pas spécialement la naissance de consciences salariales

Transportons-nous dans un atelier de fabrication de batteries d'automobiles de Calcutta. Le petit local de production contient des creusets pour le plomb fondu et auelaues outils manuels. La plus grande partie des tâches est effectuée sur le trottoir par trois ouvriers, un chef d'atelier et deux apprentis. Les adultes sont payés trois cents à cinq cents roupies mensuelles lorsque l'installation ne connaît pas d'interruption de production. Les apprentis ne sont pas payés. La paye ne varie pas avec les heures supplémentaires, plutôt nombreuses. Le travail est difficile mais assez supportable et les tâches sont plus ou moins organisées par les producteurs eux-mêmes. Le patron, un négociant en pièces de rechange automobiles, passe cependant souvent pour surveiller. Il contrôle trois autres ateliers du même genre dans la rue. Les ouvriers ont fait un long apprentissage avant de bénéficier de leur emploi actuel. Les vieux font travailler les jeunes tant qu'ils le peuvent. Malgré cela, la conscience salariale domine. Le discours des ouvriers, qui viennent de divers horizons, nie avec véhémence l'importance de l'appartenance communautaire ou de l'âge de chacun. Il s'agit un peu d'un mythe destiné à assurer la cohésion du petit ensemble de producteurs mais il est certain que ce petit atelier apparaît de manière évidente comme un endroit où l'on vient vendre ses bras et son savoir.

Les rapports salariaux les plus affirmés existent donc eux aussi mais quelle est leur importance réelle au sein de l'immense ensemble des producteurs ou plutôt, quelle est la part des réalités étrangères au rapport salarial dans le cadre des multiples situations?

### Le salariat libre : entre divers genres de dépendances

Rachid, trente ans, travaille dans un atelier de confection de banquettes de camions qui végète tranquillement en bordure de l'avenue Rash Behari à Calcutta. Ce musulman, qualifié et renommé pour son ardeur à la tâche, fait partie de cette importante couche de producteurs qui produisent pour des employeurs d'une autre communauté que la leur, cette différence n'étant pas le fruit du hasard. Il s'exprime de plusieurs facons. Il parle d'abord avec les accents du **prolétaire**, répétant au'il ne reste là que pour remplir son ventre et celui de sa famille avant de décrire les mauvaises conditions de travail ou d'évoquer les bas salaires de cet établissement appartenant à un réparateur de camions. Le patron n'est pas riche mais il l'est bien plus que lui qui habite un réduit de deux mètres sur trois dans une vieille baraque des quartiers nord, à quinze kilomètres de là. Il a du faire preuve de soumission pour obtenir cette place, acceptant de travailler durant trois années sans recevoir de salaire. Il n'était alors au'un dépendant et il s'en souvient très bien, avec une sorte de rage. C'est son frère aîné qui l'a fait vivre durant ce temps. Il est devenu un homme libre, ou plutôt un salarié libre, mais il ne peut sérieusement penser à essayer de conquérir un autre emploi: ses trois enfants l'empêchent de répéter une nouvelle période de dépendance non salariée. Le salariat libre est-il une simple parenthèse ou l'apogée de la (non) carrière de nombre de producteurs?

# Dépendance, salariat et pratiques d'entreprises

Innombrables et omniprésentes sont les manifestations de dépendance personnelle du producteur salarié envers le patron, le directeur ou le gérant, le contremaître ou certains travailleurs mieux assurés. Nous en avons déjà parlé à plusieurs reprises. Les tendances de ce genre s'affirment particulièrement lorsque les employeurs font travailler la maind'œuvre chez eux, c'est-à-dire sur leur territoire. C'est un fait que nous observons par exemple à

Giridih où trente mille personnes travaillent dans l'industrie du mica. La moitié d'entre elles sont des ouvriers qualifiés, des hommes adultes fréquemment syndiqués et ils travaillent dans des ateliers spécialisés. La plupart des autres sont des femmes qui sont employées chez les commerçants en mica afin de trier et de préparer le matériau. Ces femmes touchent beaucoup moins cher mais elles sont aussi partiellement astreintes à des corvées domestiques au service des maisons d'employeurs. Elles n'ouvrent jamais la bouche durant le travail et ignorent tout du syndicalisme.

La dépendance personnelle, ou collective car il est possible d'observer des cas très nombreux de sujétion de groupes par d'autres groupes, se manifeste pourtant avec encore plus de clarté dans le cas des salariés à statut précaire ou temporaire. Le donneur de travail devient un personnage tout puissant, généralement autonomisé de l'employeur proprement dit, qui organise les rythmes de vie des producteurs, modèle leur environnement social, surveille leurs relations et les contrôle complètement grâce à la pratique de l'usure. Ils deviennent de quasi-serfs mais cette servitude dans une Inde en voie d'industrialisation est tout à fait spécifique. Pour la statistique, ces hommes et ces femmes sont pourtant des travailleurs salariés à statut précaire au'il est possible de confondre avec d'autres variétés de salariés précaires, plus ou moins libres ceux-là. Dans l'exemple de Giridih, les salariés du second type ne se différenciaient des premiers que par la qualification et bien sûr le sexe. Comment montrer qu'il existe une autre dimension importante qui se voit complètement éludée ?

### Des différenciations subtiles et multiples

Sur les chantiers qui jouxtent la gare de triage de Bhojudih, au sud de la province du Bihar, nous découvrons par exemple trois groupes de travailleurs à statut précaire, dotés apparemment des mêmes statuts et rémunérations et qui pourraient donc à priori entrer dans le cadre d'une catégorie unique. Il y a d'abord des Oriya, venus des régions les plus pauvres de la côte de l'Orissa, à quatre cents kilomètres de là, embarqués comme du bétail dans des camions par des marchands de main-d'œuvre qui leur ont promis un travail sûr et demandé en attendant une avance pour couvrir les frais de voyage. L'avance est devenue une dette aux intérêts astronomiques et la plupart de ces hommes, qui ne parlent pas la langue de la région où ils travaillent, rentreront chez eux sans avoir épargné un centime après six à huit mois de labeur. Les travailleurs à

statut précaire originaires de la plaine gangétique sont beaucoup plus au fait des réalités du salariat et ils ne croient jamais aux promesses des agents d'embauche. Ils serrent parfois les coudes. Leur pauvreté extrême les pousse pourtant assez souvent à accepter la protection de racketteurs qui empochent une partie de leur paye pour le logement ou sous d'autres prétextes. Pauvres et de bas statut, ils sont aussi l'objet de l'attention de certains policiers qui exigent d'eux des pourboires pour un oui et pour un non. Les travailleurs d'origine locale venus des campagnes qui environnent la gare sont encore recherchés à cause de leur bonne condition physique. Ils ne touchent pas plus cher que les autres mais ils ont toujours la possibilité de se replier sur leurs villages si une situation leur déplaît. Ils ne sont pas matériellement aux abois et ils bénéficient du soutien d'organisations politiques qui prennent leur parti dans les litiges qui les opposent aux agents recruteurs. Ils sont peu endettés. Nous voyons la diversité de conditions réelles qui peut se dissimuler en un même lieu sous l'appellation de salariat (précaire).

Que signifie l'indépendance du producteur?

#### Le résultat d'évolutions historiques anciennes

Une diversité au moins aussi grande est contenue dans le vocable "travailleur indépendant". Nous voudrions d'abord montrer que les réalités socioéconomiques englobées sous ce terme ne diffèrent nécessairement pas de manière radicale de celles qui sont régies par le système salarial. L'histoire d'une dynastie de tisserands d'Ahmedabad, au Gujarat, montre d'abord qu'il n'existe aucune évolution linéaire fatale de l'un, jugé comme plus primitif, vers l'autre, supposé associé à un plus grand développement des forces productives. Cette évolution existe peut-être, mais sur le très, très, long terme. Le trisaïeul de la génération actuellement au travail (conformément aux schémas dominants, on ne prend en compte que les ascendants mâles) était un tisserand travaillant de manière indépendante et il eut assez de chance ou d'énergie pour devenir un maître tisserand et faire travailler sous ses ordres plusieurs compagnons, des salariés à la tâche qui étaient en partie des dépendants et en partie des collègues, car cet arrière-grand-père n'avait pas abandonné ses métiers à tisser malgré sa promotion. Il le fit au début du siècle lorsqu'il connut la faillite. Son fils, le grand-père, fut recruteur de maind'œuvre et contremaître dans une des usines textiles de la cité. Il amena les anciens travailleurs de son père, auxquels il restait lié par un rapport de patronage, vers la grande industrie, recevant une commission prélevée sur le salaire de chaque homme et un salaire personnel pour son travail de chef d'équipe. Il était à la fois employé salarié et soustraitant de main-d'œuvre indépendant. Son fils fut en revanche un simple agent de maîtrise salarié, après que le système des intermédiaires recruteurs de main-d'œuvre eut été supprimé dans la grande industrie cotonnière à la veille du second conflit mondial. Il fut licencié lorsque son entreprise ferma en 1970. L'actuel représentant de cette lignée est retourné vers le travail indépendant. Il possède quelques métiers qu'il fait fonctionner lui-même et à l'aide d'une main-d'œuvre sous-payée choisie dans des catégories vulnérables. Deux sont des salariés mais les autres sont des producteurs indépendants qui sous-traitent à façon. Ce qui a disparu au cours de cette évolution centenaire, c'est l'autonomie et la qualification reconnues des compagnons tisserands. Il y a eu une époque où la majorité des producteurs de la branche étaient des salariés employés dans de grandes unités mais elle semble en voie de se terminer.

Les problèmes qui concernent la main-d'œuvre à statut indépendant sont fondamentalement les mêmes qui se posent aux salariés. Si une partie des producteurs de biens ou de services se montre capable de vendre directement sa production sur le marché, une autre partie de l'ensemble des producteurs indépendants, sans doute au moins aussi considérable, doit se soumettre au bon vouloir d'agents économiques et de puissances sociales qui la dépassent. La question qui se pose dans ce cas est donc l'accès à la vente et aux marchés de matières premières au lieu de la possibilité de vendre librement sa force de travail, mais il s'agit toujours de l'autonomie sociale du producteur, qui doit être souvent abordée en termes collectifs. Ce sont les mêmes types de personnes qui dominent le travailleur indépendant: marchands manufacturiers, entrepreneurs de taille importante, notables, propriétaires fonciers ou policiers véreux, très souvent étroitement associés. Les activités économiques qui échappent le mieux à leur contrôle sont peu rentables et de petite taille et cela explique une bonne part de l'attitude des petites gens envers l'investissement. L'improductivité des fermes a pu aussi être souvent reliée à l'avidité des propriétaires et des usuriers. Dans certains cas, la protection du groupe permet de contrebalancer la pression des couches dominantes semi-rentières, n'ayant rien de spécifique au secteur des activités à petite échelle, qui s'exprime au travers des rapports de domination économiques, du clientélisme et de la cœrcition pure et simple. Cette dimension de la solidarité communautaire ne se mue presque jamais en antagonisme de classe mais il en alllait de même dans le cas des producteurs salariés.

# L'idéal de la liberté des "gagne-petit"

Il existe pourtant beaucoup de travailleurs authentiquement indépendants, au sens où ils vendent leur travail, ou son produit, sur le marché local à des clients qui les choisissent sur la base de leur compétitivité, tout comme dans les schémas de l'économie politique classique. Ces quatre jeunes peintres hindous venus du Penjab pour travailler à Puna en font partie. Ils peignent des enseignes de magasins et leur spécialité est encore assez recherchée dans cette ville en expansion. Il existe une possibilité de se faire remarquer si l'on travaille bien. Ils sont payés au chantier, sur la base de contrats qu'ils négocient eux-mêmes et ils arrivent assez bien à renouveler leur force de travail et entretenir leur matériel. Deux tailleurs musulmans de Bhojudih, Bihar, sont placés dans une situation proche, malgré les différences dérivant de statuts et de professions contrastées. Ils occupent une échoppe spacieuse à la sortie du village en bordure du petit quartier musulman. Comme leur père était travailleur à la mine, ces deux frères ont appris eux-mêmes leur métier. Ils achètent le tissu et vendent leurs produits à qui ils veulent sans aucune entrave. Ils travaillent en famille, ce qui leur procure un réel degré d'organisation et d'épanouissement. Leurs revenus ne sont pas mauvais. Comme minoritaires, ils sont forcés d'observer une grande retenue quant aux affaires locales mais ce fait est compensé par leur importance professionnelle. Ils diffusent des modes nouvelles et influencent les goûts du public.

# Le contrat qui lie et le marché qui affame

Bien plus ambigu est le cas de travailleurs indépendants travaillant directement au service de grandes ou de petites entreprises, par exemple les charretiers qui approvisionnent certaines usines de Puné. Ces hommes qui possèdent des bœufs et une charrette passent leur journée à attendre la course auprès des porches d'usine. Ils sont tout à fait extérieurs aux entreprises mais leur qualité de transporteur indépendant cache souvent une réelle dépendance, les charretiers étant totalement liés aux usines. Ils ont dû mener des politiques de relations et même payer afin d'avoir le droit de soustraiter des transports pour l'entreprise. Le marché est trop encombré pour qu'il leur soit vraiment possible de partir ailleurs. Ils baissent leurs prix pour

résister à la concurrence des camions et leurs animaux sont de plus en plus maltraités. L'indépendance est donc dans ce cas et dans bien d'autres. le signe de la vulnérabilité maximale d'un producteur qui amène ses instruments de travail, comme les ouvriers à façon.

# L'indépendance patronnée

Vikram Das répare des bicyclettes dans la rue Sassoon de Puna. C'est un travailleur indépendant qui ne paye pas d'impôts, juste une amende mal justifiée de temps à autre. Il n'a cependant jamais pu réunir les deux cents roupies nécessaires pour acquérir le matériel de réparation. Tous les jours, il loue ses outils, contenus dans une petite valise, à un vieil homme de ce quartier qui en place une dizaine d'autres toutes pareilles. Ils sont nombreux à solliciter les cyclistes de la rue Sassoon. Il pave cina roupies au loueur tous les jours, la moitié de son gain quotidien. En revanche, le vieil homme intercède auprès de la police pour que ses protégés ne soient pas trop perturbés et que l'on barre l'accès de la rue à de nouveaux venus. Vikram Das est endetté auprès du vieil homme. Il n'a pas toujours de quoi payer son "loyer". C'est pour lui un facteur de sécurité car il sait que le créancier essaiera de lui procurer du travail. C'est ainsi que se perd bien souvent l'indépendance alors que la dépendance matérielle mène à la dépendance sociale.

# Les vendeurs de rue. au centre des contradictions

L'agent des petites activités marchandes est à la fois très vulnérable aux pressions des forces du marché et particulièrement éloigné de l'homoceconomicus, l'individu libre de ses choix économiques que ce même marché susciterait. Voici par exemple l'exemple des vendeurs de rue du centre des grandes métropoles telles que Bombay et Calcutta. Ils sont maintenant hors-la-loi mais ils essavent de poursuivre leur activité, parce qu'elle est rentable et parce qu'ils n'en ont pas d'autres. Les honnêtes policiers les pourchassent et les moins honnêtes les rançonnent. Des notables véreux les rackettent en échange d'une protection plus ou moins illusoire. Ils ont formé des syndicats qui permettent un peu de contrebalancer ces réalités mais ils ne touchent que des minorités. L'état local où les municipalités pratiquent enfin un clientélisme de masse, distribuant des licences aux partisans des partis au pouvoir. Au milieu de toutes ces pressions, le producteur finit parfois par retrouver une certaine autonomie mais elle ne dérive pas tellement de son indépendance. Elle tient plutôt au jeu, tout politique, des forces contradictoires.

## Des réalités aussi présentes dans le monde rural

La situation des récolteuses de charbon de la rivière Damodar, au Bihar, permet bien de montrer comment le statut de producteur indépendant peut mener dans certaines circonstances à la dépossession matérielle et à la soumission physique des producteurs. Les mécanismes fondamentaux sont les mêmes qui touchent depuis longtemps la paysannerie. Les récolteuses de charbon enlèvent des poussières dont personne ne veut dans le lit de la rivière mais le charbon, fut-il poussière, appartient à l'État. Ce dernier fait interdire aux entreprises déclarées de se lancer dans ce travail. Les paysans marainaux aui l'effectuent illégalement doivent ensuite commercialiser la "récolte". Des policiers indélicats prennent d'abord cinq roupies par sac lorsque le produit quitte la rivière. Des coqs de quartier prélèvent ensuite des "impôts" d'importance comparable sur les marchés où la poussière, séchée et cokéfiée par les travailleurs indépendants, est vendue. Les récolteuses haïssent ces parrainages mais elles les recherchent aussi car il n'est pas possible de poursuivre ces activités sans bénéficier de protections.

# Des phénomènes que l'on retrouve à l'échelle la plus minuscule

Les puissants ne sont pas les seuls à pratiquer la mise sous protection des actifs indépendants. Au niveau le plus élémentaire, nous retrouvons les mêmes formes d'intégration sociale. Nous connaissons une vieille prostituée lépreuse du sud de Calcutta qui protège un groupe de six petits récupérateurs de vieux papiers, des gosses sans famille pratiauant aussi la revente de tickets de cinéma au marché noir et la récupération de fragments de charbon dans les ordures ménagères. La vieille dame prélève de quoi survivre sur le revenu de ces enfants des rues et elle stabilise en échange leur situation. L'inclusion dans des systèmes de dépendance n'est sans doute pas fatalement le résultat du climat culturel mais il est frappant de constater à quel point certains de ces phénomènes ressemblent à ce qui se passe dans les familles de milieux populaires.

#### Une dimension à mettre en valeur

Il n'est pas sans importance ni sans intérêt de savoir si les individus, et aussi les collectifs de tous

ordres, participent à l'activité économique en vendant leur effort ou leur savoir contre un salaire ou si ce sont des produits ou des services qui sont directement, et parfois indirectement, négociés auprès du consommateur. Le rapport social qui nait de la présence de l'entrepreneur, de ses agents, ou de toute autre autorité chargée de distribuer le revenu salarial est unique et caractéristique, et c'est aussi le cas dans le cadre des activités menées sur une petite échelle. Nous verrons combien cette question des rapports entre employeurs et employés est complexe dans le cas qui nous occupe. Il n'empêche que les conditions concrètes d'une société de liens très denses et hiérarchisés, qui émerge tout, juste d'une situation para-féodale, donnent une importance au moins aussi essentielle à la nature, protégée, libre ou dépendante, des activités exercées dans le cadre du travail indépendant et du salariat. Ce qui paraît essentiel dans le cadre de la logique usuelle, l'opposition entre ceux qui se louent et ceux qui vendent le produit de leur effort, nous paraît en conséquence bien moins important et il est même possible de se demander si cette opposition est toujours de mise. Pourrons-nous rendre compte de la réalité d'un homme du travail aui ne soit pas écartelé entre son insertion sociale et son activité économique? Est-il possible de ne pas réduire l'univers du labeur à ce système purement économique qu'il n'est jamais? Peut-on faire apparaître les rapports sociaux divers qui se dissimulent sous les appellations de salariat et de travail indépendant tout en fournissant un cadre qui permette de relier les deux univers?

# EMPLOYEURS ET EMPLOYÉS. LIMITES FLOUES DES CONSCIENCES. ANGLES AIGUS DES FAITS.

# L'entreprise vue comme noyau de la vie économique et sociale

La distinction opérée entre les employeurs et les employés est un autre fondement essentiel des catégories en usage. Il apparaît comme de première importance de déterminer qui travaille pour qui et qui dirige ou tout au moins contrôle l'entreprise, pratiquement partout considérée comme la cellule de base de la vie économique. La définition de l'entreprise n'est pas toujours claire ni satisfaisante mais nous préférerons nous attacher à la mise en scène des rapports concrets entre les hommes qui possèdent et ceux qui travaillent ou entre ceux qui recrutent et ceux qui sont recrutés.

Qu'est-ce qui fait un entrepreneur? Est-ce le contrôle effectif d'un capital, d'argent, de matériel et d'êtres humains qu'il a préalablement achetés ou loués? Est-ce sa position institutionnelle, la déclaration de l'entreprise comme telle avec l'entrepreneur à sa tête? Comment alors mettre en scène le fait que l'entrepreneur et surtout celui du secteur des activités à petite échelle, est souvent lui-même dominé et intégré dans des réseaux de sous-traitance ou subordonné à des firmes marchandes? Il faudrait aussi pouvoir montrer l'ambiauïté fréquente de sa position vis-à-vis de la main-d'oeuvre employée, même lorsque celle-ci ne fait pas partie de sa famille ou du groupe particulier des apprentis, ces cas étant généralement pris en compte. Parlons-en d'abord au travers de quelques exemples.

# Être patron et ouvrier ce n'est pas nécessairement être ni l'un ni l'autre

Narayan, 35 ans, fabrique des petites pièces métalliques à Calcutta, au coeur d'un quartier ouvrier dense où la majorité de la population travaille en tant que salariée dans des petites ou des moyennes entreprises du secteur privé. L'homme a logé son atelier dans le rez-de-chaussée étroit d'une

bicoque prolétarienne. Il a une machine manuelle emporte-pièce qui vaut trois mille roupies. N. est un ancien ouvrier qui a travaillé dix ans dans des petites entreprises après avoir suivi quelques études. Il garde partiellement une mentalité de salarié et il aime proclamer qu'il n'est pas différent de ses voisins, ouvriers qu'il continue à fréquenter dans le club de quartier. Il a longtemps cherché un emploi permanent avant de se résoudre à travailler de ses mains dans des petites entreprises. Dans sa caste (kundu), on lui a plutôt appris à valoriser la petite affaire personnelle, en lui vantant les avantages de la boutique. C'est grâce à son insertion dans la communauté qu'il a pu emprunter le capital de son atelier. Un lointain parent lui a fait des conditions avantageuses. Après avoir acheté sa machine, il connaissait le travail mais pas du tout le marché et il a encore bénéficié de l'aide des gens de sa caste. Cette aide a toutefois des limites étroites et il s'est vite trouvé forcé de travailler pour un plus gros producteur qui fixe les prix et le modèle des pièces désirées. Il gagne mieux en vendant directement ses productions sur les marchés de gros mais cela prend beaucoup de temps. Il s'est aussi apercu que les marchands proches de son quartier, où il existe une quantité d'ateliers du même type, s'entendaient pour limiter le prix d'achat des productions. En allant au sud de Calcutta, il fait un meilleur bénéfice. Il emploie depuis le début deux jeunes aides pour la somme de huit roupies par jour. Il ne les considère pas comme des employés mais comme des cadets, des jeunes qu'il aide et protège. Il voudrait aussi un compagnon, un ouvrier à part entière mais il n'a pas de quoi le payer. Comme il a cessé de travailler de ses mains, il a besoin d'une aide urgente. Il a trouvé comme solution de faire travailler des femmes à domicile. Ce ne sont pas des employées s'il faut l'en croire. D'abord, ce sont des femmes, ce qui exclut de pouvoir les considérer comme des producteurs, ensuite ce sont des travailleuses à domicile, donc des indépendantes, auxquelles il loue quelques outils pour effectuer leur travail.

N. n'ignore pas les réalités de classe et il n'est pas "ni vraiment un patron, ni tout à fait un ouvrier". Il est au contraire les deux à la fois avec la crudité que sa situation instable impose et les outrances que permettent le poids des considérations communautaires et des consciences hiérarchiques. Ce patron prolétaire qui surexploite une main-d'oeuvre à laquelle il ne reconnaît aucun statut est représentatif de l'univers des petits établissements productifs. Il pourrait être intéressant de relier cette tendance aux principes familiaux de socialisation qui font de l'enfant des milieux populaires un exploité au sein des hiérarchies familiales avant qu'il ne devienne un exploiteur de ses cadets mais il est aussi certain que les petits entrepreneurs font très bien la distinction entre leur famille et le monde extérieur. Cette cohabitation des contraires prend peut-être son sens en référence à la quête de l'emploi permanent, que beaucoup voient comme la solution idéale pour abolir l'exploiteur et l'exploité qui est en chacun. En attendant, la pauvreté générale est une très forte incitation à se montrer sans pitié, même et surtout si l'on n'est pas sans lien avec ceux qui travaillent pour vous. L'employeur et l'employé se trouvent à la fois très souvent inclus dans des réseaux économiques hiérarchisés qui relativisent leurs différences et séparés de manière bien plus radicale que le patron et l'ouvrier qui travaillent dans le même atelier ou tout au moins dans le même cadre juridique. Un intermédiaire s'immisce très souvent entre les deux et ses exigences vont encore pousser le petit entrepreneur à chercher des (non) employés qui lui soient encore moins liés et donc moins exigeants. Nous ne faisons sans doute que redécouvrir en Inde ce qui a déià été observé ailleurs mais il n'est pas du tout sûr que les situations indiennes soient banales auant à l'articulation des éléments. Il nous sera souvent difficile de le savoir en opposant les employeurs et les employés.

# La place essentielle de l'apprentissage

Dans le quartier industrieux de Mangalvar Peth, à Puna, l'ouvrier Shankar Punékar mène une curieuse affaire. Il est salarié dans un garage de réparations de camions qui le rémunère huit cents roupies par mois (1986). C'est une importante petite entreprise qui emploie vingt-cinq adultes et cinquante apprentis. Les ouvriers adultes y ont le droit de recruter des aides qu'ils payent (ou ne payent pas) eux-mêmes. Ces enfants travailleurs ne font donc pas partie de l'entreprise mais ils sont la maind'oeuvre de ces petits entrepreneurs sous-traitants que sont aussi les ouvriers salariés. Shankar en

a trois à son service, auxquels il apprend les rudiments du métier, et il se débrouille bien, entendons par là qu'il n'a presque jamais besoin de travailler sur les camions car il met des jeunes à sa place. Tous les après-midi, il laisse donc ses apprentis pour aller à une centaine de mètres de là où il a ouvert son propre garage qui fait de la réparation de scooters. Là aussi, il prend un apprenti. Son activité reste pour l'instant discrète mais il a l'intention de se mettre à son compte. Il est donc possible d'être patron tout en étant ouvrier mais aussi d'être employeur tout en restant employé. Cela ne veut pourtant pas dire que Shankar confond ou associe indissolublement les deux types de situations. Il n'ignore rien de la promotion sociale qu'il connaîtra en devenant un chef d'entreprise indépendant.

### Ambiguïtés de statut chez des vendeurs de rue

À Calcutta, Kishore Babhan passe une grande partie de ses journées à vendre des vêtements d'enfants sur les trottoirs d'une banlieue nord. Il achète les produits de confection à des grossistes et les revend à une clientèle désargentée, ramenant chez lui vingt à trente roupies de bénéfice net auotidien, lorsaue la police ou les racketteurs ne saisissent pas son gain. Il a un emplacement régulier mais non "protégé". Il envoie souvent son fils vendre à sa place et il va s'occuper de l'entreprise qui tourne à la maison. Les Babhan fabriquent des boîtes de carton depuis leur arrivée dans ce fauboura industrieux de Calcutta. C'était au début une activité strictement familiale, les membres de la famille qui n'étaient pas mobilisés par la vente de trottoir travaillant pour un gros commerçant dans le cadre d'un contrat informel de sous-traitance. C'est grâce aux revenus de la vente que les Babhan ont réussi à s'émanciper. Ils ont commencé par chercher d'autres commanditaires avant de recruter des femmes de leur voisinage, des réfugiées du Bangladesh comme eux, ne disposant pas des moyens matériels et des relations nécessaires pour les imiter. Ils payent moins leurs salariés qu'ils ne recevaient eux-mêmes puisqu'ils sont devenus des intermédiaires dans le système productif. Ces gens ne se sont jamais considérés comme des salariés ou comme des employés et leur nouvelle fonction commerciale les aide beaucoup à oublier qu'ils emploient à leur tour du monde. Ils sont par ailleurs conscients de l'exploitation que suppose ce système mais ils en rejettent la responsabilité sur "les grands capitalistes" et sur le gouvernement.

# Le passage réussi à la petite affaire

Un vendeur de rue de Rash Behari, Calcutta, vend auotidiennement ses bijoux fantaisie, des bracelets et des baques de métal doré, dans une minuscule échoppe de un mètre de large sur un mètre cinquante de hauteur, collée sur une maison de cette avenue passante. Ce membre d'une communauté commercante a commencé petitement avec un baluchon de auincaillerie au'il déballait sur le trottoir. Il était alors révolté, partisan des communistes du CPI (M) par conviction idéologique et non par fidélité au chef et par intérêt comme il l'est maintenant. C'est grâce à la dot de sa femme au'il a acheté pour cina mille roupies cet emplacement de vente, parfaitement illégal à l'oriaine mais officialisé depuis. Son chiffre d'affaires a triplé, passant à cent cinquante roupies par jour, un tiers constituant son bénéfice. En 1983, il a décidé de passer à la fabrication de ces bijoux et il a acheté une machine de placage du métal par électrolyse. Il a loué un local borane dans Maniktala, un quartier populaire qui regorge d'ouvriers qualifiés au chômage et il a recruté trois compagnons qu'il paye 18 roupies par jour. Sa production excède largement le volume possible de sa vente mais il n'a pu trouver de débouchés directs. Il vend à des grossistes qui écrasent ses marges bénéficiaires. C'est l'histoire classique, mais en fait peu représentative, d'un homme qui a réussi une ascension sociale et économique mais qui bute sur la puissante barrière des intérêts déjà en place.

# Les employés permanents entrepreneurs ou travailleurs indépendants

Parmi les employeurs-employés, il faut aussi compter des salariés du "secteur organisé". Il s'agit plus exactement de cette frange, faible en pourcentage mais notable en chiffres absolus, de salariés permanents membres de castes élevées (ou simplement puissantes) dont la famille possède par ailleurs un patrimoine foncier ou immobilier et aui ont pu obtenir, par piston, par concours ou en payant, des sinécures dans la fonction publique ou dans les grandes entreprises du secteur public. K. Mandal, du hameau de L, au Bihar, est de ceuxlà. Son cas et celui de sa famille sont révélateurs parce qu'ils montrent bien le caractère touche à tout des petits entrepreneurs qui n'ont pas, justement, la mentalité d'entrepreneurs mais qui se trouvent à la tête d'un capital et de possibilités que l'inflation interdit de plus en plus de laisser dormir. Les Mandal habitent la seule exploitation agri-

cole importante de ce village agricole qui jouxte les installations industrielles du bassin charbonnier de Dhanbad. Leur maison de briques est visible de loin. C'est grâce à cette position éminente dans la possession du patrimoine foncier, classique pour des Mandal (Bhumihar) dans la région, que la famille a pu faire scolariser ses enfants. Cela n'a pourtant pas suffi pour en faire "honnêtement" des employés de l'État et les deux ouvriers permanents de l'usine d'engrais de S. qui résident dans la demeure ont acheté leurs emplois pour environ dix mille roupies avant 1970. Ils sont les seuls de la région à bénéficier d'un emploi dans cette usine où les salaires et les conditions de travail sont plutôt meilleures au'à la mine. Le chef de famille actuel, aîné de trois frères, est le plus entreprenant. Il s'est lancé dans les briquetteries il y a une quinzaine d'années. C'est une activité ancienne qui nécessite peu de capital et aucun savoir puisque les ouvriers journaliers aui effectuent ce travail ont l'habitude de s'organiser eux-mêmes. Mandal a pourtant innové en important des travailleurs de la région de Giridih, où le chômage est bien plus important, afin de les payer 25 roupies les mille briques terminées au lieu de 33, tarif jusqu'alors usuel dans la région. Ces briquettiers sont aussi considérés comme des travailleurs indépendants, ou plutôt dépendants. La brique, dont la matière première est constituée par la terre commune des champs, était transportée vers le bassin minier grâce à des chars à boeufs. En 1985, notre homme a acheté un camion afin de pouvoir s'approvisionner lui-même en combustible et de livrer ses produits. Pour rentabiliser ce véhicule, il a commencé à faire le transporteur. Le travail à l'usine n'a jamais été très prenant mais il est devenu vraiment léger cette même année à la suite de problèmes internes à la fabrique. Le plus jeune des frères s'occupe d'ailleurs aussi de ces activités. En 1978, la famille a ouvert un magasin général devant le mur de sa propriété. K. Mandal a en outre suivi un cours de secourisme payé par l'État en 1984. Il a appris à faire des pigûres et il s'intitule depuis infirmier. Il a ouvert une "clinique" en bordure du chemin. Dans l'usine d'engrais menacée de fermeture en 1986, il s'est battu avec la plus grande énergie, protestant contre "l'exploitation dont la classe ouvrière est l'objet". Partisan de "l'unité prolétarienne" dans le champ du "secteur organisé", il refuse que ces considérations de classe soient évoquées dans son domaine. Il affirme chez lui qu'il est un pauvre comme les autres et que le capitalisme en Inde n'est pas son fait mais le résultat du monopole de "vingt-sept familles". S'il mérite une étiquette, c'est celle de "bienfaiteur", d'homme qui se sacrifie pour les siens et les fait profiter de ses maigres avantages. Son discours ne

convainc personne et il le sait très bien. Il a la réputation d'être l'exploiteur le plus exécrable de la région et il doit engager des gardes pour surveiller ses récoltes. Elles ont déjà brûlé à deux reprises.

# Le cas limite de la bienfaisance: autre confusion des genres

L'assimilation de la pratique d'entrepreneur et de la fonction d'employeur à des activités de bienfaisance connaît par ailleurs un grand succès dans l'Inde contemporaine. N'est-ce pas la logique qui anime les gérants - le terme d'entrepreneur et tout référence au profit disparaissent - de ces multiples coopératives observables dans le textile ou les exploitations forestières? Le "coopérateur en chef" qui organise la production et trouve le marché aime à se présenter comme le (père) "bienfaiteur" ou le "conseiller" des producteurs associés. Il s'agit dans neuf cas sur dix d'entreprises ordinaires, c'est-à-dire rentables et gérées de façon parfaitement autoritaire, mais le statut de coopérative permet des outrances que le statut des entreprises ordinaires tend à réfréner. Il n'y a par exemple pas de barèmes de salaire minimal applicables aux coopératives. Charité, coopération et profit font bon ménage et les "employés" disparaissent par la même occasion.

# Des univers de chaînes hiérarchiques : différenciés mais graduellement

Il ne manque pas d'autres activités à petite échelle se caractérisant par l'aspect insaisissable des employeurs et l'ambiguïté statutaire des employés alors que l'exploitation de la main-d'oeuvre et l'accumulation de profit vont bon train. Les taxis collectifs du bassin minier de Dhanbad en font partie. Ces véhicules légers assurent les transports à courte distance dans la zone minière. Ils appartiennent à des hommes riches venus de divers horizons qui placent leur argent de cette manière. Des gérants, présents une partie de la journée sur les lieux de départ, assurent la supervision des entreprises de transport qui possèdent de une à quinze voitures. Les gérants sont payés à la commission sur le chiffre d'affaires et ils poussent évidemment à l'entassement et à la rotation maximale du matériel. Les chauffeurs viennent ensuite. Ils recoivent un médiocre salaire mais aussi une commission sur les courses réalisées. Ils recrutent des aides qui gagnent très peu mais qui sont tenus par l'espoir de passer un jour chauffeur, l'un des meilleurs emplois que les activités à petite échelle aient à offrir dans la région à des jeunes sans fortune ni connaissance particulières. Où sont maintenant les employeurs et les employés? Il est certain que les chauffeurs n'ont ni le niveau de vie ni la culture des gérants ou des propriétaires mais ils sont, eux aussi, payés à la commission. Une jeep coûte 125 roupies pour son entretien journalier. Elle en rapporte quatre à six cents. Il faut donner deux cents roupies de rente fixe au propriétaire de l'engin. Le gérant gagne au moins cent roupies par véhicule et il retient aussi de l'argent pour payer des pots-de-vin à la police car les taxis collectifs sont constamment en situation illégale. Les deux chauffeurs et les aides se partagent le reste. Est-ce une conséquence du caractère profitable de ces petites entreprises de transport si la main-d'oeuvre se trouve ainsi associée, au sein d'un système fortement inégalitaire, au partage des bénéfices? Faudrait-il plutôt mettre en cause les habitudes rentières des possédants qui investissent dans ce champ? Il est certain que l'exploitation est reportée sur le consommateur qui voyage dans des conditions effroyables pour un prix élevé et qu'elle est permise par une situation de monopole. S'il n'y a ni employeurs ni employés dans ces entreprises, il s'y manifeste cependant des rapports sociaux. Comment en rendre compte par le biais de catégories de main-d'oeuvre?

# Une hiérarchie subtile n'est pas un ensemble informel

Cette entreprise sans entrepreneur, qui voit le promoteur de l'activité assumer certains aspects d'un rentier et arborer certains traits d'un commercant, n'est pas une spécialité indienne. Nous la voyons dominer certains secteurs de l'industrie en France au XIXº siècle, particulièrement le bâtiment. Cette "affaire", comme la caractérise certains théoriciens pour bien la distinguer de l'entreprise et des vastes organisations productives, est-elle le type dominant d'établissement dans le cadre de la production à petite échelle? Nous voyons que dans ce cadre où l'organisation de la production et une partie de la gestion échappent au contrôle de l'entrepreneur, ce dernier est très souvent dissocié de l'employeur. Cela n'empêche pas ce type d'entreprise d'afficher les taux de profits les plus élevés de l'appareil productif du sous-continent. Cette séparation des rôles et l'apparition d'intermédiaires entre l'investisseur et les producteurs ne permettent pas de conclure au caractère hybride, ni employé ni employeur, des promoteurs d'activités à petite échelle ou même seulement d'une partie notable d'entre eux. Nous y voyons plutôt les manifestations d'un état particulier de l'économie, des relations sociales et de l'organisation du travail dans le cadre duquel

des hiérarchies graduelles, qu'il est possible de retrouver un peu partout dans la société, structurent les rapports sociaux dans l'entreprise, renforcant l'exploitation de ceux qui sont placés au bas des hiérarchies et accentuant le caractère profitable des établissements pour ceux qui sont placés en haut de l'assemblage de maillons qui constitue "l'affaire". Il existe de vives oppositions d'intérêts mais elles sont appréhendées au travers de hiérarchies et de clientélismes qui font que chaque échelon tend à ne communiquer qu'avec les plus proches, au-dessous et au-dessus de lui. L'extension de l'affairisme se fait dans un cadre dominé par des grandes "organisations" mais où les entreprises de type classique semblent avoir du mal à s'affirmer. Il est très possible que le plus grand et le plus petit constituent un couple dynamique qui exclut le troisième. Tout ceci nous ne le saurons pas avec les critères actuellement utilisés pour déterminer les employeurs et les employés et pour caractériser les entreprises.

Revenons à nos catégories d'analyse de la maind'oeuvre. Plutôt que de distinguer des employeurs et des employés, en créant deux blocs trop nettement différenciés, ne vaudrait-il mieux pas tenter de mettre en valeur les multiples échelons hiérarchiques qui organisent la main-d'oeuvre, en relation avec les réalités économiques telles que la sous-traitance? Il faudrait encore pouvoir caractériser ces hiérarchies. Ne serait-il pas également intéressant de distinguer et de nommer les différents types d'intermédiaires socio-économiques à côté de l'entrepreneur de type classique? L'employeur est une notion vague, dans de nombreuses circonstances, et sans doute ignorante de réalités concrètes qui ne tiennent pas compte de schémas de pensée bipolaires. Il serait enfin désirable de faire apparaître concrètement les rapports sociaux qui existent entre les gens qui sont placés en haut et en bas des chaînes hiérarchiques qui structurent l'appareil productif. Il serait alors possible de déterminer si les réalités que nous venons d'évoquer sont des variétés primitives de l'entreprise, plus ou moins rapidement appelées à disparaître avec le développement ou si nous avons affaire à un ensemble socio-économique stable capable de fonder ou d'entraver ce développement.

# L'APPRÉCIATION DES RÉALITÉS PAR LES ACTEURS EUX-MÊMES

Les hommes et les femmes qui peuplent l'univers productif des activités à petite échelle développent leur propre compréhension de la réalité au sein de laquelle ils se meuvent. Loin de nous l'idée de faire de ces appréciations la base de création de catégories d'analyse générales. Tout homme a besoin de rationaliser le monde qui l'entoure et la plupart rangent les êtres, qu'ils travaillent ou non, en catégories. Il ne s'agit pratiquement jamais de catégories utilisables dans un cadre scientifique. Ces éclairages particuliers de la réalité peuvent cependant être révélateurs. Ils permettent de comprendre les tactiques de chacun et aussi de réaliser comment les produits de l'idéologie dominante, comme l'idée d'une division de la société en deux blocs, se diffusent et comment ils sont remodelés en fonction des circonstances. La parole des acteurs d'un drame est passionnelle mais nous aurions tendance à considérer que les juristes et les planificateurs, auxquels on a fait jusqu'ici entière confiance, sont aussi des acteurs du drame.

# Consciences villageoises et paysannes du monde productif

Le salariat et l'entreprise ne sont pas des nouveautés en Inde mais il existe encore des univers où ces réalités ne se manifestaient que de manière détournée ou diffuse. C'est particulièrement le cas chez ces artisans de village que nous avons exclus du champ de notre approche. Il est intéressant de recueillir leur point de vue car leurs conceptions ont une influence qui dépassent l'univers économique de plus en plus étroit où ils évoluent. Les idées ne cheminent pas aussi vite que les faits et les membres de groupes traumatisés par les transformations récentes, très nombreux dans le secteur des activités à petite échelle, tendent à s'accrocher aux représentations anciennes. Les petits artisans exercent encore souvent leur activité de manière héréditaire dans un cadre familial. Ce sont là deux traits populaires, l'idéal de bien des gens. Les hommes politiques conservateurs ne manquent de le souligner dans chacun de leurs discours.

Rani est une tisserande qui vit dans un petit village du Gujarat où 45 métiers à tisser se sont ani-

més jusqu'aux années soixante. Elle appartient à une caste de tisserands et elle ne sait rien faire d'autre, sauf les corvées de l'économie domestique. Ses voisins ont pourtant su innover puisqu'une vingtaine d'entre eux sont partis vers des bourgs ou des villes où ils se sont consacrés à d'autres activités. Elle connaît certaines choses au sujet du travail de la terre mais ce n'est pas un savoir, juste un réseau d'habitudes. L'organisation du travail consiste pour elle à obéir au maître qui est aussi son mari. Il y a quelque chose de religieux dans cette notion de maître et c'est pourquoi elle ne veut travailler pour personne d'autre. Elle n'a jamais effectué que des tâches considérées comme accessoires, aussi effacées que le statut de la femme au foyer, et elle ne voit rien à dire sur ce "non-travail" dérivé d'une position inférieure. Elle est pourtant experte dans son métier et elle y consacre plus de temps que son mari. Elle élève les enfants en leur récitant des contes qui les préparent à devenir des tisserands "de droit divin". À partir de 1970, le revenu de la famille est tombé très bas parce que les saris qu'elle tissait ne se vendaient plus sur le marché local, le seul auquel elle avait accès. À ce moment, des gens sont venus les voir depuis la ville. C'étaient les représentants d'une organisation chargée de commercialiser les productions artisanales. Ils se sont présentés comme cautionnés par le gouvernement et mûs par des motifs philantropiques. Ils les ont facilement séduits, en même temps qu'une douzaine de villageois au chômage. Ils promirent de donner le métier à tisser, des prêts, une bonne paye pour le tissu et une prime annuelle de production "comme dans les usines". Rani était aux abois et elle ne voulait pas quitter son lieu de vie mais c'est bien sûr son mari qui a donné l'accord. La promesse d'avantages sociaux comparables à ceux des employés permanents de l'État donnait un attrait irrésistible à la proposition. Il y a longtemps que l'immense majorité des membres de classes populaires, y compris les paysans, connaissent et idéalisent ce genre d'avantage qui sont fréquemment vus comme une version modernisée de la rente. Il n'y a pourtant que des ruraux isolés et dépourvus d'instruction pour croire encore que ce genre d'organisation charitable et "développementiste" puisse leur apporter monts et merveilles, mais ils constituent encore des masses considérables de gens. Lorsqu'ils se retrouvèrent au travail au service de ce qui n'était qu'une compagnie commerciale de type affairiste, les tisserands déchantèrent. Il fallait rembourser le capital, le métier et les outils et payer les intérêts et les matières premières. Ils n'arrivèrent jamais à gagner plus de trois roupies par jour au lieu des quinze promis. Tous les mois, il fallait apporter le tissu au bourg et recevoir la fibre nouvelle sous la forme de chaînes toutes préparées et ourdies ailleurs. La paye arrivait en retard et il ne fut plus question de prime de "bonus". Rani et son mari faisaient leur apprentissage du monde nouveau mais cela ne se traduisait pas par une nouvelle conscience des rapports sociaux mais par un simple appauvrissement. Ce fut la tisserande qui força son mari à quitter l'organisation, en allant jusqu'à menacer de se suicider. Elle ressentait un sentiment particulier d'aliénation. Ils achètent maintenant leur fibre à des commerçants du bourg et revendent eux-mêmes leur production à des marchands. Ils gagnent deux fois plus d'argent mais ils n'ont pas terminé de travailler pour leurs anciens commanditaires. Il faut payer cent roupies de remboursement des emprunts par mois. La forme et les termes de l'usure sont souvent des indicateurs bien plus sérieux d'une situation socio-économique indienne que le statut affirmé des producteurs. L'exemple permet bien de montrer les limites de l'autonomie artisane et la manière selon laquelle nombre d'artisans sont intégrés aux nouvelles activités économiques. Leur volonté d'autonomie et de travail à la maison, leur conscience de travailler pour euxmêmes, leur formation héréditaire et leur ardeur à la tâche sont rentabilisés par des systèmes souples d'intégration. Leurs réactions, mélange de peur devant une évolution économique qu'ils méconnaissent et dont ils discernent cependant qu'elle peut les broyer, de désir de sécurité et de reconnaissance et enfin de repli sur le minuscule univers productif qu'ils contrôlent, sont tout à fait caractéristiques.

### En ville : l'isolement des travailleurs à domicile

F. est une Musulmane de la cité d'Ahmedabad qui coud des vêtements à domicile pour un grossiste d'articles de confection. Cela n'a rien d'une activité traditionnelle si l'on s'en tient à la terminologie locale mais, pour F., ce travail prend directement la succession de l'impression sur tissu, pratiquée depuis des siècles dans la capitale du Gujarat et elle s'y adonne exactement de la même façon. Son mari, qui ne travaille pas, lui interdit de sortir. Il

ne toucherait jamais à un "travail de bonne femme". F. coud une douzaine de vêtements d'enfants en six heures avant de se consacrer au travail de la maison. Les pièces de tissu pré-coupées arrivent le matin par le biais d'un enfant commissionnaire. Toutes les femmes du quartier font ce genre de travail aux mêmes conditions, une très basse rémunération à la pièce, et elle n'a jamais vu d'autre endroit. La rue et l'usine (il y en a beaucoup dans la ville) sont des abstractions pour elle. Le mot emploi ne fait pas partie de son vocabulaire. Pour elle et pour tous ceux de son entourage, la production à domicile est une partie du travail domestique qui n'apporte aucune considération spéciale. Elle est toujours derrière un rideau lorsque le garçon de courses vient la voir. Elle n'a jamais vu l'agent du commanditaire qui négocie les contrats avec son mari. Elle touche en conséquence trois roupies pour un travail qui serait facturé trente roupies par n'importe quel tailleur, adulte, homme et pourvu d'une boutique, dans le bazar. Elle n'a aucune conscience d'être une excellente couturière : elle n'a jamais pu comparer. Sa seule obsession est de réussir à confectionner les trois repas quotidiens avec l'argent que son mari lui laisse. Elle a protesté contre une baisse du salaire aux pièces intervenue en 1981. L'intermédiaire du négociant lui a fait dire qu'il ne lui demandait pas de travailler : elle était libre. Il y a fort à parier que la liberté lui apparaît comme une calamité.

# S'accrocher aux logiques anciennes dans le processus de paupérisation

J. fait des cordes dans un village reculé du Gujarat. Elle est membre d'une petite caste de bas statut qui, d'après elle, n'a jamais fait rien d'autre. Elle a toujours vécu au sein de l'odeur âcre de la fibre, parmi les outils grossiers, dans des cahutes proches des marécages nécessaires à certaines parties du procès de fabrication. Cet ensemble de choses mal considérées est intimement associé au bas statut du groupe. Elle va avec son mari chercher des herbes au long de la rivière avant de les enfouir durant un mois dans les lacs. Leur corde se vend de plus en plus mal et surtout à des pauvres. Il en va de même pour les petits plateaux ronds qui servent à protéger la tête des porteurs qui sont la spécialité de J. Les fermiers, qui ont d'ailleurs peu d'argent, mettent un point d'honneur à mal rémunérer les cordiers, pour leur montrer qu'ils sont des "gens de peu". Le mari va vendre la corde chez les particuliers et installer ces lits de cordes qui demeurent assez populaires. Ils reçoivent encore souvent

des paiements en nature, en riz par exemple. Ils ont une clientèle d'habitués et leur revenu décroissait régulièrement mais lentement jusqu'à ce que l'utilisation d'herbicides agricoles ne vienne mettre en danger leur matière première. Ils sont maintenant obligés d'acheter l'herbe dans un village voisin et de demander à être payés en argent. S'ils devaient s'arrêter, ils ne possèdent aucune solution de rechange. Ils continuent à tresser des cordes, de plus en plus de cordes, jusqu'à en avoir les doigts en sang. Il y a des commerçants qui leur achètent leur production, mais à des prix sans cesse réduits. Chez eux, la pratique du métier est le fondement direct de l'identité sociale et du statut. Ils n'ont à espérer aucune intervention de l'État. Leur avenir est sans doute dans la clochardisation.

# Les limites matérielles de l'évolution des consciences

M. fait de l'impression sur tissu dans un quartier populaire d'Ahmedabad, gagnant dix paise (centimes de roupies) par pièce de tissu. Cela fait environ 60 à 70 roupies par mois. Cette musulmane doit sa vie indépendante au départ de son mari, 25 ans auparavant. Elle possède une cabane de deux pièces et elle en loue une pour arrondir son revenu. Elle se considère comme une veuve, ce qui n'est pas la pire des situations pour une musulmane, mais l'influence de l'idéologie dominante aidant, elle s'est convaincue que sa vie n'a aucune valeur. Peut-être cela veut-il dire tout simplement qu'elle a réalisé à sa manière que son existence et son comportement ont cessé d'être des enjeux au sein des stratégies de lignées. Elle a en effet usé de son indépendance pour développer une conscience de productrice. Elle tient à son travail. Elle voit avec peine la profession connaître le déclin alors que les outils sont jetés au feu. Les veuves hindoues et les Aborigènes étaient les principales acheteuses de produits qu'elle traite pour le compte d'un marchand de tissus du bazar. Les premières se mettent au blanc intégral et les secondes se laissent tenter par le synthétique imprimé. Elle voudrait que la "tradition" soit maintenue ou bien que le gouvernement aide les imprimeurs en leur procurant des marchés extérieurs. Elle connaît donc certains mécanismes de l'économie et de la société. Elle sait par ailleurs que son commanditaire la paye mal et qu'il profite de la situation de crise pour s'enrichir à ses dépens. Il guette les fautes d'impression, refusant de payer une pièce sur trois, exigeant du travail gratuit et lui infligeant parfois des amendes. Ce fut le cas la fois où elle le traita de sangsue en soulignant que s'il était si gros, c'était parce qu'elle

se serrait la ceinture. Il a menacé de se passer de ses services et elle n'a plus jamais recommencé. Elle n'a aucune notion d'un âge d'or antérieur, qui aurait vu l'épanouissement de l'artisanat en même temps que l'harmonie des familles. Elle se raccroche pourtant à la tradition, ce qui est réflexe quasi universel des producteurs des branches d'activité en régression.

# Consciences variées pour une évolution économique unique

La condition et les consciences de ceux qui ne sont pas tout à fait encore engagés dans les activités à petite échelle de type ancien n'ont rien d'homogène. Il existe pourtant une idéologie dominante, cette volonté d'avoir une petite affaire à soi et de s'activer sous le toit familial. Il est vrai que le producteur à domicile garde facilement l'impression de travailler pour lui parce qu'il travaille chez lui. Il préfère produire pour des gens qu'il connaît, ou qui lui ont été recommandés, auxquels il est encore souvent lié par des solidarités de voisinage et des liens de castes. Il pratique le contrat oral dont l'inégalité, souvent flagrante, paraît autant justifiée par les riqueurs de la nature que par les hiérarchies sociales. Le "petit" doit se placer sous la protection des "grands". C'est son rôle et son intérêt. L'humilité est un caractère qui se transmet par l'apprentissage, avec les secrets de métier. C'est à ce prix qu'il peut songer à bénéficier du contrôle exercé par la collectivité sur les actes de tous et connaître une sécurité minimale. Deux phénomènes lui échappent cependant. Les puissants ont commencé depuis longtemps à s'extraire des systèmes hiérarchiques locaux, et, s'ils acceptent encore souvent la soumission, ils pratiquent de moins en moins la protection. Le second fait tient à l'avenement des nouvelles activités marchandes à petite échelle dont les productions mettent en danger son emploi. Le producteur à domicile de type ancien se raccrochera alors à la tradition, prêt à l'inventer au besoin mais le voilà tout à fait mûr pour tomber dans les rets des nouveaux entrepreneurs qui ne demandent qu'à utiliser son désir de vivre chez lui et sa formation pour le rendre, lui qui était jusqu'alors incapable de gagner sa vie, intensément productif. Il faut pour cela que sa production ou son savoir soit négociable sur le marché, cette entité dont il n'a qu'une vague ou aucune idée. Si tel n'est pas le cas, il n'a plus qu'à espérer dans l'aide de l'État, ou plus exactement dans les pressions des notables qui le représentent aux parlements.

# La reconnaissance de la fonction productive

Pour les artisans de type ancien il peut se poser à ce niveau la question de la reconnaissance comme producteurs ou tout au moins comme interlocuteurs. Il ne faut pas séparer ce problème de celui que pose de façon plus générale le statut de la personne ou du groupe dans l'Inde contemporaine. Le travail des anciens artisans fut longtemps considéré comme un caractère secondaire dérivant de leur rang et de leur culture collective. Il n'était cependant jamais réalisé dans le cadre d'institutions, de locaux ou d'entreprises "de caste" mais au sein de la maisonnée et conformément aux représentations et aux intérêts des lignées. Il n'était pas question d'accomplissement individuel, encore moins de fierté personnelle du producteur dans le discours qu'imposaient les dominants, mais ces façons de voir apparaissaient, de manière parfois travestie, dans la pratique et les dires des artisans eux-mêmes. Produire beaucoup n'avait guère de sens, vu les étroites limites du marché. Produire bien ne pouvait pas apporter le dixième de la considération sociale que donnaient, par exemple une dot élevée à la fille à marier ou l'achat de bovins surnuméraires. Il ne faut pas s'étonner du faible impact des considérations professionnelles dans la vie de l'Indien d'aujourd'hui. Les statuts étaient auparavant plus ou moins ordonnés et les "grands" s'arrangeaient pour mettre les "petits" à leur place. Les choses évoluent très vite sur ces points, tout le monde cherchant à usurper son rang. Les artisans ne se distinguent en rien. Les symboles de statut coûtent cher et l'artisanat ne paye pas. Nombreux sont les producteurs qui abandonnergient leurs activités actuelles s'ils en étaient capables, c'est-à-dire s'il existait des opportunités à leur portée. Ils sont prêts à se battre pour survivre et améliorer leurs positions et à pratiquer tous les métiers que l'on veut. Il émerge présentement des notables au sein de presaue tous les groupes de producteurs. Ils ne doivent presque jamais leur influence et leur richesse à l'excellence de leur activité. Elle était auparavant liée à l'âge et au prestige des lignées. Elle dépend aujourd'hui des connexions que ces hommes ont su bâtir avec le monde de la politique, où dominent les paysans riches, les marchands et les entrepreneurs, et avec les affairistes et le nouvel univers profitable des activités productives à petite échelle. Il faut échapper au travail pour s'élever. C'est une vieille leçon et elle est bien apprise. Plus des individus consacrent de temps à produire, moins ils ont de chances d'être pris en compte. On comprend que les personnes qui disposent d'un minimun de latitude pour agir reportent le fardeau des tâches manuelles sur les cadets, les femmes et les gens de basses castes, des non-êtres ou tout au moins des personnalités de peu d'importance, même s'ils apprécient et connaissent leur métier. L'idéal du rentier montre une grande vitalité. L'ouvrier de la grande industrie n'est pas non plus reconnu comme une personne d'importance. Seuls le statut, le pouvoir et l'argent comptent. Il existe dans ces tendances les conditions nécessaires à une mise au travail accentuée des producteurs, tout en les niant en tant que créateurs de richesse. Cela n'arrive pas dans le cadre de l'artisanat ancien parce que la demande est trop faible mais nous avons vu à maintes reprises à quel point cette situation est fondamentale dans le cas des nouvelles activités à petite échelle. Nous pouvons aussi comprendre à quel point les manifestations de l'esprit d'entreprise et, plus globalement, les désirs d'adaptation et d'innovation, peuvent se trouver influencés par un tel contexte.

Il existe cependant plusieurs types d'évolution possible. Les marchands et les petits entrepreneurs ont des champs privilégiés d'investissement et ils ne se manifestent pas partout. Les anciens artisans, comme les autres Indiens, tiennent de leur socialisation infantile des personnalités contrastées, capables d'une très forte autonomie comme d'une soumission sans bornes : tout est une question de situation. La tendance actuelle est pourtant vers un développement de l'individualisme ou plutôt de cet esprit de lutte de chacun contre tous qui succède à l'affaiblissement des hiérarchies anciennes. Il ne s'agit pas encore de l'affirmation de nouvelles personnalités mais les issues possibles sont multiples si le développement économique s'affirme.

# Le secteur organisé comme idéologie populaire

Les artisans d'ancien style et les producteurs des nouvelles activités à petite échelle n'ont pas de manières bien particulières de considérer les actifs. D'accord avec les travailleurs des franges supérieures du "secteur organisé", qui donnent le ton, ils opposent les "vrais employés", ceux qui bénéficient de la garantie de l'emploi et des avantages sociaux et les autres types d'actifs. Seuls les premiers sont considérés comme possesseurs d'un emploi et d'un travail, la seconde réalité étant subordonnée à la première. Le monde du "véritable employé" est prestigieux, surtout pour ceux qui n'y participent pas. Il est associé aux grandes organisations qui ne craignent ni la crise économique ni la mousson, événements qui ont souvent pour conséquence l'arrêt des petites et même des

moyennes entreprises. "L'employé" n'est pas considéré comme un homme du labeur ni d'ailleurs comme un créateur de richesses, même lorsque c'est effectivement le cas. Les caractéristiques du milieu qui l'entourent suffisent pour en faire plus que cela. Il porte en lui une part de la puissance et de la stabilité de l'État. Le titre "d'employé" devient un élément de statut et il se négocie, comme tous les autres éléments de statut, durant les tractations matrimoniales. Cet honneur ambigu tend de plus en plus à être réservé aux hommes adultes de castes élevées, les différents éléments de statut connaissant ainsi une nouvelle, quoique très incomplète harmonisation. L'importance des considérations de rang n'est pas mise en cause par le prestige de certaines professions comme celle d'ajusteur ou celle d'électricien ou par le crédit accordé à la qualification. Ces professions ont la cote, tout comme les machines automatiques, parce qu'elles évitent de se salir les mains tout en rapportant une paye honorable. Ces caractéristiques sont aussi négociées au moment des mariages et l'on ne s'étonnera pas de les voir fréquemment usurpées. "L'employé" essaye d'adopter un vocabulaire spécial, ponctué de quelques mots d'anglais, une tenue et des relations en rapport avec son rang, mais il ne faudrait pas croire que les ouvriers de grandes usines ou les petits fonctionnaires sont réellement coupés des autres. Ces attitudes ont d'abord une signification symbolique.

En face, ou à côté, existe l'univers des non-employés. Ceux-là ne tirent guère fierté de leur travail quoique les paysans et les artisans se distinguent quelquefois à ce propos. La nature de l'activité fournit peu d'assurance et de dignité et elle ne permet guère d'être considéré comme une personne qui compte au plan social. Les membres de ces univers parlent d'eux-mêmes en termes de caste ou d'origine régionale. Ils sont alors certains d'être compris de tous et appréciés de quelquesuns. Au sein de ces "non-employés", il existe cependant un pôle particulier qui parle parfois de lui en termes fonctionnels et qui est souvent désigné de cette façon par tous les autres. Il s'agit des hommes et des femmes de peine, des bêtes de somme à la conscience prolétarienne, dont le rang de caste est généralement si bas qu'ils préfèrent ne pas en faire mention devant des inconnus. Ceuxlà n'ont ni emploi ni travail, ils sont la peine incarnée et ils la portent sur leurs tenues grises et leur allure effacée. Le labeur apparaît alors porteur d'une certaine non-identité.

Après ces données fondamentales viennent les considérations adjacentes. Tout le monde sait nommer un ouvrier ou un artisan et différencier un salarié ordinaire d'un salarié à statut précaire ou temporaire. L'un des mots utilisés pour désigner les hommes de peine (mazdour) a par ailleurs été repris par les syndicats qui lui ont donné une tonalité militante. Ce terme peut aussi bien s'appliquer aux travailleurs des grandes usines du "secteur organisé" et il n'exclue pas une certaine fierté. Le terme salarié n'est guère utilisé, comme si le mode de rémunération avait une importance vraiment secondaire. De nombreux termes désignent le salaire lui même. Ceux qui ont cours dans les grandes usines et d'ailleurs aussi dans la majorité des petites entreprises sont d'un contenu assez proche de celui que nous connaissons. Lorsque l'on veut vraiment parler "salaire", il faut souvent utiliser des mots anglais comme "payment". Dans le cas du travail à domicile ou du labeur des hommes de peine et dans d'assez nombreuses petites entreprises, les notions de "commission" et de "récompense" dominent. Il existe par ailleurs des termes spécifiques pour désigner le travail de l'ouvrier, celui du manoeuvre et celui de l'ouvrier qualifié et du contremaître. L'univers professionnel ne le cède en rien en complexité au nôtre : il est seulement relativisé... À côté des termes concernant le travail productif à l'extérieur de la maison, il existe plusieurs mots ou expressions consacrés au travail dans la maison. Les tâches domestiques n'apparaissent pas en propre: elles sont considérées comme faisant partie d'un ensemble de prestations que les inférieurs, au sein des hiérarchies de la maisonnée, doivent rendre aux supérieurs. On ne parle pas de travail mais de "service" (séva), ce service pouvant comporter des travaux absorbants et difficiles. Ce terme de service, qui a une connotation religieuse, est employé pour désigner le travail dans des petits établissements de type quasi ou pseudo familial. Il sert aussi à habiller les pratiques paternalistes dans les petites et les grandes entreprises. Il désigne enfin les plus hautes formes du devoir et du sacrifice et il est utilisé par les partisans d'une morale productiviste.

# MULTIPLICITÉ ET SOUPLESSE DES TYPOLOGIES

Nous allons maintenant essayer de présenter des typologies concrètes et de les tester. Il ne nous a pas été facile de choisir des critères de détermination des catégories de main-d'œuvre. Il fallait savoir s'écarter du marché du travail pour mettre en évidence ce qui ne relève justement pas de la logique de marché. Il fallait que les critères retenus permettent particulièrement bien d'appréhender ce qui ce passe dans le cadre des activités à petite échelle tout en facilitant la mise en relation de ce dernier à des problématiques d'ordre global. Nous avons retenu trois exemples de ce qui pourrait se faire et nous espérons que cette réflexion n'est qu'un début et qu'elle connaîtra, après critiques, de multiples approfondissements.

# DES CATÉGORIES POUR ANALYSER PROTECTION ET DÉPENDANCE

L'idée de recourir à ce type de classification nous est venue après quelques années de terrain lorsque nous avons commencé à ressentir comme insupportable le fait que des données comme les hiérarchies de castes, l'insertion dans des réseaux clientélistes et l'organisation communautaire continuaient à être exclus de l'analyse de la main-d'œuvre, recevant au mieux une attention passagère, alors que nous les voyions moduler de façon essentielle l'organisation sociale et conditionner par là une large part des réalités d'ordre économique. Nous sommes partis des actifs produisant des biens et des services au sens le plus large, refusant au début de faire la différence entre ceux qui sont salariés et ceux qui sont plus ou moins à leur compte. Des sous-catégories intégrant ces caractéristiques sont envisageables par la suite. Dans les conditions de l'Inde actuelle, l'accès à l'activité n'ést pas seulement régie par des principes économiques. Elle se voit aussi conditionnée par l'organisation sociale et les rapports interpersonnels. Il est essentiel de mesurer et de comprendre ce phénomène au travers de nouvelles catégories d'analyse.

Il y a des actifs ou des groupes d'actifs productifs qui subissent des handicaps, non seulement parce qu'ils sont pauvres et sans instruction, mais aussi parce que la pauvreté mène à l'aliénation de la liberté d'agir et de choisir. On peut subir le servage pour dettes, un clientélisme de masse ou se chercher un protecteur qui peut être l'employeur ou l'une des nombreuses personnes qui conditionnent l'accès à l'activité. Ces hommes et ces groupes seront considérés comme dépendants mais il faudra encore détailler les termes de cette dépendance et les mettre en relation avec les caractéristiques concrètes du statut des actifs. En fait, nous utilisons des critères déjà connus mais nous les organisons par rapport à une nouvelle logique. D'autres actifs sont caractérisés comme protégés. Cela veut dire que leur accès à l'activité est facilité par les mécanismes du type de ceux que nous venons de signaler. La position de ces producteurs de biens et de services, salariés et non salariés, devient plus ou moins inexpugnable. La catégorie centrale est celle des **actifs libres**, ce qui veut

dire que dans ce cas, les mécanismes de marché assument plus d'importance et que ces personnes ou ces groupes sont - de manière plus ou moins relative - capables de négocier et de choisir leur activité et qu'ils l'exercent sans contrainte autre qu'économique, à moins qu'ils ne soient capables de faire l'équilibre entre des facteurs de protection et de dépendance. Les catégories usuelles supposent que tous les producteurs appartiennent à cette catégorie puisqu'elles ne mettent pas en scène les rapports sociaux et ne leur attachent pas d'importance. Notre démarche est particulièrement adaptée au cas des activités à petite échelle mais nous pourrions aussi bien lui trouver une application dans les grandes firmes où les travailleurs protégés et d'ailleurs aussi dépendants, sont rarement absents. Cette analyse peut concerner n'importe quel secteur délimité. Il n'est bien entendu pas nécessaire qu'il y ait des gens des trois catégories dans l'échantillon. Celle des producteurs protégés est généralement réduite dans le secteur des petites activités modernes et c'est caractéristique. Si nous ne trouvons que des producteurs réais par des réalités d'ordre économique, c'est aussi très révélateur. Nos échantillons excluent les entrepreneurs, même si leur capital est très petit mais il serait possible de les classer selon une logique apparentée.

# Simplifier tout en restituant l'essentiel

Nous avons eu un peu de mal à sélectionner les critères de la dépendance ou de la protection et à déterminer le point à partir duquel une situation, qui arbore souvent des caractères multiples et contradictoires, pouvait être considérée comme marquée par la dépendance, la liberté ou la protection. Nous avons simplifié, retenant certains critères significatifs en écartant les autres. La précarité de l'emploi peut aussi bien caractériser le travail libre que le travail dépendant mais certains types de liens avec l'employeur ou l'agent d'embauche, et particulièrement l'endettement, ont été retenus comme symboles de dépendance. Les situations de clien-

télisme (métavers travaillant comme salariés chez leurs maîtres à la morte saison agricole ...) et les relations de castes dominantes à castes dominées conduisent à mettre en scène d'autres cas de dépendance mais nous n'avons pu les déterminer qu'en situation. La présence de racketteurs ou de policiers indélicats sont les plus courants facteurs de dépendance des vendeurs de rue mais il en existe d'autres, très variables selon les lieux. Le caractère protégé s'affirme en référence à des liens familiaux avec les employeurs ou les notables, en corrélation à la possession de patrimoines et de relations et en relation à l'organisation communautaire. Il n'est pas tellement difficile de faire parler les gens sur ce sujet mais il paraît beaucoup moins aisé de les répartir en catégories sur la base de questionnaires simplifiés. Les situations concrètes sont souvent mitigées, des éléments partiels de protection contrebalançant des éléments de dépendance. Cela nous a conduit à faire varier plusieurs fois le schéma d'organisation des catégories internes et il sera peut-être par ailleurs difficile de procéder à une généralisation du procédé, ou tout au moins à son utilisation à une échelle de masse. Il y aurait certainement un problème de formation des enquêteurs qui pourraient difficilement se dispenser d'être quelque peu sociologues et au fait des choses indiennes. Il est tout de même permis d'espérer qu'une grille de catégories, comprenant de douze à vingt éléments puisse être mise au point et simplifiée de manière telle qu'elle ne rebute pas les non-spécialistes. Elle a déjà fait preuve d'utilité à notre niveau.

L'éclairage que ce type d'analyse permettrait de donner de la société et de l'économie nous paraît primordial. Nous aurions d'abord une vision globale qui manquait cruellement jusqu'alors. Nous pourrions mettre en valeur le degré d'individualisation des pratiques, et lier aux manifestations économiques du développement et du non-développement les faits sociaux qui les provoquent ou simplement les renforcent. La capacité et les raisons d'agir des producteurs pourraient être étalonnés d'une nouvelle manière, en mettant en valeur leur relation avec les grandes forces de la société, y compris l'État.

# Les catégories concrètes

Voyons ce qu'il en a été sur le terrain lors de nos enquêtes. Nous avions d'abord ajouté une sub-catégorie "domestique" à nos ensembles de "dépendants", "libres" et "protégés". C'est une pratique que nous avons finalement abandonnée parce qu'elle nous semblait incorporer un critère d'un ordre différent dans nos appréciations même s'il est vrai que nombre de tâches accomplies dans le

cadre des activités à petite échelle le sont effectivement conformément à ce type de logiques. Voici deux cas, déjà présentés dans Économies en transitions (N° 9-10, mai, 1987), qui utilisaient cette méthode d'analyse :

Travail domestique: la force des aînés met au travail et la production ou le service s'effectuent dans le contexte de liens familiaux fortement personnalisés qui effacent ou relativisent les relations employeurs-employés, si elles existent. Les femmes et enfants qui "prolongent les mains" des maris et des pères salariés sur les chantiers, mais aussi certains travailleurs "indépendants" qui œuvrent dans le cadre de logiques de survie au jour le jour, sont de ce type.

Travail dépendant: à l'intérieur et à l'extérieur du salariat, il existe une forte différence hiérarchique entre employeurs et employés ou négociants et fabriquants (etc.), qui se rapprochent de relations maîtres-serviteurs et englobent aussi d'autres données hiérarchiques (de caste). Des liens permanents sanctionnant et renforçant l'inégalité entre les producteurs de biens et de service et les classes, castes, couches dominantes qui les surplombent et les protègent dans l'exercice de leur activité. Les travailleurs à statut précaire, les vendeurs de rue dépendant de racketteurs, les artisans (de basses castes) prolétarisés dépendants de commerçants de hautes castes, sont souvent, mais pas toujours, de ce type.

Travail libre: c'est la situation du travailleur salarié qui peut chercher, accepter ou refuser individuellement un travail et envisager d'en changer, ou celle du vendeur ou du pourvoyeur de services indépendant disposant d'un accès libre au marché. Il peut exister une dimension collective de cette situation et des négociations menées au niveau de groupes qui sont souvent de nature communautaire.

Travail protégé: l'État ou l'organisation syndicale, dans leurs versions clientélistes, la communauté, spécialement si elle est de statut élevé, rendent la position du producteur de biens et de services inexpugnable et très souvent héréditairement transmise. C'est le cas pour certains employés de l'État et des grandes usines privées, mais aussi pour certains travailleurs de la rue (tireurs de charrettes) ou des petits producteurs bénéficiant de protections qui peuvent être de nature politique (liées à la nature du système parlementaire actuel).

Travail rente: le travailleur peut déléguer sa tâche à d'autres et sous-traiter son emploi et son activité. Il devient directement petit exploiteur sans être encore un employeur. C'est le cas dans certaines situations d'employés des secteurs public et privé mais on l'observe aussi dans le secteur des activités à petite échelle lorsque le producteur a réalisé une accumulation minimale.

Cette grille n'est pas initialement conçue pour compter la population active en question, mais elle peut cependant connaître une incarnation chiffrée... Il n'est pas fondamental, dans ce cadre, de séparer ceux qui travaillent à leur compte et ceux qui œuvrent pour d'autres. C'est cependant utile. Les faits séparés ici le sont en fonction de la structure des rapports de production et non de leur forme. Les types définis ne sont pas étanches et séparables. Le travail domestique et le travail dépendant, que connaissent, à certains âges de leur vie, la majorité des Indiens, sont des réalités qui voisinent avec les autres et peuvent s'y trouver mêlées de façon très intime. C'est en caractérisant une dominance et non en bâtissant une catégorie étanche, que l'on interprètera de façon concrète une situation. Nous avons indiqué les effectifs des producteurs du "secteur organisé" mais la presque totalité des gens aui sont pris en compte ici travaillent dans le "secteur inorganisé".

## Un exemple à Calcutta : un nouvel éclairage sur la main-d'œuvre

À **Bihari Gali**, (voir le plan n° 26, page suivante), Calcutta, voici un groupe de quatre rues situées dans un quartier manufacturier habité essentiellement par des musulmans venus du Bihar et de l'Uttar Pradesh. Ils constituent aussi l'un des grands réservoirs de main-d'œuvre du "secteur organisé" de cette cité. Nous trouvons, lors d'un relevé détaillé comprenant les établissements de production, la rue, une partie des maisons d'habitation et les dortoirs collectifs pour travailleurs:

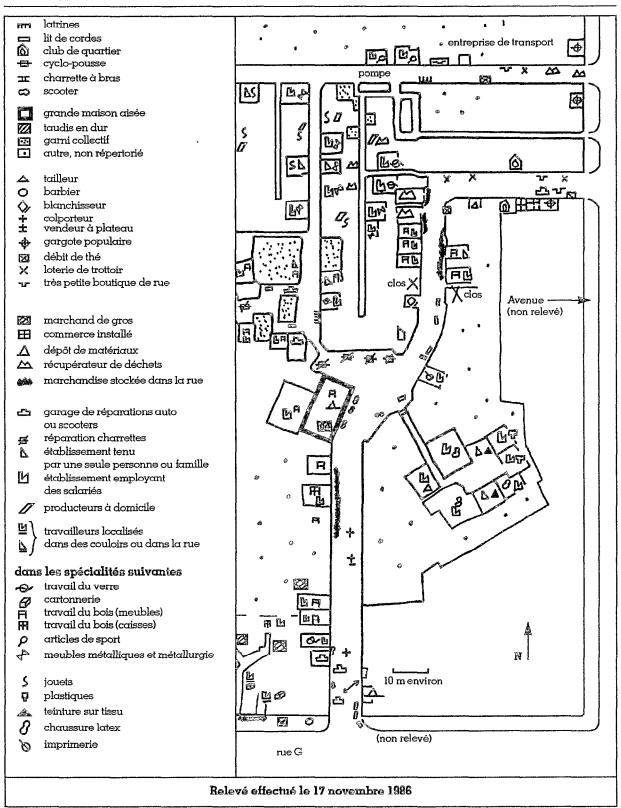
I II	Employés de l'État Employés de la grande industrie	11 2
111	Travailleurs de la construction :	
	non qualifiés, embauche directe ou médiée	7
	<ul> <li>qualifiés, embauche directe ou médiée</li> </ul>	10
IV	Producteurs productifs salariés	
f	dans de petits ateliers : adultes	107
	enfants, vieillards	48
V	Travailleurs à domicile, travaillant à façon	14
VI	Travailleurs indépendants dans petits ateliers	
	et à domicile, sans accès direct au marché	6
VII	Instituteurs d'écoles privées	3
VIII	Commercants vendant sur le trottoir	9
IX	Commercants vendant dans une boutique	
	de fortune	6

X	Commerçants vendant dans une boutique	
	en dur	9
ΧI	Colporteurs	3
XII	Vendeurs de beignets utilisant des plateaux	
741	pour présenter leur marchandise	12
XIII	Employés de boutiques de gros et de détail	19
XIV	Tireurs de vélos-taxis et pousse-pousse	20
XV	• •	14
	Tireurs de charrettes (4 + 10)	
XVI	Porteurs (sur la tête, sur les épaules)	19
XVII	Pourvoyeurs de services (barbier)	2
XVIII	Récupérateurs d'ordures :	
	■ salariés	8
	■ non salariés	6
XIX	Nettoyeurs (payés par les gens pour curer	
	les caniveaux)	2
XX	Mendiants	1 1
XXI	Chômeurs se déclarant tels	18
AAI	Onomens so decidant els	10
Total		366

Cet ensemble de chiffres disposés en catégories disparates d'enquêtes de terrain, mérite pour être compris, quelques commentaires, permis par les entretiens approfondis qui ont accompagné le travail et par l'observation directe.

Les ateliers de production fabriquent des meubles, des pièces de véhicules à moteur, des verres à lunettes, des miroirs, des chaussures de matière plastique, des stylos, des balles de ping-pong, des jouets de bois et de matière plastique. Certains sont entièrement mécanisés. Une minorité utilise des machines récentes. Beaucoup sont sombres et mal entretenus, mais aucun n'est assimilable à un artisanat "traditionnel". C'est très caractéristique.

Presque tous les ouvriers et une partie des patrons sont musulmans sunnites et les seconds sont plus ou moins obligés de n'embaucher que des travailleurs de la communauté, au moins pour les emplois permanents. L'origine géographique (plaine du Gange ou Bengale) compte aussi. Les seules travailleuses musulmanes œuvrent à domicile, à cause des prescriptions communautaires. Les instituteurs sont des maîtres peu qualifiés qui enseignent en langue ourdou les rudiments du Coran. (L'école publique, d'ailleurs inaccessible car surchargée, enseigne en bengali). Les travailleurs de confession hindoue sont des nettoyeurs et récupérateurs d'ordures, en majorité des femmes. Quelques vendeurs de bétel sont aussi membres de cette communauté. La situation locale - domination de la communauté musulmane - est particulière, mais elle permet de comprendre que les réalités du travail sont liées en permanence au contexte communautaire et qu'il faut connaître ce



Plan nº 26 Deux ruelles à Bihari Gali, Calcutta.

demier pour analyser les phénomènes. Un musulman subit en Inde une **dépréciation** qui le conduit très souvent vers la petite entreprise, mais dans ce demier cadre son groupe, sacralisé par le contexte religieux, le **protège** avec une efficacité variable.

"Les chômeurs" qui se déclarent tels, sont des jeunes hommes que leurs parents et frères peuvent aider et ce sont souvent ceux qui ont suivi le plus d'études (XXI). Des proportions importantes de répondants des catégories (IV, VII, VIII, XIII, XV) et notables des catégories (IX, XIV et XVI) affirment par ailleurs, après entretien. être en attente d'autre chose, insatisfaits et conscients de ne pas être en possession d'un "vrai travail". Pourtant, seule une minuscule minorité (1%) a l'espoir d'être recrutée un jour dans le "secteur organisé". Les employés de l'État et des grandes usines, qui sont particulièrement peu nombreux ici, sont mêlés aux autres travailleurs bien que des ambitions à propos de l'éducation des enfants, des rythmes de vie et des vêtements particuliers les singularisent souvent. Presque tous ont des ouvriers à statut précaire. employés de petits ateliers et vendeurs de rue dans leur famille et ils les aident. La tendance au dualisme est mise en cause par l'intensité de la redistribution du revenu.

Les nettoyeurs (XIX) sont des hindous de bas statut qui doivent à ce dernier et à leur absence d'instruction leur faible pouvoir de négociation à propos des rémunérations. Les gens du quartier, bien que membres d'une communauté où la hiérarchie n'est pas une valeur explicite, se mettent d'accord pour donner le minimum vital au nettoveur qui reçoit son dû comme le mendiant reçoit le sien. L'emploi du nettoyeur est toutefois collectivement protégé par sa communauté. Protection et dépendance vont de pair. Les tireurs de véhicules (vélotaxi, pousse-pousse...) ne sont jamais propriétaires de leurs véhicules. La plupart les louent 10 roupies la journée (30 à 50 % de leur revenu moyen) et quelques-uns partagent le bénéfice avec le propriétaire (forme de métayage). Les tireurs de charrettes, qui louent les véhicules à la journée (il y a des listes d'attente) sont mieux organisés : par quartier d'origine et par rue. Ils s'entraident pour garder les véhicules vides, trouver des chargements et recruter des "aides" pour tracter les fardeaux trop importants.

Les ouvriers qui apportent leurs outils sont nombreux dans les métiers du bois et de la construction. Cela facilite leur embauche précaire et correspond à la conception "affairiste" de l'entreprise qui prévaut dans ces secteurs ; l'entrepreneur apportant son réseau de relations et de l'argent pour les matériaux, mais rien d'autre. Les récupérateurs de papier, de bois et verre sont en partie assimila-

bles aux travailleurs "domestiques" (enfants de travailleurs à statut précaire) et c'est aussi le cas de certains apprentis et aides des ateliers de production, tout au moins au niveau de l'esprit, des méthodes et des rapports de travail. La production n'est pas "domestique".

Les vendeurs de rue et les tireurs de véhicules dépendent directement du bon vouloir de la police parce que leurs activités sont réalementées et pour certaines, interdites, Les membres locaux de cette institution exercent un racket sur plusieurs activités. De nombreux producteurs ont en réponse cherché la protection du **parti communiste** (marxiste) localement installé au pouvoir, dont ils arborent les symboles (drapeaux...). La majorité des habitants du lieu s'est toutefois placée sous la protection du parti du Congrès, le plus puissant des partis indiens. auguel appartient le député local à l'Assemblée nationale. La protection politique "assure" la stabilité du logement, la plupart des habitations et des ateliers étant des taudis illégalement construits aue les habitants louent cher à des commercants et à des usuriers professionnels de la communauté musulmane. Les sphères économique et politique ne peuvent jamais être séparées sans dommage pour la compréhension de ces situations. L'ensemble des groupes ici représentés entretient des rapports internes de solidarité et d'entraide, mais aussi une intense vie en commun. Le fait que la rue sert de lieu de production et de vie à près de la moitié des répondants est capital. Sans mettre en scène cette vie de rue, avec sa conscience collective, les problèmes des travailleurs resteront mal percus.

Toutes les rémunérations des producteurs, à l'exception de ceux des catégories I, II et X sont basses ou très basses selon les critères locaux. En ce qui concerne les ouvriers, elles sont toutes inférieures au salaire minimal (13 roupies par jour). Les petits producteurs indépendants, les colporteurs, récupérateurs, gagnant encore moins dans les 2/3 des cas (2 à 10 roupies par jour). Les tireurs de véhicules qui peuvent espérer mieux, au point de vue du rapport journalier, travaillent rarement plus de deux jours sur trois. Les ouvriers qualifiés de la construction sont au chômage au moins un jour sur deux et leur rémunération est seulement 20 à 30 % plus élevée que celle des manœuvres (7 à 10 roupies). Les commerçants de trottoir ont des revenus plus importants dans quelques cas, les maisons de thé faisant le plus fort bénéfice (20 à 30 roupies par jour). Il y a une surabondance d'offre et une faible ou médiocre demande. Les vendeurs de trottoir, colporteurs, ouvriers et tireurs de véhicules, sont fréquemment endettés, ce qui réduit d'environ 10 % le niveau de revenus réels de plus de la moitié de la population active.

Les entrepreneurs se divisent entre une minorité de musulmans résidant localement, des ex-ouvriers ou très petits hommes d'affaires qui gagnent à peine plus cher que leurs "employés" et une majorité de commerçants, négociants en gros, industriels, propriétaires fonciers - qualités fréquemment cumulées - appartenant à des communautés aisées de confession hindoue qui possèdent un ou plusieurs établissements, gérés fréquemment par le biais d'intermédiaires (musulmans ou non). La possibilité de "passer patron", objectif populaire chez les ouvriers et les commerçants de trottoir, concerne seulement l'accès au premier groupe et elle est faible.

# Une autre situation dans un district minier

Approchons maintenant une autre situation exemplaire, une agglomération de vendeurs et de petits fabricants installés dans la rue près de la gare de K., dans le district minier de **Dhambad** (Bihar). Nous sommes en présence des types les plus instables et les moins productifs d'activités à petite échelle. Il n'y a pas de travailleurs du "secteur organisé" mais les entreprises de bâtiment et de manutention qui emploient la main-d'œuvre à statut précaire sont plutôt du type "intermédiaire".

lci encore, quelques explications sont nécessaires :

Les tireurs de vélos-taxis sont des membres des plus basses castes hindoues ou des musulmans et cela entrave leur pouvoir de négociation vis-à-

		·····
1	Tireurs de vélo-taxi	14
l II	Tireurs de charrette	2
111	Barbiers	9
IV	Blanchisseurs	2
V	Gargotes, boutiques de thé	
	adultes	11
	■ enfants	6
VI	Tailleurs travaillant dans la rue (machine)	5
All	Producteurs de petits objets de métal	
ł	ou de plastique, réparateurs de seaux	5
VIII	Vendeurs de produits frais (revente)	2
IX	Vendeurs de produits récoltés	
}	par le vendeur ( <i>nim</i> )	2
X	Épicerie, tabac, stylos, papier, jeux,	
Į	quincaillerie	16
XI	Chromos et talismans hindous	4
XII	Travailleurs qualifiés de la construction	13
XIII	Travailleurs manuels à la gare	(80)
Total		91 + 80

vis des clients de statut supérieur. Ils sont très nombreux, alors que la demande pour ce genre de transport faiblit. La moitié d'entre eux déclare ne pas effectuer plus d'un transport par jour (le gain est d'environ 5 roupies). La pléthore de l'offre par rapport à la demande (fait économique) et la position dans les hiérarchies (réalité sociale) ne sont pas séparées mais **combinées** et elles se renforcent l'une l'autre. Il y a aussi surabondance de barbiers dans tout le bassin minier. Ils travaillent sur le trotoir, demandant pour leurs services des sommes plus basses que dans les zones rurales, où la vie est pourtant moins chère. Le désceuvrement est très important dans leurs rangs.

Les boutiques de thé sont rackettées par un gang local qui accorde le droit d'exercer et sa protection contre la concurrence en échange d'une part (le 1/4) des bénéfices. Elles ne sont pas possédées par les tenanciers mais par des commerçants locaux aisés. C'est la petite affaire de rue qui marche le mieux dans la région charbonnière. Les vendeurs de produits frais payent tous une redevance au caïd local qui contrôle le marché aux légumes. Contrairement aux commerçants du marché couvert (bazar) qui vendent aux couches aisées, ils ont dû réduire leurs marges bénéficiaires. Ils gagnent 5 à 10 roupies par jour.

Les tailleurs sont payés au vêtement. Ils doivent engager un garde pour surveiller leurs machines durant la nuit et le payent 5 roupies. Les forgerons gagnent jusque 30 roupies quotidiennes, soit deux fois plus que les ouvriers à statut précaire et ils ne travaillent que quatre ou cinq heures par jour. C'est un bassin minier et le charbon est gratuit. Les réparateurs d'objets en plastique reçoivent à peine de quoi survivre (4 ou 5 roupies). Les branches de "nim" utilisées pour nettoyer les dents sont récoltées par le vendeur. Cette activité est d'un très faible rapport (1 ou 2 roupies par jour). Les vendeurs de chromos et talismans hindous sont, dans deux cas, des ascètes hindous cherchant peu à faire des affaires. Parmi les autres petits vendeurs, six personnes s'affirment "au chômage" et dans l'attente d'autre chose.

Il existe une bourse du travail pour la main-d'œuvre du bâtiment où les entrepreneurs envoient chercher des ouvriers. Elle est située entre la concentration des vendeurs et la gare. Moins de la moitié de ces ouvriers trouve de l'embauche au cours d'une journée. À quelques mètres de là, deux soustraitants de main-d'œuvre précaire envoient leurs agents recruter des bras pour charger les wagons à la gare de triage. Il vient quotidiennement entre 150 à 200 personnes, dont les 2/3 de femmes et 60 à 80 sont embauchés. Les autres retournent chez eux s'occuper de l'économie domestique ou de la

petite ferme, ou ils vont voler ou récupérer le charbon. C'est une activité essentielle dans la région, qui n'est pas montrée ici. Il existe des préférences pour l'embauche précaire quotidienne. Ceux et celles aui font partie du réseau de relation d'un recruteur, parce qu'ils sont ses dépendants (métayers au village) et ses clients politiques, ont de meilleures chances d'être embauchés, même s'ils arrivent en retard. Les recruteurs sont presque toujours dans le camp du parti localement au pouvoir. Pour le vol de charbon, il faut des protections (police, partis politiques, organisations de racketteurs, syndicats, caste) sinon le profit sera réduit par des ponctions nombreuses, la police des chemins de fer et la police de la province du Bihar, prenant par exemple leur part.

# La mise en valeur d'un univers "socio-économique"

Nous ne chercherons pas à analyser tous les résultats de ces petites enquêtes effectuées selon nos méthodes. Il nous paraît cependant utile de mettre en valeur quelques résultats concrets. Cette manière de classer la main-d'œuvre permet par exemple de relier les possesseurs d'emploi à ceux qui sont au chômage et il serait d'ailleurs possible de faire rentrer les chômeurs dans des catégories de cet ordre. L'importance de "l'affairisme" comme pratique de gestion des établissements productifs est très bien mise en valeur et il est possible de se rendre compte combien cette quasi-domination de la gestion sans investissement est reliée au contexte social et particulièrement à la puissance des couches rentières. Il est aussi très facile de resituer les producteurs dans le contexte d'un clientélisme politique, qui montre sa force en même temps que ses limites et ses ambiguïtés. Nous avons pu aussi voir l'importance et le caractère "prolétarien" des travailleurs "libres". Tout ceci constitue un ensemble de tendances qu'il conviendrait de mesurer dans de très nombreux endroits et situations dominés par les activités à petite échelle et qu'il serait ensuite passionnant de confronter à ce qui se dégage ailleurs dans les grandes entreprises mais aussi dans les campagnes ou dans les petites entreprises mécanisées employant moins de cinquante ou vingt-cinq ouvriers par exemple. Il serait alors possible de reconsidérer les clivages qui divisent la main-d'œuvre, en Inde et ailleurs et de mettre en scène les constantes et les tendances aénérales.

Les catégories d'analyse présentées ci-dessus sont utilisables parce qu'il est possible de caractériser une situation de travail par les termes: "dépendant", "libre"... en explicitant à chaque fois les processus à l'œuvre. Nous constatons cependant qu'un même type de profession, effectué au même endroit peut relever de plusieurs types de logiques de mise au travail (tireurs de vélos-taxis, propriétaires, "métavers" ou louant leurs engins...) et nous voyons aussi au'une situation concrète est rarement réductible à un seul type de phénomène. Tous les ouvriers de Bihari Gali doivent compter sur une protection communautaire, dont l'importance varie par ailleurs en raison inverse de leur savoir de métier, alors que les vendeurs sont à la fois protégés et dépendants de partis politiques, de négociants et de policiers locaux. Dans la majorité des cas, le travailleur totalement libre, l'homme du marché (du travail, de consommation) paraît être sinon une fiction, au moins un summum par lequel passe l'homme (le mâle), adulte, qualifié, non endetté, appartenant à une communauté qui n'est pas trop dépréciée, si la masse des prétendants au travail dans sa branche, n'est pas considérable. Cela fait beaucoup de conditions. D'un autre côté, toutes les situations de dépendance et de protection - ou presque - sont conditionnées par l'état du marché du travail et les pratiques économiques des entrepre-

Les catégories d'analyses utilisées pour les enquêtes de terrains sont un mélange pragmatique de caractéristiques qui ne sont pas toujours comparables et ne constituent pas un ensemble capable de mettre en valeur le fonctionnement des phénomènes. Notre premier ensemble de catégories mettant en scène la dépendance et son contraire paraît en revanche trop peu précis. Nous avons donc utilisé d'autres grilles de compréhensions plus détaillées, qui n'isolent pas les activités à petite échelle, mais les mettent en scène de façon spécifique, au niveau de leurs multiples manifestations. Les statuts légaux, le temps passé à travailler, la logique de production, les moyens de production, et l'influence du chômage et du sous-emploi, qui pourraient servir à bâtir des ensembles de catégories particulières (que nous avons testés) ne sont pas ignorés mais intégrés à la problématique qui nous semble primordiale. De nombreuses adaptations et améliorations seraient sûrement possibles. Voici une des grilles qui ont été élaborées :

# Catégorie domestique :

- Travail familial non rémunéré, non reconnu comme travail, servant à des tâches de production ou de services;
- 2) Travail familial rémunéré ou reconnu comme un travail à un niveau quelconque.

### Catégorie dépendant :

 Travailleur salarié ou non salarié à statut précaire (journalier ou non) lié par des dettes;

- 4) Travailleur non salarié (payé en nature), des dettes fictives ou la force empêchant l'expression de toute autonomie du producteur;
- 5) Travailleur à domicile, formellement "indépendant", en réalité payé à la tâche pour réaliser manuellement une production (ou un service);
- 6) Travailleur à façon, reconnu comme tel (même si non déclaré):
- 7) Travailleur journalier à statut précaire recruté par des intermédiaires associant exploitation et clientélisme;
- 8) Travailleur journalier à statut précaire que son sexe, son âge, sa caste, sa communauté, son analphabétisme ou le chômage privent, dans le contexte, de tout pouvoir de négociation;
- Travailleur précaire journalier des très petites entreprises, apprentis promis au licenciement;
- 10) Producteurs de biens ou services (indépendant) possédant ses moyens de production, mais dépourvus d'accès propre au marché (pas de contrôle des prix);
- Producteurs de biens ou services louant ses moyens de production ou métayant son bénéfice en échange de l'accès aux moyens de production;
- 12) Producteur indépendant dont l'accès au marché dépend de négociants qui contrôlent aussi son approvisionnement et réduisent son bénéfice au niveau des salaires ouvriers de la branche.

#### Catégorie libre :

- 13) Travailleurs à statut précaire employés aux franges de la grande industrie et disposant de chances d'embauche permanente ou d'assurance d'embauche précaire. Apprentis assurés d'être embauchés de façon définitive dans les petites industries;
- 14) Travailleurs à statut précaire disposant de protection légale et - ou - syndicale;
- 15) Travailleurs des petites entreprises dont la position est assurée par le caractère irremplaçable de leur savoir;
- 16) Travailleurs permanents dans les petites entreprises, protégés par des contrats écrits;
- 17) Producteurs de biens et de services disposant d'un accès direct au marché et intervenant dans celui-ci sur la base de sa compétivité économique.

#### Catégorie protégée :

- 18) Travailleurs (journaliers et non) à statut précaire disposant d'une protection communautaire importante;
- Producteurs "indépendants" de biens et de services, disposant d'organisation communautaire,

- de quartier, syndicale, clientéliste ou politique contrebalançant les processus qui entravent autrement l'autonomie des producteurs;
- 20) Producteurs indépendants de biens et de services disposant d'un capital numéraire, relationnel, éducatif ou (et) d'un niveau élevé dans l'ancienne hiérarchie sociale;
- 21) Travailleurs permanents dans les petites entreprises, protégés par leur appartenance communautaire ou (et) par des tactiques relationnelles personnalisées influant sur les intermédiaires, négociants ou entrepreneurs dont ils dépendent.

Au niveau des catégories, le "travail dépendant" occupe une place considérable. Le travail libre et le travail protégé sont parfois difficiles à dissocier et le nombre de situations où l'on voit associées la dépendance et la protection, paraît caractéristique d'une société où les classes ne sont pas totalement autonomisées, même si la division du travail apparaît presque partout comme extrêmement avancée, ce qui signale plus la déqualification de la main-d'œuvre que l'avancement des techniques. De nouveaux phénomènes, notamment l'extension du chômage, donnent une ampleur nouvelle à ce type de faits. S'il n'est pas facile d'isoler des catégories satisfaisantes à ce niveau, ce qui est très révélateur, nous avons cependant pu tester à de nombreuses reprises cet ensemble de catégories et apprécier l'utilité de ces deux niveaux pour ce qui est de l'approche concrète.

Si nous reprenons par exemple le cas de **Bihari** Gali, (revoir le plan n° 26) en présentant la main-d'œuvre selon le type d'établissement, la production, le statut et l'âge, données communément utilisées dans les enquêtes. Le cas comprend 334 producteurs (productifs ou non) engagés dans des activités à petite échelle. 14 travailleurs sont à placer dans la rubrique "domestique", soit moins de 5 % de l'effectif, ce qui est sans doute inférieur aux moyennes indiennes. 173 travailleurs sont classés dans la catégorie du travail dépendant et c'est le groupe le plus nombreux. La question se pose de savoir si cette dominance, que nous avons observée dans plusieurs autres cas, est généralisable. Les travailleurs à statut précaire de la catégorie 8 (58), les travailleurs précaires, instables, journaliers, de la catégorie 9 (42), les producteurs de biens et de services, louant leurs moyens de production (29) dans la catégorie 11, forment les éléments les plus importants et c'est aussi ce que nous avons mesuré dans une vingtaine d'échantillons urbains et ruraux, relevés dans toutes les parties de l'Inde où nous avons travaillé (Maharashtra, plaine du Gange, Bengale, etc.). Les "travailleurs protégés" forment le

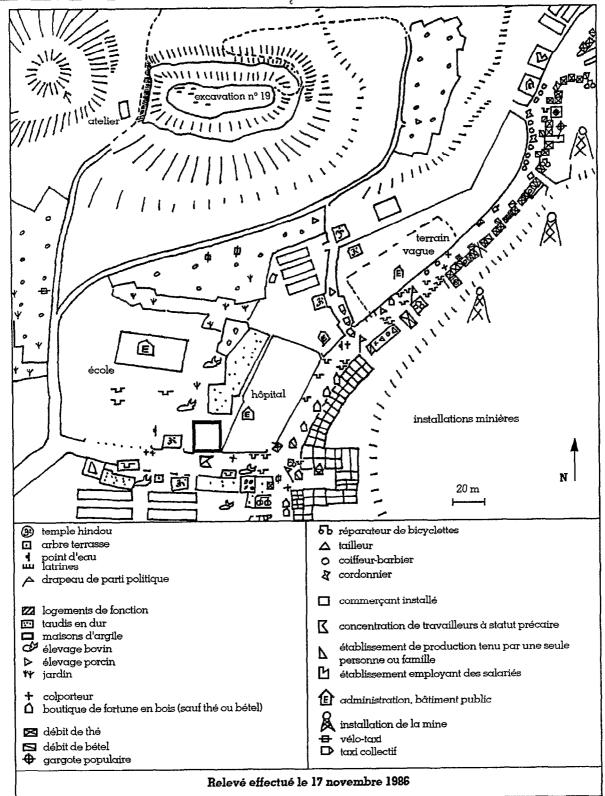
second groupe (80), dominé par les catégories 18 et 19. Si nous les associons aux "travailleurs dépendants", comme le font souvent les faits, nous obtenons plus des 3/4 de l'effectif, ce qui ne paraît pas détonner par rapport aux autres études de cas, quoique le nombre des travailleurs "libres" soit souvent plus important. Cette dépendante-protection est diversement modulée et elle n'annule presque jamais l'effet des forces du marché. Elle s'y conjugue. Si le concept de "travail libre" doit toujours être utilisé avec précaution (à cause de la présence permanente d'un certain degré de dépendance ou de protection), la présence de 69 travailleurs de ce type, parmi lesquels une majorité (41) d'ouvriers qualifiés "protégés par leur savoir" est cependant caractéristique. L'élite ouvrière qualifiée, pourvue souvent d'une idéologie de métier, est très importante dans les petites entreprises et spécifiquement chez les musulmans urbains des quartiers pauvres. La faiblesse du nombre des "travailleurs indépendants ayant accès au marché", sans entraves autres au'économiques, est remarquable, mais elle est, il nous semble, particulière à cet exemple. Ils sont beaucoup plus nombreux dans le second exemple, ce qui n'améliore d'ailleurs pas leur condition économique.

# Sondage dans un univers de salariés du secteur public

Nous prendrons encore deux autres exemples: B. est une petite cité minière localisée au sud-ouest du bassin charbonnier de Dhanbad. (Voir le plan n° 27, page suivante). Le bassin extractif ne contient pas de villes, avec des centres et des quartiers bien délimités, mais des successions de nœuds de peuplements lâches, de marchés et de bâtiments administratifs séparés par les espaces inhabités des exploitations à ciel ouvert et les enclos des installations industrielles. "L'Hospital More" (more veut dire carrefour, zone de commerces) est sans doute ce qui se rapproche le plus d'un centre urbain. C'est une rue poussiéreuse au revêtement défoncé, bordée de cahutes basses sur lesquelles tranchent les silhouettes de quelques maisons plus élevées, flanquée de cités d'habitations ouvrières disparates et ponctuée par l'école secondaire, l'hôpital des mines et quelques bâtiments administratifs appartenant à l'Etat ou à la compagnie nationalisée qui gère les charbonnages. C'est un lieu assez animé en permanence, un marché mais aussi un endroit de passage pour des camions et des taxis collectifs. Trois petites mines sont proches du côté sud de la rue. Elles sont placées un peu en retrait et seules leurs superstructures sont visibles. Si la rue est pleine d'employés du "secteur organisé", essentiellement des mineurs, les activités qui y prennent place sont presque toutes à situer dans le cadre des activités à petite échelle. Nous avons effectué notre relevé entre dix heures du matin et midi et nous avons recensé 181 producteurs dans le domaine qui nous occupe.

Les six couturiers musulmans qui travaillent à produire des couvertures molletonnées dans un atelier appartenant à un commerçant de J. (une localité plus importante) sont les seuls qui ont quelque chose à voir avec des ouvriers d'atelier. Ce sont des salariés, mal payés à la pièce car leur productivité est basse, mais ils possèdent leurs outils de travail, ignorent l'endettement et les rackets et se montrent capables d'être solidaires sur le plan communautaire. Nous en ferons des travailleurs "libres". Il y a ensuite les travailleurs précaires journaliers recrutés par des intermédiaires au service d'entreprises sous-traitantes des charbonnages ou d'entreprises de construction indépendantes. Ces femmes et ces hommes, d'une extrême pauvreté, stupéfiés par l'alcool et accablés de dettes qui les enchaînent aux agents d'embauche, sont à placer dans la catégorie des travailleurs dépendants. Leur bas statut de caste et la faiblesse de leurs ressources complémentaires (quelques mauvais jardins) aggravent leur dépendance sans que cela suffise à les pourvoir en emplois réguliers. Une partie d'entre eux cokéfie du charbon volé sur des dépôts et cumule leur dépendance vis-à-vis des embaucheurs avec une dépendance vis-à-vis de policiers de la "Force de Sécurité Industrielle" (CISF). Un sous-traitant de main-d'œuvre s'est installé à l'entrée de B. et il y avait une trentaine de personnes ce matin-là. Cela ne constitue qu'une petite partie de l'effectif mais ces gens ne travaillent pas dans la rue. Nous ne faisons ici que prendre des exemples ponctuels.

Il est beaucoup plus facile de dénombrer les promoteurs d'activités commerciales qui forment, avec 86 actifs observés, le groupe le plus important de l'endroit. Il y a d'abord des barbiers de trottoir, ou plutôt de chaussée, des vendeurs de tabac à mâcher, des tenanciers de minuscules épiceries qui tiennent sur un plateau et quatre réparateurs de bicyclettes. Tous sont des gens de basse caste, pauvres et peu instruits, au chiffre d'affaires dérisoire, qui cherchent à vivre au jour le jour et sont d'ailleurs plus ou moins assurés de le faire, vu le flux continuel de passants. Ils ne sont entravés ni aidés par personne dans le cours de leurs activités et il semble justifié d'en faire des actifs libres, cette liberté étant par exemple signifiée par leur accès direct au marché. Nous avons classé dans le même groupe les tenanciers de moulins à blé et d'étables laitières



Plan n° 27 B., une bourgade au cœur du pays minier du Bihar. Travail libre et travail dépendant.

(10 personnes) qui mènent assez tranquillement leurs activités, bien plus profitables. Leur indépendance, qui n'est que relative, doit beaucoup à leur solidarité de caste, généralement capable d'équilibrer les pressions des racketteurs de la région.

Les racketteurs et les protecteurs (ce sont souvent les mêmes personnes), s'intéressent à trois types d'activité commerciale: les maisons de thé, les commerces en dur et les détaillants en léaumes. Les maisons de thé sont sous la coupe de caïds locaux qui exigent un pourcentage sur le chiffre d'affaires en échange de leur protection contre les excès supposés des autres caïds et de leurs bandes recrutées parmi les jeunes chômeurs. La police de la province ne vient pas souvent à B. et elle ne s'occupe pas de ces problèmes. Elle organise d'ailleurs ses propres rackets, concurrençant les membres de la CISF. Les détaillants en légumes sont presque tous sous la coupe de K. Singh, que l'on appelle "le seigneur des légumes" parce qu'il contrôle le marché de gros de J. Il exige de l'argent sur toutes les ventes mais veille à ce que les prix restent élevés. Les boutiquiers disposant de véritables magasins ne sont pas à proprement parler ranconnés. Ils sont à la fois le pilier principal et les otages du parti du Congrès, qui remporte localement les élections et règne en distribuant de multiples petites avantages à ses supporters. Il s'appuie, au moment du vote sur les ouvriers et sur la police et le plus grand syndicat lui est affilié. Les commerçants sont riches mais leur cœur pencherait plutôt pour le parti conservateur d'opposition BJP. Ils cotisent pourtant tous pour le Congrès, qui dispose de sa propre force de voyous. Chacun sait que les magasins sont fragiles. Les dirigeants du parti ne vivent pas de ces ponctions. Ce sont des marchands de main-d'œuvre ou des propriétaires plutôt argentés. Les échelons intermédiaires sont moins délicats lorsau'ils font le partage entre l'argent qui revient à l'organisation et le leur. Il s'agit donc d'une dépendance mesurée.

Les dernières catégories de fournisseurs (productifs) de services sont les transporteurs qu'il convient de différencier en deux groupes: les tireurs de charrette et les entreprises de taxis collectifs. Les premiers sont des prolétaires qui se louent à la course aux commerçants ou aux particuliers et qui survivent avec beaucoup de difficultés. Il y a beaucoup d'engins à moteur dans le bassin minier. Ils louent leurs fardiers à un commerçant en gros de Kigvadih qui en possède une cinquantaine. En principe, ils sont libres mais une partie des hommes se trouve endettée vis-à-vis du loueur qui les emploie gratuitement dans son entrepôt lorsque le besoin s'en fait sentir. Nous avons décrit les entreprises de taxis collectifs. Tous sont "libres" sur les jeeps mais il

convient de remarquer les associations intéressées et les situations de dépendance qui caractérisent leurs rapports avec la police provinciale.

Nous observons des enfants au travail dans quelaues cas : dans les débits de thé et dans les petites boutiques. Certains enfants sont placés là sans au'on leur ait demandé leur avis, ils sont méorisés en vertu de leur bas statut et ils ne contrôlent pas leur revenu. Ils ont certainement quelque chose de dépendant mais le cas des enfants présente sur ce point des caractéristiques spéciales. D'autres sont des salariés dépourvus de pouvoir de négociation à cause de leur pauvreté et de leur absence de formation mais nous retombons dans le domaine des faits économiques. Il serait certainement intéressant d'étudier l'enfance au travail en utilisant ces genres de catégories. Il n'est pas tout à fait certain que les enfants soient d'abord et toujours des dépendants.

B. ne présente pas une situation très tranchée au regard de nos critères d'analyse, tout au moins pour une partie des sujets considérés. Il est cependant facile de s'apercevoir que la dépendance des actifs n'est pas une situation très importante. L'abondance très relative des opportunités de s'enrichir et le caractère récent de cette zone d'industrie y sont peut-être pour quelque chose. La dépendance existe toutefois et elle concerne de manière importante les activités les plus rentables, celles qu'il est possible de ponctionner parce qu'elles dégagent un profit effectif et contrôlable. La dépendance qui s'affirme ici est d'un autre type que celle qui dominait dans les exemples précédents mais elle est aussi une conséquence de l'influence de l'organisation sociale sur les activités économiques. Le nord de la province de Bihar est riche en couches rentières et le proche Bengale occidental n'en est pas dépourvu non plus. Les membres les plus jeunes et les plus entreprenants de ces groupes sociaux s'intéressent depuis longtemps à la zone industrielle et ils ont pris, à leur manière, le contrôle de toutes les activités. La politique locale est à placer sur le même plan et à ce niveau les alliances de castes ont une grande importance. Ces gens et leurs sous-fifres exploitent le bassin minier tout comme leurs parents exploitent la plaine gangétique, non sans faire preuve de qualités d'adaptation. Les rentiers s'appuient sur un certain état de l'économie mais ils sont aussi capables d'influencer à leur avantage l'évolution des choses, en créant par exemple des pénuries qui permettent la spéculation. Ce qui n'est pas abordé dans cet exemple, mais qui n'en est pas moins tout à fait remarquable, c'est l'influence de ce contexte sur les employés permanents du secteur public et particulièrement

176

sur les mineurs. Une analyse plus exhaustive montrerait que les situations de dépendance les plus crues concernent certains groupes de mineurs, outrageusement endettés, dont les salaires sont un enjeu bien plus important que les minables activités de la rue. De très nombreux mineurs ne conservent leur emploi et leur logement que parce qu'ils se soumettent à des racketteurs du genre de ceux que nous voyons intervenir ici. Il existe aussi des masses de travailleurs protégés qui peuvent éviter le labeur ou tout au moins les tâches difficiles. Non seulement le problème de la dépendance et de la protection déborde largement du champ des activités à petite, ou moyenne échelle, mais encore faut-il admettre que les producteurs et les autres actifs travaillant "à petite échelle" constituent du menu fretin pour les couches dominantes locales. Il serait intéressant de savoir si nous avons affaire dans ce bassin minier à une situation vraiment exceptionnelle.

### Reprendre l'analyse des petites activités implantées en zones résidentielles

Reprenons maintenant l'exemple de Dapadi Katra, à Bénarès, abordé au chapitre n° III (revoir le plan n°5). Nous y avons répertorié 303 personnes au travail, en ne tenant pas compte des domestiques. Que donne une tentative pour caractériser cette population active en termes de dépendance, liberté et protection? Les ouvriers dominent. Quelquesuns sont des serviteurs passés de la maison à l'atelier du maître et ils ne sont pas placés là pour leur capacité de travail mais pour leur fidélité et leur soumission, conditions, selon certains entrepreneurs, de la paix sociale sur les lieux de production. Ils ont bien quelque chose de dépendant et leur statut de caste vient généralement accentuer ce fait, mais ils sont cependant des salariés qui disposent d'une certaine expérience négociable et de possibilités de trouver du travail ailleurs. Les enfants qui travaillent dans les garages (20 personnes sur un effectif de 40) sont certainement de type dépendant mais leur accession probable et prochaine au salariat libre donne une tonalité particulière à cette caractéristique. C'est ce qui se passe dans une grande partie des cas d'apprentissage. Il existe quelques femmes dépendantes sur les chantiers, qui sont à la fois sous la coupe des agents d'embauche et considérées comme de simples accessoires de leurs maris. Nous trouvons pourtant 105 ouvriers sur 160 qui appartiennent à la catégorie libre. Parmi les dépendants, nous avons distingué 45 producteurs productifs partiellement dépendants et seule-

ment 15 ouvriers ou apprentis qui soient des dépendants avant toute autre chose.

Dans cette zone industrieuse, les groupes les plus marqués par la dépendance sont ceux des récupérateurs qui vivent en triant des déchets, des nettoyeurs, des porteurs et des tireurs de véhicules. Tous sont de bas statut et ils continuent plus ou moins à en porter le poids. Ils ont le teint sombre, caractère localement considéré comme dépréciatif, et des manières grossières. Ils n'ont jamais approché l'école. Ils ont été placés au contact de tâches méprisées et de faible rapport dès leur petite enfance et ils ne peuvent pas imaginer d'en changer. Ils en ont pris la couleur et l'odeur. Ils sont mal payés, au niveau de la survie, tous les autres gens usant, par habitude ou par conviction, de leur abaissement pour réduire leurs rares prétentions. Ils dépendent collectivement de tous et particulièrement des puissants. Ils boivent et ils sont endettés. Travailleurs indépendants, ils ne sont même pas protégés par les contrats oraux ou par le simple regard des autres qui stabilisent quelque peu la condition des salariés de la zone. Ils ont en revanche développé des solidarités communautaires qui leur donnent une certaine confiance et fierté d'eux-mêmes et qui leur fournit parfois l'audace suffisante pour quémander des cadeaux ou des pourboires, au nom de rituels auxquels ils seront bientôt les seuls à attacher de l'importance. La coutume qui les a poussés si bas les protège encore, par le biais de la main de quelques notables à l'esprit archaïque et des politiciens d'un genre plus récent s'intéressent aussi à eux. Ils sont 46 personnes partiellement dépendantes, c'est-à-dire plus ou moins capables d'utiliser leur solidarité communautaire pour éviter de subir les pressions sociales qui les déprécient et les lois d'un marché qui n'est pas tendre pour eux.

Les petits vendeurs de rue, les colporteurs, les tenanciers de débits de thé, les barbiers, les tailleurs, les tenanciers d'étables bufflières, un groupe important de 85 personnes, appartiennent à l'univers du travail libre, bien qu'il soit permis de s'interroger sur la condition de certains enfants au travail dans le commerce. Les propriétaires de bufflonnes, qui possèdent un moyen de production important, ont souvent des problèmes avec la police et cela se règle par le paiement d'un pot-de-vin mais il ne s'agit pas vraiment de dépendance. Toutes les autres activités sont de bas rapport et c'est peutêtre pourquoi elles n'intéressent aucun protecteur. Le petit commerce correspond ici à l'idéal du "gagne-petit" indépendant.

Que nous apprend Dapadi Katra analysé de la sorte? Nous avons d'abord mis en valeur la faible dépendance des producteurs salariés et l'absence

de racketteurs exercant leur art aux dépens des commercants de trottoir. Cela provient sans doute du fait au'il existe d'autres movens de gagner de l'argent pour les membres des couches engagées ailleurs dans ces pratiques, à B. par exemple, et le petit atelier en fait peut être partie. Le développement est ici une réalité. Il reste cependant deux types de dépendants, puisqu'il n'y a pas de protégés. Des hommes et des femmes broyés par l'évolution économique recherchent eux-mêmes les situations de dépendance, qui leur évitent d'être tout à fait ballottés tant que leurs bras ont quelque chose à offrir. Un autre groupe subit une dépendance résiduelle de l'ancien système de caste mais il n'est pas du tout exclu qu'ils puissent la transformer un jour en protection. Leur situation actuelle est cependant exploitée par tous ceux qui ne sont pas dans la même condition et spécifiquement par les entrepreneurs. Nous voyons enfin que la pauvreté généralisée des actifs, qui est une des caractéristiques de Dapadi Katra, n'implique pas une inflation des cas de travail dépendant. Ces données peuvent être mises en relation mais elles se comportent de manière autonome. La tradition, qui baigne soit disant Bénarès et la modernité (supposée être son contraire) n'ont pas non plus la moindre valeur explicative. Il y avait bien plus de dépendants à Bihari Gali, Calcutta. Encore une fois, la différence de développement des deux zones doit pouvoir être mise en cause mais il ne paraît pas certain que les situations dominées par le travail dépendant soient nécessairement reliables au faible développement économique. C'est plutôt la nature de ce développement, et sa manière de s'articuler sur le social qui sont en cause. Nous relions enfin le quantitatif au qualitatif. Nous avons observé avec quelle viqueur et quel sens de l'adaptation les marchands savaient s'attacher les producteurs à domicile pour accumuler une richesse qui peut très bien être à la base d'un futur investissement industriel. La présence de travail dépendant pourrait être reliée à l'importance des pratiques commerciales, spéculatives et rentières chez les groupes localement dominants. Nous avons là un nouvel indicateur qu'il faudrait apprendre à interpréter comme les autres.

# Des procédés qu'il faut mettre à l'épreuve

La mise en relation des phénomènes de chômage et de sous-emploi et de la présence de travailleurs dépendants ou protégés devrait être systématisée dans le futur afin de déterminer toutes les situations où ils influent les uns sur les autres. Cependant, s'il est probable que les catégories que nous proposons sont utilisables pour analyser des ensembles de producteurs, il en va différemment quand il s'agit d'analyser les chômeurs, qui peuvent former des majorités relatives. Comment inclure des gens dans des catégories dépendantes ou protégées en référence à une non-activité? Le chômeur indien n'est pas l'être de tous les possibles mais il est cependant difficile de le qualifier par ses actes et son insertion sociale. Il est possible de tenir en laisse les chômeurs et c'est à quoi s'emploient nombre de politiciens mais ce type de dépendance dépasse le cadre de nos propos sur la main-d'œuvre.

Arrêtons maintenant notre présentation de ce genre de catégories. Nous n'avons fait que proposer et rendre compte de quelques expériences. Nous avons montré que les situations de dépendance et de protection concernaient tout l'appareil productif mais qu'elles étaient singulièrement importantes dans certains secteurs d'activités à petite échelle. Nous avons aussi essayé de montrer que la dépendance était une réalité complexe et multiforme qui ne saurait se limiter aux situations très spécifiques de quasi-servage qui sont observées et répertoriées depuis longtemps. Il existe des positions de dépendance ou de protection dans le cadre du salariat comme dans celui des diverses formes de travail indépendant. Ces caractéristiques de la main-d'œuvre ne semblent pas devoir être comprises comme des survivances du passé. Elles peuvent se conjuguer aux faits les plus modernes comme la protection légale et syndicale. Elles interfèrent enfin de façon constante et significative avec les réseaux clientélistes et avec les dimensions communautaires. N'est-ce pas suffisant pour leur accorder une certaine attention?

# REDÉFINIR LA NOTION DE PAUVRETÉ

# Sortir de l'appréciation monétaire du phénomène de dénuement

La mesure de l'appauvrissement ou de l'enrichissement des personnes et des collectifs est un de nos soucis importants et nous ne dévions pas en cela de la norme la plus commune. La statistique est fournie à ce niveau mais elle ne donne qu'un éclairage très imparfait sur ce qui se passe et c'est particulièrement vrai en ce qui concerne la partie non rurale des producteurs du "secteur inorganisé". Il n'est pas possible de cerner les revenus grâce aux déclarations fiscales. L'impôt sur le revenu concerne moins de trois millions de ménages ou "familles hindoues indivises", puisqu'il existe une unité fiscale de ce nom depuis 1956. L'immense majorité des employés du "secteur organisé" (26 millions de personnes en 1989) ne paye pas d'impôt direct. Dans le "secteur inorganisé", seuls les entrepreneurs déclarés et une poignée de paysans riches sont dans le cas contraire mais cela ne saurait suffire à cerner la réalité. Nous trouvons en revanche des millions et des millions de gens qui n'ont aucune habitude de prévoir, sauf en fonction des stratégies matrimoniales, ni de faire des bilans financiers. Ils connaissent leur revenu quotidien mais ils estiment plus rarement de manière sérieuse leur nombre de jours de travail. Si l'on tient compte du fait que le revenu est plus ou moins redistribué et de ce qu'il existe très souvent des revenus non monétaires, il apparaît excessivement difficile de déterminer les revenus et le niveau de vie de la plupart des actifs productifs. Pour la voix du plus grand nombre, qui ne recule surtout pas devant la généralisation en la matière, le cas est simple : tout le monde est pauvre et c'est la faute au gouvernement. Le discours de la misère est un des barrages les plus efficaces posés par les gens des milieux populaires et guelques personnes de revenu tout à fait notable, face à l'action d'un enquêteur que tous s'imaginent lié à l'État. À ce niveau, tout le monde sait prévoir. Les situations sont pourtant beaucoup plus complexes qu'il y paraît au premier abord. Il est vrai que le quotidien de la plupart est assuré grâce à une combinaison de la débrouille et du labeur dont le rapport est généralement faible. Il y a quand même des événements exceptionnels comme le recouvrement d'une ancienne créance, la vente d'une terre ou un mariage avec la dot et les cadeaux qui les accompagnent. À côté de cela, il y a les dettes, les achats et les cadeaux qu'il faut faire et les choses tendent à s'équilibrer mais il est certain que nos prétendus pauvres ne le sont pas en permanence ni tous de la même manière. Les pauvres ne sont enfin pas égaux face à la situation qui les frappe. Certains possèdent des petits avoirs de terre, d'autres ont un peu d'instruction, des savoirs de métiers encore négociables ou d'autres éléments qui les éloignent immédiatement ou potentiellement de la condition prolétarienne. L'insertion dans des réseaux de relations est aussi essentielle. Elle peut être considérée comme un élément (symbolique?) de l'avoir de chacun. Dans la ville indienne, l'homme le plus prolétaire est bien souvent le plus solitaire.

En fait, nous ne cherchions pas des choses tellement nouvelles. Nous sommes parti du fait que les catégories actuellement utilisées pour estimer la richesse de chacun possédaient des défauts et nous avons voulu les améliorer. Ces catégories sont en effet basées uniquement sur le revenu monétaire et elles mettent en scène des individus ou quelquefois des maisonnées. Nous désirions affiner leur base en ajoutant aux données du revenu monétaire estimé, et rarement fiable, des critères tels que la possession de petits ou moins petits patrimoines, le bénéfice de solidarités locales, la possibilité de cultiver ou de se livrer à des petits élevages sur le lieu de vie et la situation du logement au sens le plus large. Pour tenter de faire cela, nous sommes partis d'un "prolétaire" qui serait une sorte d'idéal type: il est seul, il n'a ni logement, ni instruction, ni travail, ni patrimoine, ni dot ni dettes à payer et il va vendre des bras, qui sont en état de servir. Il est bien entendu que ce personnage n'existe pas. À partir de cet état "prolétaire parfait", celui de l'homme qui ne peut vivre qu'en vendant sa force de travail individuelle, dans le cadre du salariat ou de toute autre façon, il est possible d'imaginer de nombreuses catégories dérivées d'une amélioration ou d'une aggravation de sa situation. Les personnes à charge, l'âge et la maladie sont par exemple des

facteurs de détérioration alors que le bénéfice d'un logement gratuit chez un cousin ou la possibilité d'emprunter sans intérêt chez un ami sont des facteurs d'amélioration. Peut-on garder l'actif isolé comme base de constitution des catégories concrètes qui sont bâties par la suite? Ce n'est pas nécessairement absurde si les critères utilisés pour le qualifier intègrent des caractéristiques comme le logement, les relations et la situation familiale. La manière et l'intensité selon lesquelles les proches sont mis au travail doivent aussi être pris en compte. Nous essayons pourtant de nous en tenir à une analyse centrée sur l'activité productive et ses agents directs. Ce que nous avons appelé un "prolétaire" est très souvent qualifié en Inde de "sous-prolétaire" sans que la particule péjorative apporte autre chose que de la confusion.

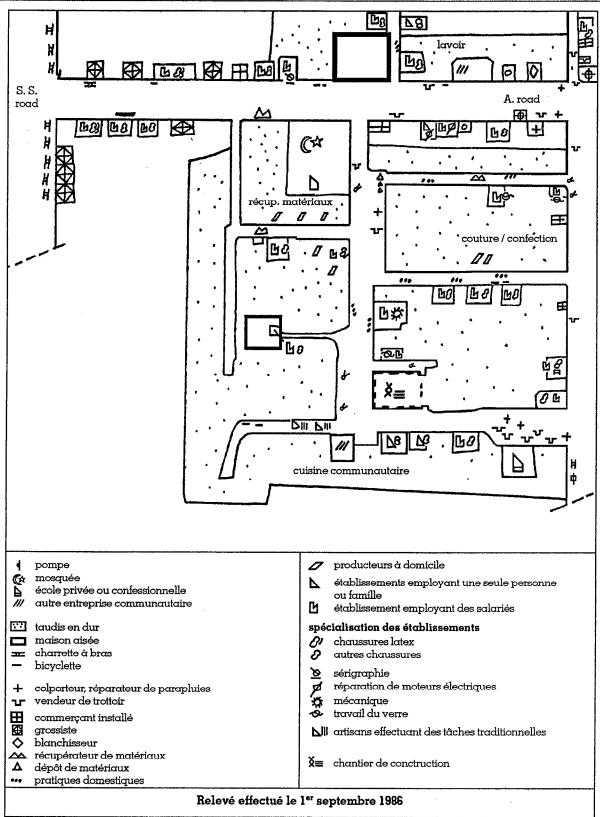
L'idée est peut-être valable mais sa réalisation s'est avérée difficile. Il conviendrait de confronter nos tentatives avec ce aui a déià été effectué ailleurs sur le même plan. Nous voyons par exemple que certains avoirs ou caractéristiques qui éloianent ou rapprochent de la prolétarisation sont personnels (l'instruction, le savoir de métier) alors que d'autres sont partagés et que leur bénéfice est plus ou moins aléatoire. Il est d'autre part fort difficile de faire intervenir certains critères sans entrer dans des détails où l'on se perd. Pour les terres et les maisons à la campagne, il faut au moins se rendre compte de la valeur d'usage et de la valeur marchande de ces possessions. Il peut aussi bien s'agir d'une masure en ruine sur une terre gagnée par le désert au Raiasthan que d'une fermette presque viable, mais dont les voisins se sont appropriés la terre lors du départ du propriétaire. Dans le cas des logements urbains, il convient de distinguer la propriété légale, qui est très rare quand il s'agit de producteurs et fournisseurs de services des quartiers populaires, de la simple possession ou du droit du premier arrivant. Ce dernier n'est pas une simple fiction, il est à la base de marchés illégaux, mais cependant formalisés, du logement et le droit d'accès à des cabanes construites sur le terrain d'autrui peut se revendre des dizaines de milliers de roupies. Les prolétaires le sont souvent beaucoup moins qu'on ne le pense. Nous n'avons pas cherché à savoir le montant des économies, car les réponses sur ce sujet sont invariablement dépourvues d'intérêt et parce que leur gestion, ainsi que celle des sommes immobilisées pour les dots, est vraiment de type familial, les aînés ayant souvent plus d'importance que les travailleurs. Il est par contre assez facile d'évaluer les possessions matérielles. Les questionnaires utilisés pour ce type d'enquêtes comportaient une première colonne concernant les enfants et les proches dépendants ou mis au travail, la présence

de dettes et les grandes tâches domestiques accomplies. L'instruction générale et les savoirs de métiers étaient ensuite mis en rapport avec leur utilisation effective et les revenus salariés et non salariés étaient étalonnés. La dernière partie était divisée verticalement en deux colonnes, selon que le travailleur bénéficie ou non, pour lui même ou dans un cadre collectif, d'attributs tels que le logement proche du travail, un capital quelconque, un statut négociable sur le marché matrimonial, des créances, des droits sur des emplois, des éléments de solidarité communautaire ou une protection de la part des pouvoirs publics.

Si ces critères ont tous plus ou moins compétence pour mesurer de la pauvreté, il reste cependant à savoir s'il est possible de les associer ainsi. Beaucoup ne sont pas mesurables et c'est leur défaut principal. Nous ne faisions que signaler la présence ou l'absence d'un caractère par un "plus" ou un "moins". Il est en outre difficile d'amener les répondants à parler de certaines choses de la manière dont nous aurions besoin. Les réponses concernant nombre de sujets annexes paraissent plus franches et plus fiables que ce qui a trait au revenu monétaire. Il s'agit de choses que les gens connaissent bien mieux que leurs comptes. Le grand avantage pourrait consister dans le fait que cette manière de mesurer la pauvreté ou la richesse, intègre des données sociales qui rendent les catégories compatibles avec les autres tentatives d'analyses que nous avons effectuées sur la base de critères différents.

#### La pauvreté contenue à Calcutta

Voici un exemple où cette façon de faire a été mise en œuvre. C'est une rue industrieuse de Calcutta. Sumanta Sarkar Road (Voir le plan n° 28). Dans cette petite portion d'un quartier populaire industrieux de l'est de la capitale du Bengale occidental, nous avons recensé 159 personnes au travail, présentes dans la rue, les ateliers et les maisons. Ce quartier est voué à la production de chaussures bon marché à base de matière plastique ou de latex et il comprend surtout des ateliers de découpe et de couture de semelles. La rue se trouve une fois de plus faire partie d'un ensemble manufacturier. Il existe cependant des ateliers qui s'occupent de chaussures de cuir. Une autre grande activité est la récupération et le traitement de laine utilisée pour la confection de matelas. C'est un travail effectué à domicile par des ménagères pour le compte de négociants de médiocre ou petite envergure. Ces activités manufacturières donnent du travail irrégulier à des porteurs et des charretiers qui s'occupent de faire transiter les produits en cours de fabrication d'un quar-



tier à l'autre. Il existe en outre des magasins de stockage de semelles et de laine. La vente et les petits services de rue sont aussi pratiqués de manière adjacente aux activités productives et elles font vivre la main-d'œuvre qui n'est pas en état de travailler dans les ateliers.

Nous avons répertorié 91 salariés: 75 ouvriers travaillant dans des ateliers où l'employeur se distingue nettement de l'employé, par son refus du travail manuel et son absentéisme par exemple, 12 ouvriers travaillant sous la direction de "maîtres", dont ils sont plus ou moins les "compagnons" (sans l'organisation ni la mystique des compagnonnages évidemment). Il y a en outre 6 employés de commerce. Tous les employés de commerce et la grande majorité des ouvriers travaillent dans la chaussure, il y a quatre travailleurs manuels dans un atelier de mécanique et cinq dans la construction. Tous les salariés sont des hommes mais une vingtaine ne sont pas adultes.

Le second groupe est celui des travailleuses à domicile, surtout femmes d'ouvriers et de petits fonctionnaires. Alors que les salariés sont payés à la journée ou au mois, relativement à leur ancienneté, leur spécialisation et leur état physique, les femmes productrices à domicile sont toutes pavées à la tâche et au même taux. Leur occupation est considérée comme un travail d'appoint, mais il existe des femmes isolées qui n'ont que cette ressource pour vivre. Sur une vingtaine de personnes occupées à tirer des charrettes ou porter des fardeaux à la main, il faut compter une bonne moitié d'enfants de dix à quatorze ans. Nous avons en outre répertorié deux vieux chômeurs lancés sur la voie de la mendicité, 9 vendeurs de glaces, bonbons ou ballons, barbiers de trottoir et réparateurs de parapluies et quatre fabricants de ces dalles de pierre sur lesquelles il est d'usage de broyer les épices. Cette activité est la seule qui relève d'une tradition ancienne et que ses promoteurs ont appris dans le cadre de leur caste. Les hommes et les femmes travaillent avec des outils primitifs et se partagent le travail selon le sexe au sein des familles de producteurs. Les femmes fabriquent une espèce de rouleau et les hommes confectionnent la dalle. Ces objets sont vendus à l'unité aux gens du quartier et les prix extrêmement bas de ces produits peuvent être mis en relation avec la faible productivité de ces tailleurs de pierre ainsi qu'avec leur bas statut de caste. Ce sont des hindous dépourvus de toute instruction.

La majorité des producteurs de Sumanta Sarkar Road est musulmane : 132 sur 159. Il existe plusieurs groupes en leur sein. Les originaires de la province du Bihar dominent avec 81 personnes. Ils appartiennent à diverses couches pauvres qui ont entamé dès le dix-neuvième siècle la migration vers la capitale du Bengale occidental. Une partie d'entre eux effectue des migrations saisonnières depuis les terroirs de la plaine du Gange. On dénombre également un tiers de musulmans d'origine bengalie, dont une moitié est originaire de Calcutta. Dix autres musulmans viennent de l'Assam ou du Bangladesh. 27 producteurs sont cependant hindous et l'endroit n'a d'ailleurs nullement l'allure d'un ghetto, il est avant tout marqué par le labeur.

Ce groupe de producteurs que nous venons brièvement de présenter gagnait de cent à quatre cents roupies par mois au moment du relevé. Cela laisse supposer une pauvreté générale mais nous avons voulu obtenir une meilleure information.

# Mettre en valeur les pratiques redistributives

D'une manière générale, les rémunérations les plus élevées sont les plus sollicitées. Les ouvriers qualifiés musulmans qui touchent plus de trois cent cinquante roupies mensuelles évitent presque tous de mettre leur femme et leurs enfants au travail. **Un** tiers envoie de l'argent à des parents vivant à la campagne et près de la moitié, les plus urbains, subviennent aux besoins de chômeurs adultes. Les travailleuses à domicile sont partagées entre les maisonnées les plus riches, ayant plus de 1 200 roupies de revenu moven mensuel et une minorité de maisonnées ou de personnes isolées tout à fait misérables, pour lesquelles les salaires de cent roupies mensuelles du travail à la maison constituent la principale ressource. Les travailleurs indépendants forment le groupe le plus prolétaire. Les adultes en bonne santé, tels que les barbiers, ont des familles importantes. Les vieux qui vivent isolément sont des anciens travailleurs des ateliers ou des porteurs. Ces derniers sont les plus nombreux à envoyer des mandats à leur famille rurale. Ils y arrivent en réduisant tous leurs besoins et en dormant, dans un cas sur deux, sur le trottoir.

Quarante pour cent des répondants possèdent de la terre mais moins de cinq pour cent pense qu'il leur serait possible d'en vivre. Elle est toujours mise en valeur par d'autres gens, en général de la famille et elle ne serait disponible pour une entreprise individuelle que dans une minorité des cas. Un tiers des travailleurs ramènent des produits agricoles tels que du grain : images classiques d'un univers "rururbain", appelé à une évolution d'autant plus lente que les opportunités de revenu restent mesu-

CHAPITRE VI REDÉFINIR LA NOTION DE PAUVRETÉ ■ 183

rées ou se raréfient. L'avoir terrien dégage cependant une petite moitié de cet ensemble de producteurs de la stricte condition prolétarienne.

Aucune personne de l'échantillon ne possède de logement en dur à Calcutta. Ceux qui sont dans ce cas le louent et ne travaillent pas de leurs mains. Une faible majorité bénéficie pourtant de pièces propres louées à des propriétaires locaux. Un quart loge dans des bidonvilles, souvent éloignés et un autre quart vit dans des chambrées collectives ou sur le trottoir. Les logements en dur signalés sur le plan sont transmis de génération en génération et les loyers sont limités par des lois et par la pression populaire. Les propriétaires ne peuvent pas faire expulser les locataires et ces derniers sous-louent une partie des pièces où ils sont installés. Dans les rares cas de départ, l'ancien locataire exige dix mille roupies de "reprise" aux nouveaux arrivants. Une petite moitié de cette population au travail s'éloigne de la pauvreté grâce à une insertion relativement favorable dans le quartier. Il faut y compter les femmes de fonctionnaires et d'ouvriers de grandes usines qui se livrent au travail à domicile.

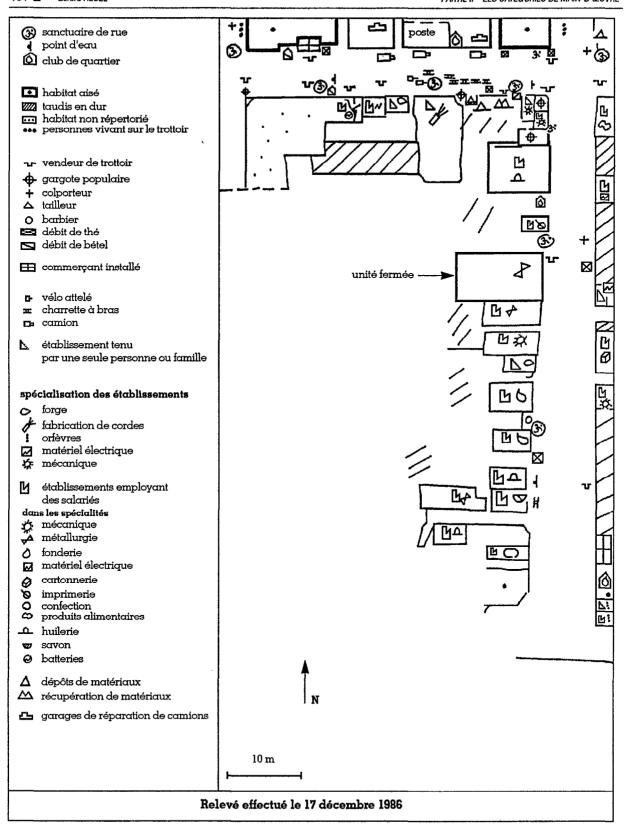
Le niveau d'instruction de ces actifs est aénéralement bas. Les neuf dixièmes des travailleuses à domicile et les trois-quarts des ouvriers n'ont pas dépassé les deux ans d'école primaire. Les troisquarts des migrants venus du Bihar et les deux tiers des femmes ne savent pas lire. Les hommes les plus instruits sont des musulmans de Calcutta qui ont recu une formation en ourdou et ils ne peuvent pas en tirer grand profit sur le marché du travail. La formation professionnelle est effectuée par le biais de l'apprentissage et elle concerne les quatre cinquièmes des ouvriers adultes qui disposent ainsi d'un certain pouvoir de négociation, l'expansion régulière des activités de la chaussure rendant leur mobilité possible. Les travailleuses à domicile sont en revanche totalement dépourvues de formation mais une partie d'entre elles peut se retirer de l'activité. La basse productivité générale du travail est sans doute la raison profonde des bas salaires. En ce qui regarde l'instruction et la qualification, les producteurs n'apparaissent ni tout à fait démunis ni possesseurs d'atouts véritables. Un tiers des ouvriers est propriétaire de petits outils de travail, sans qu'il soit possible de décider si cela les avantage ou si c'est plutôt une économie pour l'employeur. Quant aux autres possessions, nos résultats sont tout à fait insuffisants pour les cerner.

La solidarité communautaire est un atout réel pour presque toutes les familles qui ne disposent pas d'emplois dans le secteur organisé, c'est-à-dire essentiellement pour les musulmans. Elle les préserve de la concurrence sur le marché du travail et leur garantit l'accès au seul équipement collectif de qualité du quartier : la mosquée avec son espace et sa fraîche ambiance. Des repas et des fêtes sont aussi organisés dans ce cadre ainsi au'une partie de l'enseignement. Une dignité et certains avantages matériels qui éloignent notablement de la misère sont certainement acquis par ce biais mais l'esprit et l'organisation communautaires, sont en même temps les garants de la continuation de la médiocrité. La place privilégiée de la langue ourdoue, le repli sur le quartier et sur le métier, l'étroitesse des réseaux de relations de chacun sont au nombre des faits au'il est possible de relier à la structure communautaire en même temps qu'au "non-développement" de cette population laborieuse.

Les travailleurs engagés dans des petites activités dans la rue Sumanta Sarkar ne sont pas tout à fait des prolétaires mais ils restent, ou sont plus que jamais à la merci d'équilibres fragiles. Les avoirs que nous avons trouvés chez eux sont de petite taille, multiples et répartis dans un large éventail de possibilités. Les groupes les plus pauvres au plan du revenu individuel sont généralement intégrés à des ensembles (familiaux ou communautaires) plus ou moins solidaires au sein desquels leur exploitation extrême en tant que producteur se voit tempérée par un degré important de sécurité. N'estce pas là une dynamique qui marque l'ensemble des habitants des quartiers populaires?

# Des résultats proches dans un autre cadre communautaire

Nous avons testé dans un autre endroit de la métropole bengalie l'utilité d'une analyse selon ces méthodes visant à distinguer les prolétaires et les possesseurs des multiples genres de petits patrimoines. Dans la rue Acharya, au nord de Calcutta, nous avons relevé 246 personnes au travail en novembre 1986 (Voir le plan n° 29, page suivante). Il s'agit encore une fois d'un quartier "industrieux" où les petits ateliers de production dominent la scène. Cent cinquante-sept personnes sont d'ailleurs occupées à des tâches de ce genre: dix dans la construction, cent trentequatre dans les entreprises récentes de moyenne, petite ou minuscule taille et treize dans des ateliers artisanaux de forge ou d'orfèvrerie. Les soixantedix-neuf autres travailleurs se répartissent entre trente-neuf vendeurs de rue fixes et ambulants et tenanciers de boutiques de fortune, trois barbiers ou tailleurs, seize camionneurs et leurs aides et vingtet-un employés rémunérés de diverses manières par les garages ou les dépôts de matières premiè-



Plan nº 29 La rue Acharya à Calcutta.

CHAPITRE VI REDÉFINIR LA NOTION DE PAUVRETÉ ■ 189

res. Les trois-quarts des personnes recensées (179) sont des salariés: la plupart des ouvriers et les pourvoyeurs de services employés dans des gargotes et maisons de thé sont dans ce cas. La majorité des salaires tourne autour des tarifs minimaux de branches, douze à vingt roupies par jour, avec quelques exceptions positives et de plus nombreux cas de main-d'œuvre, jeune, féminine ou non qualifiée, touchant entre une et dix roupies par jour. Les autres types de rémunération sont du même ordre quoique les tenanciers de boutiques de thé et les possesseurs de boutiques de bois dépassent en général les trente roupies par jour. Les forgerons arrivent aussi à dépasser vingt roupies en travaillant seulement quelques heures par jour mais ils n'ont pas quotidiennement de l'ouvrage. La fabrication artisanale de cordes, qui occupe encore plusieurs familles à temps partiel, est devenue une activité précaire car le marché disparaît rapidement. Les cordiers disposent de leurs outils de production mais ils occupent un terrain qui ne leur appartient

Nous avons dénombré vingt-cinq enfants au travail. Les dix pour cent de la main-d'œuvre qu'ils représentent correspondent à ce qui est communément observé dans le cadre des activités à petite échelle. Les femmes ne sont pas nombreuses dans l'échantillon parce qu'il ne recense pas le travail à domicile. La mise au travail des enfants a été retenue comme un indice de prolétarisation mais il faut à ce sujet tenir compte de la manière dont la mise au travail est effectuée. L'apprentissage, qui domine ici, a une signification différente de l'utilisation des enfants pour des tâches déqualifiées où ils prennent la place des adultes. Le processus n'est pas le même non plus lorsque des enfants isolés trouvent par eux-mêmes du travail ou lorsque ces enfants sont mis au travail afin de permettre la survie des familles. La population du quartier est majoritairement hindoue, les gens de hautes, basses et moyennes castes vivant dans des lieux et des habitats séparés, mais jointifs. Les travailleurs sont des hindous de basse caste qui viennent de bidonvilles, des gens de moyenne caste qui habitent les taudis en dur du quartier et des musulmans qui viennent d'autres quartiers populaires.

Cette population au travail ne présente pas les mêmes caractères que celle que nous avons observée dans le cas précédent. Moins de dix pour cent des répondants possèdent de la terre, une proportion encore plus faible recevant des bénéfices en nature de la campagne. Une minorité importante de travailleurs vient de l'actuel Bangladesh et elle a rompu tout lien avec le monde rural. Ils sont moins de cinq pour cent à envoyer de l'argent ailleurs.

La plupart des migrants que nous trouvons ici n'ont pas bénéficié d'indemnisation de la part du gouvernement après s'être enfuis de l'ancien Pakistan oriental.

Le niveau d'instruction moyen des travailleurs est beaucoup plus élevé que ce que nous avons observé dans le sud de la ville. Quelques éléments possèdent des diplômes en bengali et la plupart des hommes de caste moyenne ou élevée savent lire et écrire. Les diplômes obtenus sont formellement négociables sur le marché du travail mais il existe une pléthore de diplômés de tous les genres à Calcutta et les gens du quartier ne sont pas très bien placés dans la course aux emplois permanents. Dans certaines familles, il existe pourtant des gens qui se sont fait recruter dans l'administration ou la municipalité. Les savoirs de métiers sont par contre moins nombreux et spécialisés que dans le premier cas. Il semble que cela désavantage les travailleurs des petites entreprises.

Aucune des personnes interrogées ne possède "légalement" de logement à Calcutta. Les habitants des taudis en dur, qui sont eux aussi indélogeables, payent des loyers de faible importance. Les habitants des bidonvilles ne payent usuellement pas de loyer mais ils sont constamment menacés d'expulsion. Ils payent des redevances à des hommes politiques et à leurs agents censés les protéger. Ils sont de ce fait beaucoup plus prolétaires. La situation du logement est vraiment un élément essentiel de la condition du travailleur et elle a souvent plus d'impact que son statut (salarié ou indépendant).

Le statut et la solidarité communautaires sont deux "biens" distribués ici de manière fort inégale et il y a une multiplicité de groupes et de situations. Les hindous de castes moyennes et élevées essayent de payer des dots en rapport avec leur statut et leurs traditions. Le phénomène est cependant freiné par l'opposition d'une partie de l'opinion à ces pratiques. C'est vrai chez les Bengalis mais non chez les personnes originaires de la plaine du Gange. Le travailleur se trouve par ce biais éloigné des considérations économiques tout en étant obligé de travailler plus, car ces dots se payent en argent. Un ouvrier qui n'a que des filles à la suite de son mariage peut se ruiner alors que celui qui a plusieurs garçons y trouvera au contraire un avantage matériel. L'éducation est abordée relativement à ces considérations de statut et son niveau entre d'ailleurs dans l'évaluation des dots. Il peut paraître impératif à un ouvrier pauvre de haute caste d'envoyer ses enfants à l'école secondaire alors que son collègue de basse caste qui loge dans le bidonville du canal mettra tous ses enfants

186 配

au travail et connaîtra une petite aisance refusée au premier. Le jeu et l'usure égalisent pourtant les choses à ce niveau car ils sont bien plus répandus dans le bidonville, parmi les gens de basses castes qui boivent plus fréquemment. La solidarité communautaire dépend beaucoup des cultures collectives et de la composition des groupes locaux. Il en existe de très solidaires qui ont monté des coopératives de prêt et des sociétés mutualistes alors que certains groupes de migrants sont complètement atomisés. Les clubs de quartier, qui disposent d'équipements collectifs comme la télévision et de salles de réunion, sont très répandus mais il y a des groupes qui les évitent ou qui ne peuvent les fréquenter parce qu'ils ne parlent pas bengali. Ici encore la pauvreté et l'aisance sont modulés de manière très complexe et il ne suffit pas de connaître le niveau des rémunérations pour le comprendre. En rendant difficile la création de syndicats, comme il en a existé tellement dans les petites entreprises comparables durant le XIX+ siècle français et en mettant constamment en cause les solidarités de quartier et de métiers, les multiples communautés se montrent souvent une gêne pour les producteurs et elles sont sans doute plus un facteur de prolétarisation qu'un atout. Il est certain que la compréhension de la situation matérielle des gens passe presque toujours par une mise en scène de cette dimension.

### Introduire du qualitatif dans le quantitatif

Une proportion notable des personnes approchées dans le cadre de nos exemples élève des petits animaux de rapport. Les jardins sont absents dans cet univers urbain mais dans un bon tiers des familles, des pratiques telles que la récolte de bouses combustibles et la récupération de bois sont mises en œuvre sur le lieu d'habitat. Ces éléments, importants mais non prépondérants à notre avis, sont à la fois des barrières posées face à la pauvreté et des causes essentielles des bas salaires. Ces derniers modulent à leur tour les exigences très modiques des petits travailleurs indépendants qui ont pour marché les membres des couches populaires. L'ensemble statique ainsi créé manifeste un peu les mêmes effets que la protection communautaire : la médiocrité des conditions matérielles a très peu de chances d'évoluer rapidement vers le mieux mais une sorte de stabilisation, de sécurité, est acquise. C'est ce qui remplace partiellement le statut légal des employés des plus grandes entreprises.

Comment dans ce contexte comparer les revenus des travailleurs des activités à petite et très petite échelle et celui des employés des secteurs intermédiaire et des grandes entreprises par exemple? La protection s'accompagne presque toujours de revenus salariés plus élevés que les chiffres constatés lors de son absence mais les employés des autres secteurs ne bénéficient pas toujours de solidarités et de ressources multiples du type de celles que nous avons mises en scène. Les salaires plus élevés des employés permanents des grandes firmes attirent souvent des dépendants sans travail qu'il convient d'aider et d'entretenir. Il se pourrait que les écarts de revenus observés entre les travailleurs des grandes et des petites firmes ne soient pas toujours significatifs. Il serait très intéressant de multiplier les comparaisons en faisant intervenir une analyse du genre de celle que nous avons mis en œuvre. Une utilisation systématique de notre approche de la pauvreté n'est donc pas hors de propos.

# LA RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE SELON LES LOGIQUES PRÉSIDANT À LA MISE AU TRAVAIL

### Produire, mais pourquoi et comment?

L'activité effectuée dans le cadre des activités à petite échelle n'est pas seulement la réponse aux exigences matérielles de la survie de la personne ou du groupe même si cette dimension ne disparaît jamais. Elle acquiert aussi, en fonction de la logique qui sous-tend sa mise en œuvre, une identité spécifique qui conditionne à son tour les normes d'exécution et plus largement les formes du travail. Cette question des logiques de mise au travail mérite quelques explications. Nous avons vu, au long des exemples abordés au cours de cette approche, des hommes et des femmes produire les objets et fournir les services les plus divers. Nous avons fini par estimer que leur activité s'inscrit dans un cadre économique de plus en plus marqué par les logiques marchandes et dont les divers éléments sont de plus en plus interdépendants. Leur manière de considérer et d'organiser l'activité ne change pourtant pas nécessairement en conséquence. Lorsqu'elle le fait, ce n'est pas toujours dans le sens d'une adaptation. Certains groupes ou individus peuvent s'accrocher à la pratique passée, ou même en réactiver de plus archaïques, ou plus simples ou fondamentales, en fonction de logiques sociales assez variables. Des hommes ramassent du charbon ou des matières plastiques avec des mentalités de chasseurs-cueilleurs. Des monteurs de composants électroniques travaillent chez eux sans distinquer leur activité au service d'une firme multinationale des pratiques de l'économie domestique. Des petits vendeurs travaillent dur pour réunir la dot de leur sœur mais ils ne réussissent qu'à enrichir le policier véreux qui les ranconne tous les jours. D'autres hommes enfin, qui ne sont pas toujours les moins archaïques d'aspect, ont assimilé les logiques de marché et ils vendent leurs bras ou leurs services de manière conforme à ces dernières, ou du moins ils s'y essayent car ils ne sont pas toujours libres, comme nous l'avons fait remarquer dans le chapitre V de la deuxième partie.

C'est pour tenter de mesurer cette implication des travailleurs dans des logiques qui ne sont pas nécessairement divergentes ou excluantes mais qu'il est possible de typer, que nous avons créé ce système de catégories.

Avec la conscience d'opérer une simplification forcenée, nous proposons quatre catégories fondamentales. La mise au travail dans une perspective de cueillette, s'exerce dans le cadre d'une logique de survie au jour le jour et ne recourt ni à la production ni à la transformation des produits: on ramasse, ou on grappille, pour soi-même ou pour un groupe restreint, à l'origine mais d'autres bénéficiaires de l'activité peuvent exister. Celle qui relève de l'économie domestique s'exerce dans la maison, pour subvenir initialement aux besoins quotidiens de la maisonnée, et elle s'organise dans le cadre des liens et des hiérarchies familiales. Dans le cadre de logiques patrimoniales, les éléments dominants (aînés le plus souvent) ou dominés (cadets en général) du groupe familial s'investissent dans le cadre de stratégies à long terme afin de garantir ou d'améliorer l'avoir collectif de la famille, ou d'un groupe clos de nature proche, et aussi de défendre ou d'élever le statut de cette dernière. Celle qui s'intègre au sein de logiques marchandes suppose que l'accumulation de richesse est devenue un but en soi, ou, à un autre niveau, que la vente de la force de travail contre un salaire est bien appréciée pour ce qu'elle est. Il a été souvent donné comme a priori que les logiques primitives ou caractérisées comme telles (économie domestique et cueillette) ne pouvaient commander qu'à la production de biens ou de services rudimentaires dans le cadre d'économies peu productives fonctionnant en cercle fermé. À force de voir les brodeuses de Delhi produire chez elles pour les grands marchands du bazar et les lépreux de Dhanbad ramasser le charbon pour le compte d'une nouvelle grande bourgeoisie d'affaires, nous avons fini par douter de la justesse de ces assertions. Si cette classification est utilisable, nous disposons d'une méthode intéressante pour enquêter sur ce problème et il nous semble que cela permettrait de donner une image très pertinente de la réalité et surtout du fonctionnement des différents secteurs d'activités à petite échelle.

#### Quatre logiques pour mille pratiques

Notre nouveau système de catégories n'échappe pas aux problèmes inhérents à nos classifications, à savoir qu'il est parfois difficile de déterminer des types homogènes. Les quatre logiques ne s'excluent pas toujours, même dans le cadre d'une unique activité. Il est possible et il paraît naturel à la plupart de passer d'une logique à l'autre. La grande majorité des actifs urbains engagés dans des activités à petite échelle comprend quelque chose à la logique marchande mais une partie d'entre eux essaie cependant de lui échapper lorsqu'ils le peuvent pour se réfugier vers des univers plus sécurisants où ils ne risquent pas d'être broyés. Nous voyons à l'inverse des négociants ou leurs intermédiaires chercher à considérer les producteurs à domicile comme des travailleurs domestiques alors que ces derniers commencent à demander d'être pris en compte comme des salariés. Les logiques ne sont cependant jamais associées toutes ensemble et aucune interférence n'est le fruit du hasard. Lorsque deux logiques sont associées de façon significative, nous avons bâti des catégories intermédiaires. Concrétisons ces propos par le recours à quelques exemples.

#### Nouvelle analyse d'une situation connue

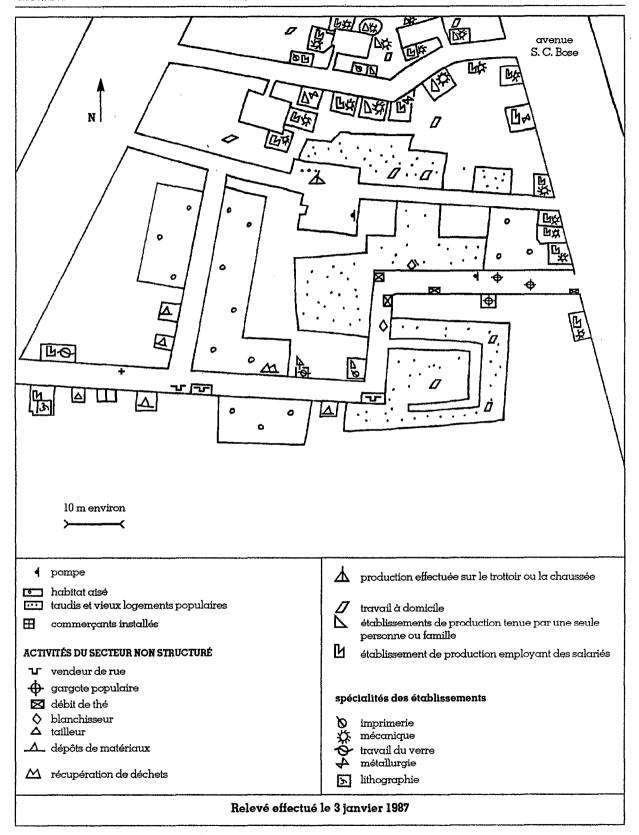
Retoumons d'abord dans la ville sainte de Bénarès, à Dapadi Katra où nous attendent les trois cent trois travailleurs recensés lors de notre intervention (revoir le plan n°5). Nous les avons déjà analysés en référence au critère de dépendance ou de protection. 197 étaient "plutôt libres", 96 "partiellement dépendants", 10 "plutôt dépendants". Nous trouvons les résultats suivants avec la classification nouvelle : 17 producteurs agissent en cueilleurs, constituant 5 % de la main-d'œuvre recensée, ce sont des récupérateurs de matériaux et de matières combustibles. Un nombre plus réduit encore semble animé par la logique de l'économie domestique: 3 % de la main-d'œuvre recensée, composés de vendeurs de rue et de tenanciers de minuscules gargotes pour lesquels l'activité commerciale n'est qu'un prolongement de la cuisine familiale. 74 personnes, soit 20 % des travailleurs observés, sont animés par des logiques que nous qualifions de patrimoniales, basées sur une organisation familiale. Ce sont des tenanciers de boutiques de thé, coiffeurs, tailleurs, colporteurs. Les tireurs de cyclo-pousse en font partiellement partie mais la logique marchande (ou plutôt: une des logiques marchandes?) les marque profondément. La grande majorité des producteurs.

204 soit plus de 70 % de l'échantillon, se trouvent enfin animés par la logique marchande. La plupart sont des salariés mais les porteurs et les charretiers ne sont pas dans ce cas.

Ces résultats sont intéressants mais ils ne paraissent pas très représentatifs de l'ensemble de ce qui se passe dans les activités à petite échelle. La faiblesse du pourcentage des travailleurs animés par les logiques de l'économie domestique ne se vérifie pas dans le cas de cités comme Delhi ou Ahmedabad par exemple. Il paraît judicieux de comparer ces résultats avec ceux de l'analyse en catégories fondées sur la dépendance. Y a-t-il une logique de mise au travail qui soit plus spécifiquement associée à la dépendance ou une qui soit liée au travail libre ou à la protection? Cela ne semble pas le cas. Les producteurs animés par une logique marchande, qui désirent vendre leur force de travail ou leurs produits sur les marchés correspondants, comprennent des personnes libres et plus ou moins dépendantes et il en va de même dans le cas des logiques patrimoniales et domestiques. Seuls les cueilleurs se retrouvent quasiment tous dans les catégories partiellement ou totalement dépendantes. Il faudrait se livrer à de nombreuses vérifications pour savoir si la tendance est significative. Le recours aux logiques les plus primitives mène-t-il plus ou moins fatalement aux situations de dépendance? Ou bien est-ce la dépendance qui interdit l'évolution et l'adaptation à l'économie de marché? C'est le type de problèmes que ce genre de catégories permettrait de poser avec une pertinence nouvelle.

### Les logiques de patrimoine et les logiques marchandes : possibilités de symbioses

Prenons un autre exemple. Au nord de Calcutta existe un calme quartier industrieux où nous avons relevé les activités de trois ruelles en janvier 1987 (Voir le plan n° 30). C'est un lieu de peuplement ancien, habité par des Bengalis hindous appartenant à diverses castes de rang moyen. La zone est urbanisée depuis longtemps. De loin en loin émerge une riche demeure. Il y a des employés de l'administration et des grandes entreprises dans les belles maisons et d'ailleurs aussi dans quelques-uns des taudis abritant les classes pauvres mais la majorité des producteurs à l'œuvre dans le quartier le sont dans le cadre d'activités à petite échelle. Les premiers établissements furent des imprimeries qui ont tranquillement végété depuis. Des ateliers de mécanique sont venus après l'indépendance, suivis par des petits ateliers de métallurgie, de fabrication d'aquariums et d'appareils d'expérimentation scientifiaues. Le travail est effectué dans des locaux spécia-



Plan nº 30
Trois ruelles près de l'avenue Subash Chandra Bose, au nord de Calcutta.

lisés, dans la rue et à domicile. Autour de cela, les activités de service et de commerce connaissent un faible développement et leur rayonnement est très local. Nous avons répertorié 33 travailleuses et travailleurs à domicile, produisant des vêtements et de petites pièces métalliques. Il existe aussi 72 ouvriers à l'œuvre dans des petits ateliers où l'entrepreneur. fréquemment absent, est un négociant ou un petit industriel de type bien affirmé, et 16 producteurs travaillant seuls ou en famille dans de petits établissements. La petite production manufacturière domine les activités économiques de ces trois ruelles avec 111 personnes mobilisées sur un total de 130. Les autres producteurs de biens ou fournisseurs de services sont des couseuses de sacs (3), des récupérateurs de papiers, des tenanciers de débits de thé, des tailleurs, des fendeurs de bois et des tenanciers de dépôts de matériaux ou de très petites boutiques.

Si nous essayons d'analyser cette petite population au travail selon les quatre logiques sous-tendant l'activité, nous voyons qu'un groupe important de petits producteurs opérant dans un cadre familial et de commerçants travaillant dans le cadre d'activités à petite échelle associent de manière très intime les logiques marchandes et celles qui sont liées à la gestion et à la mise en valeur du patrimoine familial. On essaye de mettre sa connaissance de l'économie de marché au service de la lignée. Les méthodes et les intérêts de cette dernière influencent fortement les stratégies commerciales. sans les moduler complètement. Nous avons créé une catégorie spécifique à l'intention de ce groupe. À Dapadi Katra, les petits producteurs de biens et fournisseurs de services animés par des logiques patrimoniales ne faisaient jamais d'affaires. Ils essayaient de faire survivre leur famille de manière convenable, c'est-à-dire conforme à l'idée qu'ils se faisaient de son rang et de ses besoins. Ils n'y arrivaient généralement pas et s'en tenaient là, tout comme des paysans propriétaires de minuscules avoirs peu rentables. Sans être nécessairement plus riches, car il vaut mieux posséder trois buffles sur un trottoir de Bénarès, qu'être propriétaire d'un minuscule établissement de production au nord de Calcutta si l'on se réfère à ce critère, les membres de ce groupe ont une mentalité différente. Sont-ils représentants d'une réalité intermédiaire plus ou moins fugitive ou constituent-ils une sous-catégorie autonome qui permettrait par ailleurs de caractériser certains secteurs de production à petite échelle? 33 personnes, soit 25 % de l'échantillon, sont de ce type. 80 autres producteurs, relèvent plus ou moins typiquement de la mentalité marchande, salariale ou "entrepreneuriale". Aucun individu ou groupe n'agit selon les logiques de cueillette mais les 33 producteurs à domicile et les couseurs de sacs agissent partiellement selon les modes de pensée et d'organisation de l'économie domestique. C'est particulièrement vrai dans le cas des femmes qui travaillent à temps partiel. D'autres productrices à domicile se considèrent comme des prolétaires, ce qui les réintègre dans le cadre des logiques salariales, donc de marché, et les hommes disent qu'ils sont des chômeurs. Nous avons retenu 27 personnes plutôt influencées par les logiques et les manières de s'organiser de l'économie domestique. C'est un chiffre notable qui nous semble illustrer une tendance minoritaire mais profonde dans le cadre des activités à petite échelle de l'époque contemporaine.

#### La logique domestique du travail à domicile

Nous aurons une autre vision des choses en retournant vers le premier exemple concret de notre série sur le bazar, cette rue étroite située en face de la gare ferroviaire de la Nouvelle Delhi (revoir le plan n° 1). 423 personnes s'activent dans les établissements de production, dans la rue et à domicile. Un premier groupe de 262 personnes travaille essentiellement à domicile, broyant des noix d'arenc, confectionnant des boîtes de cartons et triant de vieux chiffons. Ce groupe comprend de nombreuses femmes et des gens de basses castes. Le second groupe, 280 producteurs, est dominé par les ouvriers et les artisans travaillant dans des petits ateliers, des garages et des chantiers. Un troisième groupe fonctionnel est celui des cordonniers, coiffeurs et barbiers qui sont seulement une dizaine. Les vendeurs de rue, colporteurs et tenanciers de très petites boutiques sont au nombre de 47. Il y a enfin 22 tireurs de fardiers et de cyclo-pousses et 4 conducteurs de chars à bœufs. Ces groupes fonctionnels ne servent que pour la commodité de l'analyse.

Si nous soumettions ces groupes au crible des catégories fondées sur les logiques de mise au travail, nous obtenons les résultats suivants : le premier groupe est dominé par les logiques domestiques qui concernent 200 producteurs sur 262, bien que les mentalités de cueilleurs et les mentalités marchandes (dont la conscience de prolétaire) y soient aussi représentées, respectivement par 20 et 42 personnes. Dans le second groupe des producteurs de biens, les mentalités de l'économie domestique ne sous-tendent qu'un nombre très limité d'activités (3), la logique marchande dominant largement à côté de la mentalité patrimoniale (63 et 15). C'est aussi entre ces deux logiques que se sont répartis, de manière presqu'équitable, les dix pourvoyeurs de services alors que le monde de la très petite activité commerciale voit les mentalités domestiques

(12 personnes concernées) occuper une place notable à côté des mentalités marchandes (33). Le aroupe des tireurs de véhicules est dominé par les logiques marchandes. Au niveau général, nous observons une prépondérance des travailleurs animés par la logique du travail domestique (215 sur 423), la logique marchande venant ensuite (165 sur 423) et les logiques patrimoniales et de cueillette étant de caractère presque résiduel. Il n'en serait sans doute pas de même si nous avions intégré les employeurs dans notre échantillon, au moins en ce qui concerne les logiques patrimoniales. La distinction entre les entrepreneurs animés par des logiques de patrimoine et les petits industriels animés par la logique du marché devrait par ailleurs être assez utile à ce niveau.

Le lien entre le travail à domicile et les logiques domestiques n'est bien sûr pas une nouveauté. Il est cependant intéressant de le mesurer, par l'observation et en interrogeant les gens. Le caractère domestique des logiques de production a par ailleurs peu à voir avec les produits eux-mêmes. Le produit "moderne" n'entraîne pas nécessairement une modernisation de l'organisation du travail. Les logiques domestiques ne sont par ailleurs pas réductibles à une rémanence du passé.

L'importance des logiques marchandes, qui associent une partie des entrepreneurs, mais pas tous, des salariés et des travailleurs indépendants, apparaît ici moins déterminante en raison de la présence de nombreux producteurs à domicile. Elle n'en est pas moins vérifiée une nouvelle fois en plein cœur d'un bazar. Cette prépondérance nous semble aussi significative de l'évolution du secteur des activités à petite échelle que le maintien, voire la réanimation de logiques anciennes. Lorsque des travailleurs œuvrent pour le compte d'autres personnes, il serait intéressant de systématiquement confronter les logiques des uns et des autres. Les producteurs à domicile qui œuvrent dans le cadre de logiques domestiques sont par exemple presque toujours dépendants de gens animés par des logiques marchandes. On pourrait mettre au point des catégories "d'associations de logiques" qui rendraient l'analyse très intéressante. Nos catégories semblent pouvoir se rendre utiles malgré les difficultés d'interprétation qui demeurent.

# Nouvelle symbiose des logiques de marché et d'autres perspectives

B., près de Dhanbad, au Bihar, nous montre encore une autre situation (revoir le plann°27). Parmi les 181 parsonnes répertoriées lors de l'enquête de terrain, 19 entrent plutôt dans le cadre des logiques domes-

tiques. Ce sont des travailleurs journaliers et des tenanciers de très petites boutiques qui se tiennent de temps à autre avec des choses à vendre devant leur porte. 39 personnes semblent d'abord animées par des logiques patrimoniales: des propriétaires de moulins, d'étables, des colporteurs kabouli qui pratiquent parfois l'usure et des petits boutiquiers. La majorité relative, 56 personnes, est influencée de manière primordiale par les logiques et les formes d'organisation marchandes: des journaliers, des employés de magasins, des vendeurs, colporteurs, transporteurs et ouvriers. Un fort résidu de 77 unités résistant au classement par les catégories simples que nous avons définies, nous avons dû en créer deux autres pour rendre compte de leur situation. 39 réparateurs de bicyclettes, tenanciers de débits de thé et de bétel, tailleurs et vendeurs, opèrent si près de leur maison, en associant dans un esprit d'auto-subsistance les réalités du marché, aui faconnent leur pratique et celles de maisonnées aux besoins limités, que nous avons bâti la catégorie "marché-domestique". Ce sera peut-être un classement utile pour caractériser la petite affaire personnelle, donc dissociée de la logique patrimoniale, qui se trouve intégrée, de force et partiellement, dans les logiques de marché, ce qui finit par influer sur les pratiques et la pensée de ses promoteurs. Pour 38 petits boutiquiers, vendeurs de fruits et de bétel et chauffeurs de taxi collectifs, nous avons utilisé la catégorie "marché-patrimonial". Cela tend à signifier que des travailleurs peuvent associer les deux types de logiques et que la symbiose est assez stable et profonde. Certaines ouvrières journalières n'ont pas renoncé à l'esprit de cueillette en devenant des salariées mues par une logique marchande de dépossédées. Le produit de leur activité autonome est le charbon. La manière dont certaines logiques se rencontrent ou s'excluent pourrait se montrer aussi révélatrice de l'état des situations locales que l'importance des effectifs de chaque catégorie séparée. Nos analyses quantitatives sont déja, vu les critères retenus, des analyses qualitatives, et cela nous paraît positif, mais il faudra savoir utiliser les possibilités de la méthode jusqu'au bout et ne pas renoncer aux croisements et aux comparaisons internes de tous ordres.

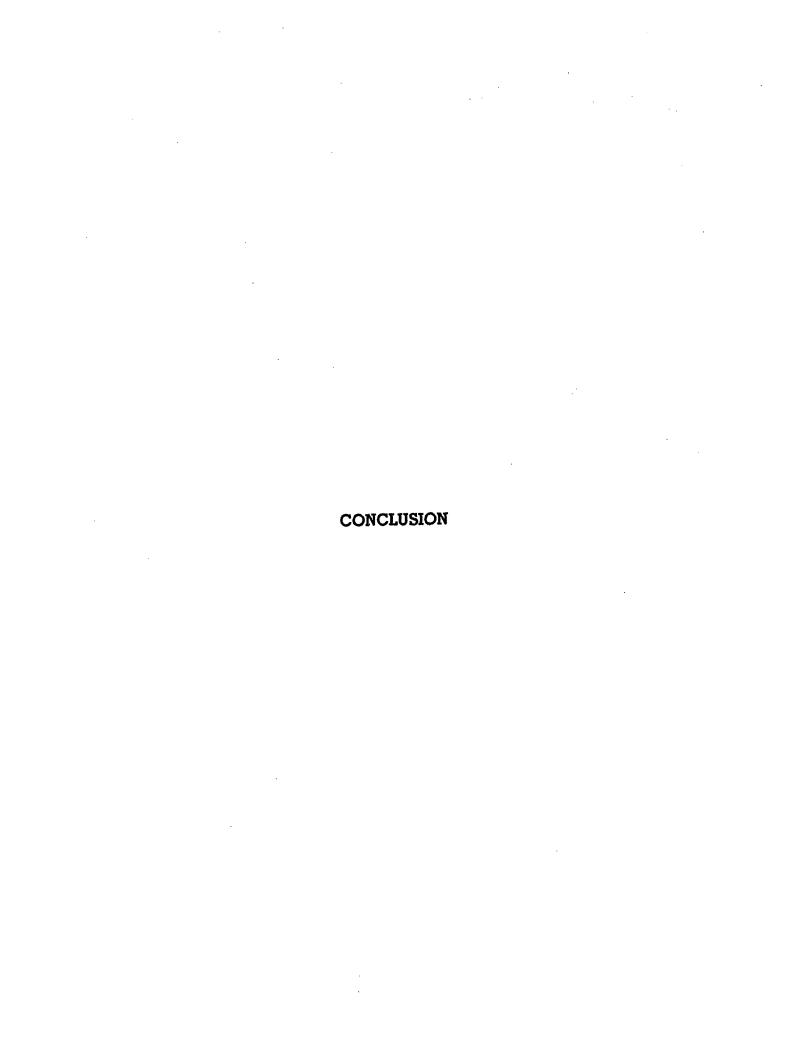
#### Confronter les différentes approches

Une confrontation avec les résultats de l'analyse selon les critères de dépendance et de protection est intéressante. Nous voyons une nouvelle fois que les dépendants ne sont pas spécialement cantonnés dans le cadre de logiques primitives ou tout au moins anciennes. Ils se recrutent dans toutes les catégories de logiques de mise au travail.

Opérons un dernier test à Calcutta parmi les travailleurs de Bihari Gali, ces 334 travailleurs du secteur non structuré que nous avons déjà répartis en dépendants (173 + 14), libres (69) et protégés (80). Ce lieu connaît une très grande extension des formes de travail non libre en relation à la pression du chômage et aux particularités du contexte communautaire (revoir le plan n°26). Répartissons les travailleurs de Bihari Gali selon nos quatre nouvelles catégories. Nous trouvons seulement six personnes qui soient animées par l'esprit et organisées selon les méthodes de la cueillette, ce qui n'est pas très étonnant dans une grande métropole. 56 relèvent de la logique de l'économie domestique, des travailleuses de la construction, des enfants et des vieillards employés dans des ateliers et des tout petits commerçants de trottoir. La majorité de ces derniers, ainsi que les porteurs et charretiers qui ont les yeux tournés vers leurs fermes familiales au Bihar, rentrent plutôt dans le cadre des logiques patrimoniales. Le petit commercant de Bihari Gali, auartier d'immigrés durement mis au travail ou encore plus durement laissés sur le carreau, est un peu le roi de l'endroit. Il est le seul qui choisisse sa destinée et dispose de quelques moyens pour ce faire. L'idéologie du patrimoine est sans doute la plus populaire qui soit en Inde mais il faut avoir les moyens et la culture nécessaires pour y sacrifier. La majorité des producteurs se trouve cependant animés par des logiques marchandes, dominantes ou dominées qui organisent et inspirent plus des deux tiers des producteurs. Cet univers du labeur est à la fois très fortement marqué par les situations de travail "dépendant" ou "protégé" et dominé par les logiques de marché. Il nous semble qu'il n'y a là qucune contradiction mais l'expression d'une des tendances les plus actuelles et les plus significatives de l'évolution de l'Inde d'aujourd'hui.

#### Vers d'autres fondements d'analyse

Affiné et systématisé, ce système de classement pourrait trouver d'autres applications. Quelle est par exemple la part d'autonomie des travailleurs animés par les logiques de la cueillette, de l'économie domestique et du patrimoine familial au sein de l'économie marchande ? La servent-ils, de plus en plus et avec une efficacité et une importance que ne saurait révéler la mesure de leur productivité? Sont-ils plutôt dévolus à un rôle annexe, celui que leur assignent les planificateurs de l'Inde indépendante, à savoir permettre la survie du plus grand nombre, de la masse qui demeure peu concernée par les produits de l'économie de marché? Comment les diverses logiques sontelles enfin associées par les acteurs de l'économie? En donnant une réponse à ces questions, ce qui implique l'utilisation de catégories du genre de celles que nous avons proposées, l'univers de la production de biens et de services sur une petite échelle s'éclairerait notablement. Le problème le plus important sera surement de tester ces méthodes dans les conditions les plus diverses et de montrer ce qu'il est possible d'en tirer. Si ces tests se révèlent positifs, il serait possible et souhaitable de les diffuser dans la communauté scientifique. Sans renoncer nécessairement aux critères communément admis, et à leur si commode standardisation, on pourrait voir apparaître une image moins strictement économiste, et moins institutionnelle des réalités de la production sur une petite, mais aussi sur une grande échelle dans les pays du Tiers Monde. Le caractère insatisfaisant des pratiques et des résultats actuels ne peut que nous pousser à souhaiter une évolution en ce sens.



# QUE SE PASSE-T-IL DANS LE CADRE DES PRODUCTIONS À PETITE ÉCHELLE ?

Nous avons pu mettre en scène, de manière forcément schématique et réductrice la variété de l'univers des productions à petite échelle. Nous avons vu y survivre ou s'y revitaliser des anciens modes de produire et d'être en société mais aussi y naître des réalités nouvelles. L'ampleur des liens et des relations générales avec le reste de l'économie et avec la société tout entière donne un intérêt accru à ce gigantesque laboratoire social. La situation indienne nous semble présenter de ce point de vue un intérêt particulier.

L'univers de la petite production n'est donc pas informel, même si la forme dominante d'entreprise qui s'y épanouit ignore "l'organisation", au sens que lui a donné B. Mottez et à celui-là seulement: un stade où l'ensemble productif devient soumis à un mode de gestion de plus en plus impersonnel. L'avancée résistible des logiques marchandes nous paraît sa première caractéristique importante. Des secteurs notables de cette partie de l'appareil productif ignorent certes encore, et ignoreront toujours demain, les logiques marchandes et salariales mais la capacité à dégager du profit devient quand même un des fondements essentiels de son expansion. Profits minuscules parfois, mais aussi profits quasi usuraires ou rentiers, profit capitaliste enfin. À notre époque, la domination floue d'un petit capital affairiste, commercial et semi-rentier, s'instaure sur l'univers entier de la production à petite échelle, agissant de manière autonome ou comme relais des grandes ou des moins grandes "organisations". Dans une période marquée par le gigantesque développement de "l'économie cachée" et "l'affairisme" effréné d'une partie des grandes firmes et du secteur financier moderne, les petites activités sont dans le ton. La Chine vit, avec peut-être encore plus de violence, le même genre d'évolution. L'affairisme, dans tous les sens du terme, symbole d'une fin de siècle dans le Tiers Monde?

L'univers de la production à petite échelle n'est pas une espèce de parasite ni d'appendice d'un système de production à grande échelle qui serait, et lui seulement, rationnel et productif. Sa capacité à mobiliser, gérer et rentabiliser les ressources est très variable, mais celles de la grande indus-

trie et de l'État le sont aussi. Son autonomie vis-àvis de ces derniers est partielle et en voie d'amoindrissement. Le cadre est pourtant capable de susciter ses formes et ses méthodes spécifiques d'accumulation et de gestion du capital financier et humain, et c'est ce qui fait son intérêt pour les lourdes institutions productives. Le petit capitalisme, partiellement dépendant, n'ignore jamais les réalités non capitalistes ou précapitalistes, dont il se nourrit et au'il n'hésite pas, le cas échéant à maintenir en vie ou à revitaliser dans la mesure de ses movens. Ses moyens d'action sur la société ne sont pas minces, et ce n'est pas tant une question de puissance que de bonne insertion sociale. Rien de neuf dans tout cela, mais l'illustration utile de faits que l'on oublie trop facilement. Le retour en force de pensées mécanistes, qui font de la description de l'apparence, pourvu qu'elle s'inscrive en colonnes de chiffres, le fondement de la compréhension de la réalité, ne peut que nous pousser à pratiquer certains types de répétition.

Le capitalisme est déjà vieux, même en Inde. Les petites activités marchandes ne viennent pas de tomber du ciel. Faire la part de ce qui est récent, de ce qui se survit et de ce qui renaît doit être une démarche essentielle de l'approche scientifique des univers productifs en général, et les petites entreprises ne font nullement exception. Cela oblige à penser les situations en termes historiques et à les replacer dans le cadre des évolutions sociales globales. Certaines sociétés, ou leurs porte-parole se prétendent sans histoire. Ils ont leurs raisons mais ce ne sont pas les nôtres. À nous de reconstituer les puzzles. L'opposition de la "modernité" et de la "tradition", ces blocs an-historiques, ne permet ni de décrire ni d'analyser les situations que nous venons d'aborder. Dans toutes les parties de l'univers de la production à petite échelle des mouvements sont à l'œuvre depuis longtemps et leur évolution n'est jamais linéaire. L'État joue partout un rôle ancien et important, parfois essentiel. L'évolution des techniques, qui n'était pas notre sujet, mériterait certainement d'être abordée en ces termes.

Il nous faut aussi rejeter l'illusion si commune, et tellement commode quelquefois, de la séparation 196 ■ Gérard HEUZÉ CONCLUSION

de deux univers. Le gros n'ignore pas le petit et les barrières juridiques elles-mêmes manquent de consistance. La tendance principale n'est pas au dualisme, cet avatar dépassionné de manichéismes primitifs. L'importance d'une poignée de grandes firmes est une chose qui ne doit pas être oubliée. Cela ne veut pas dire que l'univers productif se divise entre ces dernières et le reste. Les schémas opposant le "secteur organisé" au "secteur inorganisé" ne font généralement que masquer les réalités. Une intégration incomplète et lente de l'économie, restée jusqu'ici cloisonnée, provoque la fragmentation accentuée du marché du travail en nombreux segments, qui ne sont pourtant pas des isolats. Les plus sérieux des schémas simplifiants seraient tripolaires, et différencieraient grandes entreprises, petites entreprises mécanisées et autres productions, mais ils ne seraient pas respectueux de la réalité. Nous ne reviendrons pas sur l'absence d'unité sociologique ou économique de ces ensembles statistiques. Les approches futures devront chercher des manières de les démonter et de les reconstruire qui respectent leurs agencements structuraux.

Nous avons tenu à parler des hommes et des femmes. Cette démarche ne vise pas à "illustrer" un essentiel qui serait le reste, et encore moins à "faire du social", comme cela est si souvent compris en Inde. Parler des producteurs c'est réintroduire le sujet dans un monde, celui de la production marchande, qui doit son contenu, tout son contenu, aux stratégies, aux visions, aux possibilités, aux forces et aux faiblesses humaines. L'humain est le fondement de toute valeur et de toute économie. Comment comprendre cette dernière en ignorant le premier? La réponse est bien simple. Il suffit de considérer les êtres comme des agents économiques, des individus standards et isolés, porteurs des mêmes aspirations, besoins et réactions. Ces visions ne sont pas sérieuses et ce n'est pas seulement vrai pour l'Inde. Le pays connaît toujours une structure de castes unique au monde, mais la famille tient le rôle économique essentiel, pour ce qui est des stratégies de vie et des consciences des producteurs. Des millions d'hommes se pensent en termes hiérarchiques, se considérant comme dépendants plutôt que producteurs. Les considérations de statut conditionnent des stratégies économiques et provoquent la réussite ou l'échec d'entreprises. Le politique, enfin. tient une place considérable, les gens se montrant capables d'obtenir par le biais de pratiques redistributives, et de pressions collectives ce que leur activité personnelle a failli à obtenir pourvu que leur insertion dans des réseaux de relations soit favorable. C'est ainsi, et ce n'est ni une maladie ni une

déviance, ni une faiblesse passagère. Les hommes vivent en société.

Ces hommes en société ressentent le poids des réalités économiques depuis fort longtemps et toute organisation sociale doit négocier le problème de la production et de la répartition des biens. En Inde la pénurie domine la scène, depuis deux siècles. La famine ne menace plus aujourd'hui mais c'est le marché du travail qui donne des signes de folie. Là encore, il est des manières culturelles et sociales, organisées, de réagir. On ne doit cependant jamais oublier l'importance de "l'armée industrielle de réserve", devenue une masse de moins en moins contrôlable. L'absence de travail module les réalités du travail et de l'emploi dans des proportions inconnues chez nous. Face à cette situation et aux autres crises qu'ils doivent affronter les travailleurs des activités à petite échelle ne sont pas inorganisés, au sens littéral du terme. Ils ne sont pas, ou peu, syndiqués et c'est différent. Certains sont minutieusement et sérieusement associés ou intégrés à des réseaux de relations, d'autres sont plus isolés. La majorité agit en fonction d'un cadre familial complexe qui est déja une organisation, même si la logique salariale n'est pas la sienne. L'organisation du producteur indien vise avant tout à conquérir et garder l'emploi, à stabiliser la condition. Au vu des vagues de licenciements qui touchent les grandes usines nous ne pouvons pas dire que les producteurs des petites entreprises soient toujours les plus mal lotis.

Faut-il idéaliser, illustrer ou défendre ce qui se passe dans les activités à petite échelle? Tout dépend de ce que l'on cherche à démontrer et quels intérêts l'on cherche à promouvoir. Il s'agit d'un domaine où les points de vues contradictoires abondent et nous devons avouer qu'ils nous concernent peu. Nous aimerions parfois qu'ils tracassent moins les scientifiques. Il en va de même, parfois, pour les soucis de développement. Le but est honorable et il est certainement positif que des citoyens éclairés donnent leur avis, mais là ne sont pas les questions. Il s'agit d'un domaine où il faut apprendre à séparer le but final et la recherche. Trop d'enquêtes, en cherchant le développement, et en traquant le nondéveloppement, passent à côté de l'essentiel, en adoptant un langage et des méthodes strictement utilitaristes. Nous ne pensons d'ailleurs pas que les petites activités aient des vertus particulières. Leurs problèmes sont fondamentalement les mêmes que ceux des autres endroits où s'effectuent la mise au travail d'êtres humains, mais la vie est dure, et souvent écourtée, dans toute une série de lieux de production. De ce point de vue, comment souhaiter leur généralisation?

Enfin, les catégories d'analyse. La réalité n'est pas à l'aise dans ses habits théoriques. On a tranché dans le vif des ensembles et les squelettes eux-mêmes (on dirait aussi : les structures) sont hachés en miettes. Que pouvons nous faire de ces cadavres ? Des statistiques aveugles pour bureaucrates inconcernés sans doute, et d'autres productions quasi rituelles, qui ne font, dans le cas indien, que s'inscrire dans une très longue tradition de connaissances qui ne profitent qu'à ceux qui s'en revendiquent pour assurer leur sécurité et maintenir leur statut. Les planificateurs ne planifient plus guère. Il sont victimes de l'idéologie libérale à la mode mais la

faiblesse des instruments de mesure et d'analyse joue aussi son rôle. Les scientifiques, et probablement aussi les gouvernants, ont besoin de se remettre en prise avec les réalités, Les premiers ont trop longtemps agi pour le compte des gestionnaires et des juristes avant de se mettre tout doucement à penser comme eux. Voilà pourquoi nous avons proposé les nouvelles méthodes d'analyse. Nous n'en ferons peut-être rien. Il faudra alors en essayer d'autres, en affinant nos visions et nos pratiques. Sinon la stérilité nous guette, et le "Tiers-Monde", comme nous mêmes en subiront les conséquences.

#### **BIBLIOGRAPHIE**

- Abraham A. (1980) Maharashtra Employment Guarantee Scheme. Economic and Political Weekly, XV, 32.
- Abraham A. (1980) Beedi Workers of Bombay. Economic and Political Weekly, XV, 10.
- Aggarwal N. (1972) Disguised Unemployment, Unlimited Supply of Labour and the Wage Gap. *Indian Economic Journal*, Janvier-mars.
- Agier, M. et T. Lulle (1987) Héritiers et prolétaires. Travail, mobilité sociale et vies de famille à Lomé (Togo), Cahiers de sciences humaines, vol. 23, n° 2
- Ahluwalia I. J. (1985) Industrial Growth in India; Delhi: Oxford University Press.
- AITUC. 1984. Handbook on Unorganised Workers, New Delhi: New Age Press.
- Amjad, R. 1981. The development of labor intensive industry in ASEAN countries, Geneva: International Labour Office
- Anderson, D. 1982. Small Industry in Developing Countries-Some Issues, World Bank Staff Working Papers, n ° 518.
- Anderson, D. et F. Khambata. 1981. Small Industry and Development Policy in the Philippines: a Case Study, World Bank Staff Paper no 468.
- Anonyme (1975). Battle of Minimum Wages, Economic and Political Weekly, vol. X, 15 mars.
- Armington, C. et M. Odle. 1982. Small Business: How Many Jobs? Brooking Review, no 2.
- Asad T. (1973) Anthropology and the colonial encounter, London: Ithaca.
- Asian Employment Programme of I. L. O. (1981) Women in the Indian Labour Force, Bangkok: A. R. T. E. P.
- Augé, M. 1972. Sous développement et développement : terrain d'étude et objet d'action en Afrique francophone, Africa, vol 52, n° 3, iuillet
- Awchatt A. (1976) Hamals of Poona. Economic and Political Weekly, vol. XI, n° 24 et 25.
- B. M. (1985) Empty Talks of Poverty Programs. Economic and Political Weekly, XX, 34.
- Baechler, J. 1988. La solution indienne, Paris: Presses universitaires de France
- Baffie, J; Droz, M.C., Farabollini P.; Simon, J.C. et C. Theurillat. 1987. Les slums de Bangkok, dynamisme et précarité, Cahiers des sciences humaines, vol 23, n°1
- Ballandier, G. 1955. Sociologie des Brazzavilles noires, Paris : Armand Colin.
- Banaji, Rohini. (1985) Industrial Women in Asia. I. S. I. S. September.
- Bandhopadhyaya B. (1979) Women Workers in the Informal Sector of Industry in Calcutta. *Journal of All India Women* Association. Septembre.
- Bandhua Mukti Morcha (1981) Bonded Liberation Front : an Introduction. New Delhi : Special Editor.

- Banerjee B. 1977. Growth of Industrial Employment inIndia and the Structure of Manufacturing Industries in Uttar Pradesh 1961-1967, Washington: World Bank Development Economics Department.
- Banerjee B. (1996) Rural to Urban Migrations and the Urban Labour Market: Bombay: Himalaya Publication House.
- Banerjee N. et A. Bagchi. (1981). Change and Choice in Indian Industry: Calcutta: Center for Studies in Social Sciences.
- Banerjee N. (1985) Women Workers in the Unorganised Sector The Calcutta Experience, Hyderabad: Sangam Books.
- Banerjee. S. (1984) Black Money Menace in India. Main Stream, XXII, 44.
- Bardhan P. (1984). The Political Economy of Development in India; New Delhi: Oxford University Press.
- Basu T. (1977) Calcutta Sandal Makers. Economic and Political Weekly, XII, 6 aout..
- Basu T. (1978) Porters of Howrah Goods Sheds, Economic and Political Weekly, XIII, 49.
- Basu T. (1978) Tannery Workers of Calcutta. Economic and Political Weekly. XIII, 2.
- Bellwinkel M. (1973). Rajasthani Contract Labour in Delhi. Delhi Sociological Bulletin. Vol. XXII, n° 1.
- Beteille A. (1965) Caste, Class and Power, Berkeley: University of California Press.
- Beteille, A. 1983. Equality and Inequality, theory and practice, Delhi: Oxford University Press
- Bhat A. R. (1980). Small Industry in Retrospect, Puna.
- Bhat V.V. (1982) The Match Industry in Sivakasi. A Case Study of Technologies, Working Conditions and Self Employment. Economic and Political Weekly, XVII, 22.
- Bhattacharya A. (1969) Industries in Poona Metropolitan Region. Economic and Political Weekly, vol IV, N° 28-29-30.
- Bhattachary S. N. (1980). Rural Industrialisation of India, Delhi: B. R. Publication Corporation.
- Birla Institute of Scientific Research (1979) The Purchasing Power of Workers. An Inter Country Comparison; New Delhi: Birla Institute Press.
- Birla Institute of Scientific Research, Economic Research Division. 1980. *Immigration and Informal Sector*, a Case Study of Urban Delhi, New Delhi: Vision Books.
- Bisway. A. Chatterjee. P. Chaube. S. (1976) The Ethnic Composition of Calcutta and the Residential Pattern of Minorities. Geographical Review of India. XXXVIII, 2.
- Bloch M. (1968) La société féodale. Paris: Albin Michel.
- Boillot, J.J. 1988. Régulation et développement. Le modèle indien depuis 1947, Paris : thèse de doctorat en sciences économiques
- Bolton Committee Report: Small Firms, Londres: Her Majesty Stationery Office.
- Bombay Labour Office. 1936. Report of an Enquiry into Wages,

- Hours of Work and Conditions of Employment in the Retail Trade of some Towns of Bombay Presidency, Bombay : Government Press.
- Bonnet, M. 1989. Le travail des enfants en Inde aujourd'hui, Paris : mémoire présenté à l'Ecole des Hautes Etudes.
- Bose A. N. (1970). Urbanisation in India 1901-1971. New Delhi : Academic Books.
- Bose A.N. (1978) Calcutta and Rural Bengal: Small Sector Symbiosis., Calcutta: Minerva associates for I. L. O.
- Boswell, J. 1972. The Rise and Decline of Small Firms, Londres: Allen and Unwin
- Bradey, B. 1975. The Destruction of the National Economy in Peru: a Problem of the Articulation of Modes of Production, Economy and society, vol. 4, n° 2, mai.
- Braudel, F. 1979. Civilisation matérielle, économie, capitalisme, XV °-XVIII ° siècle, Paris : Armand Colin.
- Breman J. (1974) Patronage and Exploitation Berkeley: University of California Press.
- Breman J. (1976) A Dualistic Labour System ? A Critic of the Informal Sector Concept. Labour Force and Class Formation. Economic and Political Weekly, XI, 48-49-50.
- Breman, J. 1980. The Informal Sector in Research: Theory and Practice, Rotterdam: Comparative Asian Studies Programme
- Breman J. (1985) Of Peasants, Migrants and Paupers. New Delhi: Oxford University Press.
- Bromley R. (1978) The Streets Traders of Columbia. World Development. No 6, P. 161-171.
- Bromley R. (1979). The Urban Informel Sector. Critical Perspective on Employment and Housing Policies. Oxford: Pergamon Press.
- Cabanes, R. (1987) Filières et stratégies socio professionnelles (études de cas de 12 ouvriers à Sao Paulo au Brésil), Cahiers de sciences humaines, vol. 23, n°2.
- Cain G. G. (1975) The Challenge of Dual and Radical Theories of the Labour Market to Orthodox Theories. American Economic Review, 55, 2.
- Cartillier M. (1975). Role of Small Scale Industries in Economic Development Irrigation Pumpsets Industries in Bangalore. Economic and Political Weekly, (1° novembre), vol. XV. N° 44-45.
- Centre for Science and Environment (1985) The State of India's Environment. New Delhi: Ravi Chopra.
- Chakravarthy (1978) Emergence of an Industrial Labour Force in a Dual Economy, Indian Economic & Social History Review. XV.3.
- Chamoux, M. N. (1987) La roue de la fortune et le développement. Stratégies de mobilité sociale dans un village mexicain, Cahiers de sciences humaines, vol. 23, n°2
- Chandavarkar, R. 1989. Pour une nouvelle histoire de l'industrialisation de l'Inde contemporaine, dans le livre publié sous la direction de R. Lardinois: Miroir de l'Inde, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme.
- Chandra, N et C.S. K. Singh (1983) Working Conditions of Brick Kiln Workers, National Labour Institute Bulletin, vol. 9, no 4
- Charmes J. (1982) L'évaluation du secteur non structuré : méthodes, résultats, analyses : l'exemple de la Tunisie ; Paris : AMIRA.
- Charmes J.; Kamoun. A. (1985). Employment and Underemployment in the Informal Sector of Developing Countries. Concepts and Methods of Observation. Century Session of the International Institute; Amsterdam, 12-22 Aout.

- Charmes, J. 1985. Approches macro économiques et anthropologiques du secteur non structuré, *Economies en Transition*, juin
- Charmes, J. et P. Couty et G. Winter. 1985. Rapports nord-sud: Pour des stratégies de développement plus réalistes et mieux informées, Economies en transition, juin.
- Charmes, J. et A. Kamoun (1985) Emplois et sous emplois dans le secteur non structuré des pays en développement, concepts et méthodes d'observation. Centenaire de l'Institut de statistique, Amsterdam.
- Chowdhury, A. (1974) To Brush the Stone Crushers, Economic and Political Weekly, vol IX, n° 50.
- Child, F.C. (Non daté) An empirical study of small scale rural industry in Kenya, Nairobi: Institute of Development Studies
- Communist Party of India (1979) Janata Butchery at Faridabad; New Delhi: New Age Press.
- Copans, J. (1987) Des modes domestiques aux modes salariés: cycles de prolétarisation et proto prolétarisation féminine. Réflexions à partir d'exemples africains, Cahiers de sciences humaines, vol. 23, n° 1.
- Coriat B. (1981) Transferts de Technique, Division du Travail et Politiques de Main-d'Oeuvre; Critique de l'Economie Politique, N° 14, Janvier.
- Correa C. (1985) The New Landscape; Bombay: Tata Press.
- Correspondent (1978) Agricultural Labour: Getting Power. Economic and Political Weekly, XVIII, 41.
- Correspondant (1978) Working Class Women and Working Class Families in Bombay, Report of a Survey; Economic and Political Weekly, XIII, 29.
- Dandekar M. (1986) Agriculture, Employment and Poverty. Economic and Political Weekly. XXI,38-39.
- Dandekar V.M.; Rath. N. (1971) Poverty in India; Poona: India School of Political Economy.
- Dayal J.; Bose. A. (1977) Delhi Under Emergency; Delhi: E.S.S. Publications.
- Dasgupta B. (1973) Calcutta's Informal Sector. Bulletin of the Institute of Development Studies, Octobre.
- Das Gupta R. (1980) Labour Market in Colonial India. Calcutta : Université de Calcutta.
- Datt R.; Sundharam. K.P.M. (1983) Indian Economy; New Delhi: Chand Company Limited.
- Desai A.R.; Pillai. D. (1970) Slums and Urbanisation; Bombay: Popular Prakashan.
- Deshpande L. K. (1979) The Bombay Labour Market, Dept of Economics: Un. of Bombay.
- Deshpande L. K.; Deshpande. S. (1985) Census of 1981 and the Structure of Employment; Economic and Political Weekly, XX. 22.
- De Souza A. (1983) The Indian City. Poverty, Ecology and Urban Development; Delhi: Manohar Publications.
- De Souza J.B. (1989) The Real City Savers. Economic and PoliticalWeekly, XXIV, 19. (20 mai).
- Development Commissioner, Small Scale Industries (1974) Small Scale Industries in India; New Delhi: Ministry of Industry.
- Development Commissioner, Ministry of Industry (1977) Report on Census of Small Scale Industry Units; New Delhi: Government of India Press.
- Dhar, P. N. 1960. Small Scale Industries in Delhi, Bombay: Asia Publishing House

- Dhar, P. N. et H. F. Lydall. 1961. The Role of Small Scale Entreprises in Indian Economic Development, Bombay : Asia Publishing House
- Dillip. A. (1984) Contract Labour and the Struggle for Workers' Rights; South Asia Bulletin; IV, I.
- (The) Directorate of Cottage & Small Scale Industries (1977) Guidelines for Cottage and Small Scale Industries; Calcutta: Government of West Bengal Press.
- Directorate of Planning, C. M. D. A. (1977) An Approach to Economic Renewal and Promotion Programme: Informal Industry Sector Report, N° 44; Calcutta: government of West Bengal Press.
- Dumont, L. 1967. Homohierarchicus, Paris: Gallimard.
- Eapen M. (1984) Structure of Manufacturing Work Force. A Preliminary Analysis of Emerging Tendencies; Economic and Political Weekly, XIX, 31-32-33.
- Economie et Humanisme (1982) L'Inde en Mutation; Lyon.
- Economic and Social Support Cell (1977) A Study Report on Small Scale Timber and Plywood Industries at Ultadanga and Beliaghata; Calcutta: Government of West Bengal Press.
- Editeur (1983) Child Labour, no Solution; Economic and Political Weekly; Vol. XVIII, N° 43.
- Editeur (1986) L'Etat de l'environnement en Inde : La Lettre de Solagral, N° 58.
- Editeur (1979) Struggle for Employment of Villagers of Naini; Economic and Political Weekly, XIV, 17.
- Editeur (1986) Our Hunted Hawkers; Business Standart, May Ist.
- Editeur (1980) The Informal Urban Economy and its Boundaries; Economic and Political Weekly, 29 mars.
- Editeur (1981) Women and the Informal Sector; I.D.S. Sussex Bulletin, XII, 3.
- Editeur (1977) Working Class in the Small Sector; Economic and Political Weekly, XII, 12.
- Emmerij L. (1974) A New Look at Some Strategies for Increasing Productive Employment in Africa; International Labour Review. Vol. IIO. N° 3.
- Ewenczyk S.; Weibel P. (1981) L'Inde et le non développement.
  Paris; Hatier.
- Farge A. (1979) Vivre dans la rue à Paris au XVIII° siècle ; Paris : Julliard.
- Fei, J. C. H. et G. Ranis (1964) Development of the Labor Surplus Economy: Theory and Politics, New York, Irwin Homewood
- Fisseha, Y. et O. Davies. 1981. The Small Scale Manufacturing Enterprises in Jamaïca: Socio Economic Characteristics and Constraints, East Lansing: Michigan State University.
- Garin, M. (1987) Sur l'hypothèse proto industrielle, Cahiers de science humaines, vol 23, n° 2
- Geertz C. (1963) Peddlers and Princes. Social Change and Economic Modernisation in Two Indonesian Towns; Chicago: University of Chicago Press.
- Gerry, C. . 1974. Petty Producers and the Urban Economy, A Case Study of Dakar, Genève: Bureau International du Travail.
- Ghosh B. N. (1977) Disguised Unemployment in Underdevelopped Countries; New York: Heritage Publishers.
- Godelier, M. 1973. Modes de production, rapports de parenté et structures démographiques, La pensée, n° 172, décembre.

- Goldar, B. N. 1982. Unit Size and Economic Efficiency: a Study of Small Scale Soap Industry in India, Delhi: Institute of Economic Growth
- Gonsalves C. (1981) Bombay, a City Under Siege; Bombay: Institute of Social Research and Education.
- Gonsalves C.; Panjvani N. (1982) Bombay Housing Policy.
  Documents and Critiques; Bombay: Institute for Social
  Research and Education.
- Gore M. S. (1970) Immigrants & Neighbourhoods; Bombay: Tata Institute of Social Science.
- Gould H. A. (1961) Lucknow Rickshaw Valas. The Social Organisation of an Occupationnal Category; International Journal of Comparative Sociology, VI. I.
- Government of India (1976) Tables with Notes on Small Scale Manufacturing in Urban and Rural Areas; New Delhi: Ministry of Planning.
- Government of India, Committee on Unemployment (1974) Report: Delhi: Manager of Publication, Government of India.
- Government of India (1983) Anand Parbat, Informal Sector in a Metropolis; New Delhi: Town and Country Planning Organisation.
- Gray G. (1979) L'Economie Informelle; Futuribles 2 000, 24 juin.
  Grégoire, E. (1987) Emploi et travail salarié à Maradi, Niger,
  Cahiers de sciences humaines, vol. 23, n°1
- Gulati L. (1976) Female Work Participation. A Study of Inter-State Differences. Economic and Political Weekly, X. I.
- Gulati L. (1981) Profiles in Female Poverty; Delhi: Hind Publications.
- Gulati L. (1979) Female Labour in the Unorganised Sector. Profile of a Brick Worker; Economic and Political Weekly, XIV, 16.
- Guenais M. E.; Lacombe B.; Boungou G.; Guillaume A. (1985)
  Une enquête à l'orée de la pluridisciplinarité; Paris: Amira.
- Haan, H. H. (de) 1980. The Industrial Distribution of Labour Force in India, 1961-1971, Rotterdam: Erasmus University
- Haggblade, S. et J. Defay et B. Pitman 1979. Small Manufacturing and Repair Enterprises in Haïti: Survey Results. Chicago: Michigan State University.
- Hallam, R. 1974. The Production of Poverty, Economy and society, vol. 3, n° 4, novembre.
- Hanumantha Rao C. H. (1978) Urban Versus Rural or Rich Versus Poor?; Economic and Political Weekly. Vol. XVIII, N° 40.
- Harris B. (1978) Quasi Formal Employment Structures and Behaviour in the Unorganised Urban Economy and the Reverse: Some Evidences from South Asia; World Development, 6.
- Harris J. (1981) Two Theses on Small Industries. Notes from a Study in South India. Paper presented to the 7th Conference of South Asia Studies; London 7-II Jul. 81.
- Harris J. (1982) Small Scale Production and Labour Market in Coimbatore. Characters of an Urban Economy; Economic and Political Weekly, XVII, 24.
- Hart, K. 1973. Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana, Journal of Modern African Studies, no 11, mars, pp. 61-89.
- Hartinam M. (1977) Typology of Countries by Labour Force Participation Patterns; Economic Development for Cultural Change, Vol. XXV. n°2.

202 🔳 Gérard HEUZÉ BIBLIOGRAPHIE

- Hay, D. A. et D. J. Morris. 1984. *Unquoted Companies*, Londres: Macmillan.
- Heuzé G. (1983) Travailleurs des petites entreprises ; Publication du colloque (Economie et Humanisme) "Société industrielle et environnement urbain en Inde". Lyon : E & H.
- Heuzé G. (1985) La classe ouvrière indienne ; Thèse de doctorat. Nantes.
- Heuzé G. (1985) Nouvelles formes d'action syndicale ; Esprit, N° 107, Hors série II.
- Heuzé G. (1986) Les rapports entre la classe ouvrière et la communauté musulmane dans l'Inde du nord : une dialectique complexe et actuelle ; dans *Islam* et société en Asie du sud (sous la direction de M. Gaboriau), Paris : Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du sud.
- Heuzé G. (1986) Problèmes de méthodologie statistique et de catégorisation dans l'Inde contemporaine. Paris: AMIRA, N° 52.
- Heuzé G. (1987) Notes concernant l'analyse de la maind'oeuvre du secteur non structuré dans l'Inde d'aujourd'hui. Economies en transition, N°9.
- Heuzé G. (1987) Travail et travailleurs en Inde. Nantes : L.E.R.S.C.O.
- Heuzé G. (1989) La grève du siècle. Le conflit des ouvriers des usines cotonnières de Bombay. Octobre 1981- Juillet 1983. Paris: L'Harmattan.
- Heuzé G. (1989) Ouvriers d'un autre monde. Paris : Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Hirschmam A. D. (1974) Stratégie du développement économique. Paris : Editions Ouvrières.
- Ho, S. 1980. Small Scale Enterprises in Korea and Taïwan, Washington: The World Bank (Staff working paper n° 384)
- Hugon, H. 1967. Analyse du sous développement en Afrique noire, Paris: Presses universitaires de France
- Holmstrom M. (1984) Industry and Inequality. The Anthropology of Indian Labour. Cambridge University Press.
- Incao, M. C. d', (1987) Le travailleur boia fria. Histoire d'une errance, conditions de travail et mobilisations récentes dans l'état de Sao Paulo (Brésil), Cahiers de sciences humaines, vol. 23, n°2.
- International Labour Office (1984) Year Book of Labour Statistics. Genève.
- Institute of Applied Manpower Research (1972) Employment and Unemployment in India; New Delhi: I.A.M.R. Press.
- Islam R. (1985) Strategies for Alleviating Poverty in Rural Asia; Bangkok: A.R.T.E.P.
- Iyer R. (1979) Maharashtra's Small Units Belt, Business Standart; October 29 th.
- Jardavpur University. 1964. Survey of Small Engineering Units in Howrah, Bombay: Reserve Bank of India
- Jalan B. (1978) Production in Tiny, Small and Large Sectors; Economic and Political Weekly, XIII, 20.
- Jellinek, L. et C. Manning et G. Jones. 1978. The Life of the Poor in Indonesian Cities, Clayton: Monash University
- Jha S.S. (1986) Structure of Urban Poverty. Bombay: Popular Prakashan.
- Jobert B. (1985) Rhétorique populiste et crise de gouvernement ; Esprit  $N^\circ$  107, Hors série II.
- Johri C. K.; Pandey S. M. (1972) Employment and Relationships in the Building Industry. A Study in Delhi; New Delhi: Sri Ram Center.
- Jorgenson, D. W. (1961) The development of α dual economy, Economic Journal, june, pp. 309-334

Joshi B. K. (1984) Alternative Development Strategies and the Indial Experience. Bombay: Himalaya Publishing House.

- Joshi, H. and H. Lubell and J. Mouly, (1976): *Urbanisation et emploi en Côte d'Ivoire*, Genève: Bureau International du Travail
- Joshi H.; Joshi V. (1976) Surplus Labour in the City: A Study of Bombay Delhi: Oxford University Press.
- Jumani U. (1984) Culture of the Self Employed; We, the Self Employed, (Sewa), Juillet.
- Kahnert, F. 1985. The Small Scale Enterprise Credit Programme under the second and third Calcutta Urban Development Projects, Washington: World Bank
- Kalpagam U. (1981) Labour in Small Industry. Case of Export Garment Industry in Madras. Economic and Political Weekly, XVI, 4.
- Kalpagam U. (1981) Women, Work and Poverty. Economic and Political Weekly, XVII, 26.
- Kamal N. K. (1982) The Black Economy in India. Delhi : Chanakya Publications.
- Kamal N. K. (1986) India's Black Economy and Maldevelopment. New Delhi: Patriot Publications.
- Kannan K. P. (1984) Evolution of Unionisation and Changes in Labour Processes under Lower Forms of Capitalist Production. Dans: Das A. N., Nilakant V., Dubey. P. S. The Worker and the Working Class. A Labour Study Anthology. New Delhi: Public Enterprise Center for Continuing Education.
- Kapadia, Pillai (1972) Industrialisation and Rural Society. Bombay: Popular Prakashan.
- Kashyap S. P. (1984) Diamond Shapers of Surat. Characteristics of Work Force. Indial Journal of Industrial Relations, XIX. 4.
- Khusro A. M. (1974) Economic Development and Inter Sectoral Labour Supply, the Indian Case. International Social Science Journal, XXVI.
- Knight, J. et R. H. Sabot 1982. From Migrants to Proletarians: Employment Experience, Mobility and Wages in Tanzania, Oxford Bulletin of Economics and Statistics, n° 44
- Krishnamurti J. (1974) The Structure of the Working Force in the Indian Union (1951-1971). Sussex, ELMSAS.
- Krishnamurti J. (1967) Changes in the Composition of the Working Force and Labour in India 1901-1951. A Theorical and Empirical Analysis. The Indian Economic and Social History Review, IV. I.
- Kuchhal S.C. (1985) The Industrial Economy of India. Allahabad: Chaitanya Publishing House.
- Kula, W. 1970. Théorie économique du système féodal, Paris : Mouton
- Kumar, N. 1988. The Artisans of Banaras. Popular Culture and Identity 1880-1986, Princeton: Princeton University Press
- Kurien C. T. (1978) Small Sector in New Industrial Policy. Economic and Political Weekly, Vol. XVIII, N°9.
- Labour Bureau (1983) *Indian Labour Year Book* 1982. Shandigarh et Simla: Government of India Press.
- Lachaier, P. 1989. Les réseaux sous traitants et industriels dans l'état du Maharashtra (Inde). Clientèlisme, sous traitance et castes, Paris : thèse soutenue à la Maison des sciences de l'Homme.
- Lakdavala, D. T. et J. C. Sandesara. 1960. Small Industry in a Big City, Bombay
- Laleshmon T. K. (1982) The impact of socio economic dualism on the development process, Bombay: Himalaya Publication House.

- Lakdavala D. T.; Sandesara J. C. (1961) Small Industries in a Big City. A Survey in Bombay. Bombay.
- Lakshman, T. K. 1982. The Impact of Socio-economic Dualism on the Development Process, Bombay: Himalaya Publications House
- Lall, V. D. 1989. Informal Sector and Development Planning, New Delhi: Society for Development Studies
- Lall, V. D. 1989. International Experiences of the Informal Sector, New Delhi: Society for Development Studies.
- Landes D. S. (1969) The Unbound Prometheus: Technological Change and Industrial Development in Western Europe from 1750 to the present. Cambridge and New York.
- Lewis, A. W. (1954) Economic Development with unlimited Supply of Labour, Manchester School, vol. XXVI, p. 1 à 32.
- Liedholm, C. et E. Chuta. 1977. The Economics of Rural and Urban Small Scale Industries in Sierra Leone, East Lansing: Michigan State University
- Lin S. et W. Patnaik. (1983) Migrant Labour at "Asiad 82". Construction Sites in New Delhi. Bulletin of Concerned Asian Scholars. XIV. 3.
- Loenig A. (1984) Prawn Fish Head Cutters of Haroa. Manushi, 24.
- Lomba, A. (1978) Construction Labour: Pauperisation in the Village and Exploitation in the City, How, vol I, n° 3
- Lubell H. (1974) Urban Employment and Development. The Prospects for Calcutta. Genève: B.I.T.
- Mac Dougall J. (1964) Ancillary Industries in Asansol Durgapur. A Preliminary Study. New York: Asia Publication House.
- Mac Gee; Myers Y. (1977) Hawkers in South East Asian Cities.
  Ottawa: International Development Research Centre.
- Macolsom, J. M. 1981. Unemployment and the Efficiency Wage Hypothesis, Economic Journal, vol. 91, n° 364.
- Madhavan P. K. S. (1983) Report on Bonded Labourers in Stone Quarries, Hyderabad: Action for Welfare in Rural Environment.
- Mahalanobis P. C. (1986) Why Statistics and Other Essays. Calcutta: Statistical Publishing Society.
- Majumdar P.; Majumdar I. (1978) Rural Migrants in an Urban Setting. Delhi: Hindustan Publishing Corporation.
- Majumdar T. K. (1983) Urbanising Poor. Delhi Lancers Pub..
- Mally M. (1980) Survey on Women Workers in the Unorganised Sector of Coir Industry in Kerala. Kottayam: Indian Institute for Regional Development Studies.
- Manning, C. 1979. Wages Differentials and Labour Market Segmentation in Indonesian Manufacturing, Canberra: Australia National University (doctoral dissertation)
- Manohar M. (1981) Women Construction Workers of Warangal. Economic and Political Weekly, XVI. 4.
- Marla S. (1981) National Survey on the Incidence of Bonded Labour. Final Report. New Delhi.
- Mathur D. C. (1974) Wage Structure in a Developing Economy. Jaipur.
- Mathur, G. C. (1981) Working and Living Conditions of Migrant Construction Labour in India, New Delhi: National Labour Institute
- Mathur, R. N. (1986) Perception of Quality of Working Life and Related Factors: A study of women workers in the construction industry, New Delhi: Indian Institute of Technology (Doctoral dissertation)
- Mathur S. P. (1979) Economics of S.S.I., Delhi : Sundeep Prakashan.

- Mazumdar, D. 1958. Factors in Wage Disparities between Agriculture and Industry in a Developing Economy, Cambridge: Cambridge University (doctoral dissertation)
- Mazumdar, D. (1975) The theory of Urban Underemployment in less Developed Countries, Washington, World Bank Staff Working Paper, n° 198.
- Mazumdar, D. (1975) The Urban Informal Sector, Washington, World Bank Staff Working Paper no 211.
- Mazumdar A. (1980) Immigration to Informal Sector. A Case Study of Urban Delhi. New Delhi.
- Mazumdar, D. 1983 The Role of Small Scale Enterprises in the Indian Economy, Washington: the World Bank
- Mazumdar, D. 1984. The Issue of Small Versus Large in the Indian Textile Industry: an Analytical and Historical Survey, Washington: The World Bank (staff working paper)
- Mazumdar, D. 1984. The Rural Urban Wage Gap, Migration and the Working of the Urban Labour Market, an Interpretation based on a Study of the Workers of Bombay City, Indian Economic Review, vol. 18, n° 2
- Mc Gee, T. G. 1979. The Poverty Syndrome. Making out in the South East Asian Cities (dans Bromley et Gerry: Casual Work and Poverty in Third World Cities)
- Mehta D & P. (1984) Behind the Glitter. Zardozi Workers in Delhi. Manushi, 24.
- Mehta M.M. (1976) Industrialisation and Employment. New Delhi.
- Mehta P. (1979) Labour Relations in Small Enterprise (ILO projetc). New Delhi: N. L. Institute.
- Mehta, P. 1985. The Sweatshops of Surat, Business Standart, 6 mars
- Mehta V. (1982). Unemployment, Inequality and Parallel Economy: A solution New Delhi: Vima Gram Samaj Trust.
- Meillassoux, C. 1973. Il y a t-il des castes en Inde? Cahiers internationaux de sociologie, LIV, l.
- Meillassoux, C. 1982. Femmes, greniers, capitaux, Paris : François Maspéro
- Mies M. (1981) Dynamics of Sexual Division of Labour and Capital Accumulation Women Lace Workers of Narsipur. Economic and Political Weekly, XVI, 10, 11, 12.
- Mill Mazdoor Sabha (1981) Powerloom workers in Maharashtra: a study of unorganised textile labour, Bombay: research wing MMS.
- Miras, C. de. 1987. De l'accumulation du capital dans le secteur informel, Cahiers de sciences humaines, vol. 23, n° 1
- Mohan, R. 1989. Industry and Urban Employment, 1961-81. A Preliminary Exploration, Economic and Political Weekly, vol. XXIV, no 44-45, pp. 2481-2504.
- Mohanty B. (1986) Economics of Small Scale Industries. New Delhi: Ashish Publication House.
- Moir H. (1978) The Jakarta Informal Sector. Genève: B.I.T.
- Moorhouse G. (1971) Calcutta 1971, Londres Wielenfeld & Nicholson.
- Mottez, B. 1976. Systèmes de salaires et politiques patronales, Paris : CNRS
- Moulick T. K.; Purushotham P. (1982) The Match Industry in Sivakasi. A Case Study of Technology, Working Conditions and Self Employment. Economic and Political Weekly, XVII, 22.
- Moulick T. K.; Purushotham P. (1986) Technology Transferts in Rural Industries. Bombay: Popular Prakashan.
- Mukherjee R. (1975) Social Indicators. Delhi: Mac Millan.

204 🛍 Gérard HEUZÉ BIBLIOGRAPHIE

- Mukherjee S. (1974) Under the Shadow of the Metropolis. They are Citizens Too. A report on the survey of 10 000 pavement dwellers in Calcutta. Calcutta (Ronéoté.)
- Mukherjee S. (1981) Mecanism of Underdevelopment. Labour migrations and Planning Strategies in India. Calcutta: Prajna.
- Mundle S. (1981) Labour Absorption in Agriculture and Restricted Market for Manufacturing Industry in Asia, Economic and Political Weekly, Vol. XVI, N° 19-20-21.
- Nadar N. T. (1986) Small Scale Industries Interrelationship with Large Scale Industry. Coimbatore: Rainbow Publications.
- Nadkarni M. V. (1978) Fresh Look at Unemployment. Economic and Political Weekly, XVIII, 11.
- National Sample Survey Organisation (1979) National Sample Survey, 32nd Round, Vol. 282. Nov. Delhi: Government of India Press.
- N. S. I. C. (1983) Directory of Small Units Entitled for Government Purchase. New Delhi: Government of India Press.
- Noiriel G. (1986) Les ouvriers dans la société française. Paris : Seuil.
- Ohanrevaju J.; Fapohunda (1978) The Informal Sector of Lagos, An Inguiry into Urban Poverty and Employment. (Lagos: University of Lagos) Genève: Bureau International du Travail.
- Ohkawa, K. et M. Tajima. 1976. Small-Medium Scale Manufacturing Industry: A Comparative Study of Japan and Developing Nations, Tokyo: International Development Centre of Japan.
- Omvedt G. (1981) Steel Workers, Contract Labourers and Adivasi. Economic and Political Weekly, XVI, 30.
- Omvedt G. (1982) Nous démolirons cette prison! Paris: Des Femmes.
- Oudin X. (1986) Population et emploi non structuré en Côte d'Ivoire. Paris : Amira.
- Palsapure P. Z. (1976) Regional Study of Industrial Development of Vidharbha. Bombay: Popular Prakashan.
- Pandey, B. P. Anand. 1981. Banaras Brocades. Structures and functioning. Varanasi: Gandhian Institute of Studies.
- Pandhe M. K. (1979) Child Labour in India. Calcutta.
- Papola T. S.; Singh V. B. (1973) Labour Economics, Survey of Research in India, New Delhi: I.C.S.S.R. Surveys of Research in Social Sciences.
- Papola T.S.; Subrahmanyam K.K. (1975) Wage Structure and Labour Mobility in a Local Labour Market. A Study in Ahmedabad. Bombay: Popular Prakashan.
- Papola T.S. (1981) Urban Informal Sector in a Developing Economy, New Delhi: Vikas Publications House.
- Papola T. S. . 1981. Dissecting the Informal Sector, Economic and Political Weekly, vol. XVI, n° 31
- Park Fun Ho, 1981. An analysis of Wage Differentials According to Firm Size, Korea Development Review, december.
- Pathak H. N. (1970) Small Scale Industries in Ludhiana. Economic and Political Weekly, Vol. V. N°
- Patil R. B. (1982) Industrial Labour in Ichalkaranji. Kolhapur : University of Shivaji.
- Paul S. et A. Subrahmaniam, (1983) Development programs for the poor: "do strategies make a difference". Economic and Political Weekly, XVIII, 10, pp 349-357.
- PECTA, (1983) Le secteur non structuré à Niamey, rapport d'une enquête (rédigé par J. Charmes) Addis Abeba: Bureau International du Travail.

P.U.C.L. (People's Union for Civil Liberties) (1983) Special Issue on the Sands of the Death. P.U.C.L. Bulletin. Vol. III, N° 3.

- People's Union for Democratic Right (1983) Anonymous Struggles. New Delhi: Special Editor.
- Planning Commission (1970) Report of the Committee of Experts on Unemployment Estimates. New Delhi: Government of India Press.
- Poitevin G. (1984) Les marginaux de l'éternel. Paris : l'Harmattan.
- Poitevin G. (1986) Système de relations et dynamiques socioculturelles dans les migrations à la périphérie du centre urbain de Pune, Inde (Maharashtra). Pune : Centre de recherches coopératives en sciences sociales.
- Polanyi, K. 1983. La grande transformation, Paris: Gallimard Portes A. (1981) Labour, Class and the International System. New York.
- Portes A.; Blitzer S.; Curtis J. (1986) The Urban Informal Sector in Uruguay. Its Internal Structure, Caracteristics and Effects. World Development, Vol. XIV, N° 6.
- Pushpa S. (1981) Characteristics of Female Employment. Economic and Political Weekly, XVI, 19.
- Puttaswamaiah K. (1977) Unemployment in India. Policy for Manpower. New Delhi: Oxford & I.B.M. publ. comp.
- Ramachandran P. (1974) Some Aspects of Labour Mobility in Bombay City. Tata Institute of Social Sciences Series, 30.
- Ramaswamy U. (1983) Work, Union and Community. Delhi : Oxford University Press.
- Ranadive J.; Thorner A. (1985) Households as a First Stage in a Study of Urban Working Class Women. Economic and Political Weekly, Vol. XX, N° 7, 27 avril.
- Ranga Rao K.; Rao M.S.A. (1984) Cities and Slums. A Study of Squatters Settlements in the City of Vijayawada. New Delhi: Concept Publishing Company.
- Rao M.S.A. (1986) Studies in migration. Internal and International migration in India, Delhi: Manohar Publications.
- Ray K. R. (1979) Industrialisation in India. New Delhi : Oxford University Press.
- Ray R. K., 1982, 'Pedhis' and Mills. The Historical Integration of the Formal and Informal Sector in the Economy of Ahmedabad, The Indian Economic and Social History Review, vol. XIX, n° 3 et 4
- Raynaud, E. 1965. Le sous-emploi rural dans les pays en développement, Etudes rurales, n° 18.
- Renuka (1978) Struggle of Brick Kiln Workers against Bondage and Oppression. How. I, I.
- Reserve Bank of India. 1979. Survey of Small Industrial Units 1977. Bombay: department of statistics of the RBI
- Rey, P. P. 1971. Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme, Paris : François Maspéro
- Romatet, E. 1983. Calcutta's Informal Sector. Theory and Reality, Economic and Political Weekly, Vol. XVIII, n° 50, pp. 2115-2128.
- Rothermund D.; E. Kropp et G. Dienemam. (1980) Urban Growth and Rural Stagnation. New Delhi: Manohar.
- Safa H. (1983) Towards a Political Economy of Urbanisation in Third World Countries. Delhi: Oxford University Press.
- Saha S.K. (1980) Industrial Policy and Locationnal Dynamics of Small Scale Enterprises in India. A Case Study of Small Scale Metal Working Firms in the Chhota Nagpur Region of Bihar. London, Institute of Geographics (Seminaire)
- Samanta, D. K. (1979) Tradition and Migrant group: A case from Maharashtra, Eastern Anthropologist, vol. 32, n° 7

- Sandesara J. C.; Bishnoi T. R. (1986) Factor Income Shares by Sectors in Indian Economy, 1960-61, 1981-82. A Statistical Analysis; Economic and Political Weekly, XXI, 32.
- Santos, M. (1975) L'espace partagé, les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous développés, Génin.
- Sarma J. K. (1978) Cottage Industry Metal Workers of Assam; Economic and Political Weekly, Vol. XVIII, N ° 42.
- Satya Raju R. (1983) Informal Sector in Urban Labour Market.
  A Case Study of Shops and Establishments in Visakhapatnam; Hyderabad: Andhra University.
- Sauvy A. (1984) Le travail noir et l'économie de demain. Paris : Calman Lévy.
- Sarwant D. K. (1972) Small Scale Industry. A Growth Area in the Indian Economy. Small Industry Bulletin for Asia & the Far East.
- Saxena D. P. (1977) Rururban Migration in India, Cause and Consequences; Bombay: Popular Prakashan.
- Sen J. (1979) The Pavement Economy; Business Standart, July
- Sen J. (1984) Criminalisation of the Poor; Indian Express, August 11th.
- Sethuraman S.V. (1974) Towards a Definition of the Informal Sector; Genève B. L.T.
- Sethuraman S. V. (1982) The Urban Informal Sector in Developing Countries; Genève: LL.O. (B.I.T.).
- Shaw A. (1985) The Informal Sector in a Third World Urban Economy. A Case Study of Calcutta, India. Bulletin of Concerned Asian Scholars. Vol. XVII, N° 1.
- Shrinivasan K.N. (1982) Employment and Unemployment. An assessment of two National Sample Surveys; Economic and Political Weekly, Vol. XVII, N°38.
- S.I.E.T.L. (1982) Draft Report of Macro Study; Hyderabad.
- Silberstein B. (1985) Les tribulations d'un entrepreneur dynamique; Autrement, hors série 13, mai.
- Singh A.M.; De Souza A. (1980) The Urban Poor: Slum and Pavement Dwellers in the Major Cities of India; New Delhi: Manohar.
- Singh G. (1979) Flight of Temporary Workers of Bombay Port: Economic and Political Weekly, XIV, 38.
- Sinha J.N. (1972) The Indian Working Force. Census of India 1961, Vol. I. monography 12j, Delhi: Monitor of Publications.
- Sinha G.P.; Ranade S.N. (1975) Women Construction Workers; New Delhi: Allied Publishers.
- Society for Promotion of Area Resource Centre (1985) We, The Invisible, A Census of Pavement Dwellers; Bombay: S. P. A. R. C.
- South Gujarat University. 1984. Working and Living Conditions of the Surat Textile Workers: a Survey. Surat: Special Editor.
- Srinivas, M. N. 1987. The Dominant Caste and Other Essays, New Delhi: Oxford University Press.
- Stavenhagen, R. 1973. Sept thèses erronnées sur l'Amérique latine, Paris: Anthropos.
- Steel, W. 1977. Small Scale Employment and Production in Developing Countries: Evidences from Ghana, New York: Praeger.
- Streefkerk H. (1981) Too Little to Live on, to much to Die. Employment in Small Scale Industries in Rural South Gujarat;
  Economic and Political Weekly, XVI, 12, 13, 14.
- Streefkerk H. (1985) Industrial Transition in Northern India; Bombay: Popular Prakashan.

- Subramanian, K. N. 1979. Wages in India, New Delhji : Mac Graw Hill
- Subrahmaniam K. K. & Others (1982) Construction Labour Market. A Study in Ahmedabad; New Delhi: Concept Publications.
- Thakur C.P.; Aurora G. S. (1971) Technological Change and Industry; New Delhi: Sri Ram Center Press.
- Telegraph (1986) Soviet Study Disputes Indian Census Figures; Telegraph, September 9 th.
- Thakur C. P. (1978) Apprenticeship and Skill Supply. An Analysis of Manpower and Labour Markets Aspects; New Delhi: I.C.S.S.R.
- Thomas R. (1982) India's Emergence as an Industrial Power; Delhi: Vikas Publishing House.
- Thorner D. (1980) The Shaping of Modern India; New Delhi: Allied Publishers.
- Timberg T. A. (1972) The Rise of Marwari Merchants as Industrial Entrepreneurs from 1920 to 1930; Harvard: P.H.D. Thesis.
- Timberg T. A.(1978) Small Scale Industry Survey Data. A Note. Economic and Political Weekly, XVIII, 34.
- Timberg, T.A. (1978) Report of the Survey of Small Scale Industrial Units in Bombay, Washington: World Bank (development economics department)
- Todaro, M. (1969) A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries, American Economic Review, vol. 59, p. 138.
- Todaro M. (1976) Internal Migrations in Developing Countries; Genève: B.I.T.
- Tyabji N. (1984) Nature of Small Enterprise Development. Political Aim and Socio-Economic Reality; Economic and Political Weekly, XIX, 31-32-33, août.
- Unesco et Gower (1982) Living in Two Cultures. The Socio Cultural Situation of Migrant Workers and their Families; Paris: Publications Unesco et Gower.
- Unnayan (1982) Hand Rickshaw in Calcutta; Mainstream, XX,
- Uppal J. S. (1973) Disguised Unemployment in an Underdeveloped Economy. Its Nature and Measurement; Bombay: Asia Publishing House.
- Van Dijk M.P. (1977) Enquête sur le secteur non structuré. Mars-Mai 1977 ; Genève : B.I.T.
- Venkatesam A. (1981) Labour and Labouring Classes. Sociological Study Comparing the Three Main Classes of Workers in Sivakasi; New Delhi: I.C.S.S.R.
- Vidyarthi L. P. (1969) Social Implication of Industrialisation of India. A Case Study of Tribal Bihar; Ranchi: Council for Cultural Research.
- Visaria P. (1976) Level and Pattern of Work Participation in Greater Bombay; The Outlook Tower.
- Vishvakarma R.K. (1978) Urban Income Distribution and Employment Generation; Nagarlok, October-December, Vol. XII, n°4.
- Vishvakarma R.K. (1980) Urban Informal Sector Concept, Public Issues and Measure; Nagarlok, Vol. XIV, n°2.
- Vishva Yuvak Kendra (M.S. Gore) (1977) Indian Youth ; New Delhi : Kafnana Publications House.
- Wade R. (1973) The Culture of Poverty, the Informal Sector and Marginal Groups, Bulletin of the Institute of Development Studies, V, 2, 3.
- Weeks J. (1975) Policies for Expanding Employment in the

Informal Urban Sector of Developing Economies, International Labour Review, Jul-August.

Westergaard K. (1986) People's Participation, Local Government and Rural Development. The Case of West Bengal, India.; Copenhague: C. D. R. Research Report.

Wiebe P. D. (1975) Social Life in an Indian Slum, Delhi : Vikas Publishing House. Il est possible de consulter une grande partie des textes indiens de la bibliographie au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud, 54 boulevard Raspail à Paris.

# LISTE DES ILLUSTRATIONS, TABLEAUX ET CARTES (les titres sont abrégés)

	pages		ıges
générales	24	Petites activités de rue	
Carte de l'Inde		à Bombay et Haorah	75
avec les noms des localités		Plan n° 16	
citées dans le chapitre VIII	25	Au long des usines textiles B. à Delhi	. 79
Plan n° 1		Plan n° 17	
Kesari Gali,		La zone industrielle d'Ambarnath	81
en face de la gare de New Delhi	26	Plan n° 18	
Plan n° 2		La route de K. à Dhanbad	84
L'évolution de la frange		Plan n° 19	
d'un ancien bazar	30	Une partie de Paksia, Calcutta	88
Plan n° 3		Plan n° 20	
Bahari Mohalla à Delhi	34	Altadiga, ou les multiples aspects des	
Plan n° 4		activités à petite échelle. Calcutta	91
Sangi Basti à Pahar Ganj, New Delhi	38	Plan n° 21	
Plan n° 5		Bidonvilles et petites activités à Puné	94
Dapadi Katra à Bénarès	40	Plan n° 22	
Plan n° 6		Asansol au Bengale occidental	97
Sindhi Gali à Delhi	45	Plan n° 23	-
Plan n° 7		Shankar Das Lane à Calcutta	104
Une rue industrieuse	_	Plan n° 24	
près de la gare de Séaldah,	47	Variété et densité	
Plan n° 8		des vendeurs de trottoir à Puné	108
Dans Byculla, Bombay	50	Plan n° 25	
Plan n° 9		Cinquante vendeurs de rue auprès	
L'évolution vers des zones industrieuses		du siège du gouvernement provincial	
séparées et planifiées	55	de Calcutta	110
Plan n° 10		Plan n° 26	
Le "Manohar Industrial Estate"		Deux ruelles à Bihari Gali, Calcutta	168
à Lalbag	59	Plan n° 27	
Plan n° 11		B., une bourgade	
Akhara Gali, Haorah	62	au cœur du pays minier du Bihar	174
Plan n° 12		Plan n° 28	
Bihar Manzil Lane à		Sumanta Sarkar Road à Calcutta	181
Garden Reach, Calcutta	67	Plan n° 29	
Plan n° 13	]	La rue Acharya à Calcutta	184
Une partie de Niché Bag, Calcutta	70	Plan n° 30	
Plan n° 14		Trois ruelles près de l'avenue	
Goala Basti à Calcutta	73	Subash Chandra Bose	189

# TABLE DES MATIÈRES

page 5	Int	RODUCTION	page	99		Chapitre VIII
	Cette Inde là :				Les grandes conce	ntrations
	pourquoi et comment?				de branche	
	to an dance or commercial		page	109		Chapitre IX
	•	,	page		T	
					Les catégorie	
page 9		PARTIE I			socio-profession:	
	Réflexions concrètes		page	119		Chapitre x
sur	les activités à petite échelle	Э			Trois grands prok	olèmes
	en Inde contemporaine				d'une actualité br	
page 11		Chapitre I		100		Coverveor
	Quelques données de base		bage	120		Conclusion
•	et perspectives globales	,			La nature des cli	
07				C	ru sein de l'univers	productif
page <b>27</b>	<u> </u>	hapitre II				
	es petites activités urbaines		~~~	101		Partie II
co	ontemporaines et le bazar		page	191		PARIL II
page 41	C	hapitre III	Les catégories de main-d'œuvre			
Le	es activités à petite échelle		page	133		Introduction
	et l'industrialisation			ī	es catégories et la 1	recherche
•	des quartiers résidentiels				es calegories et la i	CONCIONO
page 51	C	hapitre IV				
T.e	es activités à petite échelle		page	136	Pi	artie II sous-partie I
. ا	et le développement			Lo	a complexité des co	s concrets
de zones d'activités spécialisées		s	et l'appréciation des acteurs eux-mêmes			
page 63	C	hapitre V	page	137		Chapitre I
	Le développement		1 3		ravailleur ou non-tr	
d	es activités à petite échelle			11	l'implication dans l	
	ans les quartiers populaires				Timplication datis	CCIVILE
,		,	page	145		Chapitre II
page 75	C	hapitre VI			Salariat, travail inde	épendant
I	e "petit" vit-il aux dépens				condition libre ou d	
	au service du "plus grand"	?			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
page 89	Ct	apitre VII	page	193		Chapitre III
				_	Employeurs et em	
	Perspectives régionales :		Limites floues des consciences,			
	l'approche spatiale				angles aigus de	s taits

page 1	159	Chapitre IV
		L'appréciation des réalités par les acteurs eux-mêmes
page 1	164	Parție II sous-partie II
M	[ulti	plicité et souplesse des catégories
page l	165	Chapitre v
	I	Des catégories pour analyser protection et dépendance
page 1	179	Chapitre VI

Redéfinir la notion de pauvreté

page 187	Chapitre VII
-	e la main-d'œuvre selon les dant à la mise au travail
page 193	Conclusion finale
•	dans le cadre des activités à etite échelle ?
page <b>199</b>	Bibliographie
page <b>207</b>	Liste des illustrations

